

Sommaire

– Quelques leçons à tirer des assassinats djihadistes des 7-8-9 janvier 2015 et de leurs conséquences,	3
<i>Charlie Hebdo</i> , les «musulmans» et la liberté d’expression,	5
Prêche tragique à <i>Charlie Hebdo</i> : douze morts. Pour qui travaillent les assassins ? (Claude Guillon),	14
L’attaque contre <i>Charlie Hebdo</i> impose au prolétariat de se charger directement et sans tarder de la lutte sans merci contre le fanatisme religieux violent qui renforce l’État et accroît la division au sein des exploités et des opprimés (Mouvement communiste),	17
Vous faites erreur, je ne suis pas Charlie (Claude Guillon),	25
D’une authentique émotion de masse	
à une manipulation politico médiatique,	27
Délation, prison, flicage. La farce antiterroriste ne fait pas rire (Claude Guillon),	43
Camarades, votre loi du talion ne sera jamais la mienne !	46
Les partisans du «totalitarisme» religieux ne sont ni des «victimes» ni des «camarades dans l’erreur» ! ou Du bon usage des explications «sociologiques» en milieu militant...	54
Quelques dits sur l’événement de janvier 2015 à Paris (Temps critiques)	62
A propos des discussions sur <i>Charlie Hebdo</i> au boulot	84
Après les 17 exécutions djihadistes des 7/8/9 janvier 2015 : dix points de clivage et sources d’interrogations,	86
– Une position claire face aux religions,	87
– Laïcité et droits démocratiques,	94
– Statut de la raison et des sciences,	96
– Ambiguïtés du terme «islamophobie»,	97
– Lutttes géopolitiques en cours,	101
– Méconnaissance du rôle social des religions,	105
– Sous-produits gauchistes des théories postmodernes,	107
– Affirmations identitaires et poids social des religions,	112
– Pour un antiracisme de classe,	115
– Nature de l’antisémitisme mondialisé actuel,	120
Racisme antimusulmans et antisémitisme en Europe : pourquoi il nous faut combattre ensemble ces deux fléaux – sans céder aux pressions des identitaires de gauche et de droite	127
– Un recul nécessaire,	135
– Racisme antimusulmans en Europe,	143
– Antisémitisme en Europe,	152
– France : un pays pionnier,	158

– Antisémitisme et racisme antimusulmans vus par la gauche et l'extrême gauche,	161
– Annexe 1 : Ambiguïtés de la notion d'islamophobie,	170
– Annexe 2 : Tableau comparatif,	179
– Annexe 3 : Définition de travail de l'antisémitisme,	187
«Islamophobie» ou racisme antimusulmans ?	189
Encore et à nouveau sur l'Islamophobie	190
L'appel des libertaires contre l'islamophobie,	193
Dix questions aux libertaires sur l'islamophobie et le racisme	197
Misère du néologisme, néologisme de la misère (Juan Pueblo, CNT-AIT),	204
La fourestophobie, nouveau gadget gauchiste,	208
Décidément, Mme Caroline Fourest ment vraiment très mal,	210
Qu'est-ce que le racisme antimusulmans ? (Sacha Ismaïl),	213
<i>Les nouveaux rouges bruns</i> de Jean-Loup Amselle,	220

Les réactions d'une grande partie de l'extrême gauche, de l'ultragauche, ou du mouvement anarchiste face aux dix-sept exécutions commises à Paris par un trio de meurtriers djihadistes entre le 7 et le 9 janvier 2015, réactions officielles mais aussi plus spontanées et révélatrices sur les réseaux sociaux, permettent de faire le point sur de nombreuses tares dans «nos milieux», sujets déjà traités dans trois numéros de la revue sous le titre «Nos tares politiques» et bientôt dans un quatrième.

Ce numéro commence par un article écrit en 2012 portant sur... «Charlie Hebdo». Il est suivi par plusieurs contributions de la revue *Temps critiques*, du groupe Mouvement communiste, de Claude Guillon et de *Ni patrie ni frontières* sur les assassinats de Paris au début de de janvier 2015. La revue aborde ensuite la question de la montée de l'antisémitisme et du racisme antimusulmans en Europe, en essayant d'en dégager les causes et les conséquences. La dernière partie tourne autour des définitions de l'islamophobie et du racisme antimusulmans.

*Quelques leçons
à tirer
des assassinats
djihadistes
des
7-8-9 janvier
2015 et de leurs
conséquences*

Charlie Hebdo, **les «musulmans¹» et la liberté d'expression**

«Si on insulte Mahomet, c'est comme si on insulte ma mère.»

(Un auditeur, lors d'un débat sur Radio Tropic FM, le 20 septembre 2012.)

Tout a commencé par les extraits d'une vidéo imbécile postée sur le Net. Puis l'intervention d'un hebdomadaire satirique français, *Charlie Hebdo*, qui s'est toujours caractérisé par son mauvais goût, son machisme revendiqué, sa grossièreté censée être comique et populaire, et sa tendance à faire d'une certaine forme douteuse d'antiracisme son fonds de commerce.

Charlie Hebdo : **«un des rares exemples de la presse libre en France»**
(?)

Cet antiracisme franchouillard a une particularité : il véhicule tous les préjugés racistes ou antisémites sous prétexte de s'attaquer aux... racistes. Cette position rend son humour le plus souvent parfaitement acceptable à des gens d'extrême droite. Un exemple : la couverture du dernier *Charlie Hebdo* représentait un juif traditionaliste portant un grand chapeau et poussant une chaise roulante dans laquelle était assis un musulman (ou Mahomet ?), avec pour sous-titre *Intouchables 2*, titre d'un film français qui a remporté un grand succès populaire. Une lecture au premier degré incite le lecteur à penser que les juifs et les musulmans seraient exemptés de toute critique en France, ce qui évidemment sous-entend : que les catholiques (religion ultramajoritaire et culturellement dominante en France) seraient, EUX, beaucoup plus tolérants face au blasphème que les partisans des deux autres religions du Livre ; que les juifs et les Juifs

¹ Le terme «musulmans» est mis entre guillemets dans cet article, car la presse, les démographes, les sociologues et nombre de militants de gauche, d'extrême gauche ou altermondialistes collent généralement l'étiquette religieuse de «musulman» à toute personne qui vient d'un pays où l'islam est religion d'Etat, ou dont les familles sont pratiquantes, voire simplement à celles qui portent un nom «arabe». Comme s'il n'existait pas d'athées ou d'agnostiques parmi ces dits «musulmans»...

français, même s'ils sont ultraminoritaires, formeraient un «lobby» puissant (ce fut d'ailleurs la réflexion suivante de l'auditeur cité en exergue) ; et enfin que les «musulmans» feraient régner la terreur en France par leur terrorisme intellectuel, leurs menaces physiques, voire leurs attentats.

En réalité, *Charlie Hebdo* n'a fait que sauter sur l'occasion offerte par la diffusion de *L'innocence des musulmans* pour renforcer la «critique» qui tend à présenter TOUS les musulmans comme des fanatiques ou des poseurs de bombes en puissance.

Il y a une quinzaine d'années, *Charlie Hebdo* était considéré par la gauche altermondialiste, comme l'un des rares exemples de la «presse libre» (dixit à l'époque Serge Halimi, directeur du mensuel de la gauche altermondialiste *Le Monde diplomatique*). Quand cet hebdomadaire passa sous la direction d'un ex-comique et auteur de café-théâtre (Philippe Val), devenu philosophe de cour (...côté comptoir) proche de Sarkozy, évidemment les militants de gauche et d'extrême gauche trouvèrent que cette publication n'était plus fréquentable.

Et ce d'autant plus qu'une féministe réformatrice, Caroline Fourest, y critiquait toutes les religions, tous les intégrismes, y compris donc l'intégrisme musulman, mais aussi Tariq Ramadan, icône de l'altermondialisme et d'une partie de l'extrême gauche.

Les plaisanteries antisémites du dessinateur Siné (qui n'en était pourtant pas à son coup d'essai) ont permis à un premier faux débat de s'instaurer entre les partisans de Siné (censés être à gauche et à l'extrême gauche) et les partisans de Philippe Val, ou les lecteurs de *Charlie Hebdo*, censés être tous sarkozystes et «islamophobes».

Les termes de ce débat étaient truqués puisqu'aucun des deux camps ne s'opposait vraiment À LA FOIS à l'antisémitisme¹ (y compris sous sa forme antisioniste réactionnaire) et au racisme anti-Arabs, fusse-t-il camouflé sous les habits de la critique de l'Islam. Finalement, Siné fut licencié de *Charlie Hebdo* et créa son propre mensuel satirique ; Val alla diriger une radio publique, où il s'illustra aussitôt en licenciant deux comiques antisarkozystes (Didier Porte et Stéphane Guillon) ; et *Charlie Hebdo* continua ses commentaires vaseux sur toute sorte de sujets.

¹ D'ailleurs, dans le numéro de *Charlie Hebdo* du 19 septembre 2012, l'étoile jaune collée sur le postérieur d'un individu nu en position du missionnaire (et/ou en train de prier) avec pour sous-titre «Une étoile est née» laisse penser que Siné pourrait revenir pointer sans problème chez ses anciens collègues «antiracistes». Son «humour» antisémite est décidément contagieux...

Il est évident que la sortie d'un nouveau numéro de *Charlie Hebdo* consacré à des caricatures de Mahomet et des musulmans (le précédent numéro sur le même sujet lui avait valu un attentat, la protection de la police et des procès pour «islamophobie») avait pour principal objectif de créer le buzz et de faire vendre cet hebdomadaire en profitant du climat créé par les réactions face à la diffusion de *L'innocence des musulmans*.

La «liberté d'expression» n'a rien à voir avec cette provocation.

De plus, depuis quelques années, en France comme en Europe, on sait que l'extrême droite cache ses idées racistes et fascistes sous le drapeau commode de la défense de la liberté d'expression, la dénonciation de la «dictature du politiquement correct», de la «bien-pensance», etc. Donc il faut faire attention à cette marchandise frelatée que devient souvent la liberté d'expression entre certaines mains.

En même temps, un nombre minuscule de musulmans sont tombés dans le piège en voulant organiser des manifestations, aussitôt interdites par le pouvoir socialiste.

De son côté, Marine Le Pen, la nouvelle chef du Front national, en a profité pour réclamer l'interdiction des hijabs et des kippas dans les rues.

Faux débats et diversions

Bref, un nouveau faux débat a été lancé par les médias, amplifié par les radios et les médias communautaires, où chacun est sommé de prendre parti: soit pour les «musulmans» toutes orientations confondues (musulmans dont les représentants officiels ont d'ailleurs appelé à ignorer la provocation et à ne pas manifester, consigne bien respectée jusqu'ici), soit pour *Charlie Hebdo* censé être le principal porte-parole de «l'islamophobie» de gauche.

Il y a pourtant pléthore de sujets plus importants en ce moment que de discuter de l'opportunité de publier des caricatures d'un prophète-guerrier mort il y a quinze siècles.

La vague des licenciements collectifs, la montée du chômage, le manque de professeurs dans les écoles, la répression contre les sans-papiers, les contrôles au faciès, le flicage de tous ceux qui reçoivent des aides sociales, l'augmentation de la productivité et des accidents du travail, l'accroissement des suicides liés à la dégradation des conditions de travail, le harcèlement mené par les chefs et les patrons, etc., tous ces sujets mériteraient des centaines d'articles, des dizaines d'émissions de radio et de télévision, et des milliers de débats.

Mais les médias préfèrent organiser des faux débats avec des intellectuels confus, islamophiles ou islamophobes, pratiquement jamais athées ou rationalistes, ou avec leurs auditeurs pour discuter gravement du seul sujet qui les intéresse : la liberté d'expression.

C'est quoi exactement, la «liberté d'expression» ?

Les propos de l'auditeur dont la citation commence cet article, et bien d'autres commentaires sur Internet, témoignent parfaitement de la confusion idéologique actuelle.

Les insultes personnelles contre les individus relèvent pour le moment de la justice bourgeoise. C'est aux personnes insultées à porter plainte si elles s'estiment diffamées. Et il existe tout un arsenal juridique à cet effet. Inutile d'en rajouter.

On peut également engager une solution expéditive, comme semblait le suggérer cet auditeur (en clair, aller casser la figure à celui qui a insulté votre mère ou votre religion) mais est-ce vraiment la meilleure des solutions ?

On pourrait enfin imaginer, dans une autre société, qu'il existe dans les quartiers, les écoles, ou les entreprises, des assemblées générales, des comités d'habitants ou de travailleurs, pour régler ce genre de différend, sans passer par des juges et des avocats... Mais cela supposerait que les participants acceptent de régler leurs différends en se soumettant à une solution collective, non violente.

La liberté d'expression, contrairement à ce que croit l'auditeur de Tropic FM cité en introduction, n'a rien à voir avec une triviale insulte individuelle. La liberté d'expression dépend d'un ensemble fragile de droits collectifs qui touchent tous les médias, du simple tract à l'émission de télévision, en passant par le journal ou le livre, mais aussi le droit de manifester et de s'organiser. Droits collectifs qui ont été imposés par des décennies de lutte, notamment des travailleurs.

Cette liberté d'expression est réduite à la portion congrue dans le monde occidental, non du fait des manifestations de quelques intégristes musulmans ou en raison de quelques attentats islamistes, mais à cause du pouvoir tout-puissant de l'argent des capitalistes. Les magnats de la banque, de la finance ou de l'industrie qui contrôlent les médias ne pratiquent la liberté d'expression qu'à dose extrêmement réduite. Et la parole des travailleurs, des chômeurs, des exploités ne s'y fait jamais entendre, ou alors elle est filtrée par des journalistes qui ménagent soigneusement les intérêts de leurs maîtres.

La liberté d'expression... vue de gauche

Ce n'est d'ailleurs guère mieux dans les partis dits de gauche ou dans les grands syndicats.

On sait parfaitement comment le Parti communiste français a diffamé, dénoncé aux flics et aux patrons, cassé la figure, ou envoyé à l'hôpital les militants trotskystes ou anarchistes pendant des décennies. Quand il ne les assassinait pas, comme ce fut le cas pour de nombreux militants révolutionnaires sous l'Occupation, ou pendant la Guerre d'Espagne. Sans parler des crimes du stalinisme, des Goulags russes et chinois, dissimulés

puis niés par le PCF, et jamais expliqués sérieusement par ce parti dit «communiste».

On sait que le Parti socialiste français ne donne du pouvoir et la parole qu'à des individus issus de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie, comme cela se reflète dans les médias qui lui sont liés, dans la composition sociale de ses députés, sénateurs et ministres, dans sa mise en place actuelle d'une politique d'austérité, dans sa continuation de la politique anti-immigrés menée sous le gouvernement précédent, son soutien aux forces de police et aux interventions de l'armée française à l'étranger, etc.

On sait que les syndicats musèlent la parole et la liberté d'action des travailleurs hostiles à leurs bureaucraties, quand ils ne les excluent pas, purement et simplement.

On sait aussi comment le groupuscule des Indigènes de la République dont quelques intellectuels (Saïd Bouamama, Pierre Tevanian) dits d'extrême gauche et anti-impérialistes, plus récemment, ont empêché Caroline Fourest, féministe laïque, antiraciste et démocrate réformiste, de s'exprimer et de critiquer le Front national à la fête de l'Humanité le 16 septembre 2012, et ce au nom de... l'antifascisme et de la lutte contre l'islamophobie imaginaire de cette féministe (pour se convaincre du caractère fantaisiste de ces accusations, il suffit de lire l'ouvrage de Fourest contre Marine Le Pen, et le livre-dialogue entre Taslima Nasreen et Caroline Fourest, ouvrage dans lequel celle-ci se montre beaucoup plus modérée et gentille que Taslima Nasreen vis-à-vis de l'islam !).

Donc, méfions-nous aussi, à gauche ou à l'extrême gauche, de tous ceux qui veulent, au sein du mouvement ouvrier, des syndicats, ou dans la rue, imposer leurs idées à coups de matraques, ou de poing, chaque fois que cela leur convient. Ou de ceux qui prétendent défendre la liberté d'expression, alors qu'ils sont incapables de la pratiquer dans leurs propres organisations syndicales et politiques et dans leurs publications.

Pour le respect du droit de manifester

À propos des caricatures parues dans *Charlie Hebdo*, certains «musulmans» ultraminoritaires veulent à la fois avoir le droit d'exprimer dans la rue leur indignation contre ce journal et aussi celui de protester publiquement contre *L'innocence des musulmans*. Le gouvernement français a interdit plusieurs manifestations à ce sujet, et les quelques rassemblements qui ont été organisés ont été des échecs retentissants (de un à cent cinquante manifestants, selon les villes), montrant que l'immense majorité des «musulmans» en France ne sont pas tombés dans le piège, même s'ils ont pu se sentir offensés par la culpabilisation collective permanente dont ils sont victimes.

En tant que partisan de la liberté d'expression, je ne vois pas pourquoi je devrais soutenir les décisions d'interdiction de ces manifestations par l'Etat (pas plus, d'ailleurs, que les interdictions du port du hijab ou du niqab dans

l'espace public, même si ce sont les musulmans les plus réactionnaires qui prônent cet uniforme pour les femmes). Elles doivent pouvoir se dérouler, sans être interdites, quoi qu'on pense de leur contenu politique ou religieux douteux ou détestable. Et les militants qui y sont opposés devraient avoir eux aussi le droit de contre-manifester (il est d'ailleurs symptomatique que le seul des cent cinquante manifestants «musulmans» condamnés à une peine de prison après la manifestation du 15 septembre ait expliqué qu'il portait une matraque télescopique pour se défendre des... Juifs. Exemple typique de l'antisémitisme délirant qui puise dans l'antijudaïsme du Coran, l'antisémitisme fasciste et l'antisionisme d'extrême droite.).

Blasphème et pseudo-laïcité gauloise

Par contre, en tant que rationaliste athée, je ne vois aucune raison de soutenir ceux qui veulent introduire en France une loi contre le blasphème, ou limiter la liberté d'expression en ce qui concerne la critique de toutes les religions, y compris l'islam.

L'Organisation de la Conférence islamique (qui regroupe quand même cinquante-sept Etats¹), les Etats-Unis et la Commission des droits de l'homme de l'ONU voudraient que soient adoptées en France des lois contre le blasphème. C'est d'ailleurs aussi la position de Dalil Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris, et celle de l'UOIF (proche des Frères musulmans) qui préside le Conseil français du culte musulman.

¹ L'OCI a adopté une «Déclaration sur les droits de l'homme». Ce document suscite de sérieuses réserves, qui s'expriment même sur le site Oumma.com, pourtant peu suspect d'«islamophobie». C'est ainsi que Mohammed Amin Al Midani écrit (<http://oumma.com/Les-Declarations-islamiques-des>) : *«l'égalité [entre les hommes] se manifeste seulement en dignité, en devoir et en responsabilité mais pas en droit»* (la déclaration ne mentionne pas explicitement l'égalité entre hommes et femmes) ; *«la femme musulmane ne se voit pas reconnaître le droit, d'après la Charia, de se marier avec un non-musulman»* ; *«les articles 24 et 25 précisent que les droits et les libertés énoncés dans la Déclaration "sont soumises aux dispositions de la Charia" et [que] cette dernière est "l'unique référence pour l'explication ou l'interprétation de l'un des quelconques articles contenus" dans la Déclaration. (...) : à quelle Charia ou précisément à quelle interprétation de la Charia se réfèrent ces deux articles (...) ? (...) il y a au moins quatre écoles sunnites d'interprétations, et une ou plusieurs écoles chi'ites (...) Quelques droits et libertés font cruellement défaut dans cette Déclaration comme la liberté de religion, la liberté de croyance ou la liberté de manifester sa religion !»* Oserons-nous ajouter que les athées et les agnostiques n'ont aucune place dans cette Déclaration des droits islamiques ?

L'Etat français est régulièrement critiqué parce qu'il existerait dans ce pays des lois antireligieuses trop dures, «islamophobes» et que la puissante secte de l'Église de scientologie serait «persécutée» en France.

L'Etat français se sert de la laïcité quand cela l'arrange pour des questions de politique intérieure ; mais il finance les religions catholique, protestante et juive, dans plusieurs départements français ; il finance la formation des imams à l'Institut catholique de Paris (à raison de 4 500 euros par étudiant) et met des terrains à la disposition des mosquées grâce à des baux emphytéotiques de quatre-vingt-dix-neuf ans pour un euro (pas vraiment un prix «islamophobe» !) ; il assure l'entretien matériel des églises catholiques, et il finance l'enseignement privé (à 90 % confessionnel) sur tout le territoire dit national. Nous n'avons aucune raison de soutenir l'Etat français dans toutes ces manœuvres mais nous devons aussi nous opposer à tous ceux (catholiques, juifs, protestants ou musulmans) qui voudraient imposer des lois limitant la critique des religions, sous prétexte qu'elles offenseraient les croyants, Dieu ou les prophètes.

Vrais ennemis et faux amis des «musulmans»

De même, sans soutenir un journal comme *Charlie Hebdo* qui cherche à faire parler de lui, à n'importe quel prix, je ne vois aucune raison de soutenir ceux qui veulent y mettre le feu, menacer physiquement ses dessinateurs ou ses journalistes, ou le faire condamner par la justice bourgeoise à cause de ses blasphèmes de mauvais goût.

Parallèlement, il faut aussi dénoncer tous ceux qui, y compris à gauche, se servent de la critique d'une seule religion (l'islam) tout en restant muets ou très discrets sur les autres cultes, pour faire passer pour progressiste leur racisme anti-Arabs, ou leur soutien aux interventions néocoloniales françaises, européennes ou américaines, en Afrique, en Libye ou en Afghanistan.

Nous devons dénoncer l'Iran qui tente de récupérer l'initiative que ce régime a perdue depuis qu'en Tunisie et en Égypte des dictateurs ont été renversés par les peuples, ou sont fortement contestés. Iran où une fondation du régime a aussitôt profité de la diffusion de *L'innocence des musulmans* pour augmenter la prime destinée à assassiner l'écrivain Salman Rushdie.

Nous devons dénoncer aussi la tentative du FN de s'inviter dans ce débat afin d'attiser la haine contre les Arabes, qu'ils soient musulmans ou pas, et contre les Juifs et les juifs, vieux fonds de commerce du Front national.

Enfin, nous devons dénoncer la tentative de diversion évidente que représente tout ce tintamarre médiatique à propos de ces deux non-événements.

On remarquera que plusieurs groupes fascisants (dont l'Œuvre française et les Jeunesses nationalistes) organisent une «descente» en cars sur Paris et un «grand rassemblement nationaliste» le 29 septembre 2012, mais que les médias s'en désintéressent totalement. Pourtant les thèmes du meeting du 28, puis de la manif du 29 septembre, devraient alerter tous ces ardents défenseurs de la liberté d'expression : *«Mobilisation générale de tous les Français non reniés, de tous les patriotes et nationalistes. Après la révolte des souchiens à Lyon, les Français en marche sur la capitale ! Contre les zones de non-droit, contre la politique antinationale des pouvoirs publics, contre le racisme anti-Blancs : Maîtres chez nous! Contre l'immigration-invasion, contre nos gouvernements stipendiés par les intérêts américanisationnistes et euro-mondialistes, contre la préférence étrangère : le combat pour rendre la France aux Français et redevenir maîtres chez nous continue!»*

Voilà un échantillon significatif de la xénophobie, du racisme, de l'antisémitisme et de l'antisionisme fascisants, idéologies qui fleurissent sur Internet à chaque minute.

Les identités nationales, culturelles et religieuses font l'objet d'une promotion exubérante par les Etats, les Eglises et tous les démagogues populistes et fascisants. Ce n'est pas parce que les travailleurs «musulmans» sont en butte à une propagande particulièrement haineuse, qu'ils doivent perdre leur indépendance d'esprit, et leur esprit critique. Ils ont le choix : soit ils s'allient à leurs exploiters et leurs dirigeants démagogues qui se réclament bruyamment de la même foi qu'eux, soit ils démasquent toutes les utilisations politiques de leurs croyances.

Quant aux athées et aux non-croyants ils doivent aussi se démarquer radicalement de tous les courants de gauche ou de droite, populistes, fascistes ou fascisants qui se réclament de l'héritage des Lumières ou des droits de l'homme pour mieux cacher leurs projets réactionnaires ou obscurantistes !

Y.C., 23 septembre 2012

Prêche tragique à *Charlie Hebdo* : 12 morts. Pour qui travaillent les assassins ?

7 janvier 2015, par Claude Guillon, extrait du site [lignesdeforce](http://lignesdeforce.com).

Gueule en deuil

D'abord une remarque concernant le titre de ce billet. L'hebdomadaire *Charlie Hebdo* s'est toujours distingué par un mauvais goût transgressif assumé, se moquant de toutes espèces de victimes : le général de Gaulle (dans une formule célèbre qui est à l'origine de mon titre : «Bal tragique à Colombey : un mort»), mais aussi les victimes d'un incendie dans une discothèque ou des enfants dans un car scolaire.

Les gens qui seraient choqués (c'est leur droit) manifestent leur allergie à ce qu'a toujours été *Charlie Hebdo* (c'est encore leur droit). Ils seront bien aimables de nous épargner le couplet ému sur *Charlie Hebdo* comme incarnation de la liberté d'expression.

Ensuite, et ça n'est pas contradictoire, ma pensée va évidemment à tous les proches des victimes et aux blessé(e)s. À destination des crétins (je sais qu'il y en a) ricanant que je n'ai sans doute pas les mêmes pensées compatissantes à l'égard des Palestinien(ne)s lorsqu'ils et elles meurent sous les bombes israéliennes, j'ajoute que si, j'ai les mêmes, et que je récuse absolument l'argument sous-jacent selon lequel assassiner les dessinateurs de *Charlie Hebdo* pourrait se parer en quoi que ce soit de l'argument d'une solidarité avec la Palestine.

Pour qui travaillent les assassins ? La question est formulée de manière rhétorique, que je dois corriger aussitôt. Peu m'importent si ces assassins sont payés ou non, et par qui. Peu m'importe encore ce qu'ils croient faire. Ce qui m'intéresse, c'est ce que produit leur geste.

Les assassins fournissent à l'État une incarnation presque caricaturale du terrorisme. Leur geste entraîne immédiatement la réactivation de mesures de type Vigipirate, mais, ce qui est plus grave, il fournit un argument facile pour justifier le récent renforcement des lois dites «antiterroristes», et le suivant, qui ne saurait tarder.

Ce faisant, les assassins renforcent l'État et nuisent à toutes les forces de contestation que les textes «antiterroristes» permettent de surveiller et de

réprimer. Ils rendent plus difficile la critique du système. On peut parier qu'ils s'en moquent

Par ailleurs, les assassins se font les attachés de presse bénévoles — à la stratégie certes un peu agressive — du récent livre de Michel Houellebecq, *Soumission*. Ils rendent également un grand service à des gens comme Zemmour, prochain invité d'Alain Finkielkraut, le 10 janvier [2015], dans son émission de France Culture «Répliques».

Il va de soi que les trois personnages ci-dessus mentionnés condamneront fermement, et sincèrement, le massacre commis à *Charlie Hebdo*. Ce qu'ils croient n'a pas plus d'intérêt que ce que croient les assassins. Je m'intéresse à ce qu'ils font. Tous trois répandent, avec des différences voire des divergences personnelles, le mythe d'une défaite de la société française devant un Islam conquérant. Le mythe allant jusqu'au délire d'un prétendu «grand remplacement», affirmé par le misérable Renaud Camus, qui a cessé (?) de compter les juifs à France Culture pour compter les musulmans partout (c'est-à-dire probablement, dans sa cervelle malade, les «Arabes»).

Lequel Camus est protégé par Finkielkraut, qui estime bon et utile de lui donner la parole sur l'un des rares médias où il n'intervient pas déjà, pour des raisons qu'il faudrait une longue psychanalyse pour élucider (il semble que, pour ces pauvres gens, le seul choix possible est celui du fantasme idéologique auquel se «soumettre», comme dit Houellebecq).

«Prêche tragique». C'est suggérer qu'il est légitime d'établir une relation entre les assassins et leur religion. Ces gens tuent au nom de «dieu». Je ne suis pas spécialiste de «dieu», mais il me semble que ça doit avoir un rapport avec «lui», non ? Je sais que certains vont se vanter de «l'»avoir eu au téléphone et que non, il condamne l'attentat (tout ça est du déjà-vu). On en est réduit à choisir entre différents frappingues (et oui, comme n'importe qui, en situation, je préfère ceux qui n'ont pas de mitraillette à la main).

Ici, certain(e)s se récrieront contre l'invitation faite aux musulman(e)s de manifester leur réprobation envers les actes commis par des gens supposés adorer le même «dieu» qu'eux. C'est pousser l'hospitalité laïque jusqu'à la niaiserie. Si demain un crétin se réclamant de l'anarchisme posait une bombe dans une mosquée, par exemple (contre toute religion et pour le droit au blasphème) ou dans un restaurant chic (contre les «bourgeois», cela s'est vu à la période dite de la «propagande par le fait»), je me sentirais, en tant qu'anarchiste révolutionnaire, tenu d'exprimer ma condamnation et mon analyse des faits. Je jugerais parfaitement légitime d'être interpellé, en privé et en public, sur cette question. Je ne vois pas pourquoi d'autres ne seraient pas requis de la même manière.

Certes, comme je l'ai évoqué plus haut, ce type d'événement fait nécessairement le jeu de diverses formes de propagandes racistes. Vous en parlerez aux assassins, si la police ne les élimine pas sommairement.

Le renouveau religieux, qui plus est principalement dans une partie de la population française issue de l'immigration, donc victime de discriminations racistes, pose des problèmes stratégiques complexes pour les militant(e)s révolutionnaires athées. Je ne prétends pas fournir dans ces notes rapides des réponses efficaces.

Il est frappant de constater combien ces adversaires mortels (du point de vue des islamistes au moins) partagent certaines réactions archaïques, parfois transformées en positions «philosophiques», comme la misogynie. Les djihadistes et Zemmour se font grosso modo la même idée de «la femme». Finkielkraut, lui, n'est pas d'accord, il a promis de le dire à Zemmour, mais il voit dans les soirées de Strauss-Kahn avec des prostituées la preuve «qu'il aime les femmes», et il s'excuse de prononcer le mot «vagin» à l'antenne...

Dans un récent article de *Médiapart* (payant), «L'idéologie meurtrière promue par Zemmour», Edwy Plenel souligne un point commun des contempteurs du «déclin français» devant un «péril musulman» : ils font remonter son origine à la Révolution française, aux Lumières et à la théorie du droit naturel. Remarquable contresens des imbéciles pour qui la première République instaurant la laïcité aurait jeté les bases d'une société perméable à la religion... Or les islamistes eux aussi condamnent le droit naturel, mais cette fois comme un symbole de l'Occident impérialiste, et non plus comme la source de son déclin !

La Révolution française a posé beaucoup des questions qui se posent encore à nous aujourd'hui. Notamment en ce qui concerne la laïcité et la lutte contre les superstitions religieuses : ce qui est légitime, et plus encore ce qui est efficace dans ce domaine. Il nous faut, il nous faudra continuer d'y réfléchir, sous le feu croisé — au sens propre hélas — des fanatiques religieux de tous bords (souvenons-nous de l'attentat contre un cinéma du Quartier latin projetant un film jugé «anti-chrétien»), des propagandistes néovichyssois et racistes, et des flics démocrates.

Un mot pour clore ces notes (trop) rapides : ça n'est pas la première fois dans l'histoire de ce pays qu'insulter une prétendue «divinité» mène à la mort, mais en effet il y avait longtemps que cela n'était pas arrivé.

On nous avait rappelé récemment — hommage à Rémi Fraisse ! — que manifester aussi peut être mortel (cela pourrait inciter certains politiques à davantage de retenue dans leurs larmoiements). Bref, être humain(e), debout et sans dieu est aussi mortel que la vie elle-même. Cela fera sans doute un peu plus peur à celles et ceux qui n'osaient plus manifester par crainte des balles de caoutchouc.

Je les comprends, mais je manifeste. Sans dieu ni maître. Plus encore : contre tous les dieux, tous les maîtres, et leurs répugnants nervis : violeurs, exciseurs, assassins.

Sans avoir le moins du monde le goût du martyr, force est de constater que l'on ne saurait vivre sans prendre le risque de mourir. Autant que ce soit dans la dignité.

Claude Guillon

**L'attaque
contre *Charlie Hebdo*
impose au prolétariat
de se charger directement
et sans tarder
de la lutte sans merci contre
le fanatisme religieux violent
qui renforce l'État
et accroît la division
au sein des exploités
et des opprimés.**

«*Ni Dieu, ni maître !*» (Auguste Blanqui)

Contre le califat et le fidéisme, défense du matérialisme, autonomie politique du prolétariat, alliance stratégique avec les mouvements de libération des femmes !

Quels que soient les buts des responsables du massacre à *Charlie Hebdo*, il a pour conséquence de terroriser la population tout entière. Terroriser pour empêcher de comprendre, terroriser pour dresser encore plus haut une barrière artificielle entre les gens en fonction de la croyance religieuse. La religion est devenue une véritable arme de l'islam politique partout dans le monde. À celle-ci s'oppose, en France, la religion de l'État dit laïque et républicain.

En se posant en gardien de la paix civile, l'État appelle à l'unité nationale derrière lui. Il demande à la population de lui déléguer la défense des libertés et de la démocratie. Une défense qui se fait cependant au prix de la restriction préventive des libertés individuelles et collectives et d'une répression accrue de toute dissidence antiétatique.

Les défenseurs de «l'identité blanche», comme le FN, verront dans cet attentat la confirmation que «la guerre civile a déjà commencé» contre un ennemi déjà identifié : les musulmans, tous les musulmans, qu'ils partagent les vues des fanatiques, qu'ils les combattent ou, tout simplement, qu'ils les subissent en silence. L'étranger, «l'autre» d'ici ou d'ailleurs, est la cible des fanatiques de tous bords.

L'ignoble attentat contre *Charlie Hebdo* fait le jeu de l'État et affaiblit la seule classe, la classe ouvrière, qui peut battre concrètement le fanatisme religieux là où il s'enracine, là où il cherche ses soldats perdus, dans les quartiers populaires et sur les lieux de travail. Cette lutte est indispensable, sous peine de devoir renoncer à faire valoir les raisons des exploités et des opprimés en s'organisant de façon indépendante contre l'État, contre tous les États. Quant à l'islam politique violent, son objectif est de forcer les musulmans à s'isoler et à fournir du bétail prêt à se sacrifier en Syrie, ailleurs ou ici même. Il importe de comprendre ce phénomène pour le combattre sans merci sans, pour autant, se livrer pieds et poings liés à l'État.

Critique du califat et du fidéisme

Dans le monde entier, l'islam politique est devenu un sujet de débat et de polarisation de la société civile en communautés illusives opposées. Chacune de ces communautés illusives affirme militer au nom d'une certaine idée de la civilisation ne pouvant pas s'affirmer pleinement sans la défaite complète de l'autre, identifiée comme ennemi en fonction de la foi qu'elle professe, y compris la foi en la laïcité et en l'État. Au nom de telle ou telle croyance en l'au-delà de l'humain, toutes les questions ou presque y passent : l'oppression plurimillénaire des femmes ; la famille ; les migrations internationales ; l'emploi ; le logement ; la nourriture, etc.

Le prisme déformant et mystifiant de la religion, de toutes les religions, devient la justification revendiquée de l'irrationnel, du rejet du principe de réalité et, plus généralement, du déni d'humanité appliqué à l'ennemi de la foi. Cette mystification spécifique des rapports sociaux pénètre en profondeur dans les têtes de nombreux prolétaires ici, dans les pays capitalistes avancés, comme dans celles de leurs frères à la périphérie du monde capitaliste le plus développé.

En raison de leur incontestable succès, ces idées réactionnaires fidéistes deviennent une puissante force matérielle démultipliant celles qui labourent déjà la surface du globe capitaliste. L'extension du fidéisme dans toutes ses formes bouleverse les priorités et redéfinit les camps capitalistes dans plusieurs zones de la planète. Toutefois, comme toute idéologie, cette longue vague obscurantiste n'est guère à même de faire échec au déterminisme de la matière et des rapports sociaux qu'elle prétend remplacer. La foi ne menace pas plus le capitalisme qu'elle n'a menacé les

sociétés divisées en classes opposées qui l'ont précédé. Le fidéisme n'est autre qu'une expression idéologique particulière de la soumission de classe.

Le fidéisme est un terme d'origine théologique, s'appuyant sur le traditionalisme, selon lequel la vérité ne peut être connue que par la tradition, non par la raison ; au principe de toute connaissance se trouve une révélation primitive que prolonge et enrichit la révélation chrétienne. D'après le fidéisme, la raison ne nous permet pas de connaître la nature des choses ; elle se borne à observer et à classer les apparences ; seule la foi, illuminant l'intelligence (elle-même intuitive, donc distincte de la raison, qui est analytique), nous fait connaître le fond des choses, c'est-à-dire les réalités spirituelles. En un sens plus précis, le fidéisme exclut que les vérités de foi comportent des préambules rationnels, prennent appui sur des démonstrations, incluent un noyau de rationalité qui pourrait être récupéré par une philosophie autonome.

En un autre sens, également théologique, le fidéisme fait consister la foi dans la confiance en Dieu, non dans l'adhésion à des dogmes. Dans tous les cas, le terme fidéisme implique une défiance vis-à-vis de la raison ; c'est pourquoi il a une saveur péjorative. De même que le rationalisme tend à surestimer la raison au point de professer que la science est l'unique source de vérité (récusant ainsi par avance toute croyance), de même le fidéisme tend à surestimer la foi au point de professer que la révélation est l'unique garantie du vrai (discréditant ainsi les efforts de toute activité rationnelle).

Le prolétariat révolutionnaire doit combattre tout d'abord le fidéisme en son sein en le traitant pour ce qu'il est : un instrument de division de la classe qui renforce la dictature capitaliste et les États et qui est susceptible d'embrigader les exploités et les opprimés dans de nouvelles guerres qui profitent aux classes dominantes. En particulier, le fidéisme du Livre (la Bible) – mais aussi celle de l'hindouisme ainsi que de la grande majorité des croyances religieuses – s'applique à dédier à Dieu le patriarcat et la famille. Le califat, l'idéologie fidéiste réactionnaire qui semble remporter le plus de succès ces temps-ci, mérite une attention toute particulière car elle se drape d'anticapitalisme et d'anti-impérialisme et, surtout, constitue un élément central de l'aggravation de la crise géostratégique du Moyen-Orient. C'est la raison pour laquelle nous lui consacrons un texte spécifique en quatre points.

Premier point

Les partisans du califat tentent d'établir un ordre qui leur serait favorable dans des régions où le capitalisme domine mais n'a pas ou peu dissous les rapports sociaux hérités des sociétés de classe qui l'ont précédé. Les quelque dix mille tribus sunnites d'Irak en sont l'exemple le plus clair. La structure sociale archaïque tribale a survécu aux marges du capital moderne en se nourrissant de la rente pétrolière et du petit commerce de

marchandises, souvent illégal. La tribu sunnite irakienne a été transformée par l'extension de la domination du capital mais le lien ancestral de type patriarcal n'a pas été brisé. La tribu administre son territoire. C'est un petit monde clos tant vers l'extérieur que vers l'intérieur, sauf quand elle doit accumuler les moyens de sa survie par le clientélisme et les marchandages. Aujourd'hui, un grand nombre de tribus sunnites d'Irak font allégeance à l'Etat islamique. Ce groupe sanguinaire leur garantit la permanence de la structure tribale. Plus, le califat autoproclamé les sanctifie.

L'autre visage du califat actuel est celui qu'incarnent des personnages comme Mokhtar Belmokhtar, dit «le borgne», salafiste de la première heure et devenu célèbre, début 2013, après son attaque de la raffinerie In Amenas en Algérie. Également surnommé «Monsieur Marlboro», ce sinistre personnage est par ailleurs à la tête d'un vaste trafic de cigarettes chiffré à environ un milliard de dollars dans toute l'Afrique saharienne. Un trafic qui a pu se développer grâce à des alliances de sang scellées avec des tribus touarègues. Contrebandiers, voleurs de poules à la petite semaine, marchands d'êtres humains (prostitution, trafic de migrants), dealers, toutes ces figures de commerçants illégaux trouvent dans le califat un moyen de consolider leurs activités lucratives et/ou d'en développer d'autres, «blanchies» par l'adhésion à la foi.

L'Etat islamique lui-même est une importante entreprise commerciale en Syrie et en Irak qui échange du pétrole, des femmes et des biens de consommation. Le programme de ce dernier se résume à «Qui a les armes, a le pain et les femmes». Ce gang ne présente aucun danger pour le capitalisme qui s'accommode parfaitement des rentiers et des trafiquants, qu'il engendre souvent. Boko Haram au Nigeria, Cameroun et Niger, Al-Shabbaab en Somalie, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Sahel, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) au Yémen et en Arabie saoudite, les talibans en Afghanistan et au Pakistan ainsi qu'Abou Sayyaf aux Philippines, en Indonésie et en Malaisie – pour ne citer que les groupes islamistes les plus connus – répliquent les mêmes rapports sociaux dont l'Etat islamique est l'une des expressions.

Ces considérations ne s'appliquent pas à l'islam chiite, dont l'organisation interne centralisée assimilable au fascisme a permis de s'adapter, à l'instar de l'Église catholique, au capitalisme moderne.

Deuxième point

L'Etat islamique est né sur les décombres du nationalisme arabe reposant sur le modèle des anciennes démocraties populaires fondé sur l'alliance du parti unique (le Baas dans les cas irakien et syrien), de l'armée et du syndicat unique. Ce modèle visait la création d'économies postcoloniales modernes, dotées d'un secteur industriel puissant, d'un marché intérieur unifié et d'un État laïque fort. Ce projet a été miné par

l'effondrement progressif du bloc russe et par l'émergence, sur les décombres des luttes de libération nationale, d'une caste dirigeante parasitaire, corrompue, despotique et inefficace.

Sur le fond, le califat de l'Etat islamique est en parfaite continuité avec les régimes arabes qu'il prétend remplacer. Ses sources de survie sont le commerce et le pillage ; son organisation est clientéliste et truffée d'incapables. L'Etat islamique diverge avec les régimes sunnites uniquement en matière de positionnement géostratégique, ne serait-ce que pour s'imposer aux autres États de la région, y compris ceux dont le sunnisme est la religion officielle.

Les États-Unis ont profité de l'effondrement de l'empire russe et étendu leur influence sur les régimes arabes dont les velléités de développement capitaliste ont été revues à la baisse au fil des décennies. Un cap important a été franchi par Washington, d'abord avec le soutien actif aux talibans en guerre contre la Russie en Afghanistan, puis avec la première guerre d'Irak. Ces deux épisodes marquent l'adoption par l'administration américaine d'une diplomatie agressive au Moyen-Orient, pour que les États-Unis redeviennent une puissance incontournable. Les Printemps arabes ont fourni à Washington l'opportunité de jouer également un rôle de tout premier ordre dans toute l'Afrique du Nord. La tentative n'a pas encore produit des résultats probants.

Si, en Égypte, le général Al-Sissi a démantelé l'organisation des Frères musulmans et s'est inscrit dans le sillage de Hosni Moubarak en matière de politique étrangère et d'alliance stratégique avec Washington, en Libye, la destitution violente de Mouammar Kadhafi n'a pas encore permis d'instaurer la «pax americana», pas plus qu'en Afghanistan ou en Irak.

À leur tour, les deux puissances régionales moyen-orientales, la Turquie et l'Iran, ont tenté, suivant des trajectoires diplomatiques divergentes, de tirer avantage de l'accélération de la crise géostratégique de la région. La première a misé sur l'apparition de régimes islamiques proches à la faveur du Printemps arabe. Pour l'instant, cette politique d'Ankara sort défaite. Les soutiens, explicite aux Frères musulmans égyptiens, plus discret au Hamas palestinien et mesuré et publiquement nié à l'Etat islamique, se sont soldés pour l'instant par un isolement diplomatique croissant de la Turquie. L'écrasement des Frères égyptiens, la défaite militaire du Hamas à Gaza par les troupes israéliennes et l'engagement des Occidentaux contre l'Etat islamique ont entamé le rayonnement régional de la Turquie dans la région et détérioré ses relations historiques avec les États-Unis et l'Europe.

Quant à l'Iran, l'échec des Printemps arabes d'inspiration sunnite l'a relancé au centre de l'échiquier régional. Téhéran contrôle Bagdad, établit des rapports solides avec le gouvernement du Kurdistan irakien, préserve son bastion libanais, soutient avec une efficacité croissante Bashar el-Assad, dont le régime en Syrie montre une capacité de survie inattendue, et

rentabilise son combat contre l'Etat islamique. Le tout afin de hâter la fin de l'embargo occidental et négocier plus avantageusement la question du nucléaire.

Troisième point

Outre la dimension géostratégique et diplomatique, l'émergence de l'islam politique violent fournit aux exécutifs des pays capitalistes avancés un formidable outil de division de classe, de restriction des libertés individuelles et collectives et d'élargissement de la base sociale embrassant l'idéologie dominante. Les mesures d'exception se multiplient. La répression du terrorisme nécessite de moins en moins la charge de la preuve factuelle pour s'exercer. On peut se faire embarquer, voire perdre une partie de ses droits bourgeois fondamentaux, comme celui de circuler, par la simple manifestation publique de ses opinions.

L'épouvantail des égorgeurs de l'Etat islamique terrorise des pans entiers de population des citadelles capitalistes occidentales. Ici, des secteurs importants du prolétariat embrassent les idéologies identitaires de défense de la religion, de la famille et de la patrie. Les organisations réactionnaires «blanches» comme le Front national en France et la Ligue du Nord en Italie, ou l'UKIP en Grande-Bretagne et le NPD en Allemagne font leurs choux gras de la peur. Souvent, elles attirent les voix des sans-réserves lors des scrutins électoraux. La soudure entre, pêle-mêle, la colère contre l'appauvrissement et la précarisation des conditions de vie, le rejet par les mâles de la fragilisation du patriarcat, la peur des immigrés et des jeunes voyous de banlieue s'opère sous leur bannière de la défense de la «tradition», du «bon vieux temps», de Dieu, de la Famille et de la Nation. Paradoxalement, ils ne font pas de critique des positions de l'islam envers les femmes pour faire oublier leur propre oppression patriarcale des femmes. Et cela crée des alliances étranges. Ainsi en Tchéquie, les néonazis manifestent pour interdire que des réfugiés syriens (et leurs enfants malades) y trouvent refuge.

Les populations, identifiées comme de religion musulmane dans les pays capitalistes avancés, deviennent la cible de toutes les accusations. Enfermées dans leur propre représentation mystifiée de «communauté des croyants» (Oumma), elles sont sans cesse appelées à condamner l'islam politique. Par le soutien au califat, une petite minorité de musulmans d'ici choisit de faire sienne l'image que les États leur collent.

En France, leur premier pas vers le califat est sans conteste l'antisémitisme. Un antisémitisme qui se diffuse dangereusement, encouragé par ceux qui, dans l'extrême gauche, confondent la juste condamnation des conditions des Palestiniens sous la colonisation israélienne avec le soutien à ladite «résistance» des antisémites du Hamas, qui exercent un pouvoir dictatorial d'une rare brutalité à Gaza et qui sont au pouvoir dans tous les Territoires occupés grâce à leur alliance de

gouvernement avec l'OLP. En France, les attaques antisémites représentent la moitié des agressions racistes et ont pour cible une population d'origine juive qui ne compte que 1 % de la population totale. Cet antisémitisme «sunnite» trouve un écho favorable dans celui propagé par les groupuscules, à la droite de l'extrême droite «blanche», comme celui en France, mangeant au râtelier iranien, de Soral et de Dieudonné.

Les musulmans issus des pays capitalistes développés qui rallient le califat ont des motivations différentes de ceux qui vivent dans les pays à la périphérie du capitalisme. Le seul point commun entre eux est la volonté de consacrer la soumission de la femme. Les combattants occidentaux du califat n'ont pas une origine de classe homogène. Il s'agit le plus souvent de jeunes isolés, peu ou pas informés, sans ancrage social précis, rejetant la prolétarianisation, refusant le mode de vie des parents et qui ne cachent pas leur hostilité vis-à-vis des femmes qui ont choisi la voie de l'indépendance des hommes («les putes»). La promesse d'une vie héroïque dépassant l'isolement et la solitude urbaine et périurbaine par la fratrie guerrière ainsi que la sacralisation du rôle dominant du mâle en conformité avec les préceptes religieux de l'islam représentent les deux principaux arguments en faveur de la *hijra* (immigration vers un pays musulman) pour combattre l'infidèle.

La sacralisation de l'oppression des femmes et de la famille est un pilier essentiel du califat. Même les hommes les plus démunis y trouvent la possibilité d'exercer un pouvoir absolu sur leurs conjointes. La femme pieuse qui se soumet dans son corps et dans sa tête au mari obtient en échange la protection de la religion vis-à-vis des autres mâles. Esclave domestique murée, rejetant son propre être, du fait de son inaccessibilité, la femme devient néanmoins dans le califat l'objet des fantasmes les plus sordides des mâles. Le combat pour le respect des individus réunis dans une société pleinement humaine ne peut donc passer que par la lutte pour la libération des femmes de la famille et de la domination des mâles. L'alliance stratégique entre la classe ouvrière révolutionnaire et les mouvements de libération des femmes prend tout son sens, notamment dans les pays où déferle l'idéologie fidéiste.

Quatrième point

La montée du califat relance en grand la ferveur des fidéistes antimusulmans. Les curés des autres confessions bibliques en bénéficient largement. Pourtant, ceux-ci partagent l'essentiel avec le califat : le culte de l'irrationnel et de l'inexplicable, la mystique de la foi et la mortification du corps et de l'esprit humains. C'est pourquoi le combat mortel contre la religion et pour la défense du matérialisme ne peut se limiter à l'islam politique.

À ceux et celles qui sont aux premières lignes de la guerre contre les fous sanguinaires de l'Etat islamique, à ces combattantes et combattants

kurdes et syriens de Kobane et d'ailleurs épris de liberté, notre message est le suivant : leur volontarisme et leur sacrifice résonnent comme un appel universel à la révolte. Un appel qui reste pourtant incomplet et est aujourd'hui mis au service de la compétition géopolitique entre les différentes puissances capitalistes. La résistance de masse contre l'Etat islamique à Kobane est aujourd'hui dirigée par les factions politiques kurdes de Turquie et d'Irak. Elles l'exploitent pour instaurer (dans le cas du PKK) ou consolider (dans le cas du KDP) leur propre dictature bourgeoise.

C'est pourquoi la lutte mortelle engagée par les volontaires de Kobane contre le califat n'atteint pas la division en classes de la société qui est à l'origine de cette forme moderne de barbarie qu'est le califat actuel et, plus généralement, de toutes les mystifications religieuses. Pour surmonter cette limite cruciale de ce combat, il est plus que jamais nécessaire de développer l'autonomie politique du prolétariat pour en finir avec l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu, Bulletin n° 7
7 janvier 2015

«La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole.»

Karl Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843.

«Vous faites erreur, je ne suis pas Charlie»

Je ne doute pas qu'il existe des «*Charlie*» sympathiques et plein(e)s de bonnes intentions. Je suis inondé, comme tout le monde, de leurs courriels indignés. Je n'en suis pas.

Je ne suis pas *Charlie*, parce que je sais que l'immense majorité de ces *Charlie* n'ont jamais été ni Mohamed ni Zouad, autrement dit aucun de ces centaines de jeunes assassinés dans les banlieues par «nos» policiers (de toutes confessions, les flics !) payés avec «nos» impôts. Si je recours aux outils du sociologue, je comprends pourquoi il est plus immédiatement facile pour des petits bourgeois blancs de s'identifier avec un dessinateur connu, intellectuel et blanc, qu'avec un enfant d'immigrés ouvriers du Maghreb. Comprendre n'est ni excuser ni adhérer.

Je ne suis pas *Charlie*, parce que je refuse de me «rassembler», sur l'injonction du locataire de l'Élysée, avec des politicards, des flics et des militants d'extrême droite. Je ne parle pas en l'air : une connaissance m'explique que, sur son lieu de travail, ce sont des militants cathos homophobes de la dite «Manif pour tous» qui s'impliquent dans l'organisation d'une minute de silence pour l'équipe de *Charlie Hebdo*.

Je ne suis pas *Charlie*, parce que je refuse de pleurer sur les cadavres de *Charlie Hebdo* avec un François Hollande qui vient d'annoncer que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes sera construit, autrement dit qu'il y aura d'autres blessé(e)s graves par balles en caoutchouc, et sans doute d'autres Rémi Fraisse.

Je ne suis pas *Charlie*, parce que je suis viscéralement — et culturellement — hostile à toute espèce d'«Union sacrée». Même les plus sots des journalistes du *Monde* ont compris qu'il s'agit bien de cela ; ils se demandent simplement combien de temps cette «union» peut durer. Se «rassembler» derrière François Hollande contre la «barbarie islamiste» n'est pas moins stupide que de faire l'union sacrée contre la «barbarie allemande» en 1914. Quelques anarchistes s'y sont laissés prendre à l'époque ; ça va bien comme ça, on a donné !

Je ne suis pas *Charlie*, parce que le «rassemblement» est l'appellation néo-libérale de la collaboration de classes. Certain(e)s d'entre vous s'imaginent peut-être qu'il n'existe plus de classes et moins encore de lutte entre elles. Si vous êtes patron ou chef de quelque chose (bureau, atelier...), il est normal que vous prétendiez ça (et encore ! il y a des exceptions) ou que vous puissiez le croire. Si vous êtes ouvrier, ouvrière, contraint(e) à des tâches d'exécution ou chômeur/chômeuse, je vous conseille de vous renseigner.

Je ne suis pas *Charlie*, parce que si je partage la peine des proches des personnes assassinées, je ne me reconnais en aucune façon dans ce qu'était devenu, et depuis quelques dizaines d'années, le journal *Charlie Hebdo*. Après avoir commencé comme brûlot anarchisant, ce journal s'était retourné — notamment sous la direction de Philippe Val — contre son public des débuts. Il demeurerait anticlérical. Est-ce que ça compte ? Oui. Est-ce que ça suffit ? Certainement pas. J'apprends que Houellebecq et Bernard Maris s'étaient pris d'une grande amitié, et que le premier a «suspendu» la promotion de son livre *Soumission* (ça ne lui coûtera rien) en hommage au second. Cela prouve que, même dans les pires situations, il reste des occasions de rigoler.

Je ne suis pas *Charlie*, parce que je suis un militant révolutionnaire qui essaie de se tenir au courant de la marche du monde capitaliste dans lequel il vit. De ce fait, je n'ignore pas que le pays dont je suis ressortissant est en guerre, certes sur des «théâtres d'opération» lointains et changeants. De la pire manière qui soit, puisque partout dans le monde et jusque dans mon quartier, des ennemis de la France peuvent me considérer comme leur ennemi. Ce qui est parfois exact, et parfois non. Au moins, sachant que la France est en guerre, je n'éprouve pas le même étonnement que beaucoup de *Charlie* à apprendre qu'un acte de guerre a été commis en plein Paris contre des humoristes irrespectueux envers les religions.

Je ne suis pas *Charlie*, parce que faute de précisions, et du fait même de l'anonymisation que produit la formule «Je suis *Charlie*», cette formule s'entend nécessairement, et au-delà des positions sans doute différentes de tel ou telle, comme un unanimité «antiterroriste». Autrement dit : comme un plébiscite de l'appareil législatif dit «antiterroriste», instrument de ce que j'ai appelé terrorisation démocratique.

Je ne suis pas *Charlie*. Je suis Claude. Révolutionnaire anarchiste, anticapitaliste, partisan du projet communiste libertaire, ennemi mortel de tous les monothéismes — mais je sacrifie à Aphrodite ! — et de tout État. Cela suffit à faire de moi une cible pour les fanatiques religieux et pour les flics (j'ai payé pour le savoir).

Je suis disposé à débattre avec celles et ceux pour qui la tuerie de *Charlie Hebdo* est une des horreurs de ce monde, auxquelles il est inutile d'ajouter encore de la confusion, à forme d'émotion grégaire.

Claude Guillon, 9 janvier 2015, extrait du site lignesdeforce.

D'une authentique émotion de masse à la manipulation politico-médiatique

Cet article a au départ été écrit pour des camarades britanniques et néerlandais. Il a été légèrement remanié pour sa version française et des notes (plus récentes) ont été ajoutées. Son objectif était d'analyser certaines positions adoptées, publiquement ou sur des listes de discussion, par des militants d'extrême gauche et anarchistes suite aux dix-sept exécutions perpétrées par trois djihadoterroristes les 7, 8 et 9 janvier 2015 à Paris.

– **Charlie Hebdo est-il vraiment un journal raciste comme «Minute» ?**

Il est important de commencer par traiter de cette question car elle permet à un certain nombre de militants de botter en touche, comme c'est leur habitude, ou de se perdre dans des considérations tellement générales qu'elles pourraient être tenues à toutes les époques et dans tous les pays. C'est finalement la même attitude lâche qu'ils ont adoptée lors de l'assassinat d'Ilan Halimi («Ce n'est qu'un fait divers»¹) ou de Mohammed Merah («En fait, il n'était pas antisémite puisqu'il a tué aussi un Arabe», «Le vrai problème c'est l'islamophobie» ou d'autres raisonnements apparemment plus sophistiqués mais tout aussi crapuleux², etc.).

1. Les Indigènes de la République, en la personne de Sadri Khiari, se sont particulièrement distingués par leur mauvaise foi dans leur réponse à Philippe Corcuff. <http://oumma.com/Reponse-a-Philippe-Corcuff>, mais ils furent loin d'être les seuls à sa cacher la tête dans le sable.

2. Toujours en pointe dans la négation de l'antisémitisme, Mme Bouteldja, porte-parole des Indigènes de la République dans les médias, a évidemment trouvé malin (loi du buzz oblige) d'intituler son article «Moi, Mohammed Merah». [Cf. **référence 1**, p. 238 comme toutes les autres références en gras et entre crochets de ce numéro]. Et le PIR a même recruté l'historien Enzo Traverso pour lui faire dire que Hitler était à la fois antimusulmans, raciste anti-Arabs et hostile aux mouvements nationalistes du Proche et du Moyen-Orient... On se demande alors pourquoi le mufti de Jérusalem (al-Husseini) fut grassement payé pendant plusieurs années par

Essayons quand même de nous pencher sur les critiques de *Charlie Hebdo*, d'autant plus que, sur Internet, dans d'autres pays, on raconte un nombre impressionnant de conneries. Le summum de la stupidité et de l'aveuglement a sans doute été atteint par une icône «antisioniste», Norman Finkelstein qui a tracé un parallèle entre la couverture de *Charlie Hebdo* («Le Coran, c'est de la merde, ça n'arrête pas les balles»), avec une autre couverture imaginée par un salopard, représentant Charb s'exclamant «*Charlie*, c'est de la merde, ça n'arrête pas les balles». Finkelstein a, de surcroît, comparé *Charlie Hebdo* à *Der Stürmer*, le journal nazi. Un type qui met sur le même plan les collaborateurs de *Charlie Hebdo* et leurs assassins, un journal antiraciste et un journal nazi, on se réjouirait presque qu'il ait perdu son boulot d'enseignant suite au prétendu «complot sioniste» dont il affirme être victime. On ne s'étonnera évidemment pas que ses propos soient reproduits par le fasciste Alain Soral sur le site d'Égalité et Réconciliation...

Charlie Hebdo est l'héritier du mensuel appelé *Hara-Kiri*, «journal bête méchant», créé en 1960. Au début, il publiait essentiellement des dessins satiriques et des photos et photomontages (sexistes et vulgaires), mais il s'est mis à intégrer progressivement des textes plus «politiques» exprimant diverses sensibilités plus ou moins de gauche ou libertaires. C'est un journal qui dénonçait (et dénonce toujours) violemment les forces armées françaises, les papes, les présidents, les généraux, les patrons, etc.; il a pris le parti de soutenir les thèses écologistes alors qu'elles n'étaient pas encore à la mode (en soutenant par exemple la candidature de René Dumont en 1969).

le Troisième Reich et put intervenir régulièrement dans les programmes de propagande nazie en arabe ; pourquoi le médecin de Hitler fit passer à al-Husseini une visite médicale de six heures pour «prouver» que le dirigeant palestinien appartenait à la «race aryenne» ; pourquoi les nazis arrosèrent généreusement plusieurs mouvements nationalistes arabes pendant la Seconde Guerre mondiale ; pourquoi, après-guerre, des régimes nationalistes arabes comme la Syrie et l'Égypte employèrent tant d'anciens nazis dans leurs officines de propagande, leurs services secrets et dans l'industrie militaire ; pourquoi, al-Husseini, aidé par l'avocat nazi François Genoud (soutien du FLN et de Carlos, ami de Jacques Vergès) tenta pendant des années de récupérer en Suisse des fonds nazis, etc. Ceux qui aiment les contes de fées pour gauchistes islamisto-compatibles se délecteront en écoutant Enzo Traverso : http://www.dailymotion.com/video/xp4jth_pour-lecture-decoloniale-de-la-shoah-enzo-traverso_news.

Il a bien sûr défendu le droit à l'avortement et les droits des homosexuels et des transgenre, même si, selon les propres termes d'un collaborateur de *Charlie* dans un documentaire consacré à cette publication, ce journal aimait bien représenter des «enculades» – rejoignant ainsi le «sens commun» et «l'humour» homophobe français et international.

Cette publication était (et est restée) antistalinienne (même si certains caricaturistes ont travaillé parfois pour la presse du PCF), très critique vis-à-vis de la social-démocratie, et farouchement hostile à toute la droite, aux partis conservateurs et fascistes.

Ce journal a survécu difficilement jusqu'à présent (il s'est arrêté de paraître pendant dix ans), même si son chiffre d'affaires a momentanément triplé lorsqu'il a reproduit «les caricatures de Mahomet¹» parues dans un quotidien xénophobe danois en 2006. Ses ventes ont aussi momentanément explosé quelques années plus tard, quand il a édité un numéro spécial anti-charia publié en 2011, lorsque Ennahda, le parti islamiste tunisien, était au pouvoir et qu'il était alors question que la charia soit adoptée en Libye après l'intervention française. Le siège du magazine a alors été incendié et *Charlie Hebdo* a reçu de nombreuses menaces de mort, menaces qui ont conduit aux douze exécutions du 7 janvier 2015.

Il serait absurde d'affirmer que *Charlie* était un journal raciste, au sens où peuvent l'être *Minute*, *Présent* et beaucoup de titres de la presse dite «respectable» comme *Le Point*, *Valeurs actuelles*, etc., qui tiennent des discours toujours ambigus à la Zemmour ou à la Finkelkraut. Néanmoins, spécialement après 2006, *Charlie Hebdo* a publié plusieurs caricatures à tendance nettement «islamo-paranoïaque», tandis que dans le même temps le journal continuait à défendre les droits des sans papiers, à dénoncer le racisme, à ridiculiser les racistes, à critiquer toutes les politiques anti-migratoires de la gauche et de la droite, et les propagandes nationalistes défendues par Sarkozy ou le Front national.

Signalons que l'hebdo satirique a été critiqué et poursuivi en justice pour antisémitisme, entre autres, parce qu'il a publié des caricatures

¹ Rappelons qu'il n'existe aucun portrait de Mahomet... Et qu'on ne peut donc «caricaturer» une personne qui n'a jamais été représentée. Ce fait objectif incontestable souligne l'irrationalité des protestations violentes contre ces «dessins», mais aussi et surtout le fossé culturel qui sépare les athées matérialistes des croyants. C'est donc aux athées d'inventer de nouvelles façons d'analyser et critiquer les façons dont les religions influencent, modèlent, les comportements, sans bien sûr abandonner leur anticléricalisme et leur attachement à la critique matérialiste, et sans éprouver la moindre culpabilité à critiquer une religion ou une autre, surtout si elles sont «populaires» – toutes les religions le sont !

antisionistes avec des «blagues» douteuses sur les juifs (par exemple, un dessin d'un Juif orthodoxe embrassant un soldat nazi).

Donc il est difficile de dire qu'il s'agissait d'un journal «raciste», dans la mesure où il critiquait tout le temps le racisme mais beaucoup moins, il est vrai, la paranoïa antimusulmane dominante. Ce qui pose problème avec *Charlie Hebdo*, ce n'est pas son racisme, c'est davantage son «humour» et la façon dont cet humour est perçu par les gens qui ne sont pas franco-français, notamment parmi les musulmans vivant en France ou ailleurs.

– Quelles sont les particularités de l'humour franco-français dit «antiraciste» et en quoi cet humour peut-il être parfois choquant quand il aborde les religions et spécialement les questions dites ethniques ?

Il existe une vieille tradition d'humour franco-français qui utilise des stéréotypes racistes (par exemple un prétendu accent «arabe» ou «africain»; un langage corporel spécifique, censé être ethniquement déterminé ; des mots populaires, notamment en verlan, utilisés principalement par les jeunes prolétaires migrants ou non franco-français, etc.) afin de ridiculiser ces stéréotypes et de lutter contre le racisme. Malheureusement les bonnes intentions antiracistes ne suffisent pas («L'enfer est pavé de bonnes intentions», disait déjà Balzac) et manquent souvent leur cible.

Il est évident que cet humour peut être perçu comme de la condescendance, du paternalisme, voire du racisme par des personnes qui ne sont pas franco-françaises. En tout cas, cet humour est certainement totalement déconnecté de la réalité et de la diversité des origines de la population française aujourd'hui. Ce qui pose tout de même un problème sur le caractère prétendument corrosif et radical de cet humour (cf. «Les comiques “antiracistes” surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre», 2004, in *Compil'* n° 6 de *NPNF*).

Les comiques franco-français qui utilisent cette forme d'humour prétendent qu'ils ne font que «plaisanter», mais, en même temps, ils veulent souvent délivrer un message politique humaniste et combattre à leur façon le racisme. La coexistence de ces deux explications est assez déroutante pour celles et ceux qui ne sont pas familiers avec l'humour franco-français.

Il faut noter que les comiques médiatiques non franco-français (ceux qui ont été notamment lancés par Djamel Debouze, mais aussi leurs prédécesseurs comme Smain ou d'autres) n'attaquent jamais les symboles du nationalisme ou du patriotisme français. Cet humour dominant a donc une influence particulièrement pesante. De là à dire que certains comiques non franco-français sont des «Oncle Tom», il n'y a pas loin. Aux Etats-Unis, ce fut le cas pour quelqu'un comme Eddie Murphy qui commença une carrière de comique défendant des idées très radicales pour finir chez Disney, délaissant toute critique du racisme des WASP. On remarquera

d'ailleurs que les acteurs comiques plus jeunes (Will Smith, Martin Lawrence, etc.) se sont bien gardés de faire des films ou de participer à des productions qui attaquent frontalement le racisme dominant, fût-ce sous une forme comique, et qu'un acteur débile comme Martin Lawrence aurait plutôt tendance à renforcer les stéréotypes contre les Afro-Américains qu'à les remettre en cause. Son niveau ne dépasse pas celui d'un Bigard, en France, c'est tout dire...

Les journalistes et caricaturistes de *Charlie Hebdo* n'ont pas voulu tenir compte des changements importants survenus dans la composition des populations vivant en France. Ils ont toujours pratiqué l'humour franco-français antiraciste, libre penseur et anticlérical, sans remettre en cause ses ambiguïtés.

Ils pensaient qu'ils avaient raison d'agir ainsi, car ils se moquaient de toutes les institutions et de toutes les religions, et aussi, paraît-il, parce qu'ils ne voulaient pas produire un journal politique sérieux («*au regard du monde on est un putain de fanzine, un petit fanzine de lycéen*» a déclaré Luz, l'un des rares membres survivants de l'hebdo, dans une interview aux *Inrocks* le 10 janvier 2015, ajoutant : «*On travaille sur des points de détails, des points précis liés à l'humour français, à nos analyses de petits Français.*»)

Cet humour antiraciste, typique de l'«entre soi» de gauche, est sans doute l'une des raisons qui ont pu susciter l'incompréhension non seulement de certains musulmans en France, mais surtout à l'échelle internationale, notamment dans les pays anglo-saxons où le multiculturalisme et le politiquement correct ont abouti à un humour très aseptisé dans les grands médias, l'humour trash voire raciste étant réservé aux films pour ados américains, aux radios marginales ou aux réseaux sociaux.

Certains gauchistes ou libertaires pensent que cet humour franco-français serait raciste et colonialiste ou néo-colonialiste : cette critique peut certainement s'appliquer à beaucoup d'individus racistes et d'extrême droite qui pratiquent cet humour sans complexes et avec beaucoup d'arrière-pensées. Dans le cas de *Charlie Hebdo* cette accusation me semble fautive : l'équipe a toujours défendu des positions antimilitaristes et, à ma connaissance, dénoncé toutes les interventions militaires françaises depuis la guerre d'Algérie. (Seule exception, je crois, la guerre au Kosovo, mais cela n'a pas été sans créer beaucoup de problèmes internes.)

Mais, au-delà de la nature de *Charlie Hebdo*, des limites évidentes de l'humour franco-français, et des blagues stupides et datées de cet hebdo, il faut aussi s'intéresser à des questions plus générales.

– Qu'est-ce qui a changé dans la situation des musulmans (français ou pas) en France?

Le processus d'autonomisation des musulmans de France a commencé il y a plus ou moins trente ans¹, entre 1982 et 1984, lorsque plusieurs grèves minoritaires en faveur du respect de leur dignité, et contre les licenciements, se sont produites dans le secteur de l'automobile. Ces grévistes immigrés demandaient, entre autres revendications, des salles de prière à l'intérieur de leurs usines et ont été attaqués comme «islamistes» par le gouvernement socialiste... Ils furent aussi physiquement agressés par une partie de leurs collègues franco-français (organisés dans un syndicat patronal) qui criaient «*Les Arabes dans le four, les Noirs dans la Seine, nous voulons travailler!*» Les journalistes et les sociologues ont oublié cet épisode mais il n'a pas disparu de toutes les mémoires.

Aujourd'hui, les musulmans de France, qu'ils soient français ou «étrangers», ne sont plus seulement des ouvriers sans qualification, des balayeurs, des manutentionnaires ou des coursiers, ils sont aussi médecins, avocats, enseignants, cadres, etc.

Selon une enquête comparative menée par Claude Dargent, chercheur au CEVIPOF en 2003 («Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politiques», disponible sur Internet), 30 % d'entre eux appartiennent aux «professions intermédiaires» (contremaîtres, instituteurs, infirmiers, travailleurs sociaux, etc.), aux commerçants-artisans et aux cadres supérieurs voire à la classe capitaliste (catégorie qu'ignorent les statistiques officielles).

¹ Mais la base matérielle de cette évolution est la décision de fermer les frontières en 1974, décision qui a provoqué par ricochet un accroissement de l'immigration familiale maghrébine et africaine, immigration composée jusqu'alors en forte partie de célibataires ou d'hommes mariés dont la famille vivait «au pays». Cette décision a, à son tour, posé les bases de la constitution d'une «communauté» musulmane imaginaire, qui s'est renforcée en raison de la paranoïa antimusulmane dominante. Dominante à la fois pour des raisons franco-françaises (séquelles de la guerre d'Algérie, soutien au gouvernement du FLN contre le FIS, politique de la France vis-à-vis d'Israël et de la Palestine, etc.) mais aussi à cause de la politique extérieure de la République islamique d'Iran, et des interventions françaises, en collaboration ou pas avec les Etats-Unis, dans un certain nombre de pays «musulmans» (Irak, Libye, Syrie, Mali, etc.). Le même processus de formation de «communautés musulmanes» s'est d'ailleurs produit dans toute l'Europe dès que l'immigration familiale a complété l'immigration de travail.

De tels faits s'opposent aux simplifications de tous ceux qui essaient plus ou moins d'expliquer/excuser les actions commises par Merah, Nemmouche, Coulibaly et les frères Kouachi en présentant la plupart des «musulmans» comme étant victimes de discriminations sociales si intolérables que la société capitaliste les aurait poussés dans les bras des islamo-djihadistes. Pourtant les 66% de musulmans qui sont ouvriers et employés (donc qui travaillent) ne s'entraînent pas au maniement de la kalach tous les matins avant de partir au boulot...

Certaines explications politiques, sociologiques ou gauchistes oublient un détail : les «musulmans» de culture ou de religion sont capables de réfléchir et de faire des choix, ils ne sont pas seulement des «victimes du racisme» ; ce sont aussi des adultes qui, pour l'infime minorité soutenant les courants les plus radicaux de l'islam politique, choisissent le camp de ce qu'il faut bien appeler «l'extrême droite» musulmane, faute d'un terme plus précis ou adéquat.

Aujourd'hui, une fraction significative (au moins 30%, soit environ un million de personnes) des migrants «musulmans» (les étrangers ayant un permis de séjour, récemment naturalisés français et leurs enfants) veulent pratiquer leur religion dans des conditions normales comme tous les autres croyants.

Ils veulent que leurs droits démocratiques soient respectés dans l'espace public ; mais leurs demandes rencontrent de nombreux obstacles : pendant des années, il a été très difficile pour les musulmans de trouver un terrain pour construire une mosquée, ou d'acheter des locaux à cette fin – et cela continue à être compliqué dans certaines villes ; les agressions physiques contre les femmes musulmanes portant le hidjab ou la burqa (quelques centaines, au maximum, pour ce qui concerne ce dernier uniforme religieux) et des slogans racistes peints sur des mosquées et dans des cimetières musulmans sont de plus en plus fréquents ; le fait qu'une femme portant une burqa puisse être condamnée à une amende a créé plusieurs incidents violents avec des flics racistes zélés ; l'extrême droite accuse en permanence les étrangers et spécialement les musulmans (y compris ceux qui ont une carte d'identité française) de ne pas respecter le drapeau national (cf. les incidents montés en épingle lors de certains matches de football avec l'Algérie) et les «valeurs françaises» (laïcité, démocratie), et les présente comme les partisans d'une future «guerre civile».

Charlie Hebdo et, plus largement, de nombreux antiracistes de gauche n'ont pas compris, ou pas voulu comprendre, les implications politiques de cette nouvelle situation. Ils ont maintenu le même credo antireligieux et anticlérical défendu, au début du XX^e siècle, par le mouvement ouvrier, mais aussi par des partis bourgeois républicains hostiles à l'Église catholique.

Ils croyaient qu'ils pouvaient (au nom de l'athéisme et d'une critique tout à fait justifiée de toutes les religions) traiter de la même façon les croyants d'une religion relativement récente en France comme l'islam, et les croyants de religions beaucoup plus anciennes (protestants et catholiques) qui avaient douloureusement appris à ne plus s'entretuer lors de sanglantes guerres de religion et à respecter, plus ou moins, la séparation entre les religions et l'État. (Ce respect n'est pas toujours évident, comme en témoignent les manifestations de masse soutenues par l'Eglise catholique en faveur du système de l'école privée en 1984 et les mobilisations réactionnaires de l'an dernier contre le mariage homosexuel.)

L'islam pose de nouveaux problèmes spécifiques et en France (sans oublier l'influence évidente du contexte international). L'humour vis-à-vis de cette religion et sa critique affectent particulièrement les Français musulmans (du moins une partie importante d'entre eux, spécialement chez les jeunes Français). Les musulmans sont plus «susceptibles» que les autres croyants, non parce que tous les musulmans seraient «par nature» plus chatouilleux, mais parce que **tous** les médias dominants (pas seulement *Charlie Hebdo* avec ses caricatures vaseuses et sa diffusion limitée) attaquent l'islam et parce qu'ils sont physiquement agressés dans les rues et harcelés par les flics, ce qui n'arrive **jamais** aux catholiques ou aux protestants à cause de leurs convictions religieuses ou de leur apparence physique.

En outre, les jeunes d'origine africaine ou nord-africaine (musulmans pratiquants ou simplement «au faciès») sont victimes de discriminations à l'école, sur le marché du travail, dans les médias et dans la vie sociale. Il n'est donc pas surprenant que les réactions contre le racisme institutionnel aient pris différentes formes: manifestations démocratiques traditionnelles contre les violences policières et le harcèlement des flics ; implication dans les partis de gauche et de droite, les associations locales et les syndicats; mais aussi des formes politico-religieuses (sympathie pour les groupes religieux qui luttent militairement contre Bachar Al-Assad, sympathie pour les Frères musulmans égyptiens poursuivis par al-Sissi, pour le Hamas ou le Hezbollah, etc.); des formes religieuses (séparatisme salafiste); et même, pour une petite poignée d'entre eux, des actions criminelles djihad¹-terroristes.

¹ De nombreux spécialistes de «l'islamophobie» pensent qu'il faudrait éviter d'utiliser le mot «djihad» ou «islamique» à propos d'al-Quaida ou de Daesh, voire qu'il ne faudrait pas leur reconnaître le statut de «musulmans» et que c'est faire leur jeu que de reprendre les dénominations qu'ils s'attribuent. On remarquera tout d'abord que ces mêmes spécialistes si pointilleux se taisent quand on appelle le Hamas, «Mouvement de

Une telle situation délicate exige du tact, de l'intelligence et de la sensibilité. L'utilisation d'un humour vulgaire, provocateur, blasphématoire et graveleux a eu des effets politiques désastreux ces dernières années, surtout après la diffusion des «caricatures de Mahomet» en 2006. C'est pourquoi, pour le plus grand malheur de l'équipe de *Charlie Hebdo*, leurs blagues ont également été bien accueillies par les gens vraiment racistes antimusulmans et d'extrême droite.

Si l'on refuse de reconnaître cette réalité, on ne peut pas comprendre pourquoi Marine Le Pen voulait tellement que son parti xénophobe et raciste soit présent à la marche parisienne du dimanche 11 janvier 2015 et pourquoi, dans de nombreuses villes de province, le Front national a participé aux marches honorant les journalistes de *Charlie Hebdo*... Une publication qui les a toujours dénoncés comme des fascistes, qui a été poursuivie à plusieurs reprises par Le Pen et ses lieutenants. Un hebdo qui a recueilli 350 000 signatures pour interdire le Front national!

Quelles ont été les positions de l'extrême gauche française en ce qui concerne le racisme antimusulmans et l'antisémitisme?

La gauche et les groupes anarchistes, en France, comme dans d'autres pays, ont adopté deux attitudes opposées et erronées:

1) Soit ils ont traité l'islam **de la même façon** que le mouvement ouvrier avait traité le catholicisme ou le protestantisme il y a un siècle en Europe¹. Ils ont présenté les croyants comme des gens arriérés, ignorants et stupides².

résistance islamique»... puisque c'est son nom, ou lorsqu'on parle de la République islamique d'Iran ! Et qu'ils ne mettent pas de guillemets à communistes quand ils parlent des staliniens français ou soviétiques. C'est un peu comme si l'on voulait retirer le qualificatif de «catholique» à l'Inquisition ou à Bruno Gollnisch, ou celui de «communistes» aux Khmers rouges ou à Staline... Il existe différents courants dans l'islam, tout comme on trouve différents courants dans l'Eglise catholique et même dans le marxisme. A chacun d'assumer sa filiation idéologique ou alors d'en changer si elle est lui trop compromettante, ou trop lourde à porter...

¹ Cf. l'introduction au recueil de textes de *L'Encyclopédie anarchiste*, «La Raison contre Dieu», éditions Ni patrie ni frontières, 2010.

² On trouve ce type d'attitude sectaire jusque chez des personnes beaucoup plus radicales sur le plan politique que la gauche ou l'extrême gauche laïco-républicaines.

C'est ainsi qu'un blog (L'herbe entre les pavés), suite aux meurtres des 7-8-janvier 2015, cite cette phrase d'un libre penseur Abul Ala Al-Maari (973-1057), «l'un des plus grands poètes de langue arabe» selon Max Vincent : «*Les habitants de la terre se divisent en deux : ceux qui ont un*

Ils ont utilisé les exemples de régimes islamistes (Iran, talibans afghans) pour expliquer quel avenir nous attend en Europe. Cela a conduit certains individus ou groupes à soutenir la loi contre le port du hijab, à nouer des alliances avec des groupes ou des intellectuels qui prétendent défendre la laïcité et critiquent l'islam au nom de l'athéisme ou en invoquant la tradition des Lumières, mais qui expriment également des idées très douteuses (pour ne pas dire racistes) sur les Arabes, les musulmans et les travailleurs migrants. Ces groupes et ces militants soutiennent avec raison des mouvements féministes dans le monde arabo-musulman et des réformateurs musulmans, mais se refusent par ailleurs à critiquer leurs positions politiques très modérées. En France, par exemple, plusieurs intellectuels musulmans qui veulent réformer l'Islam ont toujours été silencieux sur la dictature de Ben Ali ou la corruption de la monarchie marocaine.

2) Une **erreur opposée et parallèle** a été commise par une autre partie de la gauche, de l'extrême gauche et du mouvement libertaire : celle de dénoncer uniquement l'existence de «**l'islamophobie**» **dans le monde et de fermer les yeux devant l'antisémitisme.**

On peut en trouver un exemple éclatant dans un article de Shlomo Sand, écrit le 13 janvier 2015, et qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux. Ce texte réussit l'exploit de ne pas dire un mot sur l'antisémitisme en France et dans le monde. Il n'est nulle part fait mention des victimes juives du supermarché casher et de l'antisémitisme évident des djihadistes français. Pas un mot sur Ilan Halimi longuement torturé puis assassiné parce que juif. Aucune mention des 3 enfants juifs et du professeur tués par

cerveau et pas de religion, et ceux qui ont une religion et pas de cerveau.» Je ne me prononcerai pas sur la qualité de ses poèmes (seuls quelques extraits sont présentés) mais le moins qu'on puisse dire est que ce genre de phrase, écrite il y a NEUF siècles, empêche toute discussion actuelle entre athées et croyants....

De même, le blog Non Fides publie un texte intitulé «Vive le blasphème !» signé par «Les drôles de dames de *Charlie*». Les camarades de Non Fides n'ont pas un mot pour critiquer ce texte imbécile qui affirme «si dieu existait il faudrait le détruire» (avec quoi !?) et qui dénonce une «morale religieuse à coups de fusil d'assaut», sans comprendre que ces bouffons, loin d'être des matérialistes athées, ne critiquent qu'une seule religion, l'islam... Défendre le droit au blasphème ne peut se transformer en une INJONCTION imbécile au blasphème, comme si les athées n'étaient capables que d'injurier les croyants et incapables d'avancer des arguments rationnels....

Mohammed Merah à Toulouse en 2012 [réf. 2]. Un oubli révélateur de la myopie de beaucoup de gauchistes ou libertaires. Des terroristes tuent des juifs parce que juifs et la mouvance gauchisto-libertaire proteste SEULEMENT contre l'«islamophobie».

Ces mêmes militants sont totalement inconséquents parce qu'ils n'hésitent jamais à critiquer les fondamentalistes protestants «pro-sionistes» et le mouvement des colons juifs orthodoxes en Israël. Et que l'on ne vienne pas m'objecter que les protestants américains ou les juifs israéliens ne seraient pas, eux, issus des couches populaires... car c'est malheureusement le cas.

Cette sous-estimation de l'antisémitisme en France, ou ailleurs, et ce refus de critiquer l'islam (tout en jurant, la main sur le cœur, être favorable à sa critique comme à celle de toutes les religions) est généralement justifiée au nom de «l'antisionisme». Certains militants en viennent même à présenter toutes les religions comme intrinsèquement progressistes, pour défendre les mythes de la théologie de la libération ou du féminisme islamiques.

Ces groupes ou ces militants ont tendance à présenter les «sionistes» comme un «lobby» qui contrôlerait les médias français et soutiendrait Sarkozy et Le Pen, car les «sionistes» seraient tous des racistes anti-Arabs et antimusulmans, etc. Cette confusion politique profonde à l'intérieur de la gauche radicale a conduit le NPA à coopérer avec des groupes pro-islamistes lors de la dernière offensive meurtrière israélienne contre Gaza en juillet 2014 et cela a eu des conséquences désastreuses.

La plupart des groupes de gauche et d'extrême gauche ou libertaires sont incapables de combattre en même temps l'antisémitisme et le racisme antimusulmans. Ils sont incapables de critiquer le rôle social et politique conservateur de toutes les religions, y compris l'islam. C'est pourquoi ils n'ont pas pu dénoncer les meurtres commis par les islamistes parisiens sans

– ou bien exagérer l'importance de «l'islamophobie»;

– ou exagérer le caractère réactionnaire de l'islam (comme si les trois tueurs incarnaient le véritable visage des 3 millions de musulmans français¹).

¹ Il faut noter que plusieurs otages ont été sauvés, dans le supermarché cascher le 9 janvier, par un travailleur musulman malien qui les a cachés, s'est échappé et a été menotté pendant quatre-vingt-dix minutes par les flics quand il s'est enfui du magasin (les otages n'ont pas voulu le suivre). En 2011, ce jeune homme sage et courageux avait mené une lutte pour ses droits à rester en France avec le soutien du réseau RESF et il a obtenu la nationalité française suite à son action en janvier 2015.

– Quelles seront les conséquences immédiates de ces attaques ?

La première conséquence immédiate a été un lavage de cerveaux à grande échelle organisé par le gouvernement, les politiciens et les médias en faveur de l'efficacité de la police, de la démocratie, des vertus de la République française, de la liberté d'expression, de la civilisation et de l'unité nationale. Le gouvernement socialiste français a appelé tous les partis (à l'exception du Front national) à manifester ensemble pour «défendre la République et la démocratie et pour dénoncer le terrorisme». De nombreux chefs d'Etat ont défilé le dimanche 11 janvier 2015, juste après la réunion des onze ministres européens de l'Intérieur en vue de «lutter contre le terrorisme» et, sans doute aussi, de limiter encore davantage la liberté de circulation en Europe.

Des centaines de milliers de manifestants, si ce n'est des millions, ont applaudi la police, crié «Je suis flic¹, je suis *Charlie*, je suis musulman») chanté l'hymne national et brandi des drapeaux tricolores.

Hollande et son gouvernement étaient très impopulaires avant ces attentats et ils les ont utilisés pour regagner un peu de popularité [*quatre mois plus tard, ils ont évidemment chuté de nouveau dans les sondages et le prétendu «effet 11 janvier» s'est dégonflé aussi vite qu'un soufflé, Y.C.*]. Les transports parisiens étaient même gratuits le dimanche 11 janvier du moins... jusqu'à 13h20. Après, les manifestants «républicains» étaient censés payer leur ticket de bus ou de métro – probablement pour prouver

¹ Il est intéressant de noter aujourd'hui l'étonnement de certains anarchistes qui, avant la manifestation orchestrée du dimanche 11 janvier, n'hésitaient pas à écrire «un bon flic est un flic mort» ou les «flics ne sont pas vraiment des êtres humains». Soudain les mêmes «radicaux» découvrent avec stupeur qu'il existe un énorme fossé entre leur vision de la police et sa perception par des millions de manifestants.

De là à ce qu'ils crient à la montée du fascisme, il n'y a qu'un pas que certains ont bien sûr franchi allégrement. Il devrait pourtant être évident qu'une révolution sociale ne pourra se produire que si la majorité des membres des forces de répression prennent le parti des exploités. Ce qui sera très difficile si nous considérons tous les flics et les soldats comme des individus n'appartenant pas à l'espèce humaine. Signalons aussi que d'autres radicaux, ou parfois les mêmes, se sont bêtement réjoui du peu d'immigrés ou d'enfants d'immigrés des quartiers populaires dans les manifestations. Pas sûr, malgré le caractère citoyeniste de la manifestation du 11 janvier 2015, que cela soit un bon signe ; en tout cas, si elle est avérée, une telle abstention massive n'a certainement eu aucun caractère positif lors des manifestations spontanées du 7 janvier à la République ou des 9 et 10 janvier 2015 près de l'hyper casher.

leur attachement envers la démocratie bourgeoise et leur respect pour l'Etat capitaliste français.

Il est évident que les socialistes français, avec l'aide de la droite et de l'extrême droite, vont essayer d'imposer de nouvelles lois antiterroristes. Ces attentats meurtriers seront utilisés par le Front national qui veut arrêter l'immigration et priver une partie des Français récemment naturalisés de leur nationalité. Ce parti populiste extrémiste propage des idées racistes au nom de la «liberté d'expression» et de «la laïcité».

Ces meurtres seront aussi utilisés par des intellectuels qui prétendent que «l'islam est incompatible avec la démocratie», dont les essais et les romans sont très populaires pour le moment en France, et sont souvent invités à la télévision et à la radio. Ils seront également utilisés par tous ceux qui détestent les «Arabes» et dissimulent leur racisme sous une défense trompeuse de la laïcité française, présentée comme «unique au monde». En général, ces attentats risquent de contribuer à diviser encore davantage les travailleurs et les chômeurs en France selon des lignes de partage religieuses ou «ethniques», et de transformer la société française en une collection de «communautés», religieuses ou pas.

– Quel sera l'impact de la campagne gouvernementale pour l'unité nationale et des manipulations médiatiques de la peur et de l'angoisse après les attentats?

Il est trop tôt pour en mesurer l'impact à long terme. Néanmoins, si nous examinons des expériences assez similaires qui ont eu lieu dans le passé, jusqu'à maintenant, les campagnes en faveur de l'unité nationale menées par le Parti socialiste n'ont jamais eu d'effet durable: la campagne antiraciste «Touche pas à mon pote» qui commença en 1985 ; la campagne contre le Front national suite à la profanation de tombes juives dans le cimetière de Carpentras en 1990 ; la victoire française lors de la Coupe du monde et la promotion du prétendu modèle d'intégration «Blacks/Blancs/Beurs» en 1998 ; et la campagne anti-Le Pen avant le second tour de l'élection présidentielle qui a conduit la plupart des groupes d'extrême gauche et des partis de gauche à voter pour... Chirac en 2002, aucune de ces mobilisations de masse n'a arrêté la montée du Front national.

Ce qui est plus important pour l'avenir est la réticence de certains musulmans (comme le montrent leurs interviews aux portes des mosquées et des écoles) à soutenir la liberté d'expression de *Charlie Hebdo*, même s'ils ont été absolument horrifiés par ces meurtres. *«Pensez-vous qu'avoir la même couleur de peau et le même nom que le tueur du supermarché casher va m'aider à trouver un emploi, même si je marche durant plusieurs jours?»* a remarqué un jeune musulman malien qui s'appelait... Coulibaly.

Cette réticence, tout en étant compréhensible, n'est pas un très bon signe¹. Elle est peut-être exagérée par les médias et les politiciens, mais n'a pas été niée par les dirigeants religieux musulmans.

Néanmoins, s'il s'agit vraiment d'une tendance significative (ce que j'ignore), cela montre que l'extrême gauche n'a, jusqu'à maintenant, été ni entendue ni comprise par la jeunesse musulmane, probablement parce que sa lutte contre le racisme institutionnel a été fort timide et que sa présence dans les quartiers ouvriers trop faible. Cela nous montre en tout cas que la critique nécessaire de toutes les religions et la défense de l'athéisme et du matérialisme doivent être renouvelées, rajeunies, et fondées sur une compréhension plus profonde de la façon dont les religions, et l'islam en particulier, façonnent les attitudes et les valeurs des croyants.

Si nous laissons l'initiative idéologique aux classes dirigeantes et à leurs leaders d'opinion, les luttes futures seront entravées, ou au moins ralenties, par des divisions ethniques et religieuses croissantes qui empêcheront que des combats politiques communs de tous les exploités soient menés contre les classes dirigeantes.

¹ On a pu noter la même réticence, en Grande-Bretagne, après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et ceux de 2005 dans le métro de Londres, cf. Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie. Les musulmans britanniques 1945-2010*, Presses de Sciences Po, 2011. Se contenter d'affirmer, comme ce sociologue ou d'autres spécialistes de «l'islamophobie», que les musulmans sont dégoûtés par le parti-pris «islamophobe» adopté par les médias et les mensonges éhontés qu'ils diffusent (comme, par exemple, sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein à partir de septembre 2002) lorsqu'ils traitent des conflits ou des interventions en Irak, en Afghanistan, en Palestine ou en Syrie et que c'est la raison pour laquelle les musulmans acceptent plus facilement les versions complotistes diffusées par les réseaux sociaux, est un peu court. En effet, le complotisme est très présent aussi à l'extrême gauche et dans les milieux altermondialistes occidentaux, tout en ayant droit de cité dans les grands médias du Proche-Orient, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ce sur quoi il faudrait plutôt s'interroger, c'est sur la puissance des idéologies identitaires dans le monde occidental, identitarisme facilité par le multiculturalisme initié par la gauche, et les études postcoloniales et subalternes. Ce développement de l'identitarisme de gauche, destiné à nier les identités de classe, est parallèle à celui, plus traditionnel, des partis de droite et d'extrême droite, depuis une quarantaine d'années.

– Quels ont été les principaux slogans lancés par les partis bourgeois – du Parti socialiste au Front national – face aux événements de janvier ?

Évidemment, ils ont mis en avant «l'unité nationale», ce qui n'a aucun sens dans un pays qui prétend contribuer à la construction d'un Etat fédéral européen. Quoi qu'il en soit, les slogans bourgeois traditionnels «pro-européens» ne peuvent toucher les travailleurs immigrés qui vivent ici, si l'Europe se transforme, comme c'est le cas depuis des années, en une forteresse qui refuse massivement d'accorder l'asile politique aux réfugiés, laisse des dizaines de milliers d'hommes et de femmes mourir dans la Méditerranée, et soutient des régimes politiques corrompus et sanguinaires en Afrique ou au Moyen-Orient.

Dénoncer le «terrorisme» est certes correct, d'un point de vue formel, mais les autorités politiques françaises ne sont pas crédibles quand elles invitent le Premier ministre israélien Netanhanyahou ou les représentants du Qatar à une «marche républicaine» à Paris; lorsque les hommes d'affaires français vendent massivement des armes et des avions militaires à toutes sortes de régimes non démocratiques et que les gouvernements français maintiennent plus de 10 000 soldats en permanence en Afrique.

Défendre la «liberté d'expression» est un bon slogan, mais il faudrait expliquer quel sens a cette liberté, spécialement aux millions de personnes qui rigolent en visionnant des vidéos racistes de Dieudonné ou applaudissent lors de ses spectacles antisémites. Par exemple, il faudrait expliquer pourquoi il est conforme à la liberté d'expression de poursuivre en justice ce bateleur antisémite ou de mettre en prison un négationniste comme Vincent Reynouard. Personnellement, je ne suis pas en faveur d'une liberté d'expression totale, illimitée, donc je ne défends pas les droits des fascistes et je ne peux que me réjouir lorsque leurs droits sont limités par l'Etat bourgeois. Rappelons que même le gouvernement américain, qui permet aux fascistes et aux nazis de publier tout ce qu'ils veulent et de se réunir librement sur le territoire des Etats-Unis, a critiqué le gouvernement français parce que *Charlie Hebdo* avait publié des «caricatures de Mahomet» en 2006. La «liberté d'expression» n'est donc pas un slogan miracle et elle possède des significations très différentes, y compris pour la gauche....

En ce qui concerne la dénonciation des «barbares» par de nombreux journalistes, c'est un terme absurde et dangereux. Absurde, parce que, étymologiquement, ce mot désigne des «envahisseurs étrangers» (que dénoncent l'extrême droite européenne et les fascistes). Ce terme est politiquement dangereux, car il présente les «Européens» comme les seuls défenseurs de la civilisation et de la démocratie. Et donc les non-Européens comme des «barbares» ou, au minimum, des êtres humains moins

développés, en quelque sorte des déficients mentaux qui n'ont pas été capables d'emprunter tout seuls le chemin lumineux de la civilisation...

Pour en finir avec les slogans lancés par les médias, certains membres du gouvernement socialiste actuel, ainsi que des politiciens de droite et d'extrême droite, ont utilisé la phrase «Nous sommes en guerre», qui est probablement le plus dangereux de tous les concepts propagés dans le sphère publique. (Selon Roger Cukierman, président du CRIF, le pape François lui aurait même récemment déclaré : «*La troisième guerre mondiale a commencé!*») Le mot «guerre» induit un alignement total des travailleurs sur les positions des autorités de l'Etat, des politiciens et des responsables des forces armées.

«Nous» n'avons certainement pas le même objectif que le Premier ministre socialiste Manuel Valls, qui souhaite «*intégrer et transformer les gens en soldats de la République!*» «Nous» n'avons pas oublié à quoi nous ont conduits les guerres du Vietnam, d'Algérie, d'Afghanistan, d'Irak, du Mali, etc., ni à qui elles ont bénéficié. «Nous» connaissons les actes barbares qui ont accompagné toutes ces guerres et «nous» savons comment les armées occidentales ont tué, directement ou indirectement par les conséquences de l'embargo ou des «bavures» dues aux bombardements, des millions de civils ; «nous» n'oublions pas qu'ils n'ont même pas été capables d'instaurer ou de restaurer la démocratie bourgeoise dans ces pays. Nous devons combattre cette offensive idéologique dont les principaux thèmes sont partagés par les «réformistes» de gauche, la droite conservatrice et l'extrême droite, et les manifestations de dimanche montrent qu'un long et difficile travail nous attend.

Y.C, 13 janvier 2015

Post-scriptum (avril 2015) : Selon deux sociologues (*Le Monde*, 24 février 2015) qui ont étudié les thèmes des «unes» de *Charlie Hebdo* : «*Sur les 523 "unes" parues au cours des dix dernières années, près des deux tiers (336) concernent la politique. L'actualité économique et sociale vient ensuite (85), puis les personnalités médiatiques du sport et du spectacle (42). La religion n'est le thème que de 7 % des «unes» (38).*»

On arrive d'ailleurs exactement à la même conclusion en consultant le livre *Charlie Hebdo. Les 20 ans, 1999-2012*, qui comprend des dessins parus dans l'hebdomadaire en dehors des «unes».

Contrairement à une légende répandue par l'extrême gauche, «l'islamophobie» n'était pas au centre des caricatures de ce journal. La vulgarité, l'humour anti-beauf décalé par rapport aux réalités sociales actuelles, le sexisme lourdingue, oui. Mais aussi l'antiracisme, la critique populiste de tous les personnages médiatiques, politiques ou pas.

Délation, prison, flicage. La «farce antiterroriste» ne fait pas rire !

Au moment même, ce 13 janvier, où les députés commencent à discuter de nouvelles mesures de surveillance et de répression «antiterroriste», la police et la Justice font usage — un usage aussi peu «aveugle» que les actes terroristes qui l'ont suscité — des textes disponibles avant les tueries des 7 et 9 janvier.

À défaut d'empêcher de nuire des fanatiques religieux pourtant connus et surveillés, les frères Kouachi comme Merah, l'appareil policier et judiciaire, ainsi que les «services» — comme l'écrivent les journalistes en affectant un air de vieux baroudeur du renseignement —, on se déchaîne contre des gamins, des plaisantins et des pauvres types. Il est bien possible que certains de ces pauvres types soient aussi des sales types, mais cela ne change rien au problème.

On applique avec célérité, et gourmandise, des dispositions très récentes — en l'espèce la loi du 14 novembre 2014 — énième ajout au dispositif législatif «antiterroriste». À Toulouse, le procureur Patrice Michel affirme, martial : «Il ne faut pas reculer d'un centimètre.»

Saluons cet accès de modestie ! Non seulement la «démocratie» — entendu ici comme système représentatif régulateur de l'exploitation capitaliste du travail — ne «recule» pas, mais elle avance, et à grandes enjambées encore !

En permettant et en encourageant la délation par exemple, via le système Pharos. Lequel reçoit tout de même quatre cents «signalements» par jour, ce qui n'est pas mal pour une population supposée traumatisée par les «périodes sombres de son histoire», selon l'expression consacrée. Période d'unanimité nationale oblige, Pharos a reçu 20 200 «signalements» en quatre jours...

À Toulouse, donc, trois jeunes hommes de 20 à 25 ans ont été condamnés à des peines de prison ferme pour «apologie du terrorisme» et placés en détention.

Le premier (dix mois ferme) bouscule des flics (ou des contrôleurs, le terme «agents¹» n'est pas clair) dans le tramway «où il voyageait sans titre de transport». Il déclare, selon ses accusateurs, «Les frères Kouachi, c'est

¹ Informations tirées du *Monde*, 12 janvier 2015.

que le début, j'aurais dû être avec eux pour tuer plus de monde». Le second (dix mois ferme), interpellé alcoolisé lors d'un contrôle routier, insulte les flics «On va tous vous niquer à la kalachnikov». Le troisième n'est plus SDF (trois mois ferme). Dans une bagarre à la sortie d'une boîte de nuit, il profère des injures antisémites et des menaces : «Je veux vous tuer à la kalach' sales juifs».

Pauvres types (alcoolisés dans au moins un cas), antipathiques sans doute (le dernier notamment), mais coupables surtout de rodomontades balancées à des agents de sécurité (publique ou privée).

Pour être satisfait de telles condamnations, il faut avoir l'esprit petit ; pour se sentir rassuré par elles, il faut être un crétin.

Or ces farouches «apologistes du terrorisme» ne sont pas les seuls. Dans la région lyonnaise, logique de l'imbécillité policière, c'est Guignol qu'on emprisonne !

Dès le mercredi 7 janvier au soir, soit le jour de la tuerie à *Charlie Hebdo*, la police interpelle à Vaulx-en-Velin un homme de 26 ans qui «imitait le son d'une mitrailleuse [sic] au passage des policiers». Même sans enregistrement audio, et n'en déplaise au journaliste de *Lyon première* (8 janvier), il est plus que probable que le mauvais plaisant imitait plutôt le son d'une mitraillette. Ne pinaillons pas, le résultat est le même : au trou !

Deuxième interpellation, à Saint-Priest, le même soir, d'un jeune homme de 20 ans. Ce dernier aurait «à la vue d'un équipage de police, hurlé "Vive les assassins de la police" tout en riant».

Nous voici dans le cas de figure classique des «cris séditieux», qui valurent à de nombreuses personnes d'être arrêtées dans la rue ou dans les estaminets, après l'adoption des lois scélérates (pléonasme) réprimant les «menées anarchistes» à la fin du XIX^e siècle.

Notons, parce que je crains que la sidération médiatique ait engourdi bon nombre de cervelles, que le sanpriot¹ est interpellé pour s'être moqué de flics, trois jours avant que trois millions de personnes défilent prétendument pour le droit de rire de tout.

À moins que la «jurisprudence *Charlie*» ne suppose qu'il est désormais illicite de se moquer d'un *Charlie*... et donc des flics, du gouvernement, des services secrets, etc., puisque ce sont, nous le savons désormais, autant de «*Charlie*».

L'énumération entamée ci-dessus serait incomplète sans la mention des poursuites visant un adolescent de quatorze ans, interpellé et placé en garde à vue, pour avoir posté sur son compte Facebook «un commentaire hostile à la mobilisation en faveur des victimes des récents actes terroristes». La

¹ Habitant de Saint-Priest. Vous aurez appris quelque chose.

formule du journal *Nice-Matin* (10 janvier) est d'autant plus obscure qu'elle est contredite par le titre de la brève : «Un adolescent convoqué en justice pour avoir injurié les victimes de l'attentat». À moins que *Nice-Matin* considère tout bonnement que critiquer la «mobilisation», c'est «injurer les victimes».

On voit que les «figures dangereuses» du jeune, de l'étranger et du terroriste, dont j'ai analysé l'usage politique dans *La Terrorisation démocratique* (Libertalia) se trouvent idéalement confondues dans les poursuites «antiterroristes» de ces derniers jours.

Se trouvent ainsi exclus de la dite «communauté nationale», et ravalés au rang d'ennemis de l'intérieur, quelques millions d'individu(e)s qui n'ont (inexplicablement !) pas saisi l'occasion des tueries islamistes des 7 et 9 janvier pour opérer avec la police cette «réconciliation» que salue la députée Marie-Françoise Bechtel (chaîne LCP, 13 janvier) en évoquant les cars de CRS applaudis dimanche dernier. L'«union sacrée», toujours justifiée de la lutte contre une «barbarie», se fait aux dépens des plus faibles.

(À suivre, hélas !...)

Claude Guillon, mardi 13 janvier 2015, site lignesdeforce

Camarades, votre loi du talion¹ ne sera jamais la mienne !

Un vaste psychodrame national est organisé aujourd'hui, 19 janvier 2015, dans le cadre d'une «journée spéciale» consacrée par France Culture aux «enfants perdus de la République». Titre pour le moins malheureux (espérons que le contenu des émissions sera plus intelligent) d'abord parce qu'il fait allusion à un livre douteux qui s'appelait *Les Territoires perdus de la République*, paru en 2002, et qui fleurait bon la xénophobie, au nom bien sûr de la défense de la laïcité, des valeurs républicaines et de la lutte contre le racisme, le sexisme et l'antisémitisme. Titre malheureux ensuite parce qu'il suggère que ce serait surtout les «enfants» qui tiendraient des discours politiquement dangereux (et parmi eux, comme par hasard, les enfants «musulmans»). Il est évident que certains enfants ont pu avoir des attitudes ou tenir des propos scandaleux, mais il ne faudrait quand même pas oublier leur âge et leur irresponsabilité ! Titre malheureux enfin parce qu'il oublie les responsabilités des adultes d'extrême

¹ La loi du talion figure déjà dans la code d'Hammourabi, dix-huit siècles avant notre ère. Son principe est repris dans le Lévitique et le Coran (avec des exceptions notables). Nos super-radicaux n'ont donc rien inventé et s'inscrivent dans deux vieilles traditions religieuses à la fois... Triste performance !

«Si un homme frappe à mort un être humain, quel qu'il soit, il sera mis à mort. S'il frappe à mort un animal, il le remplacera — vie pour vie. Si un homme provoque une infirmité chez un compatriote, on lui fera ce qu'il a fait : fracture pour fracture, œil pour œil, dent pour dent ; on provoquera chez lui la même infirmité qu'il a provoquée chez l'autre. Qui frappe un animal doit rembourser ; qui frappe un homme est mis à mort. Vous aurez une seule législation : la même pour l'émigré et pour l'indigène. «Lévitique, 24,17-22

«C'est dans le talion que vous aurez la préservation de la vie, ô vous doués d'intelligence, ainsi atteindrez-vous la piété.» (Sourate II, verset 179) «Âme pour âme, œil pour œil, nez pour nez, oreille pour oreille, dent pour dent, le talion pour les blessures» (Sourate V, verset 45).

droite, à commencer par les dirigeants du Front national, qui, eux, ne sont pas poursuivis pour «apologie du terrorisme» par la justice française, même s'ils distillent la haine, l'antisémitisme, le racisme, la paranoïa antimusulmane et les théories du complot.

L'article qui suit, s'en prendra donc surtout aux adultes, mais pas aux adultes «musulmans» (de culture ou de religion) qui sont déjà suffisamment l'objet de critiques dans les médias officiels.... Il se contentera d'évoquer certains discours «super radicaux» et d'exprimer perplexité et consternation devant certains arguments qui circulent dans nos rangs.

Suite à l'exécution de 17 personnes (dont trois policiers, d'origine italienne, martiniquaise et algérienne) les 7, 8 et 9 janvier 2015, on a pu voir fleurir sur des listes de discussion radicales, sur Facebook et sur Internet un certain nombre de critiques plus ou moins élaborées de la notion de «respect de la vie humaine», accompagnées de critiques de la démocratie bourgeoise, les deux étant allégrement mêlées dans la plus grande confusion...

On a vu parallèlement à ces prises de position «antiflics» dans des milieux ultraradicaux, de nombreux anti-impérialistes, antisionistes, anarchistes ou gauchistes, renvoyer dos à dos, après quelques précautions d'usage hypocrites («nous sommes horrifiés», etc.), les assassins et les victimes de *Charlie Hebdo*. Le summum de l'ignominie, parmi les individus médiatiques, a sans doute été atteint par Norman Finkelstein.

A un niveau plus confidentiel mais tout aussi nocif, la liste a-infos a diffusé le texte d'un anarchiste (José Antonio Gutierrez D.) qui reprend exactement le même raisonnement ignoble. Quant à la Coordination des groupes anarchistes (à l'exception de la CGA de Toulouse), elle a diffusé un communiqué dans lequel elle proclame : *«Nous n'oublions pas le rôle qu'a tenu Charlie Hebdo dans la diffusion des discours racistes, sexistes et islamophobes ces quinze dernières années. Mais rien ne justifie de tels crimes et nous sommes solidaires des familles et proches des victimes.»* Donc, si l'on suit bien ce raisonnement fumeux et tortueux, après nous avoir expliqué qu'ils étaient contre «tous les fascismes», religieux, nationalistes, etc., contre les partisans du choc des civilisations, contre toute récupération politicienne, ces libertaires mettent les journalistes de *Charlie Hebdo* dans le même sac que les fascistes, rejoignant ainsi le camp de ceux qui expliquent «Quelque part, ils ne l'ont pas volé.»

Force m'est de constater que le mépris de la vie humaine, masqué par de grands discours, est finalement assez répandu dans la gauche altermondialiste (il suffit de lire pour cela les textes publiés par l'agence de presse latino-américaine ALAI, par exemple), à l'extrême gauche et parmi les groupes anarchistes.

Comme me le fait justement remarquer Nad Iam, une camarade : *«Un autre problème se pose : admettons un instant que les policiers ne méritent pas le moindre brin de compassion, parce qu'ils collaborent concrètement à l'oppression étatique contre les exploités. Dans ce cas, si c'est cela le déterminant, il faut être logiques.*

Par exemple, nombre de précaires se suicident parce qu'ils ont été radiés du Pôle Emploi : dans ce processus, il y a bien l'action d'un salarié, action qui pour être bureaucratique, n'en est pas moins l'exécution d'un ordre injuste.

Allons plus loin : certains conseils de discipline de certains établissements, composés des professeurs, des représentants des parents d'élèves prennent des mesures d'exclusion des élèves qui sont souvent la première marche de la descente vers l'enfer qui conduira ensuite à la déscolarisation, à la prison et à être exposés aux violences policières plus que d'autres.

Allons encore plus loin dans la même logique : toute personne étant propriétaire ne cautionne-t-elle pas un modèle social qui, de fait, crée les SDF, et les expulsés ?

Ce serait faire insulte aux camarades radicalement anticapitalistes qui écrivent "Un bon flic est un flic mort", que d'imaginer qu'ils s'en tiennent aux apparences, et pensent qu'on peut tuer uniquement avec des balles et pas avec une décision inscrite sur un morceau de papier, qu'on peut opprimer uniquement avec une matraque et pas avec un stylo et un pouvoir qui, pour être immatériel, n'en est pas moins réel.

Si l'on s'en tient à la notion pour le coup très chrétienne de culpabilité individuelle, si l'on se réduit au rôle de moraliste, alors ce n'est pas seulement "Un bon flic est un flic mort", qu'il faut écrire mais "Des millions de gens méritent de mourir." C'est un raisonnement qui, en d'autres temps, fut appliqué par nombre de dictateurs qui se paraient des atours de la révolution sociale.»

Comme si toute critique de la démocratie bourgeoise devait automatiquement nous amener, nous militants partisans d'une révolution sociale et de l'abolition du capitalisme, à nous montrer indifférents face à la mort des flics ou des soldats payés pour défendre le régime social, politique et juridique auquel nous sommes tous soumis, même si nous le combattons.

Face à l'hystérie antimusulmane de la droite et de l'extrême droite, face aux grossières manipulations des émotions populaires par le gouvernement français depuis le 11 janvier 2015, il est important de rappeler un principe élémentaire, celui du respect de la vie humaine, la vie de tous, flics et militaires compris.

Il est symptomatique, à cet égard, qu'aucune des victimes n'est jugée vraiment digne de compassion par une feuille de chou et un site nazis que je ne citerai pas et qui répertorie soigneusement les origines, opinions et

professions des victimes : parents «étrangers», appartenance à la franc-maçonnerie, origines juives, bobos gauchistes, on a droit aux critères complets de fichage des fascistes. Aucune victime ne trouve grâce à leur yeux sauf Frédéric Boisseau, dont ces nostalgiques du fascisme prétendent qu'il était un fervent électeur du Front national. Nous ignorons si c'est vrai, mais en tout cas les sites d'extrême droite, celui du FN en tête, ont immédiatement repris le refrain de la «victime oubliée», de ce «monsieur tout le monde», ce «simple citoyen», ce «Français de base» négligé par les médias-tous-pourris.

Curieusement, certains sites libertaires ont eux aussi vu en Frédéric Boisseau le seul «prolétaire» ignoré par la presse bourgeoise : *«Et que dire de cet homme de ménage criblé de balles, froidement exécuté, qui n'avait rien demandé ? Qui s'en soucie ? Il n'avait probablement pas de compte twitter, il n'avait probablement pas ses entrées dans le spectacle moderne, il n'avait pas de nom, pas de visage, pas de copain pour le chialer à la TV. Il n'était pas Charlie. (...). C'est à lui que vont nos pensées ce soir.»...*

Et un autre site libertaire d'en rajouter une louche : *«Frédéric Boisseau ne participait pas au comité de rédaction du mercredi de Charlie Hebdo. Frédéric Boisseau ne passera pas à la postérité pour les dessins ou articles qu'il aura produits. Frédéric Boisseau n'aura sûrement pas non plus l'hommage posthume réservé aux policiers tombés en service commandé. Frédéric Boisseau demeurera invisible comme le sont aujourd'hui l'ensemble des travailleurs qui œuvrent à la maintenance des bureaux, des immeubles, des rues de nos villes. Pourtant comme chacune des victimes, il avait sûrement une famille qui l'aimait, des amis qui goutaient sa présence, des collègues qui l'appréciaient. C'est vers eux que se tournent nos condoléances de ce triste jour.»* Et un autre site anarchiste de mentionner *«un agent d'entretien qui n'aura sans doute jamais l'hommage qu'il mérite».*

Par charité... athée, je ne citerai pas les auteurs de ces analyses rédigées à la hâte, mais avouez qu'il est quand même amusant que des anarchistes dressent l'éloge funèbre d'un grand pratiquant des arts martiaux (krav marga) grâce auxquels *«il avait pu se défendre face à deux individus qui étaient venus piller son camion d'entretien. Il avait réussi à en mettre un en fuite, et à attraper l'autre pour le remettre aux forces de l'ordre»* selon le journal local du 77 (<http://www.larepublique77.fr/2015/01/08/charlie-hebdo-seine-et-marne-victime-attentat/>).» Ce qui est sûr c'est que Frédéric Boisseau n'était certainement pas un ennemi de la police, comme ces thuriféraires anarchistes...

Bien sûr, le respect de la vie humaine n'est pas inconditionnel et nous place dans des postures contradictoires qu'il nous faut assumer ouvertement.

Nous pouvons être à la fois hostiles à la peine de mort et favorables à l'autodéfense armée dans certaines circonstances. Nous pouvons nous opposer à la violence d'Etat et défendre ou prôner la violence révolutionnaire dans certaines conditions.

Nous pouvons être hostiles à l'armée et la police actuelles, souhaiter dans une société idéale la disparition de ces forces de répression, et en même temps dénoncer toutes les exactions auxquelles les forces de l'ordre se livrent sur le territoire français ou ailleurs, et ne pas se réjouir stupidement chaque fois qu'un policier ou un militaire se fait flinguer.

Nous pouvons ne pas croire en la possibilité d'une police ou d'une armée démocratiques ou populaires, et lutter en même temps pour que leurs membres respectent les lois de l'Etat de droit et soient sanctionnés par la loi s'ils ne les respectent pas.

C'est d'ailleurs la démarche de tous ceux qui, par exemple, veulent traîner les généraux et dirigeants israéliens devant la Cour pénale internationale, ou de tous les comités locaux qui exigent le jugement des flics coupables de bavures meurtrières et généralement racistes dans les quartiers populaires.

La raison pour laquelle la mort d'un policier français ou d'un soldat américain, chinois ou russe ne nous est pas indifférente et a fortiori ne nous réjouit pas, est liée à un principe de base : le respect de la vie humaine. La vie d'un policier ou d'un soldat ne se réduit pas à sa fonction politique et sociale. Ce principe de respect de la vie humaine conduisit les camarades du Parti communiste ouvrier d'Irak, torturés par les sbires de Saddam Hussein, à s'opposer à sa condamnation à mort en 2006. Le même principe qui incita ces camarades, quand ils menaient la guérilla dans le Kurdistan irakien, à ne pas tuer leurs prisonniers, et à leur donner le choix entre les rejoindre ou repartir les mains vides, quitte à ce qu'ils reprennent du service contre eux....

Certains camarades m'objecteront qu'il s'agit d'une «valeur chrétienne». En cela, ils se trompent lourdement. Et ce genre de raisonnement est d'autant plus étonnant pour ceux qui ont une culture libertaire. En effet, dans le passé du moins, les anarchistes ont souvent cité en exemple les tribus indiennes d'Amérique du Nord qui, au lieu de condamner à mort un meurtrier, se contentaient de l'exiler de la communauté à laquelle il appartenait.

Le respect de la vie humaine, contrairement à ce que certains prétendent, n'est pas seulement un principe chrétien. Il existait bien avant l'apparition du christianisme, il existe dans de nombreuses philosophies préchrétiennes (à tonalité religieuse ou pas), et c'est un acquis précieux que nous devons préserver, même si, au XXI^e siècle, ce principe est hypocritement invoqué par des Eglises, des partis ou des Etats qui pratiquent le «deux poids, deux mesures» tous les jours. En clair, qui

considèrent que certaines vies humaines valent beaucoup moins que d'autres... Voire qui soutiennent certains massacres, certains génocides ou certaines guerres menées au nom de la «civilisation» ou de tel ou tel dieu.

Par contre, la loi du talion (implicite ou explicite) dont se réclament certains anarchistes, libertaires ou radicaux actuels est un principe réactionnaire biblique, même s'il était certainement pratiqué depuis des millénaires avant l'apparition de la religion juive.

En effet quand je lis sur Internet :

– «un bon flic est un flic mort» ;

– ou «quand je vois la façon dont des flics peuvent descendre des jeunes qu'ils pourchassent dans les quartiers, j'ai du mal à considérer leur part d'humanité» ;

– ou encore, dans un raisonnement plus sophistiqué : *«Les mêmes citoyens qui repoussent avec dégoût le terrorisme, sous les traits de l'islamisme, ne le reconnaissent plus lorsqu'il prend la figure plus familière à leur yeux du républicanisme, la figure du terrorisme d'Etat. Ainsi, ils sont horrifiés par la vidéo qui, entre autres vidéos morbides, montre l'un des policiers, déjà blessé et neutralisé, achevé au sol par le commando des vengeurs du Prophète. Commando qui, jusqu'à la dégaine, ressemble à n'importe quel groupe de prétoriens de l'Etat, à qui est confié, paraît-il, la tâche de combattre les "terroristes". Ils ont la mémoire courte quand ça les arrange, les citoyens. Pour prendre l'exemple le plus emblématique, à l'époque de la présidence Mitterrand, c'est bien le 11^e Choc, commando chargé des basses besognes de la raison d'Etat, qui acheva les blessés indépendantistes, voire assassina les prisonniers indemnes et menottés, à Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, en 1988, non ? Alors, assez de phrases compatissantes, à la façon des moralistes chrétiens, sur le caractère "sacré" de la vie humaine. Comme si l'Etat, ici laïque et républicain, n'était pas synonyme de coercition et de violence, à l'occasion implacable, contre ceux et celles qui n'acceptent pas le joug. Et si les actes des djihadistes me sont étrangers, ce n'est pas parce qu'ils sont étrangers au monde "civilisé" que des "barbares" venus d'ailleurs mettraient en péril, ou parce que toute violence contre ce monde est condamnable en principe. Mais parce qu'ils sont bien de ce monde, au contraire, de tels actes.»* (André Dréan, introduction de janvier 2015 à une réédition d'un article sur «Etat, nation et religion» paru dans *L'Oiseau Tempête*) ;

– quand je lis de telles lignes, je ne peux que marquer mon désaccord total avec ces considérations.

Le principe de «respect de la vie humaine» n'est pas simplement un principe moral ou éthique, comme on voudra. C'est aussi un acquis des luttes sociales, des luttes du mouvement ouvrier classique dont l'objectif n'était pas de promouvoir un «racisme (exterminationniste) de classe»

contrairement à ce prétendent les Stéphane Courtois et autres universitaires anticommunistes.

Bien sûr, il ne faut pas être naïf et croire que l'Etat puisse nous protéger en toutes circonstances, et que ce soit sa seule fonction. Néanmoins, les mêmes qui ne voient que la face terroriste de l'Etat ne manqueront pas d'appeler les flics si leur compagne est violée ou bien si leur ami, ou un de leurs parents, est assassiné. Peut-être ne porteront-ils pas plainte s'ils sont cambriolés ou dévalisés dans la rue. Et encore, je n'en suis pas si sûr – contrat d'assurance oblige. Mais il est évident qu'on ne peut à la fois faire appel aux flics dans les cas d'urgence meurtrière, de vol ou de viol, et se réjouir de leur mort ou prétendre être indifférents à leur assassinat, surtout dans les circonstances des 7, 8 et 9 janvier 2015.

Ces considérations «indifférentistes» face à la mort d'agents des forces de répression ou de représentants de la bourgeoisie me rappellent la théorie de «l'accident de travail» que j'avais moi-même stupidement soutenue dans les années 70 [réf. 3].

A l'époque, face à la répression meurtrière qui se déchaînait contre les groupes d'extrême gauche favorables à la lutte armée, nous dénoncions l'hystérie des médias et leur apologie de la démocratie (ce que Claude Guillon appelle la «terrorisation démocratique»). Nous trouvions que l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges ou l'enlèvement puis l'assassinat par la RAF de Hans-Martin Schleyer patron du CNPF allemand n'étaient que des «accidents de travail» (en clair, qu'ils l'avaient bien cherché et que leur mort était méritée, puisqu'ils géraient consciemment l'ordre capitaliste).

Il me semble que nous avons tort et qu'aujourd'hui ceux qui prônent l'indifférence face à la mort des trois policiers assassinés reproduisent les mêmes erreurs. Ils ne tiennent pas compte des réflexions de tous ceux et de toutes celles qui se sont dissociés de la lutte armée qu'ils menaient dans les années 70, sans dénoncer aucun camarade mais en effectuant un bilan critique de leurs erreurs.

Pour ceux que cela intéresse il existe un excellent documentaire («Do you remember Revolution» de Lorendana Bianconi, 1997 <https://www.youtube.com/watch?v=Y7SLVoFxFNo>) dans lequel témoignent quatre femmes ayant participé à la lutte armée en Italie à partir du milieu des années 70 et qui ont toutes passé de longues années en prison. Toutes, comme Anna-Laura Bragheti qui fut l'une des gardiennes d'Aldo Moro (cf. son livre *Le Prisonnier*, édité chez Denoël), se souviennent du moment où elles ont compris que les «porcs», les «bourgeois», les «chefs flics» qu'elles avaient descendus ou «jambisés» étaient AUSSI des êtres humains.

Essayons de ne pas répéter les erreurs du passé et n'encourageons pas les jeunes générations révoltées par toutes les injustices à faire les mêmes conneries et à y laisser leur peau.

Y.C., 18/01/2015

**Les partisans
du «totalitarisme» religieux¹
ne sont ni des «victimes»
ni des
«camarades dans l’erreur» !
ou
Du bon usage des explications
«sociologiques»
en milieu militant...**

Dans une récente tribune parue dans *Le Monde*, Olivier Roy compare les révoltés d’extrême gauche qui pratiquaient la lutte armée dans les années 70 aux djihadistes-internationalistes² européens au XXI^e siècle. Si

¹ Ce terme de «totalitarisme» religieux est insatisfaisant et je l’utilise faute d’un concept plus sophistiqué. Celui de «fascistes religieux» n’est pas non plus adéquat. Il est imparfait d’abord parce que, historiquement, il a été et est surtout utilisé par les néoconservateurs partisans de la théorie du conflit voire de la guerre des civilisations (En fait, un trotskyste anglais, Tony Cliff utilisa l’expression de «clérico-fascistes» à propos des Frères musulmans en 1946 dans la revue *Quatrième Internationale*, mais j’ignore si cette expression était très utilisée à l’époque et par quels courants politiques.) Et aussi parce que ceux qui l’utilisent à gauche, comme les communistes-ouvriers iraniens et irakiens, ou plus récemment certains anarchistes, ne l’ont jamais défini de façon précise et semblent en même temps considérer que l’islam serait une religion plus dangereuse que les autres. Or, toutes les religions sont néfastes...

² Il peut sembler curieux d’accoler ces deux termes ensemble. Le djihadisme est inter-nationaliste : c’est une des raisons pour lesquelles Malcolm X s’est trouvé renforcé dans son attachement à l’islam après un pèlerinage à La Mecque. Il y a effectivement une dimension inter-

cette comparaison a un objectif purement pédagogique (J.-P. Filiu les a, lui, comparés aux combattants antifascistes des Brigades internationales lors d'une émission de radio), pourquoi pas... mais à condition de souligner immédiatement les limites de cette comparaison.

Face à la paranoïa antimusulmane actuelle, il peut en effet être utile de rappeler aux Européens qu'eux-mêmes ont pu, à certains moments de l'histoire, s'enthousiasmer pour des causes politiques lointaines, apprendre à manier les armes et être prêts donner leur vie pour leur idéal¹.

Mais justement ces idéaux «antifascistes» dans les années 30 contre Franco, ou «anti-impérialistes/anticapitalistes» dans les années 70 ne glorifiaient pas la mort et la destruction ;

- ils étaient mus par des idéologies marxisantes ou marxistes ayant une base à peu près rationnelle, en tout cas ils étaient l'objet d'innombrables débats menés en toute liberté ;

- ils ne prênaient ni la vente des femmes, ni la mise en esclavage de leurs adversaires, ni le massacre des enfants, ni le génocide de telle ou telle ethnie, comme moyens utiles pour faire triompher leur cause ;

- ils ne tuaient pas indifféremment tous les civils qui leur tombaient sous la main ;

- ils prenaient pour cibles les soldats du camp opposé, ou ceux qu'ils jugeaient être les représentants de la classe capitaliste ;

nationaliste dans l'islam (à condition de tenir compte des sous-divisions sunnites/chiïtes et des autres sous-sous-divisions). Et cela explique comment ils arrivent à abolir les frontières ou du moins à tenter d'abolir les frontières virtuelles (Internet) et réelles (celles tracées par le colonialisme mais aussi celles entre les Etats de la vieille Europe). Il s'agit donc d'un courant à la fois internationaliste et mondialisé.

Après avoir lu cette note, un camarade m'a fait remarquer : «*Pas exactement : le chiïsme (en tout cas pour les dodécimains au pouvoir en Iran) est pour un Islam centralisé, avec un clergé organisé et une compréhension du rôle de l'État. Le sunnisme dans toutes ses variantes est pour le califat qui est un concept supranational et qui nie les États existants.*» Dont acte.

¹ Et on peut également en profiter pour rappeler à ceux qui sont obnubilés par la «barbarie» – qui serait uniquement, selon les médias, «musulmane» et «extra-européenne» – que celle-ci a une longue histoire sanglante au sein même du monde chrétien occidental, depuis les guerres de religion jusqu'aux crimes de masse du nazisme et du stalinisme – sans compter les crimes de guerre et génocides commis dans les empires coloniaux par les puissances européennes, bien sûr.

– enfin les mouvements anticapitalistes se réclamaient d'idées égalitaires (égalité entre les hommes, les peuples, entre les hommes et les femmes), au contraire des mouvements fascistes ou autoritaires du siècle passé ou des islamistes actuels.

Ces différents points constituent, à mon avis, des différences fondamentales et montrent les limites des comparaisons avancés par Roy et Filiu.

Néanmoins, chez certains gauchistes ou radicaux décérébrés par le néostalinisme et l'altermondialisme il se trouve aujourd'hui des individus pour «s'identifier» plus ou moins aux djihadistes¹ actuels et pour expliquer/excuser leurs actes.

Pour l'illustrer, je citerai deux extraits significatifs d'une correspondance récente avec un sympathisant d'extrême gauche.

Au commencement de notre discussion, il m'écrivit : «Si j'avais été le fils d'une pauvre famille d'origine "immigrée", isolée en banlieue parisienne, stigmatisée et discriminée par la République qui dénigre son origine et son existence, je serais vraisemblablement devenu un terroriste.» (Amédy Coulibaly, le tueur du supermarché cacher de Vincennes, travaillait dans une multinationale américaine, n'était ni chômeur ni smicard puisqu'il gagnait entre 2000 et 2200 euros par mois et aucune de ses neuf sœurs – femmes/immigrées/discriminées donc – qui ont connu une certaine ascension sociale n'est devenue «djihadiste»...)

Il m'a toujours semblé étonnant que, personne ne se soit demandé pourquoi les descendants des esclaves importés d'Afrique aux Etats-Unis ne sont jamais devenus des «terroristes» et pourquoi ils ont cherché toutes sortes de moyens de lutte contre la domination capitaliste-blanche, de l'autodéfense armée à la non-violence en passant par les luttes associatives et syndicales. C'est donc sans doute qu'il n'existe aucun lien automatique, inévitable, entre la condition de dominé (fut-elle celle d'esclave ou de descendant d'esclaves) et le «terrorisme», n'en déplaise aux sociologues pressés.

Cela dit, ce genre de raisonnement à courte vue et à tonalité identitaire est exactement le même que celui tenu par Mme Houria Bouteldja dans son article «Moi, Mohammed Merah».

¹ Cet article ne prend pas en compte les multiples motivations des djihadistes étant partis des pays occidentaux pour se battre à l'étranger. Pour le peu qu'on en sait, ces motivations sont très diverses tout comme leurs originales sociales. Et les djihadistes ne sont pas tous des hommes, loin de là. Mon objectif est ici uniquement de réagir face au stéréotype gauchiste qui présente les djihadistes comme des exploités, discriminés qui se seraient trompés de cibles, presque des «camarades dans l'erreur»...

Comme j'objectais à mon correspondant que des «victimes du capitalisme et de l'Etat», il n'y en avait pas que chez les hommes et les femmes d'origine étrangère et les «immigrés», mais aussi pléthore dans les rangs du prolétariat «autochtone», comme on put le constater avec le fascisme italien et le nazisme allemand, chez les néo-nazis actuels de l'ex-Allemagne de l'Est, ou les électeurs du Front national, mon correspondant me fit cette réponse consternante mais finalement banale aujourd'hui : *«Pour moi il n'est pas possible de mettre dans le même sac les terroristes d'origine immigrée stigmatisés depuis leur naissance et ceux qui sont devenus fascistes militants en vivant le déclassement de leur condition sociale, lié à la condition/crise économique, car le point de départ n'est pas du tout le même dans les deux cas. Tu sais bien que le statut social des "travailleurs immigrés" et celui des "Franco-français" n'ont jamais été les mêmes dès la construction de l'État-nation et la colonisation. Ces "pauvres fachos blancs" n'étaient jamais l'AUTRE du moins dans leur propre pays, pas probablement sur le plan économique, mais au moins sur le plan social.»*

L'AUTRE, le grand mot est lâché. Ce mot qui sème la confusion depuis des décennies, le plus souvent sans rien ajouter d'essentiel à l'antiracisme [réf. 24]. Surtout quand il est le support d'une idéologie et de comportements auto-complaisants du type «Plus ouvert à l'autre que moi, tu meurs», si répandus chez les antiracistes de salon, les associations de quartier financées par les politiques avec des arrière-pensées électorales, les politiciens donneurs de leçons, etc.

Ce qui peut être utile dans le cadre d'une analyse thérapeutique, d'un groupe d'entraide psychologique, peut difficilement se traduire en termes politiques, sinon dans le multiculturalisme municipal et étatique¹ dont on sait qu'il mène à la formation de communautés parallèles qui se retrouvent – de fait – fermées à «l'Autre», tout en tenant un discours à l'opposé de leurs pratiques pour continuer à recevoir des subventions destinées à financer le... «vivre ensemble».

On trouve le même catalogue d'explications sociologiques dans un article de Julien Salingue²: *«misère et relégation sociale, ghettoïsation,*

¹ Comme le souligne Rahila Gupta, dirigeant des Southall Black Sisters, *«le multiculturalisme ne s'intéresse guère à la nécessité qu'il y a de promouvoir la démocratie locale : il repose sur des leaders ethniques autoproclamés et qui, historiquement, n'ont aucun intérêt à défendre la justice sociale ou l'égalité des sexes»* (cité dans Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie*, op. cit., p. 74-75).

² <http://resisteralairdutemps.blogspot.fr/2015/01/tueries-charlie-hebdo-et-porte-de.html>

racisme structurel, oppression identitaire, stigmatisation et humiliation individuelle et collective, etc.» Et notre militant du NPA de continuer : «Les facteurs de radicalisation des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly ne sont pas à chercher uniquement dans la politique étrangère de la France, mais aussi (et avant tout) dans sa politique intérieure. On pourra ainsi se pencher un instant sur «l'enfance misérable des frères Kouachi» ou remarquer, non sans intérêt, que le meilleur ami de Coulibaly a été tué par un gardien de la paix lors d'un braquage en 2000, et que le même Coulibaly s'était singularisé, en 2010, en dénonçant les conditions de détention à Fleury-Mérogis. En d'autres termes, on peut dire (sans l'excuser) que cet attentat est un attentat français et l'expression (horriblement déformée) d'un ressentiment violent contre un «modèle» qui n'est qu'une machine à stigmatiser et à fabriquer des inégalités.»

Or, il n'y a rien de positif, en soi, dans «le ressentiment violent (...) contre une machine à stigmatiser et à fabriquer des inégalités». Ce ressentiment-là, tant qu'il ne reste qu'un ressentiment, est aussi à la base de tous les fascismes et de toutes les dictatures....

Ces citations montrent les ravages exercés par les théories du post-colonialisme et de l'antiracisme purement compassionnel (débarrassé de toute problématique de classe) dans les milieux militants, surtout ceux des classes moyennes-intellectuelles.

Plutôt que de déceler les parentés entre les différentes formes de fascismes (y compris les «fascismes» ou les «totalitarismes» religieux), ces théories réactionnaires amènent certains militants d'extrême gauche (et parfois libertaires) à brandir des explications «sociologiques» qu'ils réservent exclusivement aux «immigrés» (trois ou quatre générations après que leurs ancêtres furent arrivés en France !) mais dont ils excluent les prolétaires «franco-français» qui votent pour le Front national ou ont des sympathies encore plus clairement fascistes. Il faut tout de même rappeler que le fascisme ne s'est pas implanté seulement en Europe et que les mouvements nationalistes du Sud, de l'Inde à l'Irak en passant par l'Égypte et la Palestine, furent fascinés par le fascisme italien et le nazisme allemand, et ce bien au-delà des simples alliances tactiques qu'ils crurent bon de nouer avec le Troisième Reich pour accélérer leur accession à l'indépendance.

Il est certes difficile d'assimiler purement et simplement les djihadistes internationalistes d'aujourd'hui, qu'ils soient d'origine européenne (convertis) ou extra-européenne aux fascistes ou aux nazis des années 30. Mais la comparaison prudente entre ces formes de fascisme, ou au moins d'idéologies totalitaires, est possible même si un long travail d'étude et d'analyse reste encore à faire (il n'a malheureusement jusqu'ici été réalisé que par des historiens réactionnaires anglo-saxons partisans de la théorie du conflit des civilisations).

Le fait que cette comparaison soit violemment refusée par mon correspondant montre bien la nocivité de l'influence des théories postcoloniales sur l'extrême gauche et leur sous-estimation catastrophique de l'antisémitisme globalisé actuel.

Il n'existe aucun lien entre les discriminations dont sont l'objet les populations d'origine maghrébine ou africaine en Europe et le fait d'entrer dans une école juive comme Mohamed Merah et de tuer calmement trois enfants juifs l'un après l'autre ; ou d'entrer dans un supermarché casher et de tuer tranquillement des clients juifs comme Amédy Coulibaly, ou de se rendre au musée juif de Bruxelles et de tuer des Juifs comme Mehdi Nemmouche.

Les gens de gauche, les libertaires ou les gauchistes qui avancent des explications «sociologiques» pour analyser des meurtres de civils juifs en Europe actuellement se fourvoient totalement. On ne peut expliquer l'antisémitisme en France (ou ailleurs) par des raisonnements intemporels et abstraits sur le colonialisme ou le racisme. Surtout dans un Etat qui a laissé massacrer 70 000 juifs dont des milliers d'enfants arrêtés par la police française. Il est significatif que dans son article Julien Salingue consacre plusieurs lignes à dénoncer l'«islamophobie» et une seule à ce qu'il appelle la «tuerie de Vincennes» (comme si elle n'avait pas eu lieu dans un magasin juif, seulement dans un endroit sans signification particulière «à Vincennes» ; et comme s'il n'était pas capable de penser ENSEMBLE et l'antisémitisme et la paranoïa antimusulmane). **Ce refus de mentionner explicitement l'antisémitisme djihadiste (et ses sources à la fois religieuses et politiques dans le monde arabo-musulman) est une des caractéristiques les plus répandues dans l'extrême gauche ou chez les libertaires dits «antisionistes».** La cécité de Julien Salingue n'a donc rien d'étonnant. Dans son cadre de pensée et dans celui de beaucoup de gauchistes et d'universitaires postmodernes actuels, «l'islamophobie» serait structurell¹, inséparable de la structure capitaliste-occidentale-néocoloniale

¹ Cette théorie du racisme structurel, utilisée aux Etats-Unis depuis cinquante ans, a été importée en France beaucoup moins pour expliquer le racisme institutionnel en France (ce qui aurait été utile) que pour expliquer ladite «islamophobie» (la paranoïa antimusulmane ou le racisme antimusulmans). Par opposition, l'antisémitisme est vu par la majorité des partisans de la thèse de l'islamophobie/phénomène structurel comme une relique du passé, une «opinion odieuse» qui n'aurait plus d'emprise sociale et plus de fonction politique. Pour renforcer la thèse de l'islamophobie dans des buts de propagande, il est évident que l'on a intérêt

1) à considérer que tous les gens qui se prénomment Mohammed ou Fatima sont des musulmans pratiquants alors même que l'on sait que les

actuelle alors que l'antisémitisme ne serait qu'un vieux préjugé secondaire, un «poison odieux» (dixit Salingue) certes mais en voie de disparition et de surcroît manipulé par Israël, cette monstrueuse «tête de pont de l'impérialisme américain». Pourtant l'antisémitisme de gauche existe depuis plus d'un siècle et demi et a eu lui aussi, et a toujours, une fonction «structurelle» au sein des sociétés capitalistes y compris celles du bloc prétendument «socialiste».

Pourtant, exterminer les Juifs est une vieille obsession chrétienne occidentale¹ – mais pas seulement. Cette obsession purificatrice a été reprise par les extrêmes droites française et allemande à la fin du XIX^e siècle, puis par le nazisme au XX^e siècle, et enfin adoptée par certains courants de l'islam politique nationaliste, tiers-mondiste, surtout à partir des années 30.

Les différences importantes entre ces idéologies réactionnaires et totalitaires ne doivent pas nous aveugler sur leur parenté. Les partisans de l'islam politique, du moins dans sa version djihadiste-internationaliste ou

pratiquants de l'islam ne dépassent pas les 30% de cette dite «communauté» ;

2) à ne parler que de ceux parmi ces «musulmans» qui sont des prolétaires ou des chômeurs....

Le résultat de ce mélange entre racisme anti-Arabes (bien réel) et hostilité/discriminations/peurs vis-à-vis de l'islam (bien réelles, elles aussi) comme religion est que la critique sereine de l'islam devient très difficile puisque cette religion est censée être au cœur de la culture, des mœurs et des pensées quotidiennes de 3,5 millions de musulmans (estimation basse acceptée par peu de sociologues), 6/7 millions (chiffre accepté par les gauchistes et presque tous les politiciens) et 12 millions (chiffre du FN... et que j'ai entendu dans la bouche d'auditeurs de radios communautaires qui gonflent le nombre de croyants).

La théorie de «l'islamophobie» a enfin un autre inconvénient majeur : elle empêche aussi de réfléchir aux raisons pour lesquelles des jeunes convertis européens dits «blancs» vont se battre en Syrie ou en Irak. Ce n'est certainement pas le racisme (!) dont ils ont été victimes qui les pousse dans cette voie. Et ils représentent 25% des djihadistes étrangers....

¹ Malgré ses limites, et surtout en dépit de ses considérations ultraréactionnaires sur certains plans et de son aveuglement total face à la religion juive, on pourra se reporter au petit livre de Denis Berger (*Pourquoi l'antisémitisme ?*, Editions de Paris/Max Chaleil, 2013) pour ce qui concerne les dimensions religieuses pluri-séculaires des antisémitismes chrétiens et musulmans.

nationale-tiers-mondiste, qui prennent les Juifs pour cibles sont clairement les zélés continuateurs des fascismes européens. Ils ne sont pas des «victimes du capitalisme et de la République», ou alors ils le sont autant que n'importe quel prolétaire fasciste d'Aube Dorée, de Casa Pound ou du Front national quand il met ses idées en pratique et tue des travailleurs immigrés ou des militants de gauche.

Or quand des fascistes européens tuent des travailleurs arabes, kabyles, africains ou pakistanais, on ne voit jamais les gauchistes brandir des explications sociologiques pour «expliquer» ces meurtres... Je ne vois donc aucune raison de soutenir soudain ce «deux poids, deux mesures» quand des meurtres politiques, antisémites ou pas, sont commis par des prolétaires dont les parents ou les grands-parents viennent du Sud...

Un «fasciste», ou un partisan du totalitarisme religieux, reste un ennemi, quelles que soient ses origines et quelles que soient les discriminations dont il ait été victime.

Y.C., 25/01/2015

*L'être humain
est la véritable communauté des hommes*

Quelques dits sur l'événement de janvier 2015 à Paris

Publié le 24 février 2015

Pourquoi notre intervention ?

En premier lieu parce que nous ne sommes ni indifférents ni étrangers à ce qui s'est passé, à l'horreur de l'événement. En second lieu parce que nous voulons marquer non pas notre différence, mais notre absolue séparation d'avec une majorité de tracts ou textes de type gauchiste qui font porter l'essentiel de leurs attaques non pas contre les assaillants ou ce qu'ils représentent, mais contre l'État français sans tenir compte des transformations récentes de cet État.

Elles proviennent soit d'une lecture anti-impérialiste ou postcoloniale très générale de la situation, soit d'une lecture classiste et internationaliste affirmant des positions de principe si éloignées de l'événement qu'elle pourrait avoir été écrites il y a un an, dix ans, ou même davantage, à propos d'un tout autre fait.

Relevons quelques points communs entre ces approches :

- un refus de l'événement en tant que tel qui conduit à ne parler que de ses causes possibles ou encore à tenter de l'expliquer sans voir sa singularité. Cela a pour effet de minimiser les actes eux-mêmes, voire de les justifier implicitement ;
- une analyse plaquée mêlant géopolitique et simplifications socio-politiques (importation des conflits extérieurs, Palestine occupée, quartiers en déshérence, jeunes à la révolte dévoyée, etc.) ;
- une difficulté à nommer «l'ennemi» par peur de favoriser l'islamophobie ou d'être traité soi-même d'islamophobe ou encore de perdre le contact avec les jeunes de banlieue. Il est remarquable d'ailleurs que cette difficulté soit commune à l'État et à ces «radicaux». Le terme

utilisé pour le désigner devient alors «fasciste» ou «fasciste islamiste¹» sans que la moindre analyse vienne corroborer une quelconque ressemblance avec les différentes formes de fascisme historique ; la finalité du propos étant sans doute de rester en territoire politique connu de façon à ne pas avoir à se poser des questions trop déstabilisantes ;

- ces interventions proviennent de personnes ayant, pour différentes raisons, un ressentiment contre le fait que les manifestations qui ont suivi les attentats ont été une réussite et qu'elles ont pu, malgré tout, représenter autre chose qu'une manipulation gouvernementale ou une illusion démocratique ;

- une absence totale d'empathie minimum avec les victimes. On laisse entendre que les journalistes de *Charlie* à tendances islamophobes l'auraient bien cherché, que quatre juifs assassinés c'est rien du tout par rapport à la situation faite à nos «pauvres musulmans», (lire Islam = religion des pauvres) victimes reléguées et discriminées ou par rapport aux enfants palestiniens tués par l'armée israélienne ; qu'un bon flic est un flic mort², etc.

Nous pouvons comprendre que ceux qui se pensent révolutionnaires soient dépités de se voir renvoyés à leur isolement et à «l'insurrection qui ne vient pas» ou encore à l'absence du prolétariat. Mais opposer une froideur révolutionnaire à la froideur du capital n'est que l'arme de ceux qui sont incapables d'aimer, pourrait-on dire pour paraphraser J. Camatte. Ce n'est en tout cas pas le chemin qui peut permettre d'ouvrir une brèche vers la révolution à titre humain et la communauté humaine.

Crise du couple État-nation et déclin du citoyennisme

Si le sentiment collectif qui s'est brièvement exprimé dans ce moment-*Charlie* est autant problématique à élucider ne serait-ce pas aussi parce qu'il échappe quelque peu à nos modèles dominants en matière de théorie critique ?

Le citoyennisme des années 1980/1990 n'était pas présent dans ces marches, ces rassemblements. Pourquoi ? Parce que la figure traditionnelle de l'État-nation ne l'était guère non plus. Pour que des politiques citoyennistes, des organisations civiques (modifier le Service civil comme le souhaite Hollande, par exemple) prennent corps socialement et idéologiquement, il faut que l'État assure les conditions institutionnelles et budgétaires de ces politiques. Or, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Même la hiérarchie militaire ne veut pas du rétablissement du service militaire pour tous, puisque la haute technicité de la guerre moderne implique uniquement

¹ Cf. intervention de D. Cohn-Bendit dans *Libération* du 8 janvier 2015.

² Pour une critique sur ce point on pourra se reporter au texte d'Yves Coleman : «Camarades, votre loi du talion ne sera jamais la mienne».

des professionnels qualifiés. De plus les dernières orientations budgétaires visent une baisse structurelle des dépenses publiques dans ce secteur qu'une augmentation pour des raisons circonstancielles ne nous paraît pas infirmer. Tout au plus, suivant en cela les derniers sondages d'opinion, l'État peut-il opter pour un service de quelques mois gérable au niveau de l'État-réseau ? Un service décentralisé, par exemple au niveau des régions, dans le cadre de travaux d'intérêt général assortis d'un zeste d'instruction civique pour faire bonne mesure ? Mais l'effort risque d'être vain.

La tendance à l'État-réseau se réalisant davantage, les médiations de l'État-nation s'affaiblissant, la forme de l'individu-citoyen se dissout également. Par exemple, les rares réactions à cette restriction budgétaire provenant des populations civiles ne se font pas au nom du patriotisme et de la défense du territoire, mais des emplois menacés. D'ailleurs comment pourrait-on être citoyen de la globalisation et de la mondialisation ? À la limite, les «branchés» de toute sorte peuvent se sentir appartenir au «village global», mais les autres (et nous parmi ces autres) nullement.

Cette nouvelle donne rend démagogiques les appels à une nouvelle citoyenneté pour lutter contre un supposé «*apartheid social et ethnique*», comme vient de le faire Valls le 20 janvier dernier. Pour garder la maîtrise de sa majorité et même tenter de l'étendre jusqu'à l'extrême gauche et aux anarchistes, habituels dépositaires de ce label, Valls durcit son langage. Il prend la pose d'un commissaire politique qui conduit l'autocritique, blâme et culpabilise toute la classe politique, et il le fait dans des termes censés exprimer un nouveau radicalisme de gauche aux antipodes de l'extrémisme des solutions du FN ou des effets d'annonce de Sarkozy (la politique du Kärcher).

Laisser entendre que les banlieues en France seraient assimilables à ce qu'a été l'apartheid en Afrique du Sud¹, ou bien encore à certaines banlieues américaines actuelles, c'est faire comme si la République n'y

¹ C'est-à-dire une politique volontariste et raciale fondée par un théoricien afrikaner avec non seulement une séparation absolue des races, mais aussi une surexploitation éhontée de la main-d'œuvre noire. Or, si on trouve encore en France des travailleurs sans-papiers d'immigration récente, les générations précédentes devenues de nationalité française pour un grand nombre, connaissent un très fort taux de chômage ou peinent à entrer sur le marché du travail sans pour cela constituer une armée industrielle de réserve qui viendrait peser sur le niveau de salaires. Elles sont seulement davantage victimes d'une inessentialisation de la force de travail qui touche l'ensemble des travailleurs.

existait plus du tout ; c'est parler comme ces journaux étatsuniens qui décrivent des villes françaises en partie soumises aux salafistes !

C'est aussi renvoyer les quartiers où les musulmans sont nombreux à une sorte de «milieu» duquel on ne pourrait sortir qu'à force de combines, de trafics, d'appartenance à des gangs voire... par des kalachnikovs. Au lieu de chercher à cerner la complexité qui caractérise la difficile reproduction des rapports sociaux dans certaines zones, Valls ne fait que tourner le bâton dans l'autre sens : Ah ! on ignorait le degré de gravité de la situation et les politiques de la ville se sont avérées inadéquates, mais on va voir ce qu'on va voir maintenant que la politique est remise au poste de commandement ! Cette posture à la Mao au petit pied renvoie au néant tout le travail qui se fait dans les banlieues de la part des services publics, des enseignants, des soignants, des municipalités, mais aussi les initiatives des individus, des groupes des associations qui agissent dans les domaines économique, social, culturel, sportif, etc. De façon périphérique c'est aussi très contre-productif pour l'unité nationale prétendument recherchée puisque cela accroît, de fait, la stigmatisation de populations dont on apprend qu'elles vivraient dans un autre monde.

Or, il reste que la République existe toujours dans les banlieues, mais que les réalités et la puissance des réseaux, ceux de l'État comme ceux des forces économiques sociales ou religieuses y engendrent instabilité, tensions, conflits et violences. À l'ancienne fixité des institutions républicaines, lesquelles assuraient une certaine sécurité, y compris pour la main-d'œuvre immigrée jugée nécessaire et dont l'arrivée se faisait par grandes vagues successives, se sont substitués des flux incessants et réversibles de marchandises, de capitaux et d'individus. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que certains de ces flux orientent des individus vers la Syrie ... ou qu'ils reviennent par le Yémen. Libre circulation de la finance, des marchandises et des hommes, cela est certes la devise du libéralisme, mais elle ne s'était jamais autant matérialisée que dans la société capitalisée aujourd'hui.

Une pratique de la mémoire révolutionnaire ?

Dans cette «respiration collective», assez diffuse et fragmentée qui a pu surprendre par sa promptitude, sa spontanéité et son ampleur, ne pourrait-on y déceler une mémoire, une réactivation de certains moments de la Révolution française, notamment ceux qui célébraient l'union de la nation ? Une aspiration à une communauté d'êtres humains égaux et libres rassemblés par leur seule volonté commune instituant¹.

¹ Saint-Just concevait ce mouvement instituant de la nation sans la domination d'un État comme suit : «Il y a trop de lois, trop peu d'institutions civiles. Je crois que plus il y a d'institutions, plus le peuple

C'est l'idéal des révolutionnaires français les plus radicaux d'une nation sans État. Une nation où ce sont les institutions qui organisent la vie de la société. C'est le moment instituant de la révolution, celui qui a été théorisé par C. Castoriadis avec sa notion «d'institution imaginaire de la société¹».

Pour en revenir à la situation présente, il faut remarquer qu'aucune référence aux anciennes utopies de gauche n'a été visible ni audible dans le moment-*Charlie*. Le sens de communauté humaine qui implique l'idée de genre humain et qui était présent dans les dernières manifestations n'a amené personne à y chanter l'Internationale. Qu'on le veuille ou non, la perspective n'est plus celle du mouvement socialiste/communisme, même à ses débuts unitaires, version Première Internationale.

La tendance est à repartir des fondements de la Révolution française, «l'internationalisation» se faisant ensuite sur cette base via son universalisme. Les nombreux chants de *La Marseillaise* ont surpris alors qu'on s'attendait plutôt à des manifestations silencieuses. Peut-être que son caractère révolutionnaire d'origine donnait l'impression à la protestation de trouver un élan, de se dynamiser, de symboliser l'unité dans le refus de ce qui venait de se passer plus qu'une unité nationale autour de l'hymne. Mais on sait aussi qu'en France ces *Marseillaise* ont pu être instrumentalisées, par exemple, par les membres de l'UMP présents dans les manifestations. En tout cas penser cette reprise de *La Marseillaise* comme une célébration de l'hymne national (elle a été chantée à l'étranger aussi au cours des manifestations qui s'y sont déroulées) et comme une adhésion massive au nationalisme nous semble une erreur quand on sait qu'en temps normal son

est libre. Il faut peu de lois, là où il y en a tant, le peuple est esclave». Chez Babeuf et les babouvistes, l'instituant révolutionnaire c'est l'égalité de tous devant la propriété et d'abord devant la propriété foncière. Dans notre époque, cette conception d'une communauté humaine instituant et universelle a été réactivée par des courants issus de l'opéraïsme. C'est le cas, par exemple, chez Negri qui cherche à fonder la «multitude». Mais cette notion reste chez lui d'abord intersubjective, transversaliste, en rhizome ; elle se détache mal des particularismes et des réseaux. La «multitude» negrienne peine à s'objectiver. Lorsqu'elle le fait, elle vise davantage les assemblées constituantes que les mouvements instituants (cf. T. Negri, *Le pouvoir constituant : essai sur les alternatives de la modernité*, PUF, 1997).

¹ Dont il a fait le titre de son livre paru au Seuil en 1975. En 1969, René Lourau a interprété l'insurrection de Mai 68 comme un puissant moment instituant opposé aux forces de l'institué et combattant son institutionnalisation. Cf. R. Lourau, *L'instituant contre l'institué*, Anthropos, 1969.

contenu est très critiqué pour ses paroles guerrières et pour une lecture postcoloniale de la phrase : «*qu'un sang impur abreuve nos sillons*» qui n'avait d'ailleurs pas ce sens-là à l'époque ; le sang impur étant celui des royalistes et de leurs alliés.

Cette possible lecture critique a été balayée par la force de l'événement. On était plutôt dans une dimension universaliste de la politique, qu'on pourrait dire proche de la «religion civile» de Rousseau. Et le prétexte de la liberté d'expression permettait bien sa mise à jour, en tout cas mieux que si la révolte contre les actes des terroristes s'était centrée sur le second attentat et la mort des quatre personnes du magasin casher ce qui aurait alors contribué à raviver des fractures particularistes et communautaristes que la masse des manifestants voulaient justement oublier et même éradiquer¹.

Si nous nous référons à la Révolution française, ce n'est pas non plus pour dire qu'on en reviendrait au début du capital et à la forme bourgeoise de la révolution et donc à «l'éternisation du capital». D'ailleurs, l'expression «éternisation du capital», jadis employée par l'ultra-gauche bordiguiste, a toujours été abusive pour analyser la dynamique historique du capital. Ce qui est éternel n'a ni commencement ni fin. Ce n'est pas le cas du capital. C'est le terme de pérennisation qui est le plus approprié pour décrire le phénomène fluctuant, chaotique et contradictoire qu'a été et que continue d'être le capital.

Il est incontestable que la représentation politique globale (c'est-à-dire la référence imaginaire collective) qui était présente et souvent exprimée dans les marches et les discussions des deux jours qui, en France, ont suivi l'événement, était celle de la Révolution française. Constaté cela ne signifie pas, bien évidemment, contribuer à un éternel retour, mais seulement — et au minimum — ne pas plaquer des schémas classistes et prolétariens sur une réalité qui ne le permet plus.

Ce que nous voulons dire, c'est seulement que rien n'est dépassé. La dialectique n'a pas cassé les briques ! Et se pencher à nouveau sur la

¹ Il n'était donc pas possible de trouver un équivalent au «*Nous sommes tous des juifs allemands*» de Mai 1968. C'est même plutôt le contraire. Aujourd'hui les juifs gênent parce que beaucoup les assimilent à la politique d'Israël dans les territoires occupés, parce que d'autres les assimilent à la banque juive et plus généralement à la finance (cf. 2008), parce que leur supposé pouvoir (dans les médias et la culture) par rapport à leur poids démographique réel est jugé disproportionné et donc anormal (cf. le succès de Dieudonné et la résurgence récente de pratiques dans la lignée de celles du «gang des barbares»). Toutes les conditions sont ainsi réunies pour en faire à nouveau de parfaits boucs émissaires.

Révolution française est aussi une façon de réfléchir à la pertinence, ou non, de la perspective d'une «révolution à titre humain». Dans ce *moment-Charlie*, ce qui s'est exprimé immédiatement marque l'écart qui existe aujourd'hui entre État et nation. Les liens entre État et société civile, entre public et privé assurés par un pacte politique républicain autour de l'État-nation et stabilisés par la III^e République, ont vécu. L'État-réseau clientéliste n'apparaît plus que comme un prestataire de services et donc sans aura particulière. L'individu-démocratique fait appel à lui quand il en a besoin (Sécurité sociale et sécurité des personnes) mais autrement, il est l'État repoussoir, celui qui empêche d'entreprendre, qui taxe et vole le contribuable. Il n'apparaît plus comme le lieu de la souveraineté, seulement celui de la gabegie à travers les scandales politico-financiers et une administration jugée aujourd'hui toujours trop pléthorique.

Malgré la tentative de l'État de transformer l'émotion des manifestations du mercredi 7 janvier 2015 et leur dimension de réaction à titre humain, en une marche citoyenne le dimanche 11, on a pu remarquer la différence avec les références politiques des années précédentes. La progression parallèle de la globalisation et de la restructuration de l'État dans sa forme réseau accroissent la caducité de tout ce qui pourrait rappeler une société civile.

En conséquence de quoi le citoyennisme devient impossible. Le rapport État-nation est distendu à un point tel que l'émotion nationale n'a que peu à voir avec une expression nationaliste et implique plutôt une dimension universaliste, une réaction à titre humain¹.

¹ Une tendance universaliste dont le pouvoir ne sait que faire, empêtré qu'il est dans ces ses concessions au multiculturalisme qui l'amène à chaud à cette double injonction simultanée et contradictoire en direction des musulmans : Réagissez en citoyens pour montrer que vous êtes français... et en membres de la communauté musulmane en dénonçant les crimes de musulmans et en disant que ce n'est pas le vrai Islam qui ... Cela peut aussi être ramené à ce que nous avons dit sur la théorie subjective (dite «française») de la nation.

Cette théorie révolutionnaire de 1789 qui paradoxalement n'est plus soutenue que par les partis de droite deux siècles après (restriction à la nationalité automatique des enfants nées en France dans les années chiraquiennes) a été réaffirmée par un être social collectif éphémère jouant *La Liberté* (d'expression) *guidant le Peuple* de Delacroix mais dans une conception et des composantes plus modernistes que populistes. Cet être collectif fragile mais non illusoire doit être distingué de ce qui s'est passé en 1998 avec la victoire de l'équipe de France de football au cours de

Les déterminations particularistes ne sont pas niées mais mises entre parenthèses ou minorées tant que l'émotion politique domine. Mais c'est aussi cela qui a rendu plus difficile la participation de ceux qui se définissent d'abord comme musulmans, dans la mesure où cette réaction collective s'est faite au nom du «Je suis Charlie» (nous y reviendrons). En effet, beaucoup d'entre eux préféreraient une position sous la forme du «pas en notre nom». Position qui s'est déjà développée au niveau international suite à différents actes barbares commis par l'État islamique ou autres fractions terroristes islamistes radicales.

C'est qu'elle garde le caractère d'une protestation identitaire, ce qui facilite sa mise en place, le collectif étant vite défini, à l'interne. Mais par contre elle rend problématique la participation commune à la réaction d'ensemble des «gens d'ici», collectif qui n'est pas défini de façon strictement nationale et en tout cas qui ne s'entend pas au sens nationaliste du terme, mais plutôt au sens territorial et de références historiques et politiques communes.

Un «je» très ambivalent dans la mesure où il doit trouver son être collectif sur le chemin étroit que bordent, d'un côté l'individualisme démocratique et consommateur et, de l'autre, le «nous» des identitaires et autres communautaristes. Un «je» ambivalent aussi dans la mesure où s'il porte une exigence forte, celle de la liberté et de la fraternité, sans plus trop s'occuper de l'égalité d'ailleurs, il n'empêche qu'il souffre d'immédiatisme : le «Je suis *Charlie*» n'est qu'une forme sans contenu puisque le contenu de *Charlie* n'est pas discuté, la liberté d'expression étant indiscutable dans la perspective défendue. Dans cette mesure, la protestation est restée formelle malgré l'élan produit vers autre chose. Les individus qui y ont participé n'ont fait que s'y côtoyer. L'absence de création de liens réels, même si quelques «Comités *Charlie*» sont nés ici ou là, a fait que la protestation n'a pu se constituer en mouvement.

Les théories de la Nation à la moulinette de la globalisation

Tout se passe comme si la plus grande partie des immigrés, de fraîche ou de longue date, et leurs descendants ne se sentaient pas forcément «français» mais avaient, le plus souvent implicitement, des références assez précises¹ à une conception spécifique de la nation française. Une

laquelle l'équilibre entre idéologie nationale et idéologie multiculturaliste a été maintenu à travers l'imagerie «blacks/blancs/beurs».

Un équilibre aujourd'hui intenable (cf. l'affaire des «quotas» dans les clubs de football) dans un sport business mondialisé dans lequel les joueurs changent de nationalité au gré des opportunités du marché.

¹ Par exemple la laïcité n'est pas vraiment une référence concrète puisque son principe est mis à mal tous les jours et se trouve de moins en

conception qui repose originellement (chez Sieyès et dans les premières constitutions de la république par exemple, puis chez Renan) sur la théorie dite subjective de la nation, à savoir celle qui se fonde sur la volonté, l'adhésion et la mémoire collective par opposition à la théorie allemande de la nation (Fichte et Herder) dite objective (sang et sol + langue).

Dans ses meilleurs moments historiques, cette théorie subjective a permis que se développent un cosmopolitisme et même un internationalisme théorique (qui, comme son nom littéral, l'indique n'a jamais dépassé l'horizon national, mais seulement l'horizon nationaliste) suivi d'effets concrets aussi bien au sein de la Révolution française que de la Commune auxquels beaucoup «d'étrangers» participèrent, y compris à des postes de responsabilité, puis ensuite dans les mesures prises en faveur du droit d'asile. À part cela, il ne faut pas oublier les mauvais moments historiques (colonialisme et impérialisme français qu'on peut considérer comme des effets pervers de la théorie originelle de la nation, de la même

moins respecté. C'est d'ailleurs pour cela que ce qui reste de l'État-nation, à travers les institutions traditionnelles de la république, essaie de combler le manque par un surcroît de lois. Mais son concept fonctionne encore comme sédiment de l'histoire générale des individus de ce pays, dans lequel les individus des différentes strates d'immigration successives sont venues s'inscrire. Ces références au «pays des droits de l'homme» nous font peut-être mal parce que nous les entendons avec les oreilles de ceux qui critiquent ce qui est devenu une des idéologies principales de l'Occident capitaliste, mais pour beaucoup, c'est encore une recherche de filiation avec le passé révolutionnaire quand le fil rouge des luttes de classes a été rompu. Cette recherche de filiation se retrouve de la place Tiananmen, à la place Tahir en passant par Taksim et plus récemment encore Hong-Kong.

Rappelons ici la dernière phrase de l'article «Sur le rapport individu-communauté, le temps des confusions», *Temps critiques* n° 9 (1996) : «*La difficulté réside dans le fait qu'aujourd'hui, la société du capital a produit un tel niveau d'individualisation et de particularisation des individus que les tensions vers la communauté sont plus réactives qu'actives.*» Même dans son aspect actuel le plus vivace, la référence à la communauté en général – et c'est bien de cela dont il s'agit plus que de communauté nationale depuis le mercredi 7 janvier – semble s'être autonomisée pour simplement figurer le «collectif» à l'intérieur de cette société du capital qui se pose en communauté désincarnée. En note nous indiquions que ce phénomène était déjà perceptible dans le sens du «Tous ensemble» de 1995.

façon que le nazisme constituera un effet pervers de la théorie objective) et le fait qu'aujourd'hui la conception subjective ne soit plus défendue, en l'état, que par des républicains hors des partis, tel Finkielkraut, dont le patriotisme républicain n'est pas assimilable aux positions nationalistes frontistes ou souverainistes (anti-européanisme, anti-américanisme, préférence nationale, etc.).

Cette liberté concrète, dont l'exigence est la plus internationalisée qui soit, prend néanmoins en France des expressions particulières parce qu'elle ravive les passions antireligieuses de la Révolution française. À l'époque du retour des communautarismes religieux et de leur paradis des croyants en lieu et place de la communauté humaine, elles remémorent ce qui était inscrit sur des tombes des cimetières à l'époque de la Révolution française : «la mort est un éternel sommeil». Ce qu'assurément la plupart des morts de *Charlie* savaient. Mais ce caractère antireligieux a été progressivement gommé pour aboutir, sous la III^e République à la version la plus modérée des «Lumières» à travers le concept de laïcité. Ce concept qui garda certes quelques vertus au temps des «hussards noirs de la république» n'est plus guère qu'un chiffon qu'on agite vainement à l'époque des équivalences généralisées (la laïcité est la croyance de la France).

Pour en revenir à la situation présente, l'orchestration de la riposte aux assassinats des 7 et 9 janvier 2015 de la part de l'État marque une étape de plus dans l'affirmation de ce que nous appelons la société capitalisée, une situation dans laquelle la séparation entre État et société relève de la fiction (la trop fameuse et mythique «société civile») ou de l'illusion. La manifestation officielle du dimanche 11 janvier, la «marche citoyenne» bien mal nommée comme nous l'expliquons plus haut, représente une synthèse de la coexistence entre d'un côté un État-nation en crise et en restructuration dans une forme réseau, et de l'autre des mouvements d'indignation finalement plus populaires que citoyens. Cela renforce notre hypothèse de la forme essentiellement réseau de cet État, mais cela n'autorise pas à parler d'une tendance dominante vers une «demande à l'État» ou de plus d'État, comme s'il y avait consensus entre gouvernants et gouvernés quant à la question de la sécurité. D'ailleurs, de ce point de vue, les Indignés français crispés sur les références d'Hessel au programme du Conseil National de la Résistance, étaient en «retard historique» par rapport aux Indignados espagnols ou aux Occupy américains ; un «retard» qui semble se réduire présentement avec le début d'une reconnaissance officielle (étatique et culturelle) du relativisme, des particularismes et de la dimension identitaire qui n'entraîne pas dans la tradition théorique française.

Le Tout majuscule, comme les institutions de l'ancien État-nation, comme la Loi majuscule, est devenu le mal parce qu'il est assimilé au totalitarisme. Le tout, quand il est encore tolérable n'est plus qu'un tout

minuscule, une somme de particuliers (individualisme méthodologique) ou plus moderne, une suite d'interactions entre particularités qui toutes réclament leurs droits, leurs lois et des règlements contractualisés directement entre les individus et groupes ou catégories sociales. Les contrats individualisés remplacent le Contrat social.

Toutes les tendances dites libérales/libertaires en Europe ou libertariennes dans le monde anglo-saxon semblent confirmer que la triangulation État-capital-société se reconfigure dans un processus de totalisation que l'on a essayé de décrire au niveau plus général des rapports de production et de la reproduction des rapports sociaux et ensuite de conceptualiser sous le terme de société capitalisée. Mais cette triangulation elle non plus ne dépasse rien. Elle n'est pas post-moderne car elle ne peut se débarrasser de la question de la nation d'abord, de la religion ensuite, ni enfin de celle des rapports individus/communauté, cette dernière ayant elle-même lien avec les deux premières.

L'impossible sujet-Charlie

À la vitesse de la lumière — celle de la communication numérique — «Je suis Charlie» est devenu le slogan exprimé par des millions d'individus en France et dans le monde¹. Affiché et diffusé par tous les médias, il a très largement dominé d'autres formulations dans «l'élan républicain» qui s'est manifesté après la tuerie au siège du journal satirique. D'autres slogans ont certes été exprimés sur la défense de la liberté d'expression et de la laïcité,

¹ Sur Twitter, le hashtag #jesuisCharlie dépasse tous les précédents records d'occurrence depuis que ce réseau existe. Il fait la une des journaux et la couverture des magazines du monde entier. Des mots valises fleurissent (Charliberté, Chialercharlie), des rues, des places sont baptisées «Je suis Charlie». Des joueurs de football portent ces mots sur leurs maillots, des chansons et des poèmes expriment leur émotion devant l'événement. La commercialisation du slogan s'est immédiatement développée et donne lieu à des conflits d'intérêt avec le graphiste désigné comme son inventeur. Sollicité pour des dépôts de marque, l'Institut national de la propriété industrielle décide de ne pas enregistrer le slogan, au motif «*qu'il ne peut pas être capté par un acteur économique du fait de sa large utilisation par la collectivité*». L'ancien terme «d'émotion», employé pour désigner une émeute ou un soulèvement, semble ici approprié pour rendre compte des manifestations et des réactions qui ont suivi les attaques des terroristes islamistes, à savoir la mise en mouvement d'un ensemble d'individus engendrée par un événement inattendu et heurtant profondément la sensibilité humaine. Cf. M. Tournier, «Émotion populaire, petite note lexicologique», *Mots. Les langages du politique* ici <http://mots.revues.org/3483>

sur le respect de la vie humaine ou encore sur l'absence de peur ; mais c'est le «Je suis Charlie» qui constitue la référence majeure et centrale des manifestants ; celles et ceux qui étaient dans les rues mais aussi chez eux ou ailleurs.

S'agissant de manifestations collectives aussi importantes en nombre d'individus que celles qui viennent de se dérouler, certains pourront s'étonner que la formulation «Nous sommes Charlie» soit restée, si ce n'est peu fréquente, en tout cas assez minoritaire. En être surpris, c'est méconnaître l'important degré d'individualisation atteint par la société capitalisée d'aujourd'hui. Et les quelques manifestants qui mettent d'abord en avant leur appartenance à une communauté religieuse, avec des pancartes disant «Je suis musulman» ou bien «Je suis juif» n'échappent pas eux non plus à la particularisation ; laquelle se trouve d'ailleurs redoublée lorsque certains ajoutent à leur référence communautaire première : «... et je suis aussi Charlie».

Toujours située dans la même dimension égocentriste et particulariste, le slogan dominant a, bien sûr, aussitôt engendré son double, sa face antinomique, sa réaction de contre-dépendance avec le «Je ne suis pas Charlie». Face simplement et seulement antinomique, car celle-ci reste dans le même registre que la première en conjuguant le verbe être à la première personne du présent de l'indicatif.

Dans les deux cas, de quel sujet s'agit-il, au juste ? Quel est le sujet de l'attribut «Charlie» ? S'agit-il d'ailleurs d'un «sujet» ? Existe-t-il encore un sujet qui, aujourd'hui, puisse affirmer sa substance historique, au sens hégélien ? Ce «je» peut-il être entendu comme un «sujet social» ? Certainement pas. En résumé, disons pourquoi.

Il y a maintenant vingt ans, à la revue *Temps critiques*, nous nous sommes efforcés d'analyser les effets du vaste processus d'individualisation et de particularisation des rapports sociaux après les bouleversements politiques et anthropologiques de la fin des années 1960. Dans le triptyque Individu/sujet/subjectivité nous avons mis en évidence le délitement de l'ancien sujet historique de la modernité : le bourgeois et sa classe sociale¹ ainsi que l'épuisement de la dialectique des classes, lequel a engendré un vaste processus d'individualisation ; une particularisation de l'ancien sujet historique en autant de subjectivités et d'intersubjectivités multiples. Le «Je suis Charlie» échapperait-il, ne serait-ce qu'à la faveur d'une émotion collective, à cette tendance dominante ? Pas si sûr. Dans cette perspective, le «je suis» qui n'implique aucun «nous sommes», s'énonce comme la voix meurtrie et chargée d'empathie d'un individu

¹ Texte disponible en ligne ici
<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article53>

particularisé, segmenté, subjectivisé ; un individu certes social mais dont la communauté de référence est très incertaine, variable, ambivalente. De plus, ce «je» n'est pas non plus un «moi» (ego) puisqu'il ne contient ni défense narcissique ni affirmation identitaire. C'est l'individu social qui dit sa présence dans l'événement ; un individu sans individualité à qui il est impossible de s'affirmer comme sujet historique¹. D'où notre titre : «l'impossible sujet *Charlie*».

Si l'on s'en tient à considérer l'attribut du sujet dans la phrase du slogan, le signifié «Charlie» se limite d'abord à un groupe de quelques journalistes libertaires, eux aussi particularisés et atomisés que certains vont vite nommer «Les Charlie». On passe alors à un contenu social, à une représentation d'un collectif en lutte, d'une communauté d'engagements, d'une solidarité, d'une proximité intellectuelle ou affective, etc. C'est l'individu-social-Charlie. En ce sens, on peut avancer qu'il y a bien eu dans le moment-Charlie, une activation de la tension entre l'individu et la communauté humaine. (cf. chapitre suivant : «La tendance vers la communauté»),

¹ Aveuglé par son gauchisme borné et son antifascisme daté, Alain Badiou, se dit irrité par les manifestations «tricolores» qui ont suivi les attentats «fascistes» perpétrés par trois jeunes français «embrigadés fascistes». Il en appelle à un ralliement massif des «prolétaires des banlieues» à la bannière rouge ; et il précise son credo : «avec le plus possible de jeunes filles, voilées ou non, cela n'importe pas». Cf. *Le Monde*, 28/01/15, p. 13. Comme naguère Roger Garaudy, et plus récemment le terroriste Carlos, Alain Badiou en viendrait-il à donner l'islam comme l'utopie communautaire anticapitaliste seule à même de permettre désormais à l'humanité de réaliser le communisme ? Ces trois-là ont pour premier point commun de saisir un échec de leur parcours marxiste-léniniste et d'en attribuer la faute à l'absence de la dimension communautaire dans la révolution prolétarienne ; comme second point commun, ils saisissent bien le sens littéral du concept de religion, le fait qu'elle relie ce qui est essentiel dans une société contemporaine analysée comme victime de l'individualisation ; comme troisième point commun, leur marxisme vulgaire leur fait changer de sujet révolutionnaire : les prolétaires devenus introuvables ou embourgeoisés cèdent la place à des pauvres toujours plus nombreux mais concentrés dans les banlieues occidentales et les pays du Moyen-Orient menacés par Israël représentant de l'impérialisme dans ces zones ; et enfin, quatrième point, le lien nécessaire entre les pauvres et la dimension communautaire que ne peut représenter le Parti, les amène à reporter leur espoir sur l'islam qu'ils donnent comme la religion concrète des pauvres.

Mais cette désignation «les Charlie» est-elle équivalente à celle qui, à partir des années 1970 va nommer les collectifs ouvriers en luttes défensives contre les restructurations et les suppressions massives de force de travail ? On se souvient «des Lip», en 1973, au moment de la grève à tendance autogestionnaire des ouvriers de l'entreprise d'horlogerie. Par la suite, c'est au substantif pluriel qu'on parlera des collectifs ouvriers en luttes défensives contre leur licenciement («les Conti», «les Michelin», etc.).

«Charlie» ne relève pas ici de cette référence à la communauté de travail ; mais il ne relève pas non plus de la communauté citoyenne. Il s'agit davantage d'un rapport individuel à une mémoire, à une histoire (française) de l'irrévérence, de l'impertinence, de la liberté d'expression ; autant de «valeurs» supposées partagées par le plus grand nombre car toutes issues de la Révolution française. «

L'irréligiosité fait aussi partie de ces valeurs mais elle reste minoritaire, comme elle l'a d'ailleurs toujours été, en France, depuis la révolution. Car la critique de la religion que contiennent aujourd'hui des caricatures de *Charlie Hebdo* n'a de portée que visuelle, graphique (un «visuel» comme on dit dans la com') et non plus théorique ou imaginaire. C'est une caricature de la critique de la religion. On assiste à un affaiblissement de «l'emprise de l'imaginaire» nous dit une correspondante.

Quelques rares commentateurs de l'événement ont souligné le décalage des caricatures irréligieuses de *Charlie* avec l'époque actuelle. Mais ils n'y ont vu qu'une différence dans la répression étatique du délit d'opinion. Ce n'est pas le cas avec les caricatures de *Charlie* aujourd'hui. Nous préférons y voir l'épuisement politique des anciennes critiques de la religion dans la société bourgeoise qui ne trouvent plus guère d'opportunité pour se déclarer dans la société capitalisée. On a bien accusé récemment les catholiques de vouloir remettre en cause la loi sur l'avortement, ou de se cacher derrière les manifestants de la «Manif pour tous», mais c'est très abusif et réducteur. Là aussi, l'institution religieuse — comme tant d'autres de l'État-nation et de l'ancienne société bourgeoise — a du plomb dans l'aile et la tendance au «conservatisme des valeurs» est beaucoup plus large que chrétien puisque, comme on le sait, il traverse largement la gauche laïque et républicaine.

En effet, peut-on, au XXI^e siècle, après l'échec de tant de «révolutions» se référant au matérialisme, manier l'irréligiosité comme le faisaient les Libertins du XVIII^e siècle ou les anticléricaux du XIX^e ; c'est-à-dire avec des formes devenues caduques de la critique de la religion chrétienne lorsque celle-ci était la seule institution religieuse dominante et répressive ?

Dans la société bourgeoise, les religions chrétiennes, catholiques et réformées, constituaient une médiation centrale dans les contradictions sociales et notamment dans la neutralisation des luttes de classe. D'abord et

avant tout religion des propriétaires, catholicisme et protestantisme — chacune avec leurs croyances et leurs modes d'action singuliers — opéraient comme un puissant régulateur social des «classes dangereuses», phénomène encore plus accentué dans des pays comme l'Italie et l'Espagne. Ce n'est plus le cas aujourd'hui¹ où l'islam tend à devenir l'opérateur de contrôle social et mental qui, pour les pouvoirs politiques, serait le plus approprié à l'encadrement des milieux «sensibles» et des populations en déshérence ; ceci dans les pays où il n'est pas religion d'État.

Dire ici que la toujours nécessaire critique de la religion ne doit pas se tromper d'époque, c'est tenir compte de ses échecs successifs et répétés, aussi bien dans le stalinisme et les nationalismes que dans le consumérisme social-libéral ou l'autonomisme gaucho-libertaire.

Bien que n'ayant pas été absentes, loin s'en faut, de l'histoire des luttes de classe, ce n'est pas avec des caricatures que le mouvement ouvrier révolutionnaire avait tenté de dissoudre les religions. Il le fit davantage en cherchant à transformer les modes de vie et les rapports sociaux ; en essayant de réaliser sur terre la communauté humaine puisque, avec Marx, ils affirmaient : *«l'être humain est la véritable communauté des hommes»* (*Gloses critiques...* 1844).

Cet archaïsme de *Charlie* explique en partie ses baisses de tirage et son peu d'ancrage dans les nouvelles générations. D'autant qu'il est redoublé par un autre archaïsme qui est celui de la critique du «beauf», une critique typique de l'époque des «libérations» des années 1960-70, mais qui porte

¹ Le concile de Vatican II préparé dès la fin des années cinquante du XX^e siècle dont les effets se poursuivent, sous diverses formes, jusqu'à nos jours, marque la fin de l'hégémonisme mondial de la religion catholique romaine. L'actuel dynamisme du catholicisme aux Philippines ne change pas la tendance générale puisque cette religion reste très minoritaire dans les pays asiatiques et qu'elle a abandonné tout prosélytisme. Théologiquement le Dieu catholique a perdu ses anciens attributs de puissance alors qu'Allah, le Dieu de l'islam, a gardé et même accru les siens. Quant aux églises et sectes protestantes — dont la croissance reste variable et inégale — en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique, elles ne présentent pas les tendances hégémonistes et triomphalistes de l'islam ; leurs théologies relèvent davantage d'un messianisme qui cherche à séparer la sphère individuelle de la sphère politique. Ces divers courants évangélistes protestants peuvent constituer des lobbies, prennent parfois des formes mafieuses ou miliciennes, sont impliqués dans les affrontements claniques et religieux, mais ils n'ont pas de stratégie étatique et moins encore despotique.

peu désormais quand les classes populaires paysannes et ouvrières ont perdu toute identité et ont été laminées politiquement et culturellement par la révolution du capital. Ce sont les «branchés», les «bobos» et non plus les «beaufs» qui sont aujourd'hui majoritaires ou du moins qui sont les plus visibles et même s'ils ont été très portés à manifester leur réprobation puisqu'ils sont libéraux et ouverts, on peut penser qu'ils ne sont pas non plus très concernés par le combat des fondateurs de *Charlie*¹.

Beaucoup de choses ont déjà été écrites sur les divers sens qui peuvent être attribués au signifiant *Charlie* du slogan «Je suis Charlie», mais bien peu l'ont été sur le «je suis».

Bien sûr et avec raison, l'accent a d'abord été mis sur l'intensité du choc psychique reçu par les témoins des tueries et les habitants du voisinage. Mais l'onde de choc s'est répandue dans tout le pays et même dans le monde. Les ressentis à ce choc remplissent les conversations. Le «je» de Charlie est d'abord un individu meurtri qui parle de ses affects. Mettre des mots sur les émotions et les traumatismes fut le conseil donné par les psychologues et les services de secours. L'individu-Charlie est compatissant, il se démarque de ceux que laissent «indifférents» la mort d'un policier ou de ceux qui se sentent «étrangers» aux actes des djihadistes. Notre correspondante donne à la nomination une portée qui va bien au-delà d'une fonction thérapeutique. Elle voit dans cette détermination à se nommer, à se rassembler, à se reconnaître, à défiler en portant le nom je suis Charlie «*un soulèvement collectif imprévisible d'auto-nomination*». Ce nom collectif qui est le contraire d'un mot d'ordre puisqu'il n'a été préparé ni imposé par aucune autorité ou institution. Elle le donne comme une «*respiration de liberté, défi à la mort – à la peur de la mort*». Même accompagné par le lyrisme de Hugo sur la force du mot, le «Je suis Charlie» était-il implicitement porteur d'aussi vastes espérances chez ceux qui le portaient ? Peut-être cela fut-il fugacement présent dans les rassemblements spontanés qui se déroulèrent le soir de la tragédie. Mais on peut en douter au regard de la «marche républicaine» du dimanche 11 janvier.

Porter un nom nouveau, autre, un nom choisi, et le partager avec d'autres dans un moment d'émotion collective ne suffit pas à faire de ce rassemblement une commune d'individus libres, créatifs, et se riant de la mort. Au-delà du sans lieu de l'utopie, du hors-temps de l'uchronie, les

¹ Le journal paie aussi, depuis la direction de Val, une option plus «engagée» que «bête et méchante» qui n'est pas sans risque quand la réflexion critique se résume à des accusations ou insultes peu avérées de part et d'autre (Val islamophobe et Siné antisémite, par exemple, au moment de la séparation).

«Charlie» auraient-ils inventé une Cité-du-tout-nommer ? De plus, s'autonomiser nous laisse toujours dans l'enfermement de l'autoréférence et de l'égoïsme.

Une fois les minutes de silence observées (ou inobservées) dire l'indicible du meurtre passe encore par des mots et des noms, mais l'élan initial de la nomination, de la parole imprévue — ce souffle premier que cherche la poésie — se brise vite sur les litanies du nominalisme et sur les fadaises de la prose du monde.

La tendance vers la communauté

Au premier regard, et si on parle en termes de sens vers la communauté humaine (et non en termes de communautarisme) pour caractériser les réactions à l'événement, cela apparaît étonnant et à contre-courant puisque notre époque voit resurgir, au niveau extérieur, un retour des différents souverainismes d'État, alors qu'on est en pleine affirmation de la globalisation et de la crise concomitante de la forme État-nation au niveau intérieur. Rechercher le sens d'une communauté humaine peut également sembler aller à contre-courant puisque les références communautaires (de type universalistes) qui participaient de la sédimentation historique, culturelle et politique d'un pays se convertissent en une revendication de soumission aux communautés de références¹ et aux identités.

Or, dans l'intensité de l'émotion du mercredi soir et des jours qui suivirent, il y a bien eu cette dimension communautaire, du moins une sensation de tension vers cette dimension sans aucune intervention de l'État dans un premier temps. Un État qui cherchait même à brouiller les pistes pour éviter que la protestation ne prenne de l'ampleur. Ainsi, fit-il son maximum pour occulter la possibilité d'une coordination des attentats avant de se rendre à l'évidence. Pour les manifestants, il ne s'agissait donc pas d'affirmer une communauté déjà présente ou déjà référencée, nationalisée et identifiée, mais d'exprimer une tension des individus vers la communauté humaine, vers le genre, mais le genre universel, le genre humain, pas le genre des théories du genre.

Cette tension est fragile et instable car son autonomie est très limitée tant qu'elle ne fait que manifester une réaction et qu'elle s'expose soit à une reprise en main politicienne comme la grande messe du dimanche 11 janvier nous en fournit l'exemple, soit que son caractère spontané perdure dans l'immédiatisme d'une adhésion acritique et consensuelle.

¹ Sur la différence entre communauté de référence et références communautaires renvoyons à l'article signé Phil Agri et Léon Milhoud, *Temps critiques* n° 9, automne 1996 : «Sur les rapports individu-communauté : le temps des confusions» ici <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article216>

Que cette communauté en général soit ici, à propos de *Charlie*, une communauté non nationale et même internationale ne signifie pas qu'elle soit déjà communauté humaine. La tendance est limitée par de nombreuses autres tendances, comme disait un de nos maîtres théoriques. Ainsi, quand la manifestation de dimanche se met à applaudir la police qui passe alors que le cadavre de Rémi Fraisse est encore chaud, un minimum de mise à distance s'avère nécessaire.

Ce n'est plus l'unité autour des libertés et des principes, mais une unité pour l'unité, une unité fantasmée au-delà des antagonismes sociaux et politiques. De même, quand on cherche un peu vainement à apercevoir une quelconque preuve que la protestation ou la révolte a aussi touché les banlieues¹ ou les quartiers périphériques. La tendance universaliste

¹ Il y a dix ans, à propos des émeutes de l'automne 2005, nous parlions certes de «révolte des banlieues» et de «jeunes en rébellion» mais en soulignant qu'il serait erroné d'y voir une quelconque réalité «prolétarienne» à relier à d'autres luttes qui seraient salariales et ouvrières. Nous montrions combien les anciens modèles marxistes ou anarchistes des insurrections révolutionnaires étaient inappropriés pour rendre compte de ces événements. Au contraire, nous soulignions déjà le caractère territorialisé et identitaire de ces révoltes, mais sans ou avec peu de caractère religieux. En effet, les groupes de jeunes étaient encore très composites mélangeant souvent jeunes «gaulois» et jeunes immigrés (si on en croit les statistiques sur les personnes arrêtées) coupant court à l'époque à tout discours sur une possible instrumentalisation par les islamistes, ces derniers ayant même semblé jouer un rôle modérateur dans certains quartiers. Par ailleurs nous mettions en évidence les difficultés de l'État pour parvenir à reproduire les rapports sociaux dans les banlieues. Cf «La part du feu» *Temps critiques* n° 14, ici <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article137>.

Mais aujourd'hui, si cette dernière difficulté reste non seulement présente mais s'est accrue, la révolte n'a pas grandi dans les mêmes proportions. On peut dire que c'est même le caractère de révolte originaire qui a disparu. L'islamisme radical ne fabrique pas des révoltés mais des soldats ; les jeunes recrutés en prison ne participent pas aux révoltes des prisons mais se font les plus discrets possibles pour échapper aux repérages et fichages ; les références au Coran ne fonctionnent pas comme référence culturelle commune ou a fortiori ouverte, mais comme apprentissage d'une soumission à un nouvel ordre qui doit s'imposer si ce n'est à tous du moins à tous les croyants. D'où là encore la force d'un salafisme qui veut que s'affichent les signes religieux pour premièrement créer une «ambiance»

redevient alors un peu plus abstraite et vient rappeler nos défaites historiques dans les luttes de classes et révoltes historiques précédentes.

Si une tension individu/communauté s'est bien manifestée, reste qu'on a du mal à y percevoir, pour parler en termes dialectiques, le non identique, le négatif, l'élément critique qui transformerait la tension en mouvement vers quelque chose d'autre. L'élément critique est en fait contenu dans une absence, à savoir que, le temps d'une manifestation, on est quelque peu sorti d'une situation dans laquelle l'individu particularisé contemporain ne peut plus compter sur une appartenance sociale liée à son être collectif. Et dans la tension vers la communauté qui s'est manifestée il y a eu aussi comme une délivrance. Une thérapeutique a fonctionné, celle du rassemblement contre la peur et l'affirmation — sereine et parfois joyeuse — de la satisfaction d'être ensemble pour défendre une cause universelle. Il y avait comme une joie de se libérer de cette quasi-obligation aujourd'hui, qui fait que pour exister socialement, l'individu doit annoncer sa référence identitaire à telle ou telle particularité ethnique, culturelle, sexuelle, religieuse, de clan, de réseau, de lobby, de secte, etc. puisque la référence de classe n'est plus possible ou en tout cas n'est plus centrale.

Les luttes revendicatives traditionnelles reposant sur le travail n'étant plus comprises par le pouvoir, les médias et les individus-démocratiques de la société capitalisée, que comme des formes de corporatisme ou de combats archaïques pour ne pas dire réactionnaires, leurs demandes comme leurs aspirations ne sont susceptibles d'être entendues qu'à la condition qu'elles affichent leurs références dans la combinatoire des «goûts», des «choix» et des «chances» qui s'offriraient désormais comme vie à tous les individus. Des vies «privées d'histoire¹». Peut-être peut-on alors lire — si on se veut optimiste — les derniers événements comme une tentative de réappropriation d'un temps historique.

Dans cette délivrance, dans cette affirmation de la liberté d'expression, s'exprime aussi un changement d'attitude vis-à-vis des religions. Nous avons dit plus haut que l'ancienne critique des religions s'épuisait, mais

dans certains quartiers et deuxièmement pour repérer les récalcitrants et faire pression implicitement ou explicitement sur eux.

¹ Cf. J. Guigou, partie 1 du n° 4 d'*Interventions*, avril 2004 dans une version actualisée <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article201>. Tout cela a aussi été développé, à l'époque, dans le livre de J. Wajnsztein, *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût* et nous avons connu depuis une exacerbation de ces tendances identitaires et surtout leur légitimation dans le discours du capital. cf. J. Wajnsztein, *Rapports à la nature, sexe, genre et capitalisme*, Acratie, La Bussière, 2014 http://tempscritiques.free.fr/spip.php?page=ouvrage&id_ouvrage=12).

une nouvelle réaction s'amorce qui n'est pas seulement d'ordre critique mais contient aussi des éléments émotionnels et réactionnels contre ce qui apparaît comme un débordement de la laïcité par la confusion de plus en plus grande qui est faite aujourd'hui entre public et privé. En cela d'ailleurs, ces religions ne sont pas archaïques. Revisitées par les particularismes, elles sont néo-modernes car elles mettent en pratique, dans leur domaine propre, le mot d'ordre «le privé est politique».

Mais il est évident que c'est l'islam et surtout ses formes salafistes qui n'ont aucun mal à se glisser dans les nouvelles pratiques politiques des identités pour finalement s'affirmer comme un possible débouché politique, mais qui s'exprimerait en dehors du jeu politique démocratique. C'est d'ailleurs ce qui peut attirer des jeunes dégoûtés par la politique politicarde ou qui sont, de fait ou de droit, mis hors-jeu de celle-ci. Les autres religions suivent le mouvement, mais un mouvement qui ne leur est plus naturel puisqu'elles se sont précédemment moulées dans la modernité, se sont adaptées progressivement et se sont au contraire privatisées. Elles sont donc obligées de forcer le ton pour ne pas rester à l'écart (remises en cause des lois sur l'avortement comme en Espagne, réactions contre le mariage homosexuel).

Par exemple, l'Église catholique, en dehors de tout fondamentalisme, cherche à reprendre pied si ce n'est par un retour de la foi, du moins par une participation plus grande aux «débat de société». Et force est de constater, à l'intérieur de cet aspect général d'évolutions des pratiques des religions, une réaction particulière vis-à-vis de la religion musulmane parce que, dans sa variante salafiste, elle apparaît comme sortant du cadre privé d'exercice des pratiques religieuses défini par les principes de laïcité et qu'en défendant une identité politico-religieuse axée sur des revendications clivantes (tenue vestimentaire, nourriture halal, mariages intra-communautaires, observance stricte des rituels, etc.) elle semble redoubler, pour ne pas dire surenchérir, sur la tendance à la relégation dans les quartiers où se fait particulièrement sentir l'inessentialisation de la force de travail, la domination masculine et les difficultés de reproduction des rapports sociaux capitalistes.

Toutes les potentialités d'une stigmatisation et d'une assignation identitaire sont alors réunies avec comme conséquence possible une suspicion à l'égard de l'islam et, conséquence de la conséquence, des réactions communautaristes et pour ce qui nous préoccupe ici, l'assimilation de *Charlie* à un journal «islamophobe», ce qu'il n'est certes pas, puisque son objet, entre autres est la critique de toutes les religions.

Mais là encore cette tendance anticléricale dont *Charlie Hebdo* restait un bon représentant n'est pas, loin s'en faut, unanime ni partagée. La majorité des individus-démocratiques (l'opinion publique) et l'État, en accord d'ailleurs avec le principe de libre expression, défendent plutôt la

ligne selon laquelle toutes les religions sont acceptables (y compris la laïque) à partir du moment où elles restent modérées et qu'elles peuvent toutes être rapportées à un principe de paix, en dehors donc de ce qu'elles ont été et de ce qu'elles ont fait au cours de l'Histoire.

La religion chrétienne est ainsi lavée des guerres de religion, de l'inquisition, du colonialisme et l'islam de la conquête et de l'esclavagisme pour être présentée comme une religion de paix. Le djihad devient un comportement de foi individuelle, le reste ne serait que du fanatisme sans rapport avec les textes sacrés. Il suffirait alors de séparer le bon grain de l'ivraie pour ouvrir vers une société vraiment multiculturelle et respectueuse de chacun ... dans son identité ! C'est ce à quoi s'essaient la plupart des pouvoirs publics ou privés en défendant à la fois *Charlie* ... et les intérêts des représentants des différentes Églises, ce qui les amène à un constant grand écart qui frise l'hypocrisie et en même temps explique l'histoire des différentes mesures prises contre *Hara-Kiri* puis *Charlie*. Il faut alors bien reconnaître que la position la plus cohérente, même si c'est la plus choquante pour nous, se trouve chez les médias anglo-saxons qui s'interdisent de présenter la couverture de la nouvelle édition de *Charlie*.

Quant aux islamo-gauchistes, puisqu'il faut quand même bien les mentionner, ils rajoutent à la confusion en mettant sur le même plan l'enlèvement et le viol de jeunes filles et de femmes par Boko Haram en Afrique et l'activisme des sectes protestantes dans les pays du nouveau monde ; en s'indignant davantage pour des tags sur les mosquées ces derniers jours, que des assassinats de juifs parce que juifs dans l'hypercasher ; et cela en nous resservant le discours sur les pauvres et «l'islam religion des pauvres», comme si toutes les personnes de culture musulmane¹ étaient comme programmées, à terme, à devenir djihadistes ou fous de Dieu, soit un déterminisme mécaniste idiot intellectuellement, bête politiquement et méprisant moralement.

Deux mots pour terminer :

Le pouvoir ne maîtrise pas tout...

Il n'y a pas de «plan du capital»...

Toutefois, rien n'est inscrit dans le marbre comme on a pu le voir avec Valls reculant sur un Patriot Act à la française après en avoir annoncé pourtant l'urgence. Comme le rappellent les journaux, la sécurité qui est aujourd'hui régie juridiquement à Bruxelles et Paris, a une marge de manœuvre étroite ; la Commission européenne des libertés étant très

¹ À ce propos il y en a assez que les médias nous servent sans cesse du six millions de musulmans en France en confondant sciemment culture et religion assignant ainsi à une identité religieuse des dizaines de milliers d'athées.

vigilante, en bonne libérale/libertaire qu'elle est sur le maintien de la libre circulation, même s'il existe des restrictions au sein de l'espace Schengen. Plus généralement on peut dire qu'elle veut le maintien de l'État de droit en Europe alors que certains États ou fractions politiques penchent pour un État d'exception devant le terrorisme. Cette internationalisation de la justice et des polices n'est d'ailleurs pas complète puisque le secteur des Renseignements n'est pas encore internationalisé et reste de la compétence des États nationaux.

D'une manière générale arrêtons de croire que le pouvoir maîtrise tout quand il passe son temps à enquêter sur les militants de Tarnac, d'un côté, alors que, de l'autre, il abandonne la trace d'individus déjà condamnés pour des actes considérés comme relevant du terrorisme ; qu'il laisse prospérer, par facilité, le regroupement communautaire et par contrecoup le recrutement djihadiste en prison ; ou quand il sacrifie le budget de la DGSI au profit de celui de la DGSE. Faute d'ennemi véritablement identifiable comme à l'époque des guerres classiques et des conflits de classes, il est relativement désarmé devant les formes nouvelles que représentent pour lui les guerres asymétriques et les réseaux djihadistes. Et comme il ne peut chasser tous les lièvres à la fois, l'État ne peut qu'opérer des choix arbitraires et budgétaires. En faisant cela il ne procède pas autrement que dans tous les autres secteurs publics (cf. l'école et la réforme des zones prioritaires) : il déshabille Pierre pour habiller Paul au gré d'une gestion de l'État au coup par coup que nous avons noté depuis plus de dix ans dans le cadre du passage de l'État-nation à la forme réseau. Nous le répétons à nouveau : il n'y a pas de «plan du capital», même s'il y a une politique du capital¹.

Temps critiques

¹ Cf. l'ensemble du n° 17 de *Temps critiques*. Ici http://tempscritiques.free.fr/spip.php?page=numero&id_numero=17

Bref témoignage à propos des discussions sur *Charlie Hebdo* au boulot

Tous les commentateurs se sont polarisés sur les discussions sur les places publiques ou les grandes interprétations sociologiques, philosophiques, géopolitiques, etc. Peu de militants, à ma connaissance, ont publié leurs témoignages personnels sur les discussions entre collègues, au bureau, à la cantine ou à l'atelier, et sur les clivages, ou les rapprochements, que les discussions autour des dix-sept exécutions djihadistes ont pu susciter entre travailleurs. Voici un témoignage. Si vous en connaissez d'autres, n'hésitez pas à les envoyer pour publication.

Y.C., 3/02/2015

Peux-tu me dire quelles ont été les réactions de tes collègues après les meurtres des 7, 8 et 9 janvier 2015 dans les locaux de *Charlie Hebdo* et du supermarché casher ?

– Cela s'est passé en trois temps, et j'ai observé trois attitudes successives entre le 7 et le 11 janvier.

Le lendemain des meurtres à *Charlie Hebdo*, ce sont les collègues «blancs» plutôt habitués aux sorties racistes qui ont libéré leur parole, à travers des remarques clairement anti-maghrébines plus qu'antimusulmanes. Mes collègues musulmans d'Afrique noire m'ont confirmé n'avoir pas entendu quoi que ce soit, alors que mes collègues maghrébins, qu'ils soient croyants et pratiquants, à peine croyants, fermés ou ouverts, ont tous eu le droit à des remarques.

* Le deuxième jour, ces expressions se sont tues, et les collègues qui parlaient étaient plus en recherche de compréhension, il s'agissait des échanges les plus intéressants que j'ai pu avoir : condamnation sans limite des meurtres et dans le même temps analyse critique de la récupération de l'Etat, de l'armement délirant de la police, etc.

* Enfin, les jours suivants, certains collègues d'origine étrangère et de religion différente (chrétiens et musulmans) ont commencé à dire que, de toute façon, il ne fallait pas toucher à la religion.

Depuis la dernière fois qu'on s'est rencontrés, j'ai assisté à un échange pendant la pause d'une petite équipe où les gens mangeaient donc ensemble sans distinction. Trois collègues musulmans critiquaient très clairement la

présence, dans la grosse manifestation du dimanche, de représentants de pays arabes où on inflige des condamnations à recevoir des coups de fouet, etc., celle du Premier ministre israélien, etc., montrant par là-même que cette manifestation de chefs d'Etat au nom de la «défense de la liberté d'expression» était une vaste escroquerie. Une dizaine de collègues écoutaient mais ne participaient pas à la conversation.

Je sentais un certain malaise, mes trois collègues musulmans, après une semaine de dérives et d'amalgames, semblaient une fois encore chercher à discuter et à «prouver» qu'ils n'étaient pas comme les «terroristes»... J'ai jeté un petit pavé dans l'échange, en vrac, en relevant que personne n'avait demandé aux chrétiens de se désolidariser du massacre perpétré par Anders Breivik au nom de la défense de la civilisation chrétienne, qu'ils avaient bien raison sur la récupération de la marche par les plus grands terroristes de la planète. En passant, j'ai glissé que les Juifs de France, comme n'importe qui d'autre, étaient chez eux là où ils vivent et qu'ils n'avaient pas à rejoindre Israël (léger murmure dubitatif quand il s'est agi des Juifs...); j'ai dit que cette façon de vouloir enfermer les gens dans des Etats qui se revendiquent d'une religion était un véritable problème, quelle que soit la religion dont cet Etat se revendique. En fin de compte, j'ai été vigoureusement félicité par mes collègues africains et arabes sous le regard ébahi de mes collègues «français».

Il y a un vrai fossé de compréhension que je vérifie régulièrement... Même si à d'autres moments des solidarités s'expriment.

Après les 17 exécutions djihadistes des 7, 8 et 9 janvier 2015 : Dix points de clivage et sources d'interrogations

La confusion la plus totale règne «à gauche», depuis les exécutions commises par les trois islamistes qui ont assassiné dix-sept personnes dans les locaux de *Charlie Hebdo*, dans les rues de Paris et dans un supermarché casher situé près de la porte de Vincennes. Cette confusion règne en fait depuis des années dans les rangs des différentes composantes de la «gauche radicale» et du mouvement anarchiste, sans oublier bien sûr «l'ultragauche». Pour les militantes et militants qui veulent véritablement sortir de cette confusion, qui ne sont pas mus par des calculs politiques, qui ne souhaitent pas se réfugier dans des discours abstraits et déconnectés des réalités, et sont prêts à aborder des questions dérangeantes toujours repoussées depuis des décennies par opportunisme, dogmatisme, ignorance ou cécité volontaire, voici une liste de dix points qu'il me semble urgent de discuter (pour plus de détails, les lectrices et lecteurs intéressés pourront se reporter à la liste des articles publiés, traduits ou reproduits dans la revue *Ni patrie ni frontières* depuis 2002, p. 223).

1. Adopter une position claire face aux religions et tirer un bilan des positions défendues dans le mouvement ouvrier à ce sujet.
2. Réfléchir à la question de la laïcité et des droits démocratiques aujourd'hui.
3. Définir une position claire et offensive sur le statut de la raison et des sciences face aux obscurantismes religieux.
4. Critiquer les ambiguïtés de la thèse de «l'islamophobie».
5. Lier la question de l'islam aux luttes géopolitiques en cours, y compris entre les Etats dits «musulmans» du Sud.
6. Remédier à notre méconnaissance et incompréhension du rôle social des religions, en particulier de l'islam.
7. Combattre l'influence néfaste des sous-produits gauchistes des théories «postmodernes», des «études subalternes» et «postcoloniales».
8. Prendre conscience que les affirmations identitaires renforcent le poids social et politique des religions, donc freinent la lutte de classe.

9. Acquérir une vision claire et précise des différentes formes de racisme. Et réfléchir à ce que pourrait être un antiracisme de classe.

10. Comprendre la nature complexe de l'antisémitisme mondialisé actuel.

I. Prendre clairement et honnêtement position face aux religions et se situer face aux différentes attitudes du mouvement ouvrier à ce sujet¹.

Pour simplifier, depuis les débuts du mouvement ouvrier, deux positions opposées et erronées se sont toujours affrontées :

– Ceux que leurs adversaires dénoncent comme «laïcards» ou «laïcistes²» (une forte partie du mouvement anarchiste [réf. 5] les socialistes comme Jules Guesde [réf. 6] ou Paul Lafargue [réf. 7] et plus récemment les militants des Partis communiste ouvrier irakien et iranien [réf. 8]; en France les militants de Lutte ouvrière et de l'OCI/PT ou le site atheisme.org tenu par un proche de la Fédération anarchiste, Jocelyn Bézecourt) ;

– Ceux qui se méfiaient et se méfient des partis bourgeois républicains, de la façon dont ils utilisaient l'arme de la laïcité pour détourner l'attention des prolétaires vers la voie stérile de l'anticléricalisme sectaire [réf. 9]. Parmi ce second groupe, de nombreux théoriciens ont présenté les religions comme une façon «déformée» de protester contre l'injustice sociale ou du moins se sont montrés plus sensibles aux soubassements contestataires des mouvements religieux (cf. les écrits d'Engels [réf. 10] à ce sujet, par exemple, qui ont bien sûr été repris par toutes sortes d'intellectuels de la gauche théocompatible comme Ernst Bloch).

¹ Pour illustrer la malhonnêteté intellectuelle des théophiles de gôche, on citera le travail de retraduction/collage/falsification entrepris par Pierre Tevanian dans son livre *La haine de la religion*. Cf. la critique détaillée qu'en a faite Germinal Pinalie dans son article «Les mots de Marx sont importants» <http://blogs.mediapart.fr/blog/germinal-pinalie/100613/les-mots-de-marx-sont-importants-sur-la-haine-de-la-religion-de-pierre-tevanian>. Et aussi [réf. 4].

² Jusqu'à une période très récente ces deux concepts étaient constamment employés par Jean-Marie Le Pen et le Front national. Désormais sa fille fait l'éloge de la laïcité et c'est la gauche postmoderne, l'extrême gauche et certains libertaires qui emploient ces concepts jusqu'alors d'extrême droite...

Aujourd'hui, on peut dire que, le second courant, «théo-compréhensif», est beaucoup plus puissant dans la gauche, l'extrême gauche, chez les anarchistes et même chez les ultragauches qu'il y a trente ans¹. Il existe certes une différence importante entre tenter de comprendre la base matérielle des religions (dans la lignée de Marx et d'Engels) et devenir «théo-compréhensif», mais le moins qu'on puisse dire est que le glissement s'opère de plus en plus fréquemment et sans le moindre complexe dans les milieux dits «radicaux».

Comme la culture matérialiste athée de l'ancien mouvement ouvrier est totalement ignorée par les milieux gauchistes, qu'ils soient anarchistes ou néotrotskistes, les réflexions des «nouveaux théophiles [réf. 11] ²» ont pris de l'importance et de multiples théoriciens «novateurs» ont commencé à définir la laïcité comme une religion sectaire, voire une idéologie imposant des normes hétérosexuelles, phalocratiques et antimusulmanes³ (cf., pour

¹ Ce changement est certainement dû à l'influence dans les milieux des classes moyennes-intellectuelles (milieux où les gauchistes et les anarchistes se recrutent le plus souvent) de l'idéologie postmoderne et postcoloniale, des thématiques altermondialistes et accessoirement de petits lobbies comme le CRAN, des identitaires tiers-mondistes comme les Indigènes de la République, de sites comme Les mots sont importants, du mouvement l'Ecole pour tou(te)s, etc.

On remarquera, en miroir, que les intellectuels catholiques ont eux aussi une certaine tendresse pour le «communisme». Comme l'explique, dans une interview, Philippe Chenaux, auteur de *L'Eglise catholique et le communisme en Europe (1917-1989). De Lénine à Jean-Paul II* (Cerf, 2009) et qui enseigne à l'université pontificale du Latran: «*Je crois en effet qu'on ne peut pas penser le communisme en dehors d'une culture qui est la culture judéo-chrétienne. Comme dit Maritain, on trouve dans les valeurs du communisme (justice sociale, égalité, communauté, etc.) mais aussi dans l'espérance temporelle qu'il a suscité un "résidu" de l'héritage judéo-chrétien détaché de tout le reste de cet héritage et inséré, pour ainsi dire, dans une conception matérialiste athée de l'existence et de l'histoire. C'est ce résidu qui explique une bonne partie de son formidable pouvoir d'attraction sur les masses en Occident.*»

³ Cf. l'exposé oral de Mayanthi L. Fernando «Pratiques et politiques d'inclusion : penser la laïcité autrement» (<http://islamophobie.hypotheses.org/375>). Soulignant avec beaucoup de subtilité les multiples contradictions de la gestion des religions par l'Etat, cette féministe a tellement à cœur de prouver que la laïcité française serait «islamophobe» et sexuellement normative qu'elle en oublie de nous

plus de détails, le point 4 sur les inconvénients de la théorie de l'islamophobie).

Ces courants théo-compréhensifs ou théo-compatibles, quand ils se mêlent de politique, sont à la fois **incohérents et opportunistes**. Ces incohérences concernent aussi bien :

– l'Eglise catholique puisqu'ils fustigent le pape ou des responsables catholiques lorsqu'ils prennent position contre la contraception, l'avortement, l'euthanasie ou le mariage homosexuel, mais **en même temps, ils se sont toujours montrés très indulgents face à la théologie de la libération** (malgré ses échecs patents à la fois dans les guérillas des années 60 et 70 et, plus tard, dans plusieurs gouvernements en Amérique latine) et aux chrétiens de gauche [réf. 12] ;

– les fondamentalistes protestants du Tea Party ou les amis de la famille Bush, **mais la gauche théophile reste muette face aux protestants** qui jouent les pompiers sociaux dans la communauté noire américaine (du mouvement des droits civiques des années 60 aux émeutes de Ferguson¹, pour ne pas remonter plus loin) ; aux évangélistes qui organisent à Paris, Bordeaux, Nantes, Lille, etc. des «marches pour Jésus» rassemblant des

expliquer comment empêcher les mariages forcés, la polygamie, les violences conjugales, etc. Il est évident que certaines lois sont à double tranchant (par exemple, des fonctionnaires de police, voire des juges, peuvent se montrer beaucoup plus zélés face à une femme musulmane, ou même tout simplement immigrée, battue par un mari étranger que si son époux est franco-français) ; par contre, on ne peut laisser croire que ces lois ne seraient adoptées que pour surveiller et punir les «musulmans» ou les «musulmanes»... Idem pour la révocation du titre de séjour des femmes étrangères qui se livrent à la prostitution : il ne s'agit pas d'une disposition «antimusulmane», ni même hostile aux femmes «non blanches», mais d'une disposition xénophobe classique. La critique qu'adresse Mayanthi L. Fernando aux injonctions contradictoires de l'Etat républicain laïque vis-à-vis des femmes musulmanes, ou son analyse de la façon dont l'Etat prétend à la fois séparer public et privé, alors qu'il ne cesse de surveiller le privé et l'intimité des croyantes et des croyants musulmans (comme de tous les citoyens d'ailleurs...) sont cependant très intéressantes. Malheureusement, il y a fort à parier qu'une féministe soucieuse d'ajouter des guillemets au mot «intégrisme» fait certainement partie de l'intelligentsia théophile. Son livre *The republic unsettled : Muslim French and the contradictions of secularism* est paru en anglais chez Duke University Press.

¹ Cf. le numéro 11 d'*Insurgent Notes* (en anglais) : <http://insurgentnotes.com/> notamment cet article : <http://insurgentnotes.com/2015/01/notes-on-the-politics-of-respectability/>.

dizaines de milliers de manifestants (avec une forte proportion de personnes d'origine antillaise ou africaine) chaque année et sont particulièrement actifs dans les banlieues populaires ; aux fondamentalistes protestants très actifs chez les Rroms, etc.

– le fondamentalisme juif, voire même la religion juive dénoncée pour son rôle en France comme en Israël, comme le fondement de l'hydre à trois têtes : sionisme/apartheid/tête de pont de l'impérialisme américain. **Ce qui n'empêche pas l'extrême gauche de vanter les mérites des Neturei Karta, fondamentalistes juifs ultraréactionnaires... mais «antisémites» !**

– le fondamentalisme musulman quand il se mêle de politique et prend le visage de Daesh ou d'al-Qaida (certains «rrévolutionnaires» osent même écrire que les crimes commis par les djihadistes seraient une simple «réaction» contre les crimes de l'impérialisme occidental¹), **mais les mêmes ont les yeux de Chimène pour le Hamas et le Hezbollah, organisations antisémites et réactionnaires.**

Fondamentalement, la gauche théo-compréhensive ne comprend pas

– que les religions sont des forces matérielles au sens le plus terre-à-terre (elles ont des appareils de formation, des écoles, des banques, de l'argent, des terres, des biens mobiliers et immobiliers, des liens précis avec des partis politiques, etc.),

– qu'elles structurent et contrôlent les comportements concrets quotidiens de leurs fidèles, et que ce contrôle social sophistiqué est exercé par les religieux professionnels comme par les fidèles, ce qui rend un peu dérisoire tout calcul consistant à vouloir susciter ou alimenter une opposition politique entre croyants (de base) et hiérarchie religieuse (ou entre simples fidèles et théologiens ou docteurs de la loi religieuse). Les «rituels», les rappels à la loi divine, les rites de passage (baptême, circoncision, bar-mitzvah, communion, mariage, enterrements), les événements festifs (pèlerinages, etc.) formatent les individus, pas simplement leurs idées intimes, dans leur foyer ou dans leur vie privée, mais aussi leurs comportements sociaux, matériels donc, et aussi politiques.

Dans des sociétés totalement modelées par les religions, les superstitions, la magie, etc., ces croyances fournissent évidemment un cadre d'interprétation à la majorité des gens qui y vivent et même aux «intellectuels» professionnels de chaque époque. Et, bien sûr, dans des sociétés où les lettrés sont tous religieux ou fortement contrôlés par les Eglises, les visions dissidentes sont elles aussi marquées par la religion. De

¹ Cf. sur le site Paris luttes info, ce long article verbeux d'un marxiste certainement maoïste : <http://paris-luttes.info/apres-le-temps-des-charlie-2479>

telles situations qui perdurent dans le Sud sont particulièrement difficiles à comprendre pour des militants laïques et athées français.

Mais les religions ne portent aucun message libérateur¹ qui soit profondément hostile à l'exploitation, à l'existence de classes sociales, aux mécanismes d'extraction d'un surproduit social, à la hiérarchie, aux Etats, et à la domination de la femme par l'homme. On peut y trouver certaines protestations contre la pauvreté et les abus de pouvoir – ce qui n'est pas la même chose. Les analyses radicales de l'exploitation capitaliste ou de la domination impérialiste qu'on trouve chez les théologiens de la libération ne proviennent pas des fondements mêmes des religions mais d'emprunts aux marxismes ; de même les féministes musulmanes, juives ou chrétiennes ne font que nous resservir, nappées d'une sauce religieuse, des réflexions menées par des féministes athées. Ces trous béants dans la pensée religieuse n'empêchent nullement les croyants d'inventer de toutes pièces des messages libérateurs y compris aujourd'hui [réf. 13].

Tout de même, objecte la gauche théocompatible, les religions «promeuvent la solidarité et la fraternité» et sont «populaires».

Pour ce qui est des actes de solidarité sociale, de fraternité, d'empathie vis-à-vis des exploités, des luttes collectives pour l'égalité, etc., ils ont toujours existé, avant l'apparition des religions instituées et en dehors d'elles. La solidarité et la fraternité (ce que les croyants appellent «l'amour») ne sont pas des idées religieuses, mais **pré**-religieuses qui n'ont nul besoin d'une base divine pour exister, se perpétuer, se justifier.

¹ Contrairement à ce que prétend la sociologue Julie Pagis dans *Libération* du 14/15 février 2015 qui rend compte (en toute innocence ?) d'un livre de Stéphane Lavignotte *Les religions sont-elles réactionnaires?* Textuel, 2014 (question dont le titre induit déjà une réponse négative....). L'ennui est que Mme Pagis passe sous silence le fait que **l'auteur est un pasteur protestant !!!** Information qui figure pourtant en bonne place sur le blog que tient ce religieux sur Mediapart... C'est ce qu'elle appelle avec un certain culot «prendre du recul, dé-essentialiser et penser les faits religieux comme des faits sociaux et non comme des réalités transcendantes»... Plus comique encore, Lavignotte, selon Mme Pagis, nous invite à «décatholiciser» notre approche des faits religieux. On n'en attendait pas moins d'un pasteur... Cet article regorge de perles en tout genre sur Marx (le faussaire Tevanian fait des émules), la dimension prétendument religieuse de Mai 68 et du féminisme, etc. mais la place nous manque pour en rendre compte (cf. http://www.liberation.fr/chroniques/2015/02/13/priez-dieu-elle-vous-exaucera-1_1202089)

Le fait que les religions, ou les proto-religions comme les bouddhismes, essaient de récupérer ces actes, ces réflexions, ces solidarités, dans des organisations caritatives, voire même aillent jusqu'à participer à l'organisation des paysans pauvres ou des ouvriers pour mieux recruter des fidèles, ne relève pas d'un prétendu «rôle positif» des religions, mais tout simplement du fait qu'elles représentent des phénomènes multiformes, vivants, insérés socialement, et que leurs dignitaires et idéologues ont intérêt à être attentifs à toutes les manifestations sociales et à s'implanter dans toutes les couches sociales.

D'autre part, l'islam n'est pas plus «populaire» que le catholicisme ou le fascisme, sinon dans un sens platement sociologique. Ces idéologies interclassistes sont solidement implantées dans «le peuple», mais ce n'est pas un élément positif pour nous, bien au contraire !

Toutes les religions ont pour fonction de réaliser l'unité nationale, l'unité de la société (civile ou pas), derrière des idéologies populaires vagues, en tentant de pacifier les conflits de classe, tantôt en soutenant des dictatures, tantôt en chevauchant des mouvements sociaux, tantôt en se réformant partiellement face à certaines évolutions sociétales qu'elles n'arrivent pas à combattre frontalement.

Les religions sont aussi défendues par les démocrates bourgeois, les partisans d'une «laïcité ouverte», non sectaire, parce qu'elles auraient, paraît-il, un «aspect positif», sur le plan moral.

Curieusement c'est un des arguments favoris des croyants, des plus modérés aux plus intégristes ; ceux-ci expliquent que, hors de la religion, il n'y aurait pas de morale, pas d'éthique, pas de vie sociale possible, pas de règles de vie commune possibles. Donc que la société serait une «jungle» où les prédateurs et les plus forts s'attaqueraient impunément aux plus faibles et les liquideraient...

Or, c'est historiquement faux. La réflexion morale ou éthique (y compris matérialiste ou athée) a toujours existé en dehors des religions, y compris en dehors des religions polythéistes. Le matérialisme et l'athéisme ont une longue histoire totalement méconnue, y compris des gauchistes actuels... Et cette réflexion philosophique, voire spirituelle, continue en dehors des religions, encore aujourd'hui.

Pourquoi critiquer les religions?

Parce qu'elles constituent des facteurs de confusion idéologique et des freins à la lutte de classe. Des forces matérielles contre-révolutionnaires. Le combat contre «l'obscurantisme» n'est pas un combat philosophique abstrait, mais une lutte concrète contre des forces politiques organisées, ici comme dans tous les pays, y compris au sein du prolétariat et de la paysannerie.

Comment critiquer les religions est une autre affaire, plus complexe, qui demande du doigté et effectivement de tenir compte du contexte

politique (FN, propagande de l'UMP et du PS, propagande des médias, etc.) et notamment du racisme anti-Arabs bien réel en France.

Il ne s'agit pas d'insulter les catholiques ou les musulmans, de les traiter d'ignorants ou d'obscurantistes (en tout cas pas sans avancer de solides arguments), mais de rappeler certains faits historiques élémentaires : par exemple, le port du hijab n'est pas une prescription coranique pas plus que l'excision d'ailleurs ; c'est seulement vingt ans après la mort de Mahomet que le calife Othman réunit six compagnons du Prophète pour que ceux-ci se rappellent les versets «dictés par Dieu» à Mahomet ; une première version sans voyelles fut alors mise au point et il fallut attendre encore deux siècles pour qu'une version voyellée voie le jour, soit diffusée et que les théologiens commencent à en débattre. Quant aux hadiths (les propos attribués à Mahomet) on en «découvrit» encore pendant des siècles (en tout environ 134 000 !¹)... On doit aussi rappeler que ceux qui financent les mosquées, la formation des imams, l'édition de livres religieux, etc., sont des multimilliardaires et des Etats dictatoriaux et non des pauvres travailleurs

Cela dit, la laïcité est-elle une conquête prolétarienne pur jus ? Bien sûr que non ! C'est un aspect du rapport de forces entre les Eglises, l'Etat et le mouvement ouvrier à un moment donné.

Nous n'avons pas à défendre la laïcité de façon abstraite ni à nous allier avec ses partisans républicains bourgeois ou fascistes. Mais nous devons expliquer que les religieux ont TOUS des objectifs politiques. De même que les catholiques traditionalistes et l'extrême droite ont un objectif social et politique en refusant le mariage homosexuel, dit «pour tous» (tout comme l'UOIF...), les partisans du port du hijab dans l'espace scolaire ou dans les administrations publiques ont un objectif politique. On est très loin d'«idées spontanées».

¹ Ceux qui seraient sceptiques sur ce chiffre méditeront cette réponse du site myreligionislam.com : «23 ans fait approximativement 198 000 [en fait, 201 480] heures. Retirons de cela 8 heures de sommeil pour chaque jour. Il reste à peu près 134 000 heures. Si on dit un hadith, en moyenne, par heure, cela fait 133 000 hadiths. Comme le nombre des hadiths se trouvant dans les livres, est, après en avoir soustrait les semblables (muqarrar), de moins de 134 000, on verra que le nombre de hadith n'est pas excessif.» Nous ferons remarquer respectueusement que al-Boukhari (référence fondamentale en matière de hadith) entendit «600000 hadith» et n'en retint que 2 762... Si j'applique le même ratio hadith/heure que le premier «spécialiste», cela signifierait que al-Boukhari aurait entendu des hadith pendant 60 ans... Or il n'a vécu que de 810 à 870... Mais mon esprit mécréant s'égare sans doute...

II. Signification de la laïcité et des droits démocratiques

Face au poids social des religions et des Eglises, le mouvement ouvrier a toujours défendu la séparation totale entre les Eglises et l'Etat, donc la laïcité [14], mais ce processus s'est incarné de façon très différente selon les pays. La «laïcité» turque (pays où les 72 000 imams sont des fonctionnaires payés et contrôlés par le pouvoir) n'a rien à voir avec la «laïcité» américaine (nation dont le dollar proclame «*In God we trust*», dont les représentants élus – démocrates comme républicains – n'arrêtent pas d'invoquer Dieu dans leurs discours et dont les présidents prêtent serment sur une bible).

Quant à la laïcité française, elle n'a d'équivalent dans aucun pays. Elle est souvent critiquée comme étant une production purement «gauloise», «occidentalo-chrétienne», etc.

Et ce n'est pas un hasard si un intellectuel de la gôche souverainiste comme Jean-Pierre Le Goff définit la France comme une «*communauté historique à vocation universelle*»...

Dans la défense républicaine-universaliste de la laïcité par la gauche socialiste ou néostalinienne, il y a toujours, en arrière-plan, une dimension nationaliste, sociale-chauvine vis-à-vis de laquelle il nous faut prendre clairement nos distances.

Ce nationalisme de gauche, que l'on trouve chez les sociaux-chauvins du PCF, du Parti de Gauche ou du POI (trotskiste tendance «lambertiste»), s'est d'ailleurs manifesté aussi bien durant le débat sur le Traité constitutionnel européen [15] que durant celui sur l'identité nationale [16].

Quoi qu'il en soit, les tendances anarchistes et marxistes du mouvement ouvrier ont traditionnellement combattu l'intervention des Eglises dans l'espace public (promouvant une forme plus ou moins virulente d'anticléricalisme, ou du moins d'irrespect, face aux responsables et au prosélytisme religieux).

En France, ces tendances ont cherché à contester l'influence des diverses organisations de masse que se donnaient les Eglises (scouts, éclaireurs, JEC, JAC, JOC, etc.), soit en les concurrençant (Secours populaire, Auberges de jeunesse, organisations de jeunesse, etc.) soit en cherchant à les influencer (en France, le PCF a tenté d'influencer les prêtres ouvriers en les attirant dans la CGT et en tendant la main aux organisations de masse chrétiennes).

Aujourd'hui, le mouvement ouvrier traditionnel est déliquescents, les traditions anticléricales sont en recul. Et la laïcité se trouve régulièrement

critiquée par les intellectuels théophiles¹ et les Eglises. Elle fait partie des droits démocratiques dans la mesure où elle garantit une liberté d'expression, relative certes, mais indispensable à tous les athées, agnostiques et non-croyants et parce qu'elle empêche les Eglises de vouloir réglementer la vie sociale. C'est pourquoi il faut souligner le **lien entre respect de la laïcité et droits démocratiques** sur plusieurs plans :

– il faut défendre l'égalité de traitement par l'Etat, son administration et ses forces de répression de tous les habitants (refus des contrôles au faciès, des discriminations dans l'école, à l'embauche, dans le logement social, la santé, etc.) ; donc, pour ce qui concerne les religions, défense de l'égalité de traitement par l'Etat de toutes les Eglises.

Là, deux positions sont possibles en France : généraliser le statut privilégié du judaïsme, du catholicisme et du protestantisme dans les trois départements de l'ex-Alsace-Lorraine à l'islam² et à tout le territoire national... ou l'abroger – ce qui serait plus en accord avec une défense intransigeante de la laïcité... mais risquerait de provoquer une série de polémiques et de conflits entre laïques et religieux de tout poil, dont je ne vois pas bien l'opportunité dans la période actuelle où tant de questions plus graves se posent aux exploités ;

–si l'accord ne se réalise pas sur l'extension (ou la suppression) du statut concordataire (et plus généralement sur le financement de l'enseignement privé, majoritairement catholique), et si l'on écarte la question de l'entretien par l'Etat des églises, il faut au minimum dénoncer toute discrimination antimusulmane (dans la mesure où cette religion est

¹ Les intellectuels «théophiles» sont soit croyants (mais sans annoncer clairement la couleur) soit agnostiques ; dans les deux cas, ils cherchent à tout prix à définir des positions théocompatibles qui puissent plaire aux Eglises et aux fidèles. Cf. par exemple la contribution de Frank Fregosi, chercheur au CNRS, au colloque «Elus et musulmans en Alsace : regards croisés sur des pratiques – Zoom sur la formation des imams» (téléchargeable sur le Net). Dans ce rapport, Fregosi ne se contente pas d'analyser froidement la situation de l'Islam de France, **il propose des solutions pratiques pour aider les musulmans à avoir des imams vraiment qualifiés** sur le plan théologique.

² L'islam n'ayant pas été pris en compte dans le Concordat de 1801, les politiques locaux bricolent pour que l'islam soient moins défavorisé par rapport aux autres religions : c'est ainsi qu'à Woippy (Moselle), le maire UMP François Grosdidier (qui a déposé une proposition de loi – non adoptée – pour intégrer le culte musulman dans le droit concordataire), a par exemple payé la construction d'une salle de prière coûtant 2 millions d'euros.

visée **en ce moment**) en termes de permis de construire pour les mosquées, port des signes religieux dits ostentatoires à l'école, abolition de la loi contre la burqa, constitution de cimetières ou de carrés musulmans, etc.

– nous devons lutter contre les individus ou les groupes fascistes ou d'extrême droite qui prennent pour cibles les mosquées, les cimetières musulmans ou juifs, qui s'attaquent aux femmes portant le hijab, la burqa ou le niqab dans la rue, ou aux hommes portant le kemis, etc.

Limites et contradictions : ces luttes pour l'égalité des droits entre tous (croyants, agnostiques ou athées) ne peuvent être conduites en ignorant les aspects néfastes du prosélytisme religieux¹, déguisé ou pas, mené par toutes les religions, prêtres, rabbins, imams, pasteurs, etc.

III. Défendre une position claire et offensive sur le statut de la raison et des sciences

Sous l'influence notamment de l'écologie, de l'apologie de la «nature» (Gaïa, Pacha Mama, etc.), des mouvements indigénistes latino-américains (des zapatistes aux partisans d'Evo Morales en passant par les défenseurs des «peuples premiers» d'Amazonie, d'Amérique du Nord, etc.), les courants «anticapitalistes» se retrouvent désarmés (volontairement ou pas) face à la critique rationaliste et scientifique des religions.

La critique (justifiée) du scientisme, du productivisme, du nucléaire, de l'emprise de la technologie sur nos vies, l'apologie du retour à la terre (communautés des années 70) censée posséder des vertus particulières ou la constitution de communautés de résistance locale auto-suffisantes (ZAD) amènent parfois certains militants et sympathisants altermondialistes, anarchistes ou gauchistes à épouser des thèmes qui ne sont pas très éloignés du New Age et de toutes les «philosophies» antirationalistes², antimatérialistes, etc.

Dans un tel cadre, il n'est pas étonnant qu'ils adoptent, eux aussi, un profil bas face à l'offensive des quatre cavaliers de l'obscurantisme que sont les Etats, les responsables religieux, les intellectuels théophiles et les ONG³. Ou qu'ils ne décèlent pas les manœuvres de ces différents acteurs.

¹ «Discussion sur la religion avec un lecteur (maoïste)» (2013) <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1949>.

² Cf. «Religion et politique: Les Quatre cavaliers de l'obscurantisme» dans le prochain numéro de la revue.

³ Sur l'influence des théories écologistes réactionnaires dans le mouvement altermondialiste on pourra lire : «Goldsmith et sa hiérarchie

Il est tout à fait légitime de s'interroger sur les limites des sciences et sur les utilisations politiques des technologies qui en sont issues. Les scientifiques peuvent, eux aussi, adopter des attitudes religieuses, refuser toute discussion de leurs hypothèses, ou vouloir ne pas remettre en cause des lois ayant prouvé leur efficacité depuis des siècles, et tout à coup contestées par tel ou tel savant. Mais il faut faire attention à «ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain».

Il ne s'agit pas d'opposer naïvement un Sud proche de la Terre et de la terre, possédant une rationalité distincte, étant plus en contact avec les «vraies valeurs» (de la convivialité à la mystique), à un Occident scientifique, matérialiste (au sens le plus vulgaire : intéressé seulement à la réussite financière), vecteur d'une raison destructrice de la nature. Ou en termes philosophiques traditionnels, il ne s'agit pas d'opposer des «cultures» du Sud centrées sur «l'être» aux cultures «occidentales» centrées sur «l'avoir».

Ce discours-là est à la fois celui des Eglises qui dénoncent le «matérialisme» contemporain, de nombreux philosophes athées ou agnostiques et de nombreux militants gauchistes, altermondialistes ou libertaires. Et un tel discours influence évidemment l'analyse des religions, l'attitude que l'on adopte vis-à-vis des croyants et des Eglises.

Si de nombreux militants minimisent, ou refusent d'analyser, le rôle de l'obscurantisme religieux, c'est souvent parce qu'ils n'ont guère confiance dans le rôle de la raison et des sciences et font preuve d'un relativisme tout à fait dans l'air du temps (cf. le point 7).

IV. Les ambiguïtés de la thèse de «l'islamophobie»

En dehors donc des divergences au sein du mouvement ouvrier face aux religions, et de l'influence d'idéologies plus ou moins nouvelles qui structurent des mouvements sociaux (notamment écologistes au sens le plus large) et qui peuvent paralyser la réflexion, il faut signaler le rôle en partie néfaste de la thèse de l'«islamophobie» [réf. 17].

Entendons-nous bien. Derrière ce mot, on peut mettre beaucoup de choses différentes et certains camarades sont parfaitement capables de lutter contre tous les racismes **ET** contre l'antisémitisme, fût-il de gauche. Mais ce qui m'intéresse ici, c'est l'interprétation **dominante** acceptée pratiquement par tous, du roi d'Arabie saoudite au militant de base de la

gaïenne» ; et «Le millionnaire Goldsmith soutient la gauche et l'extrême droite» (*Compil' n° 3 de NPNF*).

Coordination des Groupes Anarchistes ou aux «cadres» du Nouveau Parti anticapitaliste....

Ce concept d'islamophobie sème la confusion parce qu'il mélange quatre phénomènes différents :

a) le racisme contre des populations «extra communautaires» et leurs enfants, voire leurs petits-enfants : Arabes, Kabyles, Turcs, Maliens, Sénégalais, Pakistanais, Chinois, Vietnamiens, etc. ; ce racisme n'a aucune base religieuse, ou antimusulmane, et peut s'exercer contre des animistes, des bouddhistes, des chrétiens, des athées ou des... musulmans. Il vise avant tout des non-Européens originaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine ;

b) les discriminations qui frappent les croyantes et croyants s'affirmant musulmans dans les pays de tradition chrétienne, mais aussi hindouiste (Inde) ou bouddhiste (Birmanie) et, dans ces derniers cas, le colonialisme ou le néo-colonialisme européens ne peuvent expliquer les discriminations actuelles dont sont victimes les musulmans dans ces pays du Sud ;

c) la campagne idéologique des Etats occidentaux, spécialement en France, contre «l'islam radical», le «fondamentalisme musulman», ou «l'intégrisme». Cette offensive idéologique confond tout : la laïcité, la défense de l'Etat républicain, la démocratie et les droits de l'homme. Cette confusion est délibérée, mais elle est aussi liée au fait que l'Etat français n'a pas anticipé la montée de l'islam politique (et n'a pas su définir une stratégie différenciée selon les diverses tendances de cet islam politique) ; qu'il a fait des choix militaires en Irak, au Mali et en Lybie et que ces choix n'ont fait qu'attiser la haine contre la France ; sur le plan intérieur, aucun gouvernement n'a jamais admis que la France était une terre d'immigration ni que les différentes vagues d'immigrés avaient joué un rôle fondamental dans son histoire ; au mieux, l'Etat et les faiseurs d'opinion jettent un regard misérabiliste sur les immigrés et leurs descendants ; au pire, ils prétendent que les musulmans seraient, par nature, inassimilables ; enfin, la loi contre le port du voile à l'école et dans les services publics, ainsi que la loi contre le port de la burqa dans l'espace public ont été accompagnées d'innombrables propos d'experts, de journalistes et de politiciens présentant clairement l'islam comme la religion la plus «con», pour reprendre l'expression du sinistre Houellebecq.

Malgré cette propagande étatique et médiatique, si on prend le cas de la France, on s'aperçoit que l'islam est jugé par les Français de plus en plus compatible avec les «valeurs de la société française». Les enquêtes du Pew Research Center (centre de recherches américain pourtant attaché à dénoncer le gallicanisme et le «sectarisme» français) non seulement font le même constat, mais établissent que les musulmans de France sont les plus

«satisfaits» de leur situation, du moins si on compare leurs opinions à celles de leurs coreligionnaires dans tous les pays d'Europe.

En même temps, lorsqu'on lit la «Charte des droits et des devoirs des citoyens français» (téléchargeable sur le Net), document que doivent signer les candidates et candidats à la nationalité française, on ne peut qu'éprouver des doutes sur la volonté d'«inclusion», d'«intégration», etc., de l'Etat républicain-démocratique-français tant les sous-entendus assimilationnistes abondent dans ce texte.

Au niveau de l'intégration sociale, l'Etat rame pour trouver les fonds suffisants afin de «prouver» qu'il n'est pas gangrené par le racisme institutionnel et que la France reste toujours une «méritocratie» accueillante pour les enfants des classes populaires de toutes origines nationales.

Les penchants assimilationnistes de l'Etat français ont toujours été très puissants, raison pour laquelle le multilinguisme, par exemple, est interdit dans les documents administratifs, malgré les critiques et recommandations de l'ONU, et alors que ce multilinguisme administratif existe dans plusieurs Etats européens.

Dans la mesure où le patriotisme gaulois est une valeur en baisse (l'Empire français a disparu ; le service militaire n'existe plus ; l'Etat n'a plus le contrôle de la monnaie nationale, etc.), les politiciens français essaient de concocter un mélange hybride entre :

- le vieil universalisme républicain de gauche (plutôt paternaliste, pour ne pas dire colonialiste, vis-à-vis des peuples de l'ancien tiers monde) qui prétend s'inspirer de la Déclaration des droits de l'homme ;

- un nationalisme culturel voire culinaire (la fameuse «exception française» défendue pour le cinéma hexagonal ; les bagarres contre la numérisation des livres entreprises par Google ; les luttes pour défendre les vins et les fromages du «terroir» ; la promotion de la haute couture, etc.),

- un nationalisme économique pour les produits hauts de gamme (aéronautique – notamment militaire –, TGV, nucléaire),

- et un nationalisme sécuritaire européen aux ennemis mal identifiés (la Russie de Poutine ; les «islamo-terroristes») lointains... ou proches (la «cinquième colonne» islamiste) les «Etats voyous» (type Kadhafi ou Bachar al-Assad – du moins pendant un temps pour ce dernier).

d) la campagne des partis nationaux-populistes européens et de plus en plus de l'extrême droite (qu'elle soit païenne, protestante ou catholique) en faveur des Lumières, de la liberté d'expression voire même des droits des homosexuels (cf. les Pays Bas avec Théo van Gogh, Pim Fortuyn, puis Geert Wilders et son PVV, Parti pour la liberté). Ce tournant idéologique de la droite et de l'extrême droite européenne n'a pas encore été assimilé par l'extrême gauche et les anarchistes qui cherchent toujours à tracer un trait d'égalité entre les nationaux-populistes européens actuels et les fascistes des années 30...

Face, ou parallèlement, à ces phénomènes très différents, on a vu se déployer plusieurs offensives idéologiques :

- une campagne en faveur du concept de l’islamophobie menée par les 57 Etats de l’Organisation pour la conférence islamique au sein des organisations internationales non islamiques (ONU, UNESCO, etc.) ;

- l’adoption, de manière acritique, de la thèse de l’islamophobie, par de nombreux militants d’extrême gauche et libertaires pour des raisons plus ou moins opportunistes ;

- une offensive, dans le champ intellectuel, des spécialistes des religions¹ (généralement croyants – mais très discrets sur leurs convictions religieuses –, et presque jamais athées, ce qui fausse considérablement la portée de leurs travaux), mais aussi des sociologues, anthropologues, philosophes, historiens, etc., qui ont adopté ce terme d’«islamophobie»

- * pour renforcer leur champ d’activité universitaire (postes, publications) ;

- * pour répondre à des critères/normes académiques qui vont de la genrisation absurde de l’orthographe à la prise en compte des questions de genre, des minorités, etc., dans les sujets des maîtrises et des thèses, mais aussi dans les articles des revues académiques.

Ce qui frappe, chez les spécialistes de l’islamophobie, c’est leur naïveté. Ainsi, dans un numéro consacré à la sociologie de l’islamophobie (*Sociologie*, n° 1, volume 5, 2014), les auteurs de l’introduction expliquent que «*l’analyse de l’islamophobie implique au préalable de suspendre tout jugement – favorable ou défavorable – sur la valeur et la légitimité des identités et des pratiques musulmanes et de les considérer comme des “faits sociaux normaux”*». Je sais bien que les tenants des sciences sociales prétendent (tout comme les journalistes d’ailleurs) être «neutres» et «objectifs» mais cette neutralité est un doux rêve... [Cf. les pages 170-178 de ce numéro.]

On remarquera, enfin, que la plupart des idéologues postmodernes du XXI^e siècle sont soit des philosophes soit des spécialistes de la littérature dont la culture politique, économique et surtout historique (à commencer par l’histoire du mouvement ouvrier et des luttes de classe) est pour le moins réduite.

¹ Parmi les personnages médiatiques que l’on entend constamment discourir sur les religions et la laïcité aucun n’est athée ni même agnostique : Régis Debray et Max Gallo sont catholiques, Odon Vallet orthodoxe et Jean Baubérot protestant. Leur objectivité est donc sujette à caution. Tariq Ramadan, à côté, apparaît presque plus honnête, quelles que soient ses contorsions permanentes : il combat pour sa «chapelle» à visage découvert et défend ouvertement sa foi et ses convictions religieuses...

Comme l'indique Denisa-Adriana Oprea dans un article de *Recherches féministes*¹ : «*Les féministes postmodernes soutiennent "que le "sexe", le genre, l'identité, l'identité sexuelle, l'orientation sexuelle et les catégories identitaires (comme homme/femme) sont des constructions sociales, souvent élaborées sur un mode binaire, qu'il importe de déconstruire."*»

Ce qui est vrai pour le féminisme s'applique à de nombreux autres domaines ; avec de tels présupposés, tout discours universaliste fondé sur la lutte de classe et le rôle de la classe ouvrière est discrédité dès le départ et considéré comme un instrument de la domination masculine-blanche-hétérosexuelle-occidentale, etc.

A force de jouer au jeu de la «déconstruction», les militants n'ont plus aucune certitude, sinon celle de l'existence de leur petit «moi». L'individualisme capitaliste moderne trouve ici sa meilleure justification radicale.

V. La place politique de l'islam dans le monde actuel est inséparable des luttes géopolitiques entre les Etats musulmans du Sud...

..qu'il s'agisse des Etats pétroliers (Arabie saoudite, Qatar), des puissances régionales émergentes (Iran, Turquie) ou qui essaient péniblement d'émerger (Egypte, Irak), ou des pays «musulmans» asiatiques comme le Pakistan, l'Indonésie, etc.

Les divers courants religieux de l'islam, les différentes tendances de l'islam politique et la gestion (ou la contestation) des Etats dits «musulmans» sont tellement entremêlés que le tiers-mondisme, l'anti-américanisme primaire hérité de la guerre froide et de la propagande stalinienne et l'altermondialisme actuel (fortement influencé par les précédentes) freinent la compréhension des phénomènes géopolitiques. Ils nuisent à l'analyse des luttes entre puissances du Nord et puissances du Sud, et entre les puissances du Sud elles-mêmes (par exemple entre l'Irak et l'Iran à une époque, puis désormais entre l'Iran et l'Arabie saoudite).

De plus, la confusion entre religion et politique augmente puisque, pour conquérir une place plus grande dans les institutions et négociations économiques internationales, ces Etats dits «musulmans» concluent souvent des alliances avec les gouvernements des Etats latino-américains

¹<http://www.erudit.org/revue/rf/2008/v21/n2/029439ar.html?vue=re>

(Brésil, Venezuela, Bolivie, Paraguay, Equateur), où l'influence de la théologie de la libération dans les hautes sphères du pouvoir a été, ou est encore, loin d'être négligeable : Frei Betto (conseiller de Lula au Brésil pendant plusieurs années) ; Ernesto Cardenal, ministre de la culture au Nicaragua sous les sandinistes ; le père Aristide ex-président d'Haïti ; Fernando Lugo, ex-évêque et président actuel du Paraguay ; Rafael Correa, ex-missionnaire salésien et président actuel de l'Equateur, etc.

La démagogie tiers-mondiste des régimes nationaux-populistes «de gauche» latino-américains se marie parfaitement avec la rhétorique «antisioniste» et parfois «anti-impérialiste» employée par certains Etats du monde arabo-musulman. Cette démagogie tiers-mondiste est accueillie sans le moindre esprit critique par l'extrême gauche occidentale et les mouvements altermondialistes, et ceux-ci soutiennent telle ou telle puissance régionale contre le «Grand Satan» ou le «Petit Satan», plutôt que de réfléchir à une position politique des travailleurs du Sud comme du Nord, position qui serait indépendante des Etats.

Dans le contexte de la mondialisation, l'islam, en tant que grille d'interprétation du monde et que prescripteur de normes morales, sociales et juridiques, mais aussi les différentes formes d'islam politique (de l'AKP à Daesh en passant par les Frères musulmans) peuvent être, et sont effectivement, un pôle d'attraction puisqu'ils combinent une morale sociale avec des explications religieuses et des discours anti-impérialistes [réf. **18**], antisionistes, etc.

De nombreux spécialistes, généralement islamophiles ou avançant des thèses théocompatibles, veulent mettre de côté le rôle de la religion dans le monde arabo-musulman et surtout dans l'analyse du terrorisme.

C'est ainsi que Vincent Geisser¹ dans un récent article de la revue *Migrations Société* explique qu'il faudrait ne pas tenir compte de la religion pour analyser le djihadisme et préconise de se concentrer uniquement sur le rôle de la violence en elle-même. Malheureusement, quand l'usage de la violence contre les juifs, les chrétiens (jugés « associationnistes ») et les athées (au VII^e siècle on disait « les infidèles », « les polythéistes », « les idolâtres », mais cela revient au même) fait partie de l'éducation religieuse de ceux qui lisent et apprennent le Coran par cœur, il est difficile de fermer les yeux sur les justifications «sacrées» de la violence qu'on trouve dans de nombreux versets du Coran, dans les hadiths et dans les écrits de divers théologiens musulmans depuis des siècles.

¹ «Éduquer à la laïcité, rééduquer au “bon islam” ?»
<https://entrelignesentremots.wordpress.com/2015/02/16/eduquer-a-la-laicite-reeducer-au-bon-islam/>

Beaucoup de militants anarchistes ou marxistes actuels, s'appuyant sur les écrits de sociologues islamophiles, veulent ignorer le rôle néfaste de la religion musulmane, pour diverses raisons :

– pour des motifs tactiques (en ne critiquant pas l'islam, ils pensent attirer des «musulmans» dans leurs rangs) ;

– pour des raisons pseudo-théoriques : il ne faudrait tenir compte que du rôle économique et géopolitique de l'impérialisme américain, de sa «tête de pont» (Israël) et des impérialismes européens, et ne pas s'intéresser aux ambitions des puissances régionales du Proche et du Moyen-Orient, ou alors seulement de celles qui se sont alliées aux Etats-Unis et à Israël (Arabie Saoudite, Egypte, par exemple) ;

– les religions ne seraient que des idées vagues flottant dans le cerveau des individus (on devrait donc les laisser «délirer» et ne pas se pencher sur leurs réflexions personnelles qui relèveraient de l'intime) – une telle interprétation est aussi répandue dans certains milieux libertaires ;

– les religions (donc aussi l'islam) ne seraient pas des forces matérielles influençant leurs attitudes quotidiennes et leurs choix politiques, elles seraient seulement des opinions, aussi neutres que le fait d'aimer la glace à la vanille ou les huitres.

Malheureusement, une telle naïveté ne nous est pas permise. La religion musulmane est totalement imbriquée dans les jeux politiques du monde arabo-musulman et il est impossible de nier son rôle fondamental. D'ailleurs, il faut être un gauchiste théophile pour penser que la religion n'a aucun rôle dans la vie politique. Sofiane Meziani, professeur au lycée Averroès, proche des Frères musulmans et fan de Tariq Ramadan, l'explique sans aucun complexe : *«L'islamisme n'est pas quelque chose de négatif en soi. C'est un mouvement politique qui se réclame de valeurs religieuses.»* (Libération, 23/02/2015).

Je ne prendrai qu'un seul exemple, celui des Frères musulmans au Proche et au Moyen-Orient.

Rappelons que *«pour al-Banna, la réforme à entreprendre devait donc s'attacher à reconstruire un socle de principes moraux islamiques mettant fin à ce retard et permettant d'agir sur l'ensemble des aspects de la vie sociale. Dans une formule célèbre, al-Banna expliquait ainsi que la réforme devait en premier lieu consister en une "formation de l'individu musulman, puis de la famille (ou de la maison) musulmane, puis de la société musulmane, puis du gouvernement, de l'Etat et de la communauté des musulmans" ¹»*.

¹ Cf. l'article de Stéphane Lacroix, «Arabie saoudite : de la fusion à la rupture», *Les Frères musulmans et le pouvoir, 2011-2014*, ouvrage dirigé par Pierre Puchot, Galaade Editions, 2014.

Pour procéder à cette réforme politique et religieuse radicale, il faut que *«chaque aspect de la vie [soit] islamisé»* en noyant, à visage découvert ou clandestinement, *«le secteur privé, les associations, les différentes institutions sociales, les écoles, les hôpitaux, etc.»*. Les Frères musulmans ont une «mission sacrée» et ont refusé pendant des décennies d'adopter une forme légale : que ce soit le parti, considéré comme «occidental», ou l'association (trop facilement contrôlable par le pouvoir en place).

Lors d'une récente discussion, un internaute m'objecta que les Frères musulmans avaient toujours été les pires ennemis de l'Arabie saoudite puisque cet Etat les range (...depuis le 7 mars 2014 !) dans les organisations terroristes.

Ce militant ignorait totalement l'histoire des rapports entre les wahhabites saoudiens et les Frères musulmans égyptiens, qui *«pendant des décennies (...) ont entretenu un lien quasi fusionnel»*. Les clichés gauchistes «anti-impérialistes» (l'Arabie saoudite étant un allié des Etats-Unis depuis 1945¹) ne permettent pas d'expliquer pourquoi les Frères musulmans ont occupé une place décisive dans la construction-modernisation d'un Etat comme l'Arabie saoudite (mais aussi du Qatar) pendant près de quarante ans, et pourquoi des milliers de Frères musulmans ont trouvé refuge dans ce pays et y ont fait fortune. Ils ne permettent pas de comprendre pourquoi les Frères musulmans ont pu occuper des places importantes en Arabie Saoudite dans l'Université islamique de Médine et dans la Ligue islamique mondiale et faire venir des milliers d'instituteurs et de professeurs dans ce pays.

Ni pourquoi les Frères musulmans prirent en charge le système éducatif saoudien, du primaire au supérieur, définissant les programmes scolaires et enseignant à tous les niveaux.

Ce rôle complexe des Frères musulmans (qui non seulement n'est pas le même dans tous les pays, mais dont la confrérie change d'alliances régulièrement) permet de savoir pourquoi nous avons du mal à analyser les événements du Proche et du Moyen-Orient avec des lunettes 100% laïques (les partisans de l'islam politique seraient tous des «islamo-fascistes») ou

¹ En 1945, le roi Ibn Séoud signa avec le président F.D. Roosevelt pour soixante ans le pacte de Quincy, renouvelé pour la même durée en 2005 par George W. Bush. Ce traité stipule que les Etats-Unis prendront toujours à cœur les intérêts de la monarchie et la protégeront contre toute agression extérieure, en échange de la garantie d'un approvisionnement régulier en pétrole de la puissance américaine. Depuis le déclenchement de la guerre civile en Syrie et l'ébauche d'un rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis les relations sont un peu moins cordiales.

100% marxistes orthodoxes (il n'y a que la répartition de la rente pétrolière qui compte)...

Il nous faut donc apprendre à démêler les facteurs religieux, politiques et géopolitiques sans tomber dans les explications simplistes du type «conflit de civilisations»; «la civilisation occidentale est, de fait, supérieure parce qu'elle sait se critiquer elle-même¹», «l'islam est une religion plus dangereuse que les autres», «tout cela se résume à une question de pétrole», etc.

VI. Remédier à notre méconnaissance du fonctionnement actuel des religions, et particulièrement de l'islam, que ce soit dans les pays arabo-musulmans ou en Europe.

Cette méconnaissance est due en partie à une vision euro-centrée du mouvement ouvrier. Celui-ci est né et s'est développé d'abord en Occident : pour les anarchistes et les marxistes du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle, la progression de l'éducation des couches populaires et de la science ne pouvait que faire reculer l'influence sociale des religions.

Dans le cas de la France [réf. 20], pays où la proportion de sans religion est particulièrement forte (28 %), il n'est pas étonnant que l'extrême gauche, l'ultragauche et les anarchistes qui se recrutent dans les classes moyennes intellectuelles, la fonction publique ou accessoirement les ouvriers qualifiés ne se soient guère intéressés à la religion catholique (en pleine crise depuis les années 70 mais toujours influente, comme l'ont prouvé les manifestations pour l'école privée en 1984 et contre le mariage homosexuel en 2013) ou à l'islam discret, pour ne pas dire clandestin, des prolétaires immigrés, du moins jusqu'aux années 80.

Même lorsque l'Eglise catholique jouissait d'une influence beaucoup plus forte et militante en milieu populaire qu'aujourd'hui, les catholiques de gauche faisaient profil bas dans les mouvements sociaux et les syndicats et ils ne se caractérisaient pas par un prosélytisme échevelé. Dans les années 70, par exemple, pendant plus d'une décennie, c'est un syndicat d'origine catholique (la CFDT) qui accueillit une grande partie des

¹ Version simplifiée d'un propos de Castoriadis : «il n'y a que l'Occident qui ait créé cette capacité de contestation interne, de mise en cause de ses propres institutions et de ses propres idées, au nom d'une discussion raisonnable entre êtres humains qui reste indéfiniment ouverte et ne connaît pas de dogme». Pour la critique de cette position cf. [réf. 19].

militants d'extrême gauche et leur confia des responsabilités jusqu'à son tournant qui prit forme dans les années 1983/1988.

Quant au prosélytisme musulman, il s'est développé dans des quartiers populaires peuplés de plus en plus d'étrangers où les groupes d'extrême gauche franco-français étaient peu implantés, et il a fonctionné suivant les mêmes recettes que partout dans le monde : charité envers les plus pauvres (distribution de repas ou de vêtements, par exemple), tentatives de récupérer les jeunes tombés dans le petit trafic de drogue, aide aux devoirs, sorties, cours d'arabe et de religion pour les enfants et les adolescents, etc. Dans le désert relationnel que sont devenus les quartiers populaires surtout dans les banlieues, les mosquées dont le nombre a considérablement augmenté ont rempli une fonction sociale que remplissaient autrefois (du moins en partie) les associations contrôlées (ou pas) par le PCF, les MJC, les mairies particulièrement actives sur le plan culturel, voire tout simplement les cafés et commerces de proximité.

Autre facteur important : les écrits des groupes marxistes laïques, marxistes ou anarchistes, militant dans les pays de culture musulmane sont inconnus à part ceux du Parti communiste ouvrier d'Iran [réf. 8]. Le Parti communiste ouvrier d'Iran est un parti ultralaïc – du moins dans sa propagande en anglais ; il dénonce «l'islamisme» mais ne fournit pas de définition claire de l'islam politique et n'opère pas de véritable différenciation entre ses différents courants ; il considère l'éducation religieuse comme une atteinte aux droits de l'enfant susceptible de poursuites pénales jusqu'à 16 ans ; et il conclut des alliances politiques sans principes [réf. 21] avec la droite (meeting avec Corinne Lepage), des féministes bourgeoises (réunions publiques avec Yvette Roudy ou Caroline Fourest) et des associations républicaines ultra modérées comme l'UFAL.

Une réflexion approfondie sur l'influence des religions est donc nécessaire. C'est une question complexe qui ne doit entraîner

– ni la démission avec des arguments du type «Le socialisme et le communisme feront disparaître les vestiges de toutes les superstitions» (version marxiste orthodoxe) ; ou bien «C'est un truc privé lié à l'imaginaire personnel, et cela ne nous regarde pas» (version libertaire) ;

– ni une dénonciation sectaire (cf. les arguments que l'on trouve dans «l'Encyclopédie anarchiste»¹ durant les années 20 et 30 ou plus récemment dans un texte de Mansoor Hekmat sur la dés-islamisation². Ou tous ceux

¹ Les textes sont tous en ligne sur divers sites. Sinon on peut consulter *La raison contre Dieu*, sélection de textes de *l'Encyclopédie anarchiste* aux Editions NPNF.

² Je ne peux pas trouver de meilleure (ou de pire) exemple pour illustrer cette attitude de Mansoor Hekmat que son texte sur «l'islam et la

qui font du droit au blasphème une espèce d'obligation depuis les meurtres commis contre l'équipe de *Charlie Hebdo*.)

Pour mieux comprendre le rôle social de l'islam, il faudrait aussi se pencher sur des questions comme

– les rapports entre l'Etat et les mosquées ou les associations musulmanes,

– les contradictions au sein de l'islam européen.

Par exemple, entre d'un côté, des intellectuels comme Tariq Ramadan (qui prétend ne pas vouloir choquer les musulmans et créer lentement mais sûrement un islam européen) et des gens comme Abdelwahab Meddeb et Malek Chebel (favorables à une réforme radicale de l'islam, à l'abrogation de la charia, à une révision du Coran et la suppression de nombreux hadiths mais qui sont très minoritaires, s'adressent à une élite intellectuelle et de plus se réclament du soufisme, ultraminoritaire lui aussi parmi les musulmans).

VII. Combattre l'influence néfaste des sous-produits politiques du postmodernisme [réf. 22], du postcolonialisme et des «études subalternes»

Même si ces courants sont d'origine différente, et ont emprunté des directions diverses voire opposées, ils convergent dans les cercles universitaires et dans les médias de gauche. Sous une forme très simplifiée et simpliste, ils ont influencé des générations de militants de gauche, d'extrême gauche ou libertaires qui se sont inspiré de conceptions philosophiques au départ plutôt cryptiques, du moins chez les intellectuels français.

Les post-modernes ou post-structuralistes français qui venaient de la gauche (Deleuze, Baudrillard, Derrida, Foucault, Lyotard) avaient pour

désislamisation» (<https://www.marxists.org/archive/hekmatmansoor/1999/01/islam.htm>). Cette interview contient des remarques utiles mais l'auteur a tendance à présenter l'islam comme la principale menace dans le monde actuel, comme une religion pire que tous les autres parce que *«ces gens [qui vivent dans «les sociétés islamiques»] aspirent comme tous les autres à la liberté, l'égalité et la fin des discriminations (...). La caractéristique la plus forte de ces personnes, en dépit de toutes les pressions, est leur désir d'une culture et d'un style de vie occidentaux»*. Comme si la culture occidentale pouvait vraiment offrir *«la liberté, l'égalité et la fin de toutes les discriminations»!*

objectif, en critiquant les différentes interprétations du marxisme¹ qui les avaient – pour la plupart – fortement influencés dans leur jeunesse, de développer une critique qui se voulait plus radicale, plus exhaustive, du capitalisme et de la société modernes.

Ils prétendaient offrir une vision plus complexe et subtile que la détermination directe des phénomènes sociaux et politiques par «l'économie», les rapports de production ou les rapports sociaux. Influencés par la linguistique², les post-structuralistes ont tendu à réduire les réalités sociales, comme les grandes philosophies, à des discours ou à des «textes» qu'on devrait «déconstruire». Les post-modernes de gauche ont contribué à diffuser des conceptions très relativistes de la lutte politique et des combats sociaux qui ont influencé directement leurs lecteurs militants ou même simplement ceux qui lisaient des articles ou des ouvrages de vulgarisation expliquant ces théories ; il ne faut donc pas s'étonner que, pour les «activistes» actuels, les religions ne soient plus une source d'aliénation politique et sociale, une source d'obscurantisme qu'il faille combattre, comme elle l'était pour l'ancien mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, les religions représentent seulement un «discours» parmi beaucoup d'autres qu'il faut analyser et décortiquer, généralement avec beaucoup plus de bienveillance que les autres «discours du pouvoir» (il suffit de se rappeler l'enthousiasme initial de Foucault pour les mollahs iraniens).

Dans le même courant on peut ranger le lobby médiatico-intellectuel des Indigènes de la République et leurs alliés universitaires de gauche : le PIR

¹ Foucault fut membre du PCF pendant plusieurs années puis proche de la Gauche prolétarienne, groupe maoïste ; Lyotard fut membre de Socialisme ou Barbarie et Pouvoir ouvrier, groupes marxistes antistaliniens ; Derrida n'a jamais été stalinien, et tous ses amis étaient de gauche ; Deleuze n'a jamais adhéré au PCF, même si tous ses amis y militaient durant sa jeunesse ; quant à Baudrillard, il ne fut pas membre du PCF mais traduisit plusieurs livres pour les Editions sociales, y compris avec le très stalinien Gilbert Badia, ce qui suppose de solides liens d'amitié à gauche, du moins dans sa jeunesse...

² La genrisation à la mode dans les milieux de gôche et libertaires n'est qu'un sous-produit du structuralisme. La croyance selon laquelle, en féminisant l'orthographe et en inventant des mots mixtes du types «illes» ou «celleux», on changera les rapports entre les sexes non seulement relève de l'idéalisme benêt, mais ne permet pas d'expliquer pourquoi dans les sociétés où les langues utilisées (chinois, coréen, thai, japonais, etc.) n'ont pas de masculin et de féminin, les rapports de domination entre les sexes n'en sont nullement affectés...

se transforme de plus en plus en une officine de propagande religieuse qui dénonce une «*hostilité croissante au sacré, laissant la place à une rationalité strictement instrumentale, dépourvue de sens et méprisant toute forme de transcendance*» et pour qui «*L'une des rares figures qui nous réhabilite et sur laquelle nous projetons notre "nous" positif et digne est celle du prophète. Il nous permet de rester debout car il est justice, droiture et bonté. Il est notre reflet positif*¹.» En quelques années, le PIR et sa porte-parole sont clairement passés de l'empathie pour les croyants (formulant au passage un diagnostic civilisationnel qui peut satisfaire aussi bien les catholiques, les protestants que les juifs) à l'apologie de la foi et de la religion musulmanes.

En s'attaquant aux «discours universalistes», les postmodernes de gauche se sont attaqués aussi aux Lumières et au rationalisme scientifique ou philosophique, considérés comme illusoires, «eurocentrés²» quand ils ne les ont pas présentés comme le produit du cerveau d'hommes-blancs-hétérosexuels-occidentaux (traduire : consciemment ou inconsciemment racistes, colonialistes et homophobes). Les postmodernes se sont attaqués aux universalismes marxiste ou anarchiste pour les mêmes raisons.

Il est donc logique que les partisans des études postcoloniales (soucieux de démontrer que les sociétés capitalistes occidentales fonctionnent encore sur un modèle «colonial» et que leur traitement des minorités ethniques s'inspire des modèles esclavagistes et coloniaux) se soient sentis des affinités avec les postmodernes de gauche.

Dans un tel cadre de pensée, il ne faut pas s'étonner que l'islam devienne la «religion des pauvres», des dominés, des «non-Blancs», et que (presque) tous les musulmans deviennent des prolétaires ou des «sans». Le tiers-mondisme, combiné au relativisme dominant dans les milieux universitaires, a ainsi retrouvé une nouvelle jeunesse comme on a pu le constater dans les mouvements altermondialistes, par exemple, depuis une vingtaine d'années et comme on peut le constater dans le soutien acritique au Hamas ou au Hezbollah sur toute la planète.

Vivek Chibber dans une interview à la revue *Jacobin*³ apporte quelques précisions sur la façon dont ces mouvements intellectuels post-coloniaux et

¹ Houria Bouteldja : «Du sacré des Damnés de la terre et de sa profanation» <http://oumma.com/219681/charlie-hebdo-sacre-damnes-de-terre-de-profanation>

² Michel Foucault, par exemple, critiquait «les limites de la rationalité occidentale».

³ <https://www.jacobinmag.com/2013/04/how-does-the-subaltern-speak/>
On trouvera, en français, dans *Le Monde diplomatique* n° 722 de mai 2014 un article très utile du même auteur «Contre l'obsession des particularismes

les études subalternes sont nés dans les pays du Sud et ont influencé l'intelligentsia de gauche et les étudiants des pays du Nord.

Comme il le souligne, nous assistons depuis une trentaine d'années, à la plus grande offensive internationale jamais coordonnée tentant de nous faire croire que les catégories scientifiques issues du foisonnement des Lumières (des notions comme le capital, les classes sociales, la rationalité et l'objectivité) s'appliqueraient au monde «occidental» mais pas au monde «non occidental».

Pire, on veut nous faire avaler que les catégories critiques forgées au sein de ce monde occidental (le marxisme mais aussi l'anarchisme) feraient partie intégrante de l'offensive coloniale et de l'idéologie impérialiste.

On retrouve ce discours dans la bouche des Indigènes de la République qui expliquent qu'ils ne sont «ni de droite ni de gauche», parce qu'ils pensent (?!) avec des catégories non occidentales... *«Pourtant, la Oumma est traversée de mille contradictions et nos clivages sont innombrables. Mais historiquement, nous ne connaissons pas cette séparation radicale entre les Églises et l'État, comme nous ne connaissons pas ce type de distinction entre le profane et le sacré, la sphère publique et la sphère privée, la foi et la raison. Il aura fallu l'avènement de la modernité capitaliste, occidentale et son narcissisme outrancier et arrogant pour universaliser des processus historiques – la laïcité, les Lumières, le cartésianisme – géographiquement et historiquement situés en Europe de l'Ouest. C'est une spécificité qui s'est auto-déclarée universelle par la force des armes et des baïonnettes.»*

Et d'ajouter à propos des caricatures de Mahomet republiées dans *Charlie Hebdo* : *«Sur l'instant, j'avais pensé à Tintin et les sept boules de cristal. De retour d'Amérique du Sud, les sept membres d'une expédition consacrée aux Incas sont victimes, les uns après les autres, d'une malédiction et plongés dans une profonde léthargie, victimes d'une malédiction. Durant leurs fouilles, les chercheurs ont profané la tombe et souillé des croyances ancestrales. La vengeance des Incas ne s'est pas fait attendre. Voilà où conduit la froide rationalité des Lumières. Au fanatisme de la raison marchande et capitaliste.»*

Puisque Mme Bouteldja semble si sensible aux atteintes portées au sacré, on aimerait qu'elle nous explique le caractère «rationnel» et «capitaliste» des multiples profanations commises par les talibans, Boko Haram, Daesh et tous ces «damnés de la terre» si respectueux du «sacré»... Et qu'elle nous explique aussi son opinion sur le caractère «sacré» de la vie humaine prôné par le Hamas et le Hezbollah qu'elle soutient...

culturels. L'universalisme, une arme pour la gauche».

On remarquera que Mme Bouteldja nous offre une curieuse histoire de l'islam ; en effet, à la lire, on pourrait croire qu'il n'y aurait eu aucune réflexion sur la «*distinction entre le profane et le sacré, la sphère publique et la sphère privée, la foi et la raison*» avant l'intrusion occidentale dans les sociétés arabo-musulmanes. Or, il me semble que les écrits d'Averroès (XII^e siècle) et sa réflexion sur les rapports entre foi et raison sont bien antérieurs à ceux de Descartes (XVII^e siècle) et aux Lumières (XVIII^e siècle)... A trop vouloir prouver, on se tire souvent une balle dans le pied.

Depuis deux cents ans tous ceux qui ont voulu changer le monde et le rendre meilleur ont défendu des conceptions universalistes ; ils ont soutenu que les ouvriers et les paysans avaient des intérêts communs, même s'ils vivaient sur des continents différents et dans des «cultures» différentes. Paradoxalement, alors que les mouvements altermondialistes ont regroupé, au cours des vingt dernières années, des centaines de milliers de militants du Nord comme du Sud pour des actions et d'innombrables réunions contre le «néolibéralisme», s'est répandue l'idée baroque et néfaste selon laquelle les peuples du Nord et du Sud n'auraient rien en commun, que les prolétaires du Nord vivraient sur le dos de ceux du Sud, et que, dans les grands pays occidentaux, les prolétaires «blancs» tireraient leurs «privilèges» de l'exploitation des prolétaires «non blancs».

Chibber explique cette nouvelle conjoncture de la façon suivante :

– après le déclin du mouvement ouvrier et les défaites de la gauche, dans les années 70, les universitaires n'ont pas continué à produire des théories centrées sur l'exploitation capitaliste, la classe ouvrière et la lutte des classes, et c'est un processus «normal» ; les intellectuels n'accordent jamais beaucoup de crédit à la critique du capitalisme en dehors des périodes de soulèvements sociaux et d'émeutes à grande échelle ; comme le dit, dans une formule choc, Walter Benn Michaels dans une interview à *Jacobin*¹, «*nous, les universitaires, nous sommes un peu le département Recherche et développement du Capital*» ;

– les universités ne sont plus des tours d'ivoire mais des institutions de masse qui se sont ouvertes à des catégories qui, auparavant, en avaient été écartées : les minorités ethniques, les femmes, les immigrés du Sud. Ces nouveaux étudiants et étudiantes étaient, et sont, beaucoup plus sensibles aux différentes formes d'oppression qu'à l'exploitation de classe et souhaitent ardemment mettre des concepts sur leurs maux pour mieux les comprendre et les combattre.

On a donc vu apparaître, d'un côté, une «*base de masse pour ce que nous pourrions appeler des études sur l'oppression*», aux motivations certes radicales mais déconnectées des luttes de classe ; et de l'autre côté,

¹ <https://www.jacobinmag.com/2011/01/let-them-eat-diversity/>

une intelligentsia de gauche (amputée de ceux qui avaient tourné leur veste) a voulu continuer à défendre un discours radical, mais en abandonnant toute orientation de classe. Ce «sommet» de l'intelligentsia a donc fourni à la «base» étudiante les théories sur l'oppression que celle-ci attendait.

VIII. Les «affirmations identitaires [réf. 23]» renforcent le poids social et politique des religions.

En français on n'utilise pas le terme de «politique identitaire» (en anglais *identity politics*) très populaire dans la gauche et l'extrême gauche anglo-saxonne (ou alors de façon uniquement péjorative comme dans l'expression «politique identitariste »).

On préfère parler de droit à la différence, de respect des différences, de respect des identités, etc. Si l'on voulait résumer cette idéologie en une phrase, elle pourrait se résumer ainsi: **«Tu ne peux pas comprendre – voire tu n'as pas le droit à la parole – si tu n'es pas (au choix) comme moi femme, immigré, noir, lesbienne, arabe, musulman, homosexuel et/ou transgenre.»**... En clair, *«Tu ne peux pas comprendre si tu ne souffres pas comme moi, ou autant que moi.»*

C'est une idéologie victimaire, qui a pris un essor considérable chez les plus jeunes, avec la sous-culture des réseaux sociaux, où chacun et chacune met en scène, et en valeur, ses joies mais aussi ses souffrances identitaires personnelles.

Les jeunes agissent comme dans les «reality shows», sauf que là ce n'est pas pour exister dans le «bocal», mais pour être reconnus et reconnues comme victimes dans les milieux militants.

Il y a quarante ans, l'extrême gauche valorisait la rage, la révolte collective, la séquestration des patrons, voire parfois la violence (symbolique : pot de peinture sur la tête d'un contremaître ; ou parfois réelle : cassage de gueule voire «jambisation» à l'italienne) contre les petits chefs, les flics et les capitalistes ; aujourd'hui, elle valorise la souffrance des «sans», à l'unisson des médias et des penseurs de la compassion, à la Hessel, et des ONG humanitaires et autres Indignés ou Indigènes de la République.

Si l'on décide que son identité personnelle est avant tout religieuse (comme le djihadiste Amedy Coulibaly qui déclarait : *«L'islam est plus important pour moi que ma famille»*) et que chacun a droit au respect intégral des moindres aspects de son identité personnelle, alors personne ne peut critiquer l'identité principale d'un individu sans que celui-ci ne se

sente immédiatement agressé et insulté¹. Dans un tel schéma mental, finalement très moderne et occidental (et qui n'a rien donc de spécifiquement «musulman», même si l'intégrisme islamique joue lui aussi son rôle dans cette affaire), on comprend pourquoi le blasphème ou la caricature de «Mahomet» (avec des guillemets car nous ne disposons d'aucun portrait du Prophète !) peuvent être considérés comme inadmissibles, y compris à des personnes vivant dans un Occident chrétien plus ou moins sécularisé...

Ces affirmations identitaires, dans les pays anglo-saxons, ont développé le recours systématique à l'action légale-judiciaire depuis une trentaine d'années ; elles ont valorisé le droit des individus à ce que leur identité personnelle, voire intime, soit défendue et respectée par la loi, mais jamais – bien sûr – leur «identité» de prolétaires dans la production....

La croissance de ces idéologies identitaires depuis les années 60 a abouti et correspondu à une diminution de la valorisation des actions collectives, non légales, voire illégales, qui étaient celles du mouvement ouvrier traditionnel et de ses alliés. Ces actions étaient fondées sur la lutte des classes et n'avaient pas pour objectif unique d'imposer de «bonnes» lois ; elles visaient à créer des **rappports de forces** bénéficiant à tous les membres de la classe ouvrière, pas à une simple collection hétérogène d'individus opprimés et exploités.

Les revendications identitaires mises en avant par les mouvements féministes et afro-américains anglo-saxons ont été partiellement reprises à leur compte par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne puis par d'autres pays occidentaux (Danemark, Pays-Bas, Allemagne, etc.), et enfin recyclées dans les institutions qui produisent des normes juridiques et culturelles internationales : discrimination positive ; arsenal de réglementation fixant les rapports entre les sexes au travail, à l'école, dans l'espace public et même privé ; respect des droits linguistiques et sociaux des minorités culturelles ou ethniques, et représentation de ces minorités au sein des institutions ; commissions des droits de l'homme suggérant aux Etats de mieux lutter contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme et «l'islamophobie».

¹ C'est ainsi que même un universitaire subtil comme Olivier Esteves, dans une contribution passionnante sur la paranoïa antimusulmane en Grande-Bretagne trouve le moyen de tracer un trait d'égalité entre critique de la religion et insultes proférées contre les croyants («Islamophobie, une comparaison franco-britannique» <http://islamophobie.hypotheses.org/307>) !

Pour ce qui concerne les minorités ethniques et/ou nationales, les intermédiaires communautaires ont été de plus en plus reconnus par les autorités publiques et ont activement joué le rôle de pompiers sociaux.

En France, ces associations communautaires sont beaucoup plus religieuses qu'ethniques (le CRAN censé se préoccuper des «Noirs» a été un échec ; le Parti des Indigènes de la République, dont la base est surtout franco-maghrébine, est un groupuscule dont l'influence se limite à des franges de l'extrême gauche et à de petites élites universitaires, etc.), dans la mesure où les identités nationales/ethniques minoritaires n'ont jamais été valorisées par la classe politique française qui a toujours défendu une ligne assimilationniste, au nom de l'universalisme républicain, et a toujours été «aveugle aux couleurs» (aux origines nationales ou ethniques)....

Avec le maintien et l'approfondissement de la crise depuis quarante ans, la montée et l'approfondissement du chômage, le désengagement de l'Etat central d'un certain nombre de secteurs économiques, la régionalisation/décentralisation, les associations communautaires (religieuses) locales ont trouvé un espace plus important de négociation, notamment les associations musulmanes qui avaient un gros retard à rattraper par rapport aux autres lobbies religieux pluriséculaires.

Une telle situation, et l'appel de plus en plus fréquent (de la part des maires ou même des députés en mal de réélection, mais aussi des gouvernements), à l'action pacificatrice ou éducatrice des «représentants» des «communautés» religieuses, n'ont pu que renforcer l'importance des religions dans l'espace public, les médias et les institutions, et par ricochet renforcer le poids de ces communautés imaginaires.

Du voyage de trois représentants du Conseil français du culte musulman – Fouad Alaoui (UOIF, proche des Frères musulmans), Mohamed Bechari (FNMF soutenue par le Maroc) et Dalil Boubakeur (Mosquée de Paris, proche de l'Etat algérien) – à Bagdad lors de la prise d'otages des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot en Irak en 2004, à l'annonce d'un déblocage de fonds en janvier 2015 pour financer la formation d'imams¹ pour visiter les détenus en prison, il y a une continuité

¹ En fait de «formation d'imams», il s'agit pour le moment d'assurer à des «cadres religieux et les agents publics de la région Rhône-Alpes» des formations universitaires sur «l'interculturalité et la diversité» organisées conjointement par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (publique), l'université catholique et l'Institut français de civilisation musulmane, ou à Paris par l'Université catholique (privée) sur les thèmes «religion, interculturalité et diversité». On a donc affaire à de petits «accommodements raisonnables» (selon la formule québécoise) de l'Etat républicain laïc avec les religions...

dans la volonté de l'Etat de sous-traiter les questions sociales aux représentants des minorités religieuses, minorités qui recourent aussi en partie des minorités nationales ou ethniques. Et cela concerne particulièrement la minorité « musulmane » considérée comme la « première religion en prison » et la « deuxième religion dans la société française » à partir de statistiques peu fiables.

IX. Acquérir une vision claire des différentes formes de racisme et de leurs rôles. Et réfléchir à ce que pourrait être un antiracisme de classe.

Jusqu'aux années 60/70, les marxistes et les anarchistes se sont peu intéressés aux différentes formes de racisme (le mot n'est apparu en français que dans les années 20, même si le phénomène est bien antérieur), et encore moins aux différences entre racisme et antisémitisme.

En effet, pour la gauche et l'extrême gauche occidentales, la question était « simple » puisque le racisme pouvait être réduit (selon les argumentaires et les périodes) à :

- * l'ignorance (la théorie des races n'ayant pas de fondements scientifiques, l'éducation ferait reculer le racisme),

- * une tactique des patrons (diviser pour mieux régner) ; or, l'unité de la classe ouvrière était censée se réaliser dans les luttes et atteindre son zénith lors de la révolution sociale à venir ;

- * un sous-produit de l'idéologie nazie (il suffisait de dénoncer de façon générale le nazisme et le fascisme, nul besoin de se pencher sur les spécificités de l'antisémitisme),

- * une idéologie justifiant les pratiques coloniales (il suffisait de soutenir les luttes d'indépendance nationale) ;

- * la « barbarie » d'un système capitaliste en pleine « décadence » ; avec ce type d'explications invoquer la révolution socialiste suffit, inutile de se demander pourquoi le rejet de l'étranger existe dans presque toutes les sociétés précapitalistes puisque tout sera résolu après le Grand Soir.

La réflexion autonome et originale des groupes « révolutionnaires » a été inexistante sur ces sujets. Quiconque feuilletait une collection complète de *Socialisme ou Barbarie*, de *L'Internationale situationniste*, ou même des principales revues trotskistes, ultragauches ou anarchistes des années 50, 60 et 70 aurait bien du mal à trouver des analyses (novatrices ou pas) sur les différentes formes de racisme ou même sur l'antisémitisme. Comme si ces maux étaient secondaires ou ne concernaient pas ces militants...

Les analyses du racisme sont devenues plus sophistiquées grâce à des écrits engagés d'orientation tiersmondiste et identitaire (F. Fanon, Malcolm

X, Stockely Carmichael, Huey Newton, Angela Davis) qui ont ouvert la voie à de nombreuses recherches universitaires, principalement anglo-saxonnes au départ.

De nombreux historiens et spécialistes des sciences sociales ont fait avancer la réflexion en étudiant minutieusement toutes les dimensions (économiques, sociales, psychologiques, culturelles, anthropologiques) du racisme. Ils ont inventé toutes sortes de concepts : racisme voilé, discret, symbolique ; néo-racisme ; racisme institutionnel, structurel, systémique, etc.

Mais ce ne sont pas, répétons-le, des groupes militants, marxistes ou anarchistes, qui ont fait progresser la compréhension du racisme (et de l'antisémitisme).

Certains économistes ont défendu la théorie de la segmentation du marché du travail (cf. la définition qu'en offre le *Dictionnaire suisse de politique sociale*¹) pour expliquer comment le Capital jouait désormais sur deux segments du marché du travail : un «segment primaire» jouissant d'un noyau stable de salariés (des «travailleurs garantis», donc des «nationaux», généralement d'origine locale ancienne ou en tout cas européenne, mieux payés et mieux protégés) ; et un «segment secondaire», mobile et corvéable à merci (recruté parmi des immigrants originaires du tiers monde et soumis à une législation répressive sans cesse modifiée ; ou parmi les descendants d'une fraction de la population autochtone discriminée depuis des décennies voire des siècles – cf. les Afro-Américains).

Des sociologues se sont intéressés aux divisions internes à la classe ouvrière, notamment aux «privilèges» et préjugés des ouvriers professionnels autochtones par rapport aux travailleurs étrangers sans qualification ; ils ont souligné la crainte des travailleurs autochtones d'être bloqués dans l'ascenseur social, voire la peur d'un déclassement et d'une paupérisation conduisant les ouvriers «blancs» à rejoindre la situation des travailleurs «non blancs», etc.

D'autres universitaires, comme Taguieff ou Gilroy, ont défendu l'idée que le racisme biologique passait de plus en plus au second plan et que de nouvelles formes de racisme (ethno-différencialiste, culturel, etc.) prenaient leur essor et s'imposaient dans les sociétés britannique ou américaine, à l'extrême droite (GRECE en France) puis dans les partis nationaux-populistes européens de masse.

La gauche et l'extrême gauche se sont contentées de copier-coller les nouvelles hypothèses et les résultats obtenus par les sciences sociales, mais ont été incapables de mener la moindre enquête autonome sur ces questions.

¹ <http://www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?id=728>.

Elles n'ont pas su mesurer non plus les changements survenus depuis un demi-siècle, notamment les conséquences sociales et politiques à long terme

- du rejet du racisme et de l'antisémitisme par l'ONU et l'UNESCO après la Seconde Guerre mondiale, puis de l'intégration progressive de l'idéologie du multiculturalisme dans les institutions internationales, les Etats et les grandes entreprises,

- et de l'énorme mobilité internationale des travailleurs vers les principaux centres d'accumulation capitaliste (Amérique du Nord et Europe).

Cet accroissement fantastique de la mobilité de la main-d'œuvre et des capitaux a permis que la proportion de prolétaires ou même de petits-bourgeois «non européens» augmente considérablement dans les métropoles «impérialistes». Cette évolution a amené la bourgeoisie occidentale à souvent adopter un langage officiellement antiraciste, à faire voter des législations antiracistes, voire même à appliquer des mesures de discrimination positive permettant l'avènement d'une classe moyenne d'origine «non occidentale». Même dans des pays où les statistiques ethniques sont interdites comme la France, les sociologues ont pu établir que les petits patrons, les commerçants et les cadres supérieurs représentaient environ 30 % des personnes originaires du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne. Et c'est d'ailleurs dans cette nouvelle petite bourgeoisie issue du Sud qu'ont prospéré les idéologies nationalistes, religieuses et/ou identitaires en ce début de XXI^e siècle.

Il est beaucoup plus difficile, pour des militants, de lutter contre le racisme dans un pays où l'Etat lui-même tient un langage formellement antiraciste que dans un pays où la ségrégation raciale est la politique officielle, comme c'était le cas encore aux Etats-Unis dans les années 60 ou en Afrique du Sud jusqu'en 1991.

Mais il existe d'autres raisons au lourd passif de la gauche et de l'extrême gauche actuelles en matière de compréhension du racisme et de lutte efficace contre celui-ci.

Avant l'ère des indépendances des pays du tiers monde, la gauche et l'extrême gauche n'ont pas su définir une position claire face aux questions coloniales, oscillant entre le soutien acritique aux fractions bourgeoises – FLN vietnamien ou FLN algérien par exemple – ou l'indifférentisme de principe (motivé par l'idée que les mouvements de libération nationale n'auraient plus rien de progressiste à l'ère de «l'impérialisme»).

La gauche et l'extrême gauche ne sont pas rendu compte qu'elles facilitaient parfois, à l'intérieur des organisations syndicales et des partis, le maintien voilé des discriminations raciales et ethniques qu'avait imposées le colonialisme français (le syndicalisme dans les colonies était un syndicalisme de petits fonctionnaires «européens» qui ignorait les

prolétaires autochtones ; le PCF et le PS s'opposaient à l'indépendance des colonies ou soutenaient cette revendication du bout des lèvres).

La gauche et l'extrême gauche n'ont même pas su lutter efficacement contre la xénophobie qui frappait les travailleurs immigrés européens (italiens, polonais, espagnols et portugais) qui, eux, n'avaient aucun contentieux colonial avec la France.

Elles n'ont pas su combattre le nationalisme et l'ont même ardemment propagé (souvenons-nous du «Produisons français» du PCF dans les années 70 ou plus récemment encore des arguments déployés par la gauche et les altermondialistes contre le Traité communautaire européen lors du référendum de 2005 ; ou de l'incapacité de la gauche gouvernementale depuis 1981 à rompre avec la politique de contrôle des flux migratoires).

La gauche et l'extrême gauche n'ont pas su établir de stratégie précise et efficace face à des phénomènes proches mais différents comme

- le racisme populaire plus ou moins spontané qui peut se traduire par des attitudes (opinions, croyances, préjugés, stéréotypes) ou des comportements plus ou moins discriminatoires ou violents (refus de fréquenter des «étrangers» ; soutien à une ségrégation institutionnelle ou à des discriminations ; manifestations, pogromes, lynchages, etc.),

- la xénophobie (importante dans un pays comme la France où les hommes politiques de droite comme de gauche n'ont jamais vraiment envisagé que ce pays puisse être une terre d'immigration) et le nationalisme (y compris le nationalisme de gauche républicain, fondamental pour l'identité de nombreux militants),

- le racisme pseudo-scientifique et ses avatars modernes (socio-biologie, darwinisme social, psychologie sociale, etc.),

- le racisme institutionnel (les pratiques discriminatoires «inconscientes», ou en tout cas non formulées explicitement, dans l'Etat mais aussi dans les organisations de gauche et d'extrême gauche),

- et les discours idéologiques et les programmes politiques racistes propagés par les groupes ou partis d'extrême droite, fascistes ou néofascistes, discours qui se sont considérablement métamorphosés [réf. 24].

En ce début de XXI^e siècle, les partis politiques qui veulent encore utiliser la peur du «mélange des races» et mobiliser les catégories populaires contre les effets de la mondialisation et de la crise économique permanente depuis les années 70 n'ont plus recours ouvertement aux théories racistes biologisantes du XIX^e siècle ou à l'idéologie fasciste ou nazie. Ils font appel au «racisme ethno-différencialiste», fondé sur les différences (réelles ou imaginaires) entre les «cultures», ce qui leur donne un visage plus respectable. Dans ce cadre, ils jouent à fond, notamment depuis les attentats du 11 septembre 2001, sur la paranoïa antimusulmane, ce qui permet de combiner nationalisme, ethnocentrisme, xénophobie,

haine de l'islam et préjugés racistes contre les ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne ou du Maghreb.

Face à ces nouveaux phénomènes, la gauche et l'extrême gauche se sont cantonnées à la critique antifasciste (le racisme ne peut être que d'extrême droite) et à une indignation morale, la petite main jaune de «Touche pas à mon pote» et les concerts de SOS Racisme en étant la manifestation «citoyenne» la plus récente et la plus aseptisée.

D'où notamment, au cours des trente dernières années, l'inefficacité totale de la propagande de la gauche et de l'extrême gauche contre le Front national, l'incapacité à s'implanter dans les quartiers populaires et plus spécifiquement parmi les populations d'origine antillaise, africaine, pakistanaise, chinoise, arabe ou kabyle.

Lorsque l'extrême gauche ou les libertaires se sont enfin saisis de la notion de racisme institutionnel ou structurel (avec un demi-siècle de retard) ou ont précipitamment adopté les thèses du «post-colonialisme», ils ne se sont pas interrogés sur leur fonctionnement interne, la façon dont ils pouvaient reproduire en leur sein des préjugés racistes, mais ont trouvé de nouvelles «bonnes» raisons pour minorer l'importance de l'antisémitisme. Il ne faut donc pas s'étonner que ces courants ne soient pas non plus capables de comprendre l'antisémitisme de gauche (cf. le point suivant).

Les courants de la gauche radicale actuelle pensent être en rupture avec l'antiracisme consensuel et légaliste promu par SOS Racisme et la social-démocratie dans les années 80. En fait, ils communient, consciemment ou pas, avec les courants antiracistes étatiques dans la même idéologie centrale au sein de toutes les démocraties occidentales : le summum de la moralité politique s'incarnerait dans l'antiracisme. Les patrons peuvent parfaitement promouvoir la «diversité ethnique» dans leur encadrement, voire dans leurs conseils d'administration, mais, par contre, ils ne trouvent pas du tout amoral de gagner 1000 ou 10 000 fois ce que gagnent les plus petits salariés de leurs boîtes.

Plus le capitalisme occidental se modernise, plus il se montre «libéral» au niveau des mœurs et favorable à la disparition tendancielle des préjugés racistes les plus agressifs, plus en même temps il défend le principe de la propriété privée, de la hiérarchie, de la division sociale du travail et des inégalités économiques.

Un antiracisme de classe ne peut donc être seulement un antiracisme moral, à la SOS Racisme, ou stupidement «anti-Blancs» comme celui des Indigènes de la République.

En France, la majorité des «pauvres» sont des prolétaires, et leur pauvreté ne tient pas à «l'apartheid» (dixit le Premier ministre socialiste et ex-ministre de l'Intérieur Manuel Valls) dont ils seraient victimes mais à l'exploitation capitaliste... Les discriminations racistes sont intimement liées à la domination capitaliste (même si elles ne s'y réduisent pas et lui

sont même antérieures d'une certaine façon, comme en témoignent toutes les sociétés esclavagistes).

Pour combattre les discriminations racistes, il ne faut

– ni céder au chantage des organisations islamistes qui veulent interdire toute critique des religions, donc de l'islam sous prétexte qu'elle serait «raciste» (cf. le point 4) et ne disposent pas des outils politiques pour mener une lutte efficace contre le racisme et l'antisémitisme ; ni adopter (du moins de façon acritique) la thèse de «l'islamophobie» comme le font de nombreux gauchistes ;

– ni tomber dans la démagogie identitaire de leurs alliés «de gauche» (PIR et militants ou intellectuels de la gauche théocompatible) ;

– ni propager l'illusion que seules la droite et l'extrême droite en seraient les défenseurs,

– ni faire preuve d'angélisme (les préjugés et les attitudes racistes sont présents dans la classe ouvrière mais aussi au sein de la gauche et de l'extrême gauche, ne serait-ce que par leur fonctionnement interne).

X. Prendre conscience de la nature complexe de l'antisémitisme mondialisé [réf. 25] actuel.

Sans une telle compréhension, il est impossible de saisir le lien entre antisémitisme et djihadisme internationaliste, ou même la fonction de l'antisémitisme et de l'antijudaïsme chez des mouvements comme les Frères musulmans, le Hamas ou le Hezbollah [réf. 26].

Cette ignorance des mutations de l'antisémitisme conduit évidemment la gauche et l'extrême gauche à sous-estimer, voire à ignorer, l'importance de l'antisémitisme. Seule une infime minorité des militants de gauche, anarchistes ou gauchistes admettent que l'antisémitisme n'est pas un simple reflet du conflit israélo-palestinien en France, qu'il possède de très vieilles racines gauloises, y compris à gauche (cf. les analyses percutantes des Luftmenschen¹) et qu'il a pris des formes complexes aujourd'hui.

Cette cécité et cette négation dominantes à gauche de l'antisémitisme ne sont pas pour nous surprendre car elles durent depuis plus d'un siècle. Pour ne prendre que des exemples très récents, l'échantillon est vaste puisqu'il regroupe des personnes aussi diverses

– Dominique Vidal du *Monde diplomatique* («Un antisémitisme virulent mais marginal» – tout est dans le titre²)!

¹ Cf. «Des sionislamistes qui envahissent la France et autres dangereuses sornettes» sur le site des luftmenschen.

² <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/02/VIDAL/52630>

– Rony Brauman¹ qui, dans une interview à Europe 1, explique que Roland Dumas aurait été «maladroit» en affirmant que Manuel Valls était «sous influence juive» et qu’après tout il n’y aurait «rien de honteux» à être influencé par sa femme quand elle est juive ! Ignorant les liens d’amitié entre Dumas, Gollnish et Dieudonné, Rony Brauman, «accablé et inquiet», prétend «contextualiser» les propos de l’ancien ministre des Affaires étrangères et ferme délibérément les yeux devant l’antisémitisme dont l’expression publique ne cesse d’augmenter ;

– un petit groupe ultragauche comme Robin Goodfellow² (dans un article au titre ronflant – «Internationalistes, partout et toujours» – mais qui

* soutient la liberté d’expression du fasciste Dieudonné («(...) *harcelé depuis longtemps par le gouvernement. Il vient d’en être la première victime pour un simple mot douteux, provocateur et ambigu comme à son habitude*») et de l’antisémite Siné («*viré abusivement pour cause d’antisémitisme*»);

* critique les lois «*mémorielles ou celles qui prennent le prétexte de l’antiracisme pour interdire certaines expressions politiques ou théoriques voire même la simple expression de faits*» (le fasciste et négationniste Faurisson a dû se trémousser d’aise en lisant leur prose) et n’a évidemment rien à dire ni sur l’antisémitisme – ni même sur le racisme puisqu’il nous cite de longs passages d’Engels sur les discriminations visant les ouvriers... irlandais («blancs», est-il nécessaire de le rappeler ?) au XIX^e siècle, comme si leur situation était comparable à celle des minorités d’origine arabe, kabyle, africaine ou asiatique en Europe au XX^e et au XXI^e siècle ! (C’est pourtant dans ce même texte qu’on trouve cette perle marxisto-gobinesque: «la race blanche qui domina le monde»);

– des intellectuels proches du NPA comme Enzo Traverso³. Il affirme que «la Shoah était un détail de l’Histoire dans les années 50», mais il

¹ <http://www.europe1.fr/mediacenter/emissions/l-invite-d-europe-nuit/videos/rony-brauman-le-climat-actuel-m-accable-et-m-inquiete-2375133>. On lira à ce sujet l’excellent article d’Emmanuel Debono qui pulvérise tous les arguments «contextualisateurs» de Brauman : <http://antiracisme.blog.lemonde.fr/2015/02/17/le-fantasme-de-l-influence-combustible-de-l-antisemitisme/>

² www.robingoodfellow.info/pagesfr/rubriques/Charlie.pdf

³ Cf. «L’eurocentrisme des “Holocaust Studies” et le renouveau des études sur le fascisme et le nazisme suscité par le postcolonialisme» (http://www.dailymotion.com/video/xp4jth_pour-lecture-decoloniale-de-la-shoah-enzo-traverso_news), conférence donnée le 13 janvier 2012 devant les membres du Parti des Indigènes de la République.

oublie de dire qu'il existait, déjà à l'époque, des dizaines de témoignages publiés¹ et surtout pourquoi le judéocide était passé sous silence : parce que l'URSS, tous les partis «communistes» et l'extrême gauche trotskiste dont il est proche ne lui ont pas donné une place centrale dans ni durant ni surtout après la Seconde Guerre mondiale..

Il évoque «*la religion civile de la Shoah*» en prétendant que cette expression serait neutre, devant des militants du PIR qui éditent des autocollants affirmant que les médias français seraient entre les mains des «sionistes» (mot codé pour désigner les Juifs). Ces mêmes militants du PIR qui considèrent que l'antisémitisme aurait une «*base progressive*»² (*sic*)).

Selon Traverso, le congrès de Bakou aurait fait peur aux nazis qui pensaient que les mouvements nationalistes indépendantistes du Sud allaient s'allier à «l'URSS, cet «*Etat marxiste, communiste, héritier des Lumières*» (*resic* !). Autre fable qu'il sert au PIR : «*au départ, les nazis voulaient exiler les Juifs à Madagascar*», puis il se contredit en affirmant que le plan d'extermination des Juifs qui devait être appliqué en dernier devint soudain une priorité pour Hitler et les nazis après la défaite à l'Est. Enfin, il se garde bien d'évoquer le soutien des nazis au mufti de Jérusalem, au mouvement national palestinien et à un certain nombre de mouvements et de régimes arabes de l'époque. Traverso «oublie «de mentionner également les divisions de la Wehrmacht composées de «musulmans» et la 13^e division SS Handschar composée de 10 000 bosniaques musulmans) ;

– ou Julien Salingue³ du NPA qui tartine sur l'islamophobie et n'a rien à dire sur l'antisémitisme ;

– ou Pierre Stambul qui dans un récent article «Israël contre les Juifs»⁴ fait tout pour minimiser l'antisémitisme et en rendre responsables... les Juifs – pardon, les «sionistes» !

¹ Cf. l'abondante bibliographie citée dans l'ouvrage d'Annette Wieworka : *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Hachette, 2003.

² <http://indigenes-republique.fr/dieudonne-au-prisme-de-la-gauche-blanche-ou-comment-penser-l'internationalisme-domestique/>

³ «Tueries à Charlie Hebdo et porte de Vincennes : ne pas s'interdire de réfléchir, agir pour ne pas subir»

⁴ <http://www.ujfp.org/spip.php?article3885>.

Pierre Stambul fait partie de ces juifs de gauche ou d'extrême gauche (cf. D. Bensaïd ou M. Löwy) qui ne veulent faire entrer dans leur définition de la judéité que de grands intellectuels prestigieux (de Spinoza à Marcuse en passant par «Einstein, Freud, Arendt, Kafka, Benjamin»), des révolutionnaires (Marx, Luxembourg, Trotsky), des prolétaires juifs en lutte contre le Capital et des résistants antisionistes du ghetto de Varsovie. Ils sont tellement écœurés par la couardise de la gauche israélienne, par la montée de l'intégrisme juif religieux au sein d'Israël ou de la Diaspora, par la droitisation des Juifs français ou américains, par les crimes de guerre commis contre les populations palestiniennes, qu'ils se fabriquent, en réaction, une identité «juive-humaniste-radicale-contestataire-libératrice» aussi imaginaire et artificielle que celle des sionistes obscurantistes ou nationalistes. Ce faisant, non seulement ils adoptent une identité plus valorisante (qu'ils offrent également en cadeau d'adhésion à tous les non-juifs antisionistes qui rejoignent l'Union juive française pour la paix) mais ils croient pouvoir se protéger contre l'antisémitisme, ce qui est d'une incroyable naïveté et/ou d'un incroyable idéalisme.

Ces nouveaux identitaires juifs de gauche, d'extrême gauche ou même libertaires, se réclament du Bund en oubliant que cette organisation préconisait une «autonomie nationale et culturelle» totalement contradictoire avec leur négation acharnée de l'existence d'un peuple ou plutôt de peuples juifs. Leur définition de la judéité leur permet de se réfugier dans une sorte d'ethnocentrisme radical et paradoxal, puisque d'un côté ils se prétendent antinationalistes (donc anti-israéliens ou antisionistes, comme on voudra), mais de l'autre ils soutiennent le nationalisme palestinien.

L'avant-dernière phrase de ce texte de P. Stambul est très symptomatique : «*Pour créer l'Israélien nouveau, écrit-il, il a fallu "tuer le Juif", celui qui pensait que son émancipation passait par celle de l'humanité.*» On trouve, dans cette phrase, à la fois l'écho d'une nostalgie absurde (tous les Juifs d'Europe n'étaient pas bundistes, anarchistes ou trotskistes, et, de toute façon, les bundistes étaient devenus de plus en plus sociaux-démocrates et ne souhaitaient plus forcément «émanciper l'humanité») et l'expression inconsciente (et extrêmement violente) d'une vieille rancœur intracommunautaire : comme si la disparition du yiddish et le génocide des yiddishophones européens étaient dus aux «sionistes» hébraïsants et pas aux nazis et à la complicité des puissances occidentales...

On comprend mieux alors pourquoi Stambul trouve le moyen de rappeler les «accords de Haavara» de 1933 sans en préciser ni les modalités, ni la durée, ni le contexte... Dans son imagination et celle de

L'UJFP, le grand «effaceur de l'histoire, de la mémoire, des langues, des traditions et des identités juives», ce n'est plus Hitler et le Troisième Reich ; ce ne sont plus les Etats européens et l'Amérique qui laissèrent 6 millions de Juifs être exterminés sans bouger le petit doigt ; ce ne sont plus, par la suite, les régimes arabes qui expulsèrent 900 000 Juifs du Proche et du Moyen-Orient, mettant fin à une présence sociale, économique et culturelle multiséculaire voire millénaire. Non le Grand Effaceur de la Judéité c'est seulement, au choix, Begin, Sharon ou Netanyahou !!!.

On pourrait encore mentionner, parmi des dizaines d'autres, le communiqué du site «ultra-gauche» Tant qu'il y aura de l'argent¹. Daté du 12 janvier 2015, il aurait aussi bien pu être daté de 12 janvier 2035, il évoque «*les pleurs et les témoignages des proches des victimes*» puis dénonce immédiatement les «*attaques racistes contre les musulmans*» **sans mentionner une seule fois le mot antisémitisme** dans le reste de l'article !

La palme revient sans doute à cet appel de la Coordination des groupes anarchistes-Région parisienne² qui évoque «*une attaque dans une boucherie casher*»³. Difficile de montrer plus d'ignorance des faits (il s'agit d'un supermarché, pas d'une «boucherie»!), de la façon dont les exécutions se sont déroulées (Amédée Coulibaly n'a pas «*attaqué*» un commerce ; il est entré dans un magasin juif pour tuer des Juifs et avait l'intention d'en tuer davantage), et de mépris pour les victimes juives qui n'ont droit qu'à la simple mention : un «*véritable acte antisémite que nous condamnons*». Tuer quatre Juifs est un simple «*acte antisémite*» comme un tag sur une synagogue ou une «quenelle» dans la rue ? A partir de combien de Juifs cela devient-il un assassinat pour les militants rrrrrévolutionnaires de la CGA Paris ?

Avec de telles œillères idéologiques, il n'est pas étonnant que la gauche et l'extrême gauche ne comprennent pas ce qu'est l'antijudaïsme musulman depuis quatorze siècles, la charia et sa dimension anti-judaïque et antijuive, l'importance historique du statut du dhimmi [réf. 27] et l'antisémitisme de

¹ <http://www.tantquil.net/2015/01/12/hier-comme-aujourd'hui-a-bas-lun-ion-nationale/>

² <http://www.ainfos.ca/fr/ainfos11824.html>

³ Cette énorme bourde a ensuite été rectifiée discrètement sur le site de la CGA.... <http://www.c-g-a.org/content/contre-lislamophobie-autodefense-populaire>. A quand les photos retouchées ? Par contre, le site Paris luttés info a eu au moins la décence de ne pas tripatouiller le texte original <http://paris-luttés.info/rassemblement-contre-la-2406>

nombreux courants de l'islam politique (nationalisme arabe dès les années 20, complotisme antisémite des Frères musulmans, régimes nationalistes arabes dès l'indépendance, djihadisme internationaliste actuel). En dehors de l'ignorance et de l'incompréhension, il y a aussi un choix opportuniste évident de «clientèle», que ce soit chez les anarchistes, les «antifascistes¹» ou à l'extrême gauche (NPA). Mais ce choix opportuniste de clientèle n'est même pas suivi d'une véritable tentative d'implantation dans les quartiers populaires où il existe de fortes minorités dites «musulmanes». Il se réduit à l'adoption d'un langage public islamo-compatible et à des alliances avec des groupes réactionnaires dits «pro-palestiniens».

On en a encore eu un exemple lors de la manifestation du 18 janvier 2015 «contre l'islamophobie» (à laquelle appelait le même communiqué de la Coordination des groupes anarchistes parisienne cité auparavant) où une partie des manifestants criaient «*A bas l'union nationale !*» et dénonçaient le capitalisme, «*le colonialisme sioniste, ses crimes de guerre et son apartheid*», tandis qu'une autre criait «*Allah ouakbar*» («Dieu est plus grand»), «Touche pas à mon prophète», «*Palestine vaincra, Palestine vivra*», et brandissait toutes sortes de drapeaux nationaux : irakien, turc, palestinien, etc. Un orateur a dénoncé le CRIF «*courroie de transmission de la politique israélienne*» et expliqué, vieille litanie réactionnaire, que, en appelant les Juifs de France à émigrer, «*les autorités israéliennes renforcent l'antisémitisme*», comme si l'antisémitisme était né en 1948 ! Une militante «révolutionnaire» s'est exclamée : «*Tant qu'il y aura des guerres là-bas, il n'y aura pas de paix ici*», phrase pour le moins ambiguë juste après les 17 meurtres djihadistes qui venaient d'être commis. Evidemment le service d'ordre de ce rassemblement, à la fois «antifasciste» et «anti-islamophobe», s'en est pris à quelques anarchistes venus avec des textes faisant allusion à *Charlie Hebdo*

On remarquera que, lors d'une manifestation organisée par le Collectif Cheikh Yassine² en 2011, on retrouve des slogans religieux tout à fait similaires (ce coup-là en français, chauvinisme franco-musulman oblige) à ceux du 18 janvier 2015 ainsi que des drapeaux nationaux (bleu/blanc/rouge, palestinien, etc.) avec en supplément des allusions à «*l'Inquisition*», au «*lobby que l'on ne peut pas nommer*», à la «solution finale» et à la «Shoah» que les «musulmans» seraient en train de subir.

¹ Ce sont les «antifascistes» de Paris qui ont déchiré des dessins évoquant *Charlie Hebdo* lors d'une manifestation contre l'islamophobie, le 18 janvier 2015 (<https://www.youtube.com/watch?v=oDycVueFgEw>).

² <https://www.youtube.com/watch?v=bhXj3-fHNyE> et <https://www.youtube.com/watch?v=20RqiI3kZ3A>

Pas étonnant qu'une autre union nationale se soit finalement réalisée entre les sympathisants de cette extrême droite «musulmane» et le NPA (trotskyste) durant les manifestations de l'été 2014 à propos de la Palestine et désormais sur la question de «l'islamophobie» avec l'Action antifasciste et la Coordination des groupes anarchistes. L'antifascisme sans principes clairs, à la sauce philostalinienne comme durant la Révolution espagnole ou islamocompatible comme aujourd'hui, risque de mener au pire.

Y.C., 27 février 2015

*Racisme
antimusulmans
et antisémitisme
en Europe*

Antisémitisme et racisme antimusulmans en Europe : combattons ensemble ces deux fléaux – sans céder aux identitaires de gauche et de droite qui veulent nous diviser !

Environ 1,1 millions de Juifs vivent dans l'Union européenne et 19 millions de musulmans. Il est évidemment très difficile de comparer la situation d'une minorité ethnique/culturelle/religieuse vivant en Europe depuis des siècles avec la situation de minorités nationales et/ou religieuses dont l'importance a massivement augmenté après la Seconde Guerre mondiale, et dans certains cas seulement au cours des quarante dernières années. Néanmoins, de nombreux militants d'extrême gauche ou libertaires (inspirés par les travaux d'universitaires de gauche) comparent l'antisémitisme des années 30 à la situation des musulmans en Europe aujourd'hui. Cette comparaison est erronée¹, pour de nombreuses raisons,

¹ On en trouvera un exemple dans un article écrit en 2012 par Alain Gresh dans *Le monde diplomatique* à propos de *Charlie Hebdo* : «(...) imaginons, en 1931 en Allemagne, en pleine montée de l'antisémitisme, un hebdomadaire de gauche faisant un numéro spécial sur le judaïsme (la religion) et expliquant à longueur de colonnes, sans aucune connotation antisémite, que le judaïsme était rétrograde, que la Bible était un texte d'apologie de la violence, du génocide, de la lapidation, que les juifs religieux portaient de drôles de tenues, des signes religieux visibles, etc. Evidemment, on n'aurait pas pu dissocier cette publication du contexte politique allemand et de la montée du nazisme. (...) Bien sûr, tout cela ne prouve pas que l'on est à la veille de la prise de pouvoir du fascisme, et, en dehors de quelques illuminés (comme Breivik), personne ne réclame un

mais une telle affirmation ne signifie pas pour autant que, d'un côté, les relations longues et complexes entre le monde islamique et les puissances européennes, et, de l'autre, la paranoïa antimusulmane qui domine les médias occidentaux n'aient pas provoqué et nourri les discriminations racistes et l'exclusion sociale contre les travailleurs musulmans, «étrangers» ou pas, vivant sur le Vieux Continent.

Limites des définitions européennes de l'antisémitisme et du racisme antimusulmans

Ce texte reprend, pour l'essentiel, les définitions de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) en procédant à quelques ajouts. Il est évident qu'elles n'ont pas été mises au point par des «révolutionnaires» et n'ont pas une grande portée théorique. Elles ont aussi trois inconvénients majeurs :

- elles sont centrées sur les discriminations ;
- cette problématique, d'orientation plutôt juridique et légaliste, néglige, voire efface totalement, la question des inégalités sociales et de la division de la société en classes ;
- et ces définitions refusent de prendre en compte les discriminations sociales quand elles ne sont pas fondées sur des particularités ethniques, raciales, religieuses, de genre, etc.

De plus, si l'on veut vraiment approfondir, d'un point de vue historique et anthropologique, les questions de l'antisémitisme et des contacts culturels, religieux, économiques et militaires entre l'Occident chrétien et l'Islam qui débouchent aujourd'hui sur le racisme antimusulmans en Europe, les différences entre antisémitisme et racisme antimusulmans

*génocide des musulmans.» («Charlie Hebdo, la liberté d'expression et l'islamophobie», jeudi 20 septembre 2012). Comparer la situation actuelle de 1,8 milliard de musulmans, soutenus par plus de soixante Etats, leurs économies et leurs armées à celle de 12 million de Juifs dans les années 30, dépourvus de tout Etat ou de la moindre armée ; comparer une petite population, abandonnée par toutes les nations, y compris la prétendue «Patrie du socialisme» dit «soviétique», avec un tiers de l'humanité aujourd'hui est absurde – et surtout dégueulasse. Rétrospectivement, cet article nous offre un cruel témoignage sur l'aveuglement volontaire de la gauche actuelle : en 2012, Gresh se moquait du «courage» de Charb et mentionnait, de façon ironique, les «risques» pris par *Charlie Hedbo* en participant à une campagne «islamophobe». Eh bien, aujourd'hui, nous avons la réponse à la question : Qui a pris de vrais «risques» et qui a fait preuve de «courage» ? Gresh est vivant et Charb a été assassiné pour ses idées, quoi que l'on pense du contenu de l'hebdomadaire «bête et méchant».*

deviennent alors si profondes, qu'on ne peut plus alors se livrer à la moindre comparaison, ou alors d'un type purement démagogique : la trop fameuse «concurrence des mémoires», que certains ont surnommé méchamment en anglais «les Jeux olympiques de la Compassion». Cette posture amène à comparer entre eux les différents génocides (arménien, juif, tzigane, cambodgien, tutsi, etc.), la traite transatlantique des esclaves africains et les victimes du colonialisme pour établir entre ces différents phénomènes une dangereuse hiérarchie comptable. Ou alors à sous-entendre que l'Europe préparerait un «musulmanicide» analogue au judéocide hitlérien....

Autre position possible : celle de refuser d'assimiler l'antisémitisme et l' «islamophobie» au racisme, de ne reconnaître que certains points de contact temporaires et mortifères entre eux, et présenter ces deux idéologies comme indispensables à la construction de l' «Occident chrétien» et aujourd'hui de l'«Europe chrétienne».

C'est la position que défend avec brio Fernando Bravo Lopez¹, et qui lui permet de développer des raisonnements subtils et utiles pour comprendre – partiellement – ces phénomènes aujourd'hui. Cette hypothèse l'oblige malheureusement à dissimuler complètement (car il ne peut l'ignorer) un point capital : **la façon dont l'Islam lui-même (au sens de civilisation et d'aire d'influence religieuse, culturelle et politique) s'est construit contre le judaïsme (bien avant l'existence du sionisme et la création de l'Etat d'Israël) et contre le christianisme.**

Si l'on tient compte de cet élément, alors sa thèse s'écroule, car, dans ce cas, ce n'est plus seulement l'«Occident chrétien» ou l'«Europe chrétienne» qui ont eu, et ont encore, besoin d'un ennemi religieux pour se construire et se définir (ou plus précisément de deux ennemis permanents : les juifs et les musulmans), mais aussi les pays dits arabo-musulmans, voire musulmans tout court, qui ont besoin d'ennemis essentialisés pour construire leurs Etats, unir leurs peuples, et trouver des boucs émissaires susceptibles de justifier leurs difficultés économiques ou leur retard par rapport à l'Occident : les juifs et les chrétiens.

C'est bien ce à quoi a correspondu le statut des dhimmis juifs rackettés et humiliés pendant des siècles. C'est bien aujourd'hui l'opération à laquelle se livrent les groupes les plus radicaux de l'islam politique en mêlant nationalisme aux frontières plus ou moins définies, anti-impérialisme tiers-mondiste, antisémitisme² et bricolage idéologique

¹ *En casa ajena. Bases intelectuales del antisemitismo y la islamofobia*, Bellatierra, 2012.

² Il est caractéristique que Fernando Bravo Lopez minimise la collaboration entre l'Allemagne nazie et les nationalistes musulmans et n'y

puisant dans une partie de la tradition islamique antichrétienne et antijuive. C'est bien al-Quaida et les groupes islamo-terroristes qui font référence sans cesse aux « juifs » et aux « croisés ».

Face à de tels vestiges mortifères du passé religieux, dans l' « Occident chrétien » comme dans les pays d'islam, il n'est d'autre solution que d'imposer une séparation radicale des religions et des Etats, sinon ce sont des siècles de guerres de religion qui nous attendent, perspective particulièrement néfaste pour la lutte de classe.

Loin de ces préoccupations théoriques générales, ce texte prend délibérément un parti minimaliste, celui **des droits démocratiques pour tous, à commencer par les travailleurs, qu'elles que soient leurs origines et leurs convictions philosophiques ou religieuses**. Et dans ce cadre limité-là, les définitions du FRA ont l'immense avantage de se concentrer sur les manifestations concrètes, identifiables, des deux fléaux qu'il nous intéresse de combattre.

Les polémiques entre les spécialistes des sciences sociales – et par ricochet entre les militants de la gauche radicale – autour du contenu de ces deux définitions cachent souvent des enjeux idéologiques (« sionistes » contre « antisionistes », républicains laïques contre partisans (béats) du « multiculturalisme », athées intégristes contre croyants... de mauvaise foi, etc.) et ont pour principal effet de diviser et paralyser les antiracistes soucieux d'efficacité.

Pas plus que nous n'avons à choisir entre la lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre le racisme antimusulmans, nous n'avons à choisir entre la lutte contre les discriminations et la lutte contre les inégalités découlant de la structuration en classes dont les intérêts sont irréconciliables dans la société capitaliste. Les inégalités sociales renforcent les discriminations et vice versa. Les luttes contre ces différentes injustices sont complémentaires entre elles, et ne sont ni hiérarchisables ni opposables.

Qu'est-ce que l'antisémitisme ?

L'antisémitisme est une idéologie fondée sur l'hostilité, consciente ou inconsciente, vis-à-vis des « Juifs¹ » pour des raisons religieuses,

consacre que quelques lignes, car cela l'aurait obligé à s'interroger sur le rôle de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme en Islam. Il est étonnant qu'il ne mentionne pas non plus à quel point le nationalisme israélien se construit de plus en plus sur une base anti-islamique, qui n'a rien à voir avec le conflit (qu'il juge primordial) entre l'Occident chrétien d'un côté, les juifs et les musulmans de l'autre...

¹ Rappelons que, en français, le mot « Juifs » (avec une majuscule) renvoie aux membres du ou des peuple(s) juif (s), voire à ceux qui se

sociales, nationales, raciales et/ou économiques. Qu'une personne soit véritablement «juive» (de religion, de culture ou de sensibilité personnelle) n'a aucune importance pour l'antisémite; ce qui compte pour lui, c'est de lui attribuer des caractéristiques négatives imaginaires, voire parfois même des qualités positives¹, mais pour finalement le discriminer et l'exclure de la société.

A cette définition très générale, on peut ajouter que l'antisionisme peut **parfois** conduire à des conclusions antisémites²: lorsque les Juifs sont accusés d'exagérer l'Holocauste; qu'ils sont privés d'exercer leur droit à l'autodétermination, droit reconnu à tous les autres peuples sur cette planète; que des clichés anti-judaïques ou antisémites classiques sont utilisés pour caractériser Israël ou les Israéliens; que la politique israélienne est systématiquement comparée à celle des nazis; que les Juifs sont considérés comme une «cinquième colonne», un «lobby» d'individus «cosmopolites» seulement loyaux envers Israël ou le sionisme, etc.

Qu'est-ce que le racisme antimusulmans?

Le racisme antimusulmans (ce que l'Union européenne et l'Organisation pour la Conférence islamique appellent l'«islamophobie³») **est une idéologie selon laquelle l'islam serait un «bloc monolithique»**, ne partageant *«aucune valeur commune avec d'autres cultures»*, *«barbare et inférieur à l'Occident»*, plus *«sexiste»* que toutes les autres religions, qui *«soutient le terrorisme»* et induit une politique agressive menant à des conflits militaires et à la guerre. Les racistes antimusulmans justifient généralement la mise de place de *«pratiques discriminatoires à l'égard des musulmans et leur exclusion de la société en général»*, pratiques qu'ils souhaitent voir entérinées par des lois.

A cette définition de l'Agence européenne des droits fondamentaux, on peut ajouter que le racisme antimusulmans est souvent mélangé aux racismes anti-Africains, anti-Arabes, anti-Berbères ou anti-Turcs et fusionne totalement avec eux, au point de les rendre indissociables.

sentent de fortes affinités culturelles avec les cultures juives, et le mot «juifs» aux pratiquants du judaïsme (convertis inclus). Les deux termes sont loin de se recouper, le second étant plus restrictif que le premier.

¹ Wilhelm Marr (1819-1904), l'inventeur du mot «antisémitisme», admirait les Juifs parce qu'ils étaient, selon lui, assez intelligents pour... dominer le monde!

² Cf. le «document de travail» d'une commission de la FRA (annexe 3, p. 187) qui élaborait une définition provisoire, écartée quelques années plus tard sans qu'une autre soit adoptée.

³ Voir à ce sujet l'annexe 1 et la bibliographie p. 238.

De toute façon, aujourd'hui en Occident, l'antisémitisme et le racisme antimusulmans ne se réduisent pas à des motivations religieuses, **voire n'invoquent aucun motif religieux**¹. Ils peuvent mobiliser des théories du complot «anticapitalistes» ou «anti-impérialistes» qui dénoncent le rôle des «Juifs», ou présenter l'islam comme la principale «menace actuelle pour la civilisation». Les racistes antimusulmans et les antisémites cachent leur agenda politique derrière toutes sortes de raisonnements, «révolutionnaires», citoyenistes, républicains ou pseudo-humanistes: certains prétendent qu'ils sont particulièrement touchés par les souffrances des Palestiniens; d'autres qu'ils veulent seulement défendre les droits des femmes et la démocratie; certains prétendent que les musulmans européens ne devraient pas être blâmés pour ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, mais blâment constamment les Juifs européens ou américains pour ce qui se passe en Israël; certains considèrent que les musulmans européens devraient passer leur temps à condamner publiquement Daesh, Bokko Haram ou al-Qaida, mais soutiennent toutes les agressions et opérations militaires de Tshal, les «meurtres ciblés» et leurs inévitables «dommages collatéraux²», ou trouvent des excuses

¹ Le terme de « musulmans » est tout aussi ambigu que celui de « Juifs » ou « juifs », puisque l'on parle de « musulmans athées » (désignant par là des individus élevés dans la culture musulmane mais qui ne croient pas en Allah) ou de « Musulmans » (en Bulgarie et en Bosnie, par exemple) pour désigner à la fois les membres d'une ethnie et leurs convictions religieuses (supposées). Un spécialiste du racisme antimusulmans comme Olivier Esteves écrit même très clairement qu'il faut «nécessairement exclure la condition de pratique religieuse» si l'on veut définir ce que sont les musulmans britanniques (*De l'invisibilité à l'islamophobie...*, op. cit., p. 24).

Une telle position revient à ranger dans la catégorie «croyants» (quelle que soit d'ailleurs leur religion) tous ceux qui n'ont pas rendu publique leur apostasie et surtout tous ceux et toutes celles qui risqueraient de lourdes peines s'ils faisaient une telle démarche, ce qui est le cas dans les 57 Etats membres de l'Organisation pour la conférence islamique : condamnation à mort (Arabie Saoudite, Iran, Soudan, Afghanistan, Mauritanie), prison à vie, dissolution du mariage, privation du droit de succession, détention dans des camps de «réhabilitation à la religion musulmane», humiliations et bastonnades régulières des prisonniers (Malaisie), etc.

² Dans son dernier ouvrage *Le Grand malentendu : Islam, Israël, Occident* (Odile Jacob, 2015), Daniel Sibony accuse le Hamas de se servir des civils palestiniens comme de boucliers humains. Il accepte sans sourciller l'explication de Tshal selon laquelle l'armée israélienne

minables aux remarques racistes des colons ou des politiciens israéliens d'extrême droite.

En fait, il est assez facile de démonter tous ces discours, y compris dans nos propres rangs, à condition de vouloir ouvrir les yeux et d'être prêts à perdre... certains «amis», «compagnons» ou «camarades», tant ces questions agitent les passions.

Avant d'analyser ces phénomènes et leur étendue aujourd'hui, il faut commencer par rappeler quelques-uns des changements politiques qui ont commencé au milieu des années 1970 et ont modelé le paysage dans lequel s'inscrivent l'antisémitisme et le racisme antimusulmans aujourd'hui.

I. Un certain recul est nécessaire pour comprendre la situation actuelle

Dans le dernier chapitre et la conclusion de son livre *Racism in Europe, 1870-2000* (Palgrave, 2001), Neil Macmaster souligne que, depuis la Seconde Guerre mondiale, deux périodes différentes se sont succédées.

La première s'est étendue de 1945 à 1974: elle était caractérisée par une «*croissance économique sans précédent, un chômage faible et un solide dispositif de protection sociale*» qui ont été accompagnés par une immigration croissante de travailleurs «étrangers». Leurs conditions de vie (bidonvilles, dortoirs, logements surpeuplés) et leurs conditions de travail (bas salaires, aucun respect des règles élémentaires de sécurité, travaux dangereux et salissants, etc.) étaient inhumaines, mais les «problèmes sociaux» engendrés par leur présence croissante (problèmes que les Etats européens auraient pu facilement résoudre) n'ont pas permis, à ce moment historique, aux petits mouvements racistes et fascistes de profiter de la situation (ils ne réussissaient pas à recueillir plus de 5% des voix à l'époque).

Après 1975, une nouvelle période¹ a commencé, dans laquelle nous vivons encore maintenant, caractérisée par l'augmentation croissante de la

préviendrait les familles avant de détruire leur maison et de tuer ses occupants entêtés, fanatisés, ou les deux à la fois. Quelle belle consolation que de recevoir, par SMS, un faire-part préventif pour ses funérailles juste avant votre exécution télécommandée par un missile !

¹ Cette division chronologique entre deux périodes très différentes ne s'applique pas exactement à la France: 1973 fut la pire année en ce qui concerne les crimes racistes commis contre des travailleurs arabes et

violence contre les travailleurs immigrés: meurtres dans la rue, incendies déclenchés par des gangs de jeunes fascistes, attaques de skinheads contre des migrants ou des membres de minorités ethniques, «bavures» policières, etc. Selon le Home Office britannique, le nombre d'«incidents à caractère raciste» est passé de 4 283, au début des années 70, à 7 793 en 1992, au Royaume-Uni. (Nous pouvons ajouter que «*En 2011/12, la police a enregistré 47 678 “incidents racistes” en Angleterre et au Pays de Galles. En moyenne, cela représente environ 130 incidents par jour*», selon le site de l'Institute of Race Relations.)

Neil Macmaster rappelle dans son ouvrage qu'il y avait environ 250 incidents racistes par an en Allemagne avant 1990, mais que le nombre passa à 6 721 en 1991. Plusieurs attentats meurtriers furent organisés contre des foyers de réfugiés entre 1991 et 1993.

Exactement comme le mouvement antifasciste en France, la Ligue antinazis (ANL) de Grande-Bretagne, «*décrit ces jeunes hommes comme les héritiers fascistes de Mosley, Hitler, Goebbels et Mussolini*». Selon Macmaster, il s'agissait d'une erreur politique, et il me semble qu'il a raison, même s'il ne propose aucune politique alternative. La plupart de ces «fascistes», en échec scolaire, provenaient souvent de familles pauvres et éclatées ; ils «*utilisaient les immigrés comme des boucs émissaires, comme un moyen d'affirmer leur propre estime de soi et leur volonté de se définir avant tout comme des “Allemands” ou des “Anglais” contre des “parasites venus d'ailleurs”*» **mais ils n'appartenaient pas à des groupes fascistes**. La sous-culture de ces jeunes hommes violents, marginaux, glorifiait la «masculinité», le «courage», «la solidarité de groupe»; ils méprisaient les femmes, les homosexuels et les Pakistanais quand ils ne les harcelaient pas ou ne les battaient pas.

berbères (près de 50 d'entre eux furent tués cette année-là, assassinés principalement par des «Français ordinaires» et non par des flics ou des fascistes). Cette différence chronologique réside peut-être dans le fait que la France a connu de nombreuses luttes autonomes de travailleurs immigrés (la grève des loyers de la Sonacotra dura trois années, de 1973 à 1976) et que les marches nationales pour l'égalité et contre le racisme en 1983 et 1984 représentèrent des événements importants qui empêchèrent sans doute la violence raciste de s'étendre davantage. Cette division chronologique ne s'applique peut-être pas non plus aux pays scandinaves, ou à d'autres pays où les groupes fascistes et d'extrême droite étaient faibles et furent rapidement dépassés par des partis nationaux-populistes de masse. Cette hypothèse fournit cependant un outil utile pour comprendre ces changements récents.

Comme le souligne Olivier Esteves¹, en Angleterre, jusqu'à la fin des années 70, le «*Paki-bashing*» était massivement pratiqué par des jeunes qui pensaient que les Pakistanais resteraient «*passifs et dociles*», ne «*répliqueraient pas en cas d'agression*» et racontaient des «*blagues anti-pakistanaïses qui supplantèrent les blagues anti-irlandaises*», parce qu'elles étaient devenues «acceptables» à la télévision, dans des feuilletons et des émissions populaires.

Selon Neil Macmaster, ce nouveau phénomène social a coïncidé avec trois nouveaux phénomènes politiques:

– **L'apparition d'un «nouveau racisme», fondé sur la culture et non plus sur la race**, que l'on a appelé en France «differentialiste» et qui fut propagé par la Nouvelle Droite et le GRECE. Une fois qu'ils eurent péniblement assimilé la leçon, cette opération idéologique originale a permis aux dirigeants d'extrême droite ou néo-fascistes de nier qu'ils étaient racistes, d'inverser et de renvoyer l'accusation contre la gauche, les classes moyennes dites «bobos», de dénoncer les «éléments non-britanniques» au Royaume-Uni, les «racistes anti-Blancs» en France, etc.;

– **La formation de partis nationaux-populistes qui mirent en avant l'importance essentielle de l'identité nationale** tout en introduisant subrepticement un racisme culturel caché (antimusulmans): le Front national en France ; les Démocrates de Suède; les Vrais Finlandais; le Freiheitliche Partei Österreich – FPO – en Autriche ; la Ligue du Nord italienne ; le Parti pour la liberté – PVV – aux Pays-Bas ; le Vlaams Belang en Belgique, etc.;

– **L'adoption par les partis de gauche (y compris la social-démocratie) et de droite d'un «racisme de bon sens», fondé sur le refus de mélanger les cultures et désireux d'imposer la «culture» nationale de la majorité aux nouvelles minorités nées à l'étranger.** En France, Giscard d'Estaing, Charles Pasqua et plus tard Nicolas Sarkozy² ont promu cette ligne.

¹ *De l'invisibilité à l'islamophobie, op. cit.*, p. 80.

² Sarkozy a récemment déclaré au cours d'un meeting le 20 mars 2015: «*Nous voulons garder notre mode de vie. Celui qui nous rejoint doit s'assimiler, adopter notre mode de vie, notre culture. (...) Garde-t-on ses chaussures quand on visite une mosquée à l'étranger ? (...) Nous souhaitons que ceux que nous continuons à recevoir prennent en compte notre mode de vie, celui que nos grands-parents, nos parents, nous ont transmis et que nous souhaitons transmettre à nos enfants. (...) Nous sommes un pays aux racines chrétiennes, qui appartient à une civilisation, la civilisation européenne.*» Comparer la France avec une mosquée (en réalité – dans le sous-texte – avec une église) est une innovation originale

Les militants britanniques connaissent la fameuse déclaration de Margaret Thatcher en janvier 1978: «*les gens craignent vraiment un peu que ce pays soit submergé par une culture différente*¹». La même évolution s'est produite en Allemagne, en Suède, au Danemark ou aux Pays-Bas: dans chaque État-nation, les politiciens et intellectuels conservateurs ont tenté de remodeler et d'imposer une définition d'une prétendue «culture multiséculaire» inaltérable et inaltérée, française, allemande, néerlandaise ou suédoise, en invoquant, selon les pays, des «valeurs nationales» ou «républicaines», une forte tradition «chrétienne» ou «judéo-chrétienne», etc.

Neil Macmaster note que ce virage généralisé à droite a été dissimulé par le fait que les gouvernements européens ont adopté une ribambelle de lois, résolutions et recommandations contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, montrant ainsi un double visage ; ils ont condamné «l'islamophobie» et l'antisémitisme, promu le «multiculturalisme» et même le dialogue «interculturel» ou (pire encore, du moins d'un point de vue matérialiste-typhée) le «dialogue interreligieux»; mais cela n'a constitué en réalité qu'un «écran de fumée pour cacher les mesures contre les immigrés qui ont miné les minorités ethniques et renforcé des stéréotypes renforcés hautement négatifs».

Deux exemples suffiront pour illustrer ce «double visage»:

pour un politicien français qui défend, paraît-il, la laïcité ! Sarkozy ne fait que répéter ce que Marine Le Pen disait en 2008 : «*L'Europe ne sera plus l'Europe, elle deviendra une république islamique. Nous sommes à un tournant, et si nous ne protégeons pas notre civilisation, celle-ci va disparaître. Oui, je suis attachée à la nation. Je veux préserver notre identité culturelle et historique.*» (Cité dans *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe*, op. cit., p. 11.)

¹ <http://www.margaretthatcher.org/document/103485> Le terme «submergé» (*swamped*) avait été utilisé dans un célèbre discours sur les «Rivières de sang» (*Rivers of Blood*), prononcé par le politicien conservateur Enoch Powell et qui fit scandale en 1968. Ayant travaillé pour les services de renseignement de l'armée britannique entre 1943 et 1946 en Inde, il avait vu comment les violences communautaires pouvaient miner une société et il craignait donc que les immigrés indiens et pakistanais, en s'installant au Royaume uni, n'importent ces conflits et cette violence. C'est du moins la source de l'expression «*rivières de sang*» selon un historien et un journaliste (<http://www.bbc.co.uk/radio4/1968/riversofblood.shtml>) qui ont étudié les archives privées de Powell après sa mort.

– les pays de l'Union européenne proclament leur attachement aux conventions sur les réfugiés ; or, si l'on voit le nombre de réfugiés syriens accueillis en France depuis quatre ans (5 000), par rapport au nombre total de réfugiés (4 millions dont 200 000 accueillis en Suède et en Allemagne), on peut s'interroger sur les engagements humanitaires de la France et son tropisme antimusulmans ;

– sur les 800 000 Juifs roumains, la moitié (400 000) ont été exterminés pendant la Seconde Guerre mondiale. Parmi les 400 000 Juifs survivants, la plupart ont progressivement émigré en Israël ou aux États-Unis. Aujourd'hui, seuls 7 000 à 9 000 juifs vivent en Roumanie, la plupart d'entre eux étant assez âgés. C'est seulement en 2004 que le président Iliescu a reconnu que les Juifs avaient été persécutés en Roumanie ; il n'a effectué cette déclaration que pour se conformer aux recommandations de l'Union européenne et échapper à des sanctions. Il a donc décidé que le 9 octobre deviendrait la Journée de l'Holocauste. Mais la vie politique roumaine n'a pas connu le moindre changement et le Parti de la Grande Roumanie, Romania Mare, a continué à répandre sa propagande antisémite dans les médias. Corneliu Vadim Tudor, qui rassembla 3,3 millions de voix lorsqu'il fut battu par Iliescu en 2000, a déclaré à la télévision nationale que *«nous [le peuple roumain] ne sommes pas à leur [la mafia juive mondiale] merci, et ne sommes pas une de leurs colonies»* et il n'a pas été poursuivi en justice; la Garde de Fer antisémite est célébrée dans toutes sortes d'événements, des cimetières juifs sont régulièrement profanés, etc. Et la Roumanie n'est pas mise pour autant au ban de l'Union européenne, tant qu'elle ne réagit pas face à l'antisémitisme.

Quelle est la fonction du racisme antimusulmans dans ce cadre général?

Les hypothèses de Neil MacMaster, bien que formulées en 2001, nous aident à mieux comprendre comment des dirigeants fascistes et d'extrême droite ont réussi à créer des partis nationaux-populistes «respectables» dont l'influence électorale n'a cessé de croître jusqu'à aujourd'hui.

Selon lui, le racisme antimusulmans a une double fonction:

– **externe**: présenter des chefs d'Etat ou des dirigeants comme Saddam Hussein, Ben Laden ou Kadhafi comme des super-monstres et des cibles à abattre (aujourd'hui, nous pourrions ajouter Ahmadinejad et Bachar al-Assad à cette liste);

– **interne**: presque tous les partis présentent les musulmans comme une potentielle «cinquième colonne». Comme l'ont noté plusieurs spécialistes, il n'y a pas moyen pour les «musulmans» d'échapper à cette accusation, car elle repose sur un **raisonnement circulaire: on les «invite» à prouver leur loyauté envers l'État, mais dès qu'ils proclament leur loyauté envers la nation, ils sont immédiatement accusés de mentir et de cacher leurs vrais sentiments**. La taille de cet «ennemi intérieur» varie selon les

partis, étant donné la nécessité d'établir une différence entre les bons musulmans («modérés») et les mauvais («fondamentalistes, terroristes, extrémistes, djihadistes»).

Selon certains sociologues, les musulmans seraient moins dénoncés aujourd'hui comme les membres d'une «race» ou d'une religion inférieure, que comme les représentants d'une civilisation inférieure. Pour Neil Macmaster, les musulmans sont présentés comme *«un danger interne qui menace la culture et l'identité européennes, danger symbolisé par la construction de mosquées, la présence des femmes voilées et des écoles musulmanes»*.

Il pose alors une question fort pertinente pour nous aujourd'hui. **Le racisme anti-«Noirs»¹ (j'ajouterais le racisme antimusulmans) se combine-t-il facilement avec l'antisémitisme, ou est-ce que ce sont des idéologies contradictoires?**

Selon Macmaster, ces différentes formes de racisme peuvent sembler séparées, mais sont en fait connectées, à la fois dans l'esprit des individus réactionnaires et des dirigeants nationaux-populistes. *«Ces partis racistes “respectables” opèrent à deux niveaux: au niveau “ouvert”, public, l'intégralité du message, destiné à des électeurs potentiels, aux sympathisants et membres de la base est dirigée contre les Noirs et les immigrés.»* (Aujourd'hui j'ajouterais les «musulmans» à sa liste.) *«(...) À un niveau caché, le message clé qui vise le noyau interne des militants du parti est fondé sur l'antisémitisme. Les dirigeants du parti manipulent un champ de préjugés où se met en place une relation dynamique entre les deux racismes.»*

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui à l'intérieur du Front national, même si les médias veulent nous convaincre que Marine Le Pen et son parti ne seraient plus antisémites. Roger Cukierman, dirigeant du CRIF (fédération qui regroupe plus de 60 associations professionnelles, culturelles et religieuses juives) a récemment déclaré que Mme Le Pen était une politicienne «irréprochable», même si le Front national ne l'était pas. Il a écrit ensuite un article dans *Le Monde* pour préciser sa pensée, mais le mal était fait et son repentir ne paraît pas très sincère, surtout qu'il avait déjà tenu des propos ambigus après le premier tour des élections présidentielles de 2002 en expliquant que le vote Le Pen était *«un message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles»*, message qu'il avait là aussi démenti en accusant le journal *Haaretz* d'avoir déformé ses propos.

¹ Pendant longtemps le terme «Black» en Grande-Bretagne désignait les Africains, les Antillais mais aussi les Pakistanais, Indiens, Ceylanais et Bengalis à la peau «noire».

Les journalistes qui ont assisté à des réunions locales internes du Front national, tout comme les militants qui ont récemment quitté le Front et ont raconté leur expérience, témoignent tous que l'antisémitisme est encore vivace à l'intérieur du parti. Une sorte de division du travail s'est mise en place: même si Marine Le Pen expulse de temps en temps des militants antisémites quand ils postent des commentaires ou des photomontages racistes sur Facebook et **s'ils sont repérés par des antiracistes**, les militants des groupes fascistes violents entretiennent des relations très amicales avec les dirigeants du Front national... quand ils ne sont pas cooptés au sein du parti, à condition qu'ils ne fassent pas de réflexions antisémites en public.

Selon Neil Macmaster, les dirigeants actuels d'extrême droite qui ont su transformer leur ancien discours ouvertement raciste en une guerre culturelle contre la gauche, et une politique national-populiste hostile aux travailleurs immigrés, ont été politiquement éduqués dans les mouvements fascistes et antisémites.

Comme l'a noté Brian Klug, «[Nick] Griffin est tristement célèbre pour sa négation de l'Holocauste dans le passé. Dans les années 1990, il édité un magazine du British National Party, *The Rune*, dont le contenu antisémite lui a valu une condamnation pénale.» Même si, aujourd'hui, «le site du BNP "diabolise en même temps l'Islam et le monde musulman"»; même si «les Juifs, pour le moment, ne sont pas dans le viseur du BNP»; et même si le «soutien à Israël est devenu un bâton pour battre les musulmans et essayer d'attirer le soutien des Juifs», «c'est seulement un changement cosmétique et non un bouleversement de sa mentalité ou de ses convictions profondes¹».

Ainsi, le nouveau discours raciste des nationaux-populistes, discours fondé sur les différences culturelles «permet d'envoyer des messages antisémites codés aux initiés, de contenter les militants partisans de la ligne dure [antisémite] tout en restant opaques face à un large public qui, sinon, pourrait se détourner d'eux». Les partis nationaux-populistes utilisent des mots codés (dont certains, j'ajouterais, sont aussi utilisés dans le mouvement altermondialiste et à l'extrême gauche) comme «sionistes», «mondialisme», «cosmopolitisme», «oligarchie», «élites», «finance internationale», etc. Ces termes codés servent également à rassurer les groupes fascistes qui restent en dehors des partis nationaux-populistes de masse et à leur faire comprendre qu'ils partagent la même ligne.

¹ «What do we mean when we say 'anti-Semitism'? Echoes of shattering glass» (2013, disponible sur le Net).

Comment l'antisémitisme et le racisme anti-Noirs ou antimusulmans peuvent-ils se combiner dans l'idéologie nationale-populiste?

Pour Neil Macmaster, les nationaux-populistes et les fascistes identifient une double menace imaginaire provenant de deux adversaires complémentaires:

– **Le Noir, l'Arabe et le musulman¹ jugés «inférieurs»** (appartenant généralement à la classe ouvrière et à la catégorie des prolétaires les moins payés, et/ou à la main-d'œuvre «illégal»). Aujourd'hui **les Roms** sont clairement inclus dans la liste des minorités ciblées par l'extrême droite, y compris par l'usage de la violence utilisée contre eux dans toute l'Europe, violence accompagnée de mesures étatiques administratives discriminatoires;

– **Le Juif intelligent et très organisé** (socialement plus intégré, appartenant aux classes moyennes supérieures ou à la bourgeoisie).

Pour les militants nationaux-populistes ou fascistes, les théories du complot offrent une explication simple à un «*monde chaotique et en évolution rapide*». Dans leur trip imaginaire, le «lobby sioniste», le «ZORG» (gouvernement sioniste mondial) ou les «élites juives» promeuvent le multiculturalisme, le féminisme, l'avortement, le mariage entre personnes de même sexe, etc., afin de détruire les sociétés chrétiennes occidentales fondées sur des valeurs traditionnelles: la famille, l'ordre, l'attachement à une terre ancestrale, l'obéissance à l'État, le respect des «hiérarchies naturelles».

Pour eux, «les Juifs» sont secrètement en train d'organiser le chaos à l'échelle mondiale : de la construction de l'Union européenne qui vise à détruire des nations centenaires – ou, pourquoi pas, millénaires – aux guerres au Moyen-Orient et au Proche-Orient évidemment fomentées par le Mossad ou ses alliés de la CIA, Israël est censé «*favoriser la guerre pour mieux régner sur l'humanité*». Ces théories du complot peuvent désormais être facilement modifiées, «enrichies», en incluant de nouveaux boucs émissaires: les pétromonarchies arabes et les fondamentalistes islamiques qui incarnent désormais de nouvelles «*forces conspiratrices puissantes organisées à l'échelle mondiale*».

Il est symptomatique qu'en France, par exemple, sur France Culture, un journaliste influent, de sensibilité chevènementiste, ait récemment utilisé l'expression «le parti du Qatar» pour qualifier l'UMP et le Parti socialiste («l'UMPS», quoi !). Une telle expressions traduit l'influence, bien au-delà de sa sphère directe, de l'un des leitmotiv de l'extrême droite : la

¹ Comme le souligne Olivier Esteves, dans les années 1970, «l'idée

dénonciation de l'ingérence du Qatar dans la politique et l'économie françaises....

Après avoir expliqué le contexte général depuis le milieu des années 1970, nous pouvons maintenant analyser les manifestations concrètes du racisme antimusulmans et de l'antisémitisme (classique ou nouveau).

II. La croissance du racisme antimusulmans

Si l'on s'intéresse au racisme antimusulmans, il faut étudier non seulement les statistiques des délits et crimes documentés par les associations musulmanes et les flics, mais aussi les discriminations structurelles, institutionnelles, opérant dans l'éducation, le logement et l'emploi.

Le racisme antimusulmans prend différentes formes, selon l'histoire spécifique de chaque État-nation. Dans certains pays (France, Autriche, Allemagne, Royaume-Uni, Grèce) la majorité des «musulmans» jouissent, du moins officiellement, des mêmes droits que les «autochtones» puisqu'ils ont été naturalisés ou que leurs parents avaient déjà acquis la citoyenneté. Dans d'autres – Italie (3%), Suisse (20%) –, seule une petite fraction des musulmans sont naturalisés, ce qui constitue évidemment un obstacle très puissant pour eux, s'ils veulent être traités comme des égaux par l'Etat «démocratique» dont ils dépendent et les citoyens du pays où ils vivent.

Certains États européens ont une longue expérience de la domination coloniale directe, tandis que d'autres n'ont jamais eu de colonie en Afrique ou en Asie. Le passé colonial influence évidemment la façon dont les citoyens «autochtones» traitent les migrants, y compris les travailleurs musulmans.

Bien qu'il existe des différences au sein de l'Union européenne, nous pouvons dégager trois points communs entre les discriminations et l'exclusion sociale dont les travailleurs «musulmans» sont victimes, qu'ils soient «étrangers» ou pas:

1) Un niveau de chômage plus élevé et un niveau d'éducation plus faible

Dans la mesure où les discriminations sociales contre la classe ouvrière se mélangent aux discriminations nationales et religieuses, les statistiques présentées ici sont en partie biaisées (sans compter le parti pris idéologique de ceux qui ont recueilli ces chiffres). Le taux d'échec scolaire ou le niveau inférieur des qualifications ne reflètent pas toujours une discrimination religieuse ou raciste, et les inégalités culturelles sont liées à des normes de classe très différentes.

En ce qui concerne le système scolaire, par exemple, lorsque des jeunes

migrants décident d'arrêter leurs études et de ne pas entrer à l'université, parce qu'ils veulent aider leurs parents aux emplois mal rémunérés; parce qu'ils ne réussissent pas à étudier et travailler en même temps ; parce qu'ils veulent échapper au contrôle de leurs parents ou de leur «communauté», ou encore parce qu'ils ne maîtrisent pas la langue dominante aussi bien que les «autochtones», ces jeunes **ne sont pas toujours victimes d'une discrimination raciale spécifique**. Ces garçons et ces filles appartiennent à la classe ouvrière, disposent de moyens financiers limités et ne maîtrisent pas les bonnes stratégies pour grimper dans l'échelle sociale aussi rapidement et facilement que les enfants des classes moyennes inférieures et supérieures.

En **Belgique**, 38% des Marocains et des Turcs sont au chômage et seulement 6,1% ont un diplôme de l'enseignement supérieur. *«Une grande entreprise de travail temporaire [nous] a dit qu'elle avait un service spécial chargé d'enregistrer les demandes des clients susceptibles de se trouver en contradiction avec la législation anti-discrimination, service ayant pour objectif d'amener ces clients à respecter la loi. Dans un tiers de ces demandes, les clients refusaient d'embaucher des musulmans en général¹.»*

En **France**, le chômage atteint 5% des diplômés universitaires franco-français, contre 26,5 % des diplômés nord-africains. *«Une étude réalisée en 2010 a mis en évidence le rôle spécifique de la religion dans les comportements discriminatoires à l'égard des Français d'origine musulmane s'agissant de l'accès à l'emploi. Cette étude a constaté qu'un candidat français d'origine sénégalaise et de religion chrétienne avait deux fois et demie plus de chances de recevoir une réponse positive lorsqu'il postulait à un emploi qu'un candidat français d'origine sénégalaise et de religion musulmane².»*

Les discriminations contre les jeunes ayant des parents étrangers sont reconnues par toutes les institutions françaises, y compris le FASILD³. Selon cet organisme, les discriminations à l'égard des jeunes étrangers, ou des jeunes d'origine étrangère, sont des phénomènes récurrents et ont tendance à augmenter. Ces discriminations sont décrites de façon très précise dans un rapport du FASILD paru en 2003: les discriminations par la

¹ *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe*, Amnesty International, avril 2012, p. 23.

² *Ibid.*, p. 25.

³ Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, *Les discriminations des jeunes d'origine étrangère dans l'accès à l'emploi et l'accès au logement*, La documentation française, 2003.

couleur de peau et /ou le nom; les discriminations dans le logement et une troisième, étrangement appelée «*discrimination communautaire*»: par exemple, lorsque le patron d'un restaurant chinois accepte de n'embaucher que des cuisiniers ou des serveuses d'origine chinoise; ou quand une entreprise du bâtiment n'embauche que des travailleurs en provenance du même pays, de la même région ou du même groupe ethnique.

Mais le FASILD reconnaît que «*l'augmentation de la discrimination positive envers les jeunes "Blancs" européens augmente inévitablement le degré de rejet et d'exclusion des autres catégories de jeunes*». Les mêmes discriminations sont décrites dans l'éducation et le secteur du logement, à la fois privé et public. Même si ce rapport ne mentionne pas la religion de ces jeunes nous savons, bien sûr, qu'une bonne proportion d'entre eux sont «musulmans» – ou traités comme tels.

Les femmes musulmanes sont également victimes de discrimination particulières : elles «*(...) occupent souvent des emplois dans le secteur tertiaire mobile, dont les emplois à domicile, domestiques et dans le petit commerce ; seulement 16% sont salariées dans le secteur public avec ses avantages connexes*¹.» Celles qui «*portent un hijab choisissent de travailler à leur compte ou à la maison pour éviter la discrimination*².»

Au **Royaume-Uni**, «*les musulmans d'Asie du Sud sont l'une des minorités ethniques les plus défavorisées*». Les statistiques montrent que «*plus de 60% des Pakistanais et Bangladais vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 20% des Blancs ; de plus, c'est parmi eux qu'on trouve le plus grand pourcentage de jeunes qui quittent l'école sans aucune qualification*³.» «*Les musulmans ont le plus faible taux d'emploi de tous les groupes religieux : seulement 47% des hommes et 24% des femmes*

¹ Pandeli M. Glavanis, «Muslim voices: class, economic restructuring and the formation of political identity», chapitre 5, in *Ethnicity and Economy, Race and Class Revisited*, Steve Fenton et Harriet Bradley (dir.), Palgrave, 2002. Les exemples cités par Glavanis sont en partie extraits de «*Muslim Voices*» in *the European Union : The Stranger Within. Community, Identity and Employment*, une étude menée dans huit pays d'Europe: la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, la Suisse et le Royaume uni durant les années 1996/1999 (<http://cordis.europa.eu/documents/documentlibrary/70781381EN6.pdf>.)

² Pandeli M. Glavanis, «Working on the margin. Class, Economic Restructuring and the Formation of Political Identity», [http://cms.horus.be/files/99935/MediaArchive/pdfevents/Pandeli Glavanis.pdf](http://cms.horus.be/files/99935/MediaArchive/pdfevents/Pandeli%20Glavanis.pdf)

³ «Muslims and the workplace» in *Racism, Governance and Public Policy*, de Katy Sian, Ian Law et S. Sayyid, Routledge, 2013, p. 41-58.

travaillent¹.» *«Les musulmans ont tendance à se concentrer à l'extrémité inférieure du marché du travail. Beaucoup travaillent à temps partiel, occupant des emplois temporaires, flexibles et invisibles dans les statistiques.»*

«Le Royaume-Uni constitue un exemple rare de pays où la collecte de données sur l'éducation permet d'identifier spécifiquement les élèves musulmans. (...) En 2004, un tiers (33%) des musulmans en âge de travailler en Grande-Bretagne n'avait pas de qualifications, ce qui représente la proportion la plus élevée de tous les groupes religieux. Ils se distinguaient en outre par la probabilité la plus faible de détenir des diplômes ou des qualifications équivalentes (12 %)².»

Comme le raconte un chauffeur de bus pakistanais³ *«les enseignants partent du principe que votre enfant, ayant grandi dans un milieu où l'on ne parle pas beaucoup l'anglais, aura des difficultés énormes et que donc ce n'est pas la peine de faire des efforts pour lui»*. Selon O. Esteves, *«Comme cause principale de l'échec scolaire des Caribéens, on évoque souvent la très forte proportion de familles monoparentales. Quant aux Bangladais et aux Pakistanais, c'est la maîtrise de l'anglais qui est en cause, notamment compte tenu du nombre élevé de mariages transcontinentaux, où l'épouse (ou époux) non anglophone émigre du sous-continent.»*

Quoi qu'il en soit, on a affaire à un écheveau complexe de facteurs face auxquels les Etats européens préfèrent accuser des causes extérieures (culture, coutumes matrimoniales, religion) ou psychologiques (refus d'assimilation) que de mettre en place des structures éducatives permettant de compenser ces handicaps chez les enfants mais aussi chez leurs parents.

En **Allemagne** *«les enfants musulmans sont surreprésentés dans les écoles moins qualifiantes (enseignement technique avec apprentissage et alternance) et sous-représentés dans les écoles les plus "performantes" (lycées), ces derniers étant la porte d'entrée de l'université⁴.»* En ce qui

¹ Lavalette, M. et Penketh, L. (dir.), *Race, Racism and Social Work: Contemporary Issues and Debates*, Policy Press, 2013, introduction, p. 1-16.

² Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, *Les musulmans au sein de l'Union européenne - Discrimination et Islamophobie*, 2006, p. 63.

³ Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie...*, *op. cit.*, p. 82.

⁴ Yasemin Karakasoglu et Gerd Nonneman, «Muslims in Germany, with special reference to the Turkish-Islamic community», p. 241-268, in *Muslim communities in the New Europe*, Gerd Nonneman, Tim Niblock et Bogdan Szajkowski (dir.), Ithaca Press, 1997.

concerne les travailleurs, «(...) les secteurs connaissant les plus hauts niveaux de chômage sont ceux qui ont la plus forte proportion d'immigrés musulmans» (par exemple 20% pour les Turcs, 11% pour les Allemands).

«En **Suisse**, les migrants résidents permanents sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les ressortissants suisses. En **Italie**, (...) la majorité (des travailleurs musulmans) changent de travail ou perdent leur emploi fréquemment, ce qui les plonge dans une précarité permanente. (...) En raison des difficultés à obtenir un emploi dans le secteur formel, ils sont surreprésentés dans l'économie informelle et donc employés par des patrons sans scrupules qui utilisent des travailleurs clandestins pendant de longues heures et pour une rémunération dérisoire. Il n'est pas étonnant, dès lors, que l'on constate "une augmentation significative de l'entrepreneuriat musulman dans les huit pays européens étudiés"».

Entrepreneuriat qui n'est pas toujours «choisi» mais «subi», quand on sait qu'un quart des épiciers d'origine pakistanaise en 1994 possédaient une licence universitaire¹.

Les travailleurs musulmans ont tendance à «tirer parti des réseaux sociaux (par exemple du travail des membres de la famille) et des niches ethniques dans l'économie (par exemple la nourriture halal)». Pour lutter contre les discriminations, les «travailleurs musulmans se retirent dans des secteurs tels que le petit commerce et la restauration rapide» et sont «favorisés par la montée du secteur des services», selon l'auteur². A mon humble avis, ce n'est pas exactement être «favorisé» que de travailler comme aide à domicile auprès de personnes handicapées ou âgées, ou de nettoyer les appartements des «natifs» de la classe moyenne!

Aux **Pays-Bas**, «Seules 27 % des femmes d'origine marocaine et 31 % des femmes d'origine turque participent au marché du travail. La part des femmes d'origine marocaine et turque ayant un niveau d'éducation faible est considérablement plus élevée que celle des femmes néerlandaises (67% et 20 %, respectivement³).»

L'Irlande semble être une «heureuse» exception, au moins pour les générations précédentes de migrants. Selon Victoria Montgomery⁴ «Les communautés musulmanes sont relativement aisés» parce que, entre les années 1950 et les années 1990, les étudiants qui sont venus poursuivre leurs études supérieures et sont restés en Irlande ont obtenu de bons emplois (sur 50 000 musulmans, 8% sont des médecins !) ou ont créé des

¹ Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie...*, op. cit., p. 128.

² Pandeli M. Glavanis, op. cit., «Muslims voices...»

³ Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe, op. cit., p. 33.

⁴ Pandeli M. Glavanis, op. cit., «Muslims voices...»

entreprises. Mais aujourd'hui, la situation a changé et les nouveaux migrants et les réfugiés musulmans venant de Bosnie, de Somalie, du Kosovo, du Nigeria, de la Libye et de l'Irak sont beaucoup plus pauvres que leurs prédécesseurs, comme en témoigne le rapport de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes en 2006: «*En Irlande, le recensement de 2002 a révélé que 44 % des musulmans avaient un travail (contre 53 % de la population totale), et 11 % étaient au chômage, par opposition à une moyenne nationale de 4 %*»¹.

2) **Les musulmans sont victimes d'une paranoïa intense à leur encounter**, illustrée par *Muslim demographics*, vidéo de sept minutes qui, jusqu'à aujourd'hui, a touché plus de **quinze millions** de personnes. Elle fut projetée par le cardinal Trukson lors d'un synode d'évêques au sujet de la «nouvelle évangélisation», à Rome, en octobre 2012. Ce film véhicule de multiples mensonges absurdes, notamment le fait que, vu la différence entre la fertilité des «Françaises» et celle des «musulmanes» (?), la France deviendrait bientôt une «république islamiste». Ce film a été évidemment approuvé par le Front national parce que la peur d'un «grand remplacement» imaginaire nourrit les sentiments antimusulmans.

Les grands médias et les médias sociaux utilisent les problèmes locaux et les peurs qu'ils suscitent, phénomènes créés par le fonctionnement du capitalisme, pour en rejeter la responsabilité sur les «étrangers» (musulmans) et les musulmans radicaux. Prendre l'Islam comme bouc émissaire permet de fournir une prétendue «explication» et une «solution» simple à des maux qui affectent tous les travailleurs, quelle que soit leur origine.

Les musulmans sont censés «être prédisposés à épouser les valeurs anti-occidentales qui conduisent beaucoup d'entre eux à tolérer le "terrorisme islamique"²». Les individus musulmans et les associations musulmanes sont constamment «invités» à se dissocier des groupes djihadistes ; cette pression devient parfois tellement insupportable que des élèves ont lancé des remarques provocatrices lors des discussions qui se sont déroulées dans les écoles, en France, après les 17 exécutions djihadistes des 7, 8 et 9 janvier à Paris. Les réactions idiotes d'une infime minorité de jeunes (l'un d'eux avait 8 ans!) ont été utilisées et dramatisées par les médias, manœuvre qui a renforcé la dangereuse et mortifère équation musulmans = intégristes = terroristes.

¹ *Yearbook of Muslims in Europe*, volume 3, Brill, 2011, rapport sur l'Irlande.

² *Muslims in the European Union - Discrimination and Islamophobia*, p. 13 and 14, European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia, 2006

Beaucoup d'Européens expliquent que «*les musulmans menacent la sécurité nationale*¹» (38% des Britanniques, 28% des Allemands); ils «*sont opposés à ce que leur propre enfant épouse un musulman ou une musulmane*» (31% des Britanniques, 37% des Allemands, 28% des Italiens); ils «*ont une opinion défavorable envers les musulmans*» (23% des Britanniques, 38% des Français et 50% des Allemands); et ils pensent que les musulmans «*ne respectent pas les autres cultures*» (37% des Britanniques, 42% des Français, 48% des Allemands, 60% des Italiens et 42% des Néerlandais), etc.

Évidemment, les questions de ce sondage international, comme celles de beaucoup d'autres sondages et enquêtes, sont posées d'une certaine manière, et nous savons que leur formulation influence fortement les réponses des personnes interrogées. La plupart des gens qui répondent à ce genre de sondages connaissent bien peu l'islam et ont peu, ou pas, d'amis musulmans (55% des Britanniques, 61% des Allemands, 67% des Italiens et 70% des Espagnols n'ont aucun ami musulman) ; ils réagissent donc en fonction des images diffusées tous les jours à la télévision: exécutions filmées, meurtres et attentats sanglants, prises d'otages, manifestations violentes, guerres civiles, etc. L'accumulation de sondages négatifs sur les musulmans contribue également à renforcer les stéréotypes racistes.

Selon une étude récente², la presse tabloïd britannique (le *Sun* et le *Daily Mail*) mais aussi un quotidien «respectable» comme *The Independent* montrent régulièrement une image négative des musulmans sur tous les sujets: les écoles religieuses (qui sont une infime minorité au Royaume-Uni par rapport aux écoles chrétiennes), les madrasas, les mariages forcés, la violence domestique, etc. Les musulmans sont présentés comme «*extérieurs à la nation*» et les hommes musulmans comme de dangereux prédateurs pour les femmes anglaises, etc.

En **Norvège**, le Parti du progrès mène une campagne permanente contre l'Islam; ses sympathisants accusent les musulmans d'être responsables de la croissance de la criminalité et considèrent qu'*'ils*» profitent des prestations sociales, «*ne contribuent pas à la culture nationale*» et «*ne devraient pas jouir des mêmes droits*». Mais, curieusement, selon cette étude, les sympathisants de ce parti xénophobe ne détestent pas plus les immigrés musulmans que les migrants en général, même si leurs dirigeants

¹ Clive D. Field, «Revisiting Islamophobia in contemporary Britain, 2007-10», p. 147-162, in *Islamophobia in the West, Measuring and explaining individual attitudes*, Marc Helbling (dir.), Routledge, 2012.

² *Racism, Governance and Public Policy*, Katy Sian, Ian Law et S. Sayyid, Routledge, 2013, «*Muslims and the news media*», p. 80-116. On peut télécharger un texte qui a servi de base à ce chapitre sur Internet.

les présentent comme une «*cinquième colonne qui veut changer les valeurs fondamentales et le système politique de la société norvégienne*¹».

Après avoir souligné le poids de cette propagande médiatique négative contre les musulmans, il faut aussi reconnaître que, dans les pays où le «multiculturalisme» est l'idéologie officielle (comme la Grande-Bretagne), la situation est peut-être moins pire que dans les pays où le «multiculturalisme» est regardé avec suspicion (la France) ou rejeté avec virulence (Hongrie, Roumanie). Même si le «multiculturalisme» est, en réalité, une façon plus ou moins subtile d'imposer une pseudo «culture» capitaliste universelle fondée sur la maximisation du profit, la domination technique et la marchandisation des idées, des produits et des êtres humains ; même si le multiculturalisme ne permet pas, en réalité, des connexions et des interactions riches et profondes entre les différentes cultures (en dehors des élites universitaires), il peut donner l'illusion aux membres opprimés des minorités nationales ou religieuses (dans ce cas les musulmans) qu'ils sont mieux considérés par la culture nationale-religieuse dominante.

3) Les pratiques religieuses musulmanes sont sévèrement critiquées (alors que les pratiques religieuses chrétiennes ou juives sont considérées comme «normales» et «civilisées»), comme l'indiquent toutes les polémiques générées par la volonté de construire de nouvelles mosquées, le droit des femmes à porter le hijab au travail ou dans les institutions publiques, la question de la nourriture halal dans les écoles, les hôpitaux et les prisons, l'existence de salles de prière dans les grandes entreprises, etc.

Les politiciens français de droite et de gauche se sont beaucoup remués pour faire adopter des lois contre le hijab et la burqa, mais ils n'ont pas bougé le petit doigt pour garantir aux musulmans le droit de disposer de lieux décents pour prier.

En Italie, Maurizio Gasparri, un ancien ministre de Berlusconi qui a commencé sa carrière dans le MSI «post-fasciste», a déclaré en janvier 2009: «*Les pseudo-prières à Milan et en face du Colisée n'ont rien à voir avec la religion ; elles représentent une menace et des actes d'intimidation envers le peuple italien. Ceux qui y prennent part doivent être identifiés par la police et expulsés de notre pays. Les gens ne doivent pas utiliser la prière comme une arme politique*².»

¹ *Islamophobia in the West, op. cit.*, «Attitudes towards Muslims in Norway», de Z. Strabac et M. Valenta, p. 56-69.

² Cité dans *Choix et préjugés, op. cit.*, p. 11.

Cette déclaration fait écho au programme de la Plateforme pour la Catalogne¹: «*L'immigration islamique, massive en Catalogne, menace notre patrimoine identitaire européen (le respect des libertés personnelles et collectives, la démocratie comme moyen de prendre des décisions, la culture gréco-latine, la religion chrétienne, les langues de la Catalogne ou les traditions populaires).*» Avec de tels propos, il n'est pas surprenant que les populations locales «*aient organisé des manifestations publiques pour s'opposer à l'ouverture de nouveaux lieux de culte, parfois dès que les organisations musulmanes ont rendu publique leur intention de demander un permis de construire*².»

En Suisse, entre 1968 et 2000, sept «initiatives populaires» ont été organisées autour de la restriction des droits des étrangers, ce qui a particulièrement encouragé la diffusion des idées xénophobes, et donc aussi antimusulmanes. Dans ce contexte, l'Union Démocratique du Centre de Christoph Blocher a pu développer son programme nationaliste ; il a été la force motrice qui a impulsé l'«initiative populaire» (récolte d'au moins 100 000 signatures) puis le succès du référendum «anti-minarets» en 2009. Il a bien sûr mené ce combat au nom de la défense des droits des femmes, de la démocratie et pour «*maintenir la paix entre les membres des différentes communautés religieuses*», comme l'affirme avec aplomb l'article 72 de la Constitution fédérale ! La Suisse est ainsi devenue le premier pays au monde à inclure l'interdiction des minarets dans sa Constitution, alors que son territoire comportait en tout et pour tout quatre minarets !

¹ La Plate-forme pour la Catalogne est un petit parti régionaliste d'extrême droite, essentiellement antimusulmans, qui progresse lentement (il est passé de 17 à 67 conseillers principaux municipaux en 2011), même s'il n'a recueilli que 2,3% des voix en 2011. Il a été chaleureusement félicité à l'époque par Marine Le Pen qui suivait et suit la même ligne d'implantation locale, avec malheureusement beaucoup plus de succès comme l'ont montré les dernières élections en France (1546 conseillers municipaux en 2014, et 62 conseillers départementaux en 2015).

² Cité dans *Choix et préjugés, op. cit.*, p. 11.

III. La croissance de l'antisémitisme en Europe

Si l'on veut mesurer l'existence de l'antisémitisme, on ne peut compter uniquement sur les statistiques des délits et des crimes qualifiés comme tels, même si la progression continue de ces chiffres est très inquiétante. Par exemple, en Europe, alors que le nombre annuel d'incidents antisémites **violents** oscillait autour de 150 dans les années 1970 et 1980, depuis les années 1990, il oscille entre 500 et 1000 par an. **L'antisémitisme augmente, même si l'extrême gauche** le nie énergiquement.

La hausse quantitative statistique des incidents antisémites correspond aussi, au moins en France, à une augmentation qualitative de la barbarie: en 2012, quand un djihadiste français est entré dans une école juive et a tué un après l'autre, méthodiquement, trois enfants juifs (Gabriel 3 ans, Arieh 6 ans, et Myriam, 8 ans), l'antisémitisme français évidemment entré dans une nouvelle phase.

Selon la base de données du Kantor Center for the Study of Contemporary anti-Semitism and Racism, les «*actes de violence (incendies, agressions avec une arme, agressions sans armes, harcèlement grave) et le vandalisme perpétrés contre des juifs et des bâtiments de la communauté juive dans le monde entier*» ont considérablement augmenté de 1989 à 2013 : en Europe, ils sont passés de 78 à 554 **incidents violents** par an, avec un pic de 1118 en 2009¹.

Pour comprendre ce phénomène, il faut lire les nombreux témoignages (recueillis par l'Agence européenne des droits fondamentaux – la FRA –, ou les ONG) qui décrivent comment la vie quotidienne des Juifs est devenue difficile depuis les vingt dernières années en Europe.

En **France**, par exemple, selon le SPCJ², «*En 2014, le nombre d'actes antisémites recensés sur le territoire français a doublé. Il est de 851 contre 423 en 2013. (...) Le nombre d'actions violentes en 2014 est de 241 contre 105 en 2013. (...) 51 % des actes racistes commis en France en 2014 sont dirigés contre des Juifs. (...) La hausse de 30 % des actes racistes commis en France en 2014 comparativement à 2013 est constituée exclusivement par la hausse des actes antisémites. En effet, les actes racistes, hors actes antisémites, recensés en 2014 sont en recul de 5% comparativement à 2013.*»

¹ *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 63.

² Rapport du Service de protection de la communauté juive <http://www.antisemitisme.fr/dl/2014-FR.pdf>, p. 21.

En général, les Juifs européens ont l'impression (pleinement justifiée et nullement fantasmagique ou paranoïaque contrairement à ce que qu'affirment beaucoup de militants d'extrême gauche) que :

– **Les principaux médias (pour ne pas parler du Net, de Facebook, YouTube, etc.) ont une orientation «pro-palestinienne» et souvent implicitement ou explicitement antisémite** (caricatures de personnalités israéliennes publiées dans la grande presse; comparaisons permanentes entre nazisme et sionisme ; reprise de vieux thèmes chrétiens contre le judaïsme, etc.).

La façon dont les minorités juives perçoivent les médias dépend, bien sûr, de la ligne politique de chaque journal, radio ou chaîne de télévision. Il est évident que, si l'on prend comme critère d'évaluation al-Jazeera en anglais, même les émissions les plus critiques sur la BBC ou RFI paraîtront complaisantes par rapport à Israël. Mais il faut garder à l'esprit que les 5 847 Juifs et les nombreuses associations consultés en 2012 par l'Agence européenne des droits fondamentaux ou les différentes organisations communautaire juives ne sont pas «antisionistes».

Ce qui est vrai de la perception de l'antisémitisme par les Juifs s'applique aussi à la perception de «l'islamophobie» par les organisations communautaires musulmanes, modérées, réactionnaires, ou financées par les Etats dits «musulmans». Toutes les perceptions communautaires sont biaisées, en matière de discriminations, surtout lorsque ces discriminations ne sont pas inscrites dans des textes de loi, et dépendent de rapports de force et de pouvoir dissimulés, entre la population majoritaire autochtone et une minorité nationale ou religieuse «étrangère».

«Le 21 février 2014, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung a publié une caricature de Mark Zuckerberg, cofondateur de Facebook, le représentant comme une pieuvre dotée d'un grand nez crochu et qui essaye de contrôler l'Internet. (...) La caricature de Zuckerberg ressemble beaucoup à une caricature nazie de 1938 représentant Winston Churchill comme une pieuvre enserrant le monde entre ses tentacules. Le caricaturiste (...) a présenté ses excuses et a expliqué qu'il ignorait [?!] que les nazis s'étaient livrés à de telles représentations antisémites¹».

«Le 5 août 2012, le quotidien allemand Stuttgarter Zeitung a publié une caricature (...) du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui le montrait en train d'empoisonner la colombe de la paix au Moyen-Orient²».

En **Italie**, «(...) le 3 avril 2002, le quotidien italien La Stampa a publié en première page, un dessin, au moment de la seconde Intifada

¹ *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 46-47.

² *Ibid.*

palestinienne, alors que les Forces de défense israéliennes assiégeaient l'église de Nativité à Bethléem. On pouvait y voir le petit Jésus, dans une crèche, qui, apercevant un char israélien, demandait: "Vont-ils me tuer une seconde fois¹?"»

En **Italie**, plus d'une centaine de sites propagent l'antisémitisme, sans compter les forums de discussion et les blogs qui diffusent leurs références et leurs textes dans les principaux réseaux sociaux.

En **Hongrie**, le parti fasciste Jobbik *«ne cherche pas à cacher son vrai visage. Lors d'une manifestation en face de l'ambassade d'Israël en novembre 2012, le chef du parti, Gabor Vona, a déclaré qu'«Israël exploite le plus grand camp de concentration du monde²»»*

Le quotidien *El Mundo* a publié en novembre 2012 un article d'Antonio Gala affirmant que les Juifs étaient *«davantage une race (?!) qu'un peuple»* et comparant le gouvernement israélien aux nazis.

– **La propagande de la gauche antisioniste prend une direction plus en plus antisémite** comme en témoignent à la fois les analyses de la gauche et de l'extrême gauche et les alliances politiques nouées avec des groupes d'extrême droite islamistes (Frères musulmans, Participation et Spiritualité musulmane³, etc.) qui conduisent à des slogans antisémites dans des «manifestations pro-palestiniennes en Europe, chaque fois que l'armée israélienne attaque la bande de Gaza, lors des deux Intifada, etc.

Selon une étude réalisée à l'Université technique de Berlin, 60% des 14 000 messages, lettres et courriels de haine reçus par l'ambassade d'Israël à Berlin et le Conseil central des Juifs d'Allemagne ont été envoyés par des Allemands instruits y compris des professeurs d'université et des prêtres, et seulement 3% provenaient d'extrémistes de droite⁴;

– **Les partis d'extrême droite et nationaux-populistes européens ont libéré l'expression des sentiments xénophobes et racistes ainsi que des préjugés antisémites** (avec un langage codé ou pas – lorsque le judéocide est nié ou tourné en «dérision»).

En **Hongrie**, le Jobbik, troisième plus grand parti du pays, a obtenu 17% des voix. Il dispose d'une milice, la Garde hongroise, qui attaque régulièrement les Roms et est inspirée par le Parti des Croix Fléchées qui a participé à l'extermination de 530 000 juifs hongrois. Il utilise l'antisémitisme, y compris en ressortant des accusations de meurtres rituels

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Participation et spiritualité musulmane (PSM) est une organisation réactionnaire qui fricote en France avec le mouvement de la Manif pour tous et est liée au mouvement islamiste marocain Al Adl Wal Ihsane.

⁴ *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 46.

non élucidés au XIX^e siècle¹, comme l'un de leurs députés (Zsolt Baráth) l'a fait en avril 2012. En 2012, Marton Gyongyosi, un parlementaire du Jobbik, «*a appelé les autorités à dresser une liste des Juifs hongrois, en particulier ceux qui font partie du Parlement et du gouvernement, car ils représentent, selon lui, un "risque pour la sécurité nationale"*»².

L'exemple d'Aube dorée en Grèce est très connu: en juin 2012, ce parti fasciste a remporté 18 sièges au parlement grec. «*Le 7 février, Ioannis Lagos, député d'Aube dorée, a demandé au Parlement de supprimer la Journée internationale du souvenir de l'Holocauste le 27 janvier, et de réviser l'enseignement de l'Holocauste dans les écoles grecques. À la mi-mai 2013, le député Papas d'Aube dorée a réaffirmé son admiration pour Hitler et le national-socialisme, au cours d'une session du Parlement. Plus tard, durant la même semaine, un autre représentant d'Aube dorée a été expulsé du parlement et des cris de "Heil Hitler" ont retenti dans la Chambre des députés. (...) Nikos Michaloliakos, dirigeant d'Aube dorée, a publiquement nié à plusieurs reprises l'existence de l'Holocauste, au printemps 2012, quelques semaines avant les élections. (...) En juillet 2013, lors d'une fête de charité et d'une distribution de colis alimentaires en présence de plus de 2 000 personnes (dont on avait vérifié au préalable les cartes d'identité afin d'exclure les non-Grecs) on a pu entendre le Horst Wessel Lied, l'hymne du parti nazi*»³.

Comme l'a remarqué le Réseau européen contre le racisme (ENAR) en janvier 2015 : «*Il existe une dichotomie entre, d'un côté, la Hongrie et la Grèce, où le niveau d'activité des antisémites et des néo-nazis est élevé, mais où la violence physique est faible ; et, de l'autre, des pays comme la France et la Belgique où l'antisémitisme est beaucoup moins acceptable socialement, mais la violence plus fréquente*»⁴.

– Les **Juifs ont tendance à dissimuler leurs signes religieux «ostensibles», à éviter de circuler dans certains quartiers, voire à ne plus fréquenter des lieux «juifs» selon l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA).**

«*Un rapport publié par le FRA, en 2013, a montré que 49 % des Juifs en Suède ne portaient pas de symboles juifs, comme une kippa ou un pendentif avec l'étoile de David, voire évitaient même de se rendre dans des centres communautaires, synagogues ou cimetières juifs parce qu'ils*

¹ On trouvera les détails de cette affaire dans un article en anglais : <https://thecontrarianhungarian.wordpress.com/2012/04/04/jobbik-mp-advances-blood-libel-claim-in-hungarian-parliament/>

² *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 46

³ *Ibid.*, p. 47.

⁴ *Ibid.*, p. 41-42.

avaient peur d'éventuels incidents antisémites. La moyenne de l'UE est de 20 %, selon le rapport¹»

En **Allemagne**, «63 % des personnes interrogées dans le rapport du FRA sur la perception juive de l'antisémitisme, évitent de porter, de transporter ou d'afficher tout ce qui pourrait suggérer qu'ils sont Juifs²».

Dans de nombreux pays, **une fraction significative de la jeunesse juive a quitté le système éducatif public** pour étudier dans des écoles juives, voire catholiques, parce que ces élèves craignent d'être victimes d'intimidation ou de harcèlement à l'école en raison de leurs croyances religieuses. Au Royaume-Uni, 60% des jeunes Juifs étudient dans des écoles confessionnelles³. En France, le nombre d'élèves qui étudient dans des écoles confessionnelles juives a explosé: de 8 000 en 1978 à 30 000 aujourd'hui, ce qui représente 26% de la jeunesse française juive.

Pour équilibrer un peu ce constat, il faut aussi signaler que, au moins en France, on constate un regain d'intérêt pour le judaïsme. En partie à cause de la gauche qui a su s'aliéner les sympathies de beaucoup de Juifs particulièrement depuis la guerre des Six Jours (1967), et en partie à cause des effets de la crise économique mondiale, les positions identitaires (ce que la droite appelle le «communautarisme»), mais qui est un phénomène beaucoup plus vaste et dépasse les clivages droite/gauche) ont considérablement augmenté et influencent tous les croyants en Europe, y compris les musulmans et les juifs. Des Juifs qui, il y a quarante ans, ne se seraient pas été intéressés à la religion juive redécouvrent leurs «racines», exactement comme les enfants d'immigrés musulmans. Ce phénomène a renforcé les tendances conservatrices des «communautés» juives; par conséquent, les juifs les plus obscurantistes ne veulent pas envoyer leurs enfants dans des écoles non confessionnelles, ce qui peut expliquer aussi pourquoi le nombre d'élèves juifs diminue dans les écoles publiques en France aujourd'hui.

Si l'on compare les discriminations sociales qui touchent les musulmans et les juifs en Europe, il est évident que les Juifs sont sans doute moins touchés par un racisme ouvert, institutionnalisé, dans l'emploi et l'éducation que les musulmans, étant donné leur présence séculaire sur ce continent. Comme un représentant de l'UEJF l'a déclaré à Amnesty

¹ *European Network Against Racism briefs*, January 2015.

² *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 31.

³ Selon Olivier Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie...*, op. cit., «face à la montée de l'antisémitisme dans les années 1930, des établissements confessionnels pour la communauté juive [virent] le jour» en Angleterre, donc cette attitude des Juifs est plutôt un mauvais signe pour apprécier la situation actuelle.

International *«l'antisémitisme en France ne se manifest[e] pas essentiellement par la discrimination en matière d'emploi ou l'accès à des services, mais plutôt par des attaques verbales ou physiques ou des menaces contre des Juifs ou des personnes perçues comme telles¹.»*

Les Juifs européens n'ont pas besoin d'apprendre la langue, ce que doivent faire la plupart des migrants, musulmans ou pas ; ils peuvent aider leurs enfants à faire leurs devoirs et les conseiller dans leurs stratégies scolaires (y compris en les poussant à quitter l'enseignement public pour le privé afin de faciliter leurs possibilités d'ascension sociale dans des sociétés fondées sur la «méritocratie» scolaire); l'expérience historique et la transmission de cette expérience leur ont appris comment survivre dans une société hostile ou étrangère; ils ne manquent pas de lieux de culte pour prier; leurs capacités d'adaptation ont été testées par des siècles de luttes et de persécutions; l'Union européenne valorise la lutte contre l'antisémitisme et le négationnisme (la reconnaissance de «l'islamophobie» est beaucoup plus récente).

Les musulmans étant nés et ayant vécu jusqu'à l'âge adulte dans d'autres continents avant d'émigrer n'ont pas encore acquis cette expérience vitale, et il leur faudra beaucoup de temps pour l'acquérir et obliger les différentes administrations à respecter leurs droits élémentaires. Néanmoins, en dépit de tous ces «avantages» (si on peut appeler ainsi le fait d'avoir survécu à des siècles de persécutions sanglantes et à un judéocide), les Juifs sont toujours une cible pour les frustrations sociales dans toute l'Europe.

Comme l'explique Moishe Postone dans une interview à *Solidarity* traduite en français par nos soins [réf. 28], l'antisémitisme a une fonction sociale spécifique dans le capitalisme – et dans l'idéologie et les mouvements anticapitalistes – fonction que de nombreux intellectuels de gauche et militants d'extrême gauche ou anarchistes nient avec véhémence.

Même si de nombreux spécialistes et militants antiracistes affirment que l'ancien antijudaïsme religieux² et l'ancien antisémitisme racial auraient

¹ *Choix et préjugés, op. cit.*, p. 26.

² Cela ne semble pas vraiment s'appliquer en Espagne, notamment *«au cours de la Semaine Sainte, où l'antisémitisme à motivation religieuse connaît traditionnellement un regain de vigueur»*. *«Une coutume liée à la Semaine Sainte s'appelle "matar judíos" (tuer des Juifs). Elle existe encore dans certaines régions espagnoles, sous différentes variantes, dont l'une consiste à boire un verre de vin le vendredi saint, une autre est de faire du bruit dans une église plongée dans l'obscurité, le tout pour symboliser la mort des coupables de l'assassinat de Jésus. Une autre cérémonie populaire est organisée pendant le carnaval en Estrémadure. A cette*

presque disparu et que le «nouvel antisémitisme» (ou la nouvelle «judéophobie») serait juste une réaction regrettable, mais compréhensible, contre les crimes de guerre israéliens, d'autres chercheurs en sciences sociales défendent des analyses plus réalistes. Ils sont généralement qualifiés de «néo-conservateurs» dès qu'ils ouvrent la bouche ou prennent la plume¹ car, malheureusement, la plupart d'entre eux défendent de façon acritique, voire avec une insigne mauvaise foi, toutes les décisions des gouvernements israéliens !

IV. France: un pionnier de l'antisémitisme et du racisme antimusulmans

La France a toujours été très «créative» en matière de théories antisémites et racistes, théories qui ont été recyclées dans le champ politique. Même si son interprétation sur le rôle décisif des idéologues français dans la naissance du fascisme est très controversée, l'historien Zeev Sternhell a décrit en détail le rôle de l'extrême droite et de la gauche antisémites. D'Edouard Drumont, promoteur d'un «socialisme national» aux historiens (Taine et Renan) qui promurent la notion de race, à la fin du XIX^e siècle ; de l'idéologue fasciste Alain Soral (qui se proclame lui-même

occasion, on prépare une poupée de paille qui est présentée et portée autour du village avant d'être jugée, condamnée et exécutée dans diverses cérémonies. La poupée représente un Juif qui, selon la tradition, aurait jadis vécu dans la région. La "condamnation" de la poupée symbolise la condamnation générale du judaïsme. Le répertoire des chansons chantées à cette occasion est également fortement antisémite.» (Anna Menny, "Antisemitism in Spain: A Religion-based Anti-Judaism", 2013 www.jmberlin.de/antisemitism-today.)

¹ Cf. les publications du Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism et sa (défunte) revue *Antisemitism International* ; celles de l'Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy (ISGAP) ; les livres de Robert Wistrich (particulièrement *From Ambivalence to Betrayal: The Left, the Jews, and Israel*, seules les 400 premières pages sont intéressantes, les autres c'est du Taguieff, donc on peut lire le même type d'analyses en français) ; D.J. Goldhagen (*The Devil That Never Dies: The Rise and Threat of Global Antisemitism*) et d'autres auteurs réactionnaires ou «modérés» qui participent aux congrès internationaux sur l'antisémitisme, où les universitaires marxistes ou libertaires sont terriblement absents.

«national-socialiste» et se montre très actif sur le Net comme dans la vraie vie) au «comique» très populaire Dieudonné¹.

Des opinions hostiles au judaïsme exprimées par certains penseurs des Lumières comme Voltaire et Diderot (bien qu'on ne puisse réduire leur contribution philosophique à cet aspect sinistre), à des romanciers français comme Louis-Ferdinand Céline (fervent collaborateur pro-nazi), Renaud Camus, défenseur actuel de la pseudo-théorie du «grand remplacement» (très proche des théoriciens paranoïaques de l'Eurabia comme Bat Yeor), la France a produit un nombre impressionnant de propagandistes antisémites influents.

Et en ce qui concerne le racisme anti-Arabs, anti-Africains ou antimusulmans, on peut citer de nombreux noms célèbres, des penseurs des Lumières comme Voltaire et Diderot aux romanciers du XX^e siècle: Jean Raspail (très prisé à l'extrême droite) ; Michel Houellebecq (qui considérait l'islam comme «*la religion la plus stupide du monde*»... avant d'avoir lu le Coran et d'écrire un roman dans lequel un islamiste est élu président de la République) ; et Richard Millet (qui a écrit deux essais pour expliquer les meurtres d'Anders Breivik à Oslo : selon lui, ces 70 assassinats seraient «*un signe désespéré, et désespérant, de la sous-estimation par l'Europe des ravages du multiculturalisme*» ! Ses actes seraient «*au mieux une manifestation dérisoire de l'instinct de survie civilisationnel*». Et encore : «*Dans cette décadence, Breivik est sans doute ce que méritait la Norvège, et ce qui attend nos sociétés qui ne cessent de s'aveugler pour mieux se renier.*» Difficile d'écrire des phrases plus abjectes...

La France se trouve également dans une situation exceptionnelle en Europe parce que c'est le pays qui abrite les plus importantes populations juives et musulmanes.

¹ Dieudonné poste régulièrement des vidéos sur youtube et elles bénéficient d'une grande audience, y compris celle où il déclare que «*les gros escrocs de la planète sont tous des juifs*», fait allusion aux chambres à gaz à propos du journaliste Patrick Cohen, ou son spectacle de 2008 au Zénith durant lequel il invita Robert Faurisson. Il a d'ailleurs réalisé plusieurs «sketches» avec son ami sur l'Holocauste ; l'un d'eux par exemple a été vu 193 000 fois ; le vieux négationniste interprète le rôle d'un Juif et se moque de Simon Wiesenthal et de sa traque des nazis. Dieudonné a prêté son théâtre aux Neturei Karta pour une conférence de presse «antisioniste» en 2010 (590 000 visiteurs), son interview à la télévision iranienne a été vue 144 000 fois, etc. On a donc affaire à un politicien, et non à simple «amuseur» qui ferait des blagues «provocatrices» et d'un «goût douteux».

Les Juifs ont été ciblés en tant que tels par des groupes terroristes, à plusieurs reprises, en France, au cours des quarante dernières années:

– Quatre personnes furent tuées et 46 blessées par une bombe déposée en face de la synagogue de la rue Copernic à Paris, le 3 octobre 1980, probablement par le FPLP-SC de Wadie Haddad;

– Six personnes furent tuées et 22 blessées à Paris, le 9 août 1982, par un commando pro-palestinien qui attaqua le restaurant Goldenberg;

– À Toulouse, le 19 mars 2012, trois enfants juifs et un adulte furent tués par Mohamed Merah, un islamo-terroriste français,

– Et à Paris, dans un supermarché casher, le 9 janvier 2015, Amedy Coulibaly, un djihadiste français, a tué quatre clients juifs et menacé d'en tuer davantage avant d'être lui-même abattu par les flics.

Nous pouvons ajouter à cette liste un crime non politique, mais certainement antisémite malgré les dénégations de la gauche antisioniste et de l'extrême gauche ¹, les 23 jours de torture et la mort, le 13 février 2006 d'Ilan Halimi, vendeur dans une boutique de téléphones portables, kidnappé parce que ses ravisseurs étaient persuadés que «les Juifs ont de la tune».

Si nous comparons l'antisémitisme et le racisme antimusulmans dans leurs conséquences les plus meurtrières, il n'y a pas eu, en France, de groupe politique promouvant publiquement l'assassinat de «musulmans». Mais, certaines années, le nombre de meurtres racistes visant des «Arabes» a atteint des sommets impressionnants. La plupart du temps, ces assassinats étaient et sont liés à ce que les flics appellent des «bavures», crimes pour lesquels il est souvent impossible de dire s'ils sont motivés par le racisme, la xénophobie, la haine de la religion musulmane ou une combinaison de ces trois fléaux.

Dans le passé, quand les autorités consentaient à reconnaître son existence, cette violence n'était pas étiquetée comme «islamophobe», mais comme raciste parce que l'Islam n'était pas la principale cible officielle des criminels. Mais surtout parce que les autorités françaises refusaient d'admettre que «le racisme antimusulmans» (ce que la pensée identitaire dominante et les gauchistes appellent «l'islamophobie») puissent exister dans la merveilleuse «patrie des droits de l'homme». C'est seulement

¹ À l'époque, les trotskistes de la LCR ainsi que plusieurs groupes antiracistes et antisionistes (dont l'UJFP) préférèrent réduire ce meurtre à un simple «fait divers» plutôt que de le qualifier d'antisémite. Le fait que le dirigeant de cette bande ait prétendu être «musulman» et que ses complices venaient d'un milieu populaire poussèrent la gauche à minimiser la nature raciste anti-juive de ce kidnapping. Cf. [réf. 29].

depuis 2009 que la police établit une distinction entre les délits et crimes antimusulmans et les autres crimes de haine.

Si l'on compare les chiffres fournis par le ministre français de l'Intérieur, les organisations juives et musulmanes, personne ne peut nier sérieusement que l'antisémitisme et le racisme antimusulmans croissent en France. **Néanmoins, le nombre d'actes antisémites est beaucoup plus important que les actes antimusulmans, puisque les Juifs sont de quatre à dix fois moins nombreux que les «musulmans» en France.**

Selon le rapport 2014 du SPCJ, les actes antisémites enregistrés en France ont augmenté constamment de 1998 à aujourd'hui, avec des pics à 974 en 2004 et autour de 400/600 dans les années plus «tranquilles». Parallèlement, les actes et menaces racistes et xénophobes (qui incluent ceux qui touchent les «musulmans») n'ont également cessé de croître : par exemple, on a relevé 117 actes et menaces racistes et xénophobes en 1998 et 595 en 2004; 75 menaces et actes antisémites en 1998 et 970 en 2004.

V. L'antisémitisme et le racisme antimusulmans vus par la gauche et l'extrême gauche

L'antisémitisme et le racisme antimusulmans ont connu un développement parallèle. Habituellement, quand la gauche daigne admettre du bout des lèvres son existence, elle lie l'antisémitisme à la colère contre les crimes de guerre israéliens ; et elle lie le racisme antimusulmans aux conséquences médiatiques de la révolution iranienne de 1979 et aux attentats meurtriers du 11 Septembre¹. De toute évidence, les deux phénomènes ont des racines complexes, qui sont également liées aux tentatives des puissances européennes de dominer le reste du monde, des croisades médiévales aux conquêtes coloniales et aux guerres néocoloniales.

D'un côté comme de l'autre, les polémiques font rage parmi les spécialistes des sciences sociales, polémiques souvent mues par des arrière-

¹ Si l'on en croit Amnesty International, «des études montrent que les représentations négatives des musulmans existaient en Europe avant 2001. Les Européens étaient, par exemple, en moyenne plus nombreux à ne pas vouloir de musulmans pour voisins qu'à ne pas vouloir de migrants pour voisins. Le malaise apparaissait particulièrement répandu en Belgique, en Bulgarie, en Estonie, en Finlande, en Grèce, en Lituanie, à Malte et en Roumanie». (Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe, op. cit., p. 8).

pensées politiques. Les «sionistes» les plus extrémistes, les partisans de la théorie du «conflit des civilisations» et les djihadistes internationalistes d'al-Qaïda à Daesh, partagent tous les mêmes prémices : ce sont les religions qui mènent le monde et la guerre entre elles ne finira jamais. Chaque communauté religieuse tente d'attirer l'attention de l'opinion publique et des gouvernements: les juifs affirment que l'antisémitisme croît régulièrement et les musulmans que l'islamophobie grandit sans cesse.

Cette dynamique absurde cherche à nous pousser à **choisir l'un des deux fléaux pour nier l'existence de l'autre**. Face à cette alternative catastrophique, l'extrême gauche européenne s'est montrée évidemment beaucoup plus intéressée par la dénonciation du racisme antimusulmans que par celle de l'antisémitisme.

Cette attitude dilatoire repose sur plusieurs arguments très faibles, reflétant la mauvaise foi ou une ignorance historique abyssale:

– Généralement, les militants d'extrême gauche expliquent que l'antisémitisme n'existe pas, qu'il n'est qu'un phénomène marginal, limité à des petits groupes d'extrême droite (Aube Dorée en Grèce, les néo-nazis allemands, etc.). Ou alors, comme l'universitaire palestinien Joseph Massad qui s'inspire d'Edward Saïd, ils font valoir que le terme serait «*anachronique et anhistorique*», «*dans la mesure où les principales victimes actuelles de l'antisémitisme sont les Arabes et les musulmans. L'“antisémitisme” n'est plus la haine et la discrimination des Juifs en tant que groupe religieux ou ethnique (...)*». Il «*s'est métamorphosé en un phénomène plus insidieux*»; «*le transfert de l'animosité populaire antisémite du Juif à l'Arabe s'est opéré en douceur, puisque la cible était essentiellement la même*¹».

Derrière cet argument de la parenté extrême entre juifs et musulmans, on trouve la volonté de dissimuler le caractère discriminatoire du statut de *dhimmi* en Islam et le fait que la religion musulmane considère les juifs comme des «traîtres» qui ont falsifié le message reçu de Dieu par Abraham et Moïse. Un universitaire comme Gil Anidjar² (non traduit en français mais cité comme une référence incontournable par les spécialistes de l'«islamophobie») présente en effet le juif comme l'ennemi interne originel de l'Occident chrétien et le musulman comme son ennemi externe originel.

¹ Cité par Esther Webman «Arab Reactions to Combating Antisemitism», *Antisemitism Worldwide 2013, General Analysis*, p. 31.

² Gil Anidjar, *The Jew, the Arab. A History of the Enemy*, Stanford University Press, 2003. Une thèse similaire est développée par Matti Bunzl pour expliquer le rôle de l'«islamophobie» dans la construction de l'Union européenne. Cf. *Anti-Semitism and Islamophobia hatreds old and new in Europe*, Prickly Paradigm Press, Chicago, 2007.

Bien sûr, cette hypothèse contient un grain de vérité. Mais c'est surtout une version bien commode qui permet d'effacer quatorze siècles de discriminations, de racket et de pogroms dans les pays arabo-musulmans et l'expulsion de 900 000 Juifs de ces pays après la création d'Israël. Cela permet en plus d'en rejeter la faute sur l'«Occident chrétien» tout en dissimulant l'antijudaïsme musulman et l'antisémitisme importé d'Europe qui a influencé les mouvements liés au nationalisme arabe et à l'islam politique.

– Lorsque des militants d'extrême-gauche daignent reconnaître l'existence d'un antisémitisme manipulé par les partis nationaux-populistes de masse (comme le Jobbik en Hongrie ou le Front national en France), ils ont tendance à dire que cet antisémitisme est de toute façon secondaire parce que ces partis nationaux-populistes seraient plus «anti-arabes» et «antimusulmans», qu'anti-Juifs.

A l'appui de cette thèse, ils citent les noms de quelques réactionnaires, intellectuels juifs et dirigeants de la communauté juive, qui blanchissent l'image antisémite de ces partis ou alors ils invoquent les bonnes relations entre l'extrême droite israélienne et les nationaux-populistes européens : rencontre entre Avigdor Liberman et Geert Wilders du PVV en 2010 ; soutien du rabbin Nachum Schiffren du Tea Party ou du Bloc Identitaire français à l'English Defence League qui manifeste avec des drapeaux... israéliens ; voyage de députés du FPÖ autrichien (H.C. Strache et Andreas Mølzer, éditeur de livres négationnistes), de dirigeants du Vlaams Belang belge (Filip de Winter) et des Démocrates suédois pour rencontrer des colons et des politiciens israéliens en novembre 2010; le tout avec la bénédiction de l'intellectuel extrémiste et raciste Hillel Weiss et d'Ayoub Kara du Likoud qui défendent Marine Le Pen¹.

Les manœuvres des partis nationaux-populistes ne trompent que les gauchistes qui ne comprennent pas la fonction essentielle de l'antisémitisme dans la critique mystificatrice du capitalisme défendue par l'extrême droite fasciste ou fascisante.

Certains Français juifs sont tentés par le vote Le Pen, mais leur peur de l'islamisme les pousse dans une direction suicidaire. En effet, si la cible principale du FN et des nationaux-populistes européens semble être aujourd'hui les «immigrés», les «Arabes» et les «musulmans», dans le cas où le FN parviendrait au pouvoir, les Juifs auraient bien tort de croire qu'ils seront épargnés car leurs noms seraient rapidement ajoutés à la liste des cibles politiques de l'extrême droite – comme c'est déjà le cas en Hongrie avec le Jobbik.

¹ Cf. http://www.dailymotion.com/video/xjog5x_extreme-droite-europeenne-pro-israelienne_news

– Lorsque des slogans antisémites sont criés ou que des agressions antisémites se produisent lors de manifestations «pro-palestiniennes», comme à l’été 2014, les militants d’extrême gauche ont tendance à accuser des «provocateurs de la police» ou une minorité de «dingues», de «marginiaux» ou d’«illuminés». Certes, ils pensent que ce «vestige» de l’ancien antisémitisme est néfaste, mais en même temps ils jugent qu’il représente une réaction compréhensible face aux crimes de guerre israéliens.

Certains propagandistes, comme Mme Houria Bouteldja¹, porte-parole des Indigènes de la République, qui est invitée dans toutes sortes de réunions anticapitalistes en France ou en Europe, considère même que l’antisémitisme pourrait avoir un «*rôle progressif*» (sic) et à cet effet elle a déformé une citation de C.L.R. James (plus précisément d’une résolution du Workers Party)².

– Dernier point, mais non le moindre, Mme Houria Bouteldja (ainsi que de nombreux militants de gauche) refuse que les luttes contre l’antisémitisme et le racisme antimusulmans soient menées conjointement.

Seulement deux mois après que quatre Juifs ont été assassinés dans un supermarché casher parisien, elle a tranquillement déclaré que les gouvernements français avaient une «politique philosémitisme³» depuis 1945 – elle devrait savoir – ou plutôt elle sait bien – que «philo-sémitisme» et «philo-

¹ En 2014, elle a reçu le prix de la lutte contre l’islamophobie décerné par la Commission islamique des droits humains (Islamic Human Rights Commission). Cette organisation a décerné à *Charlie Hebdo* le prix de «l’Islamophobe de l’année», le 7 mars 2015, deux mois à peine après le massacre du 7 janvier : «*Les prix de l’islamophobie sont désormais connus pour être des traits d’ironie lancés contre ceux qui dans la vie publique ont commis ou perpétué des actes de haine contre les musulmans et leur foi. (...) Si les gens pensent que les musulmans doivent être soumis à la satire, alors pourquoi les musulmans ne pourraient-ils pas s’y mettre eux aussi ? (...) Nous avons un sens de l’humour et nous pouvons riposter.*» (<http://www.independent.co.uk/news/world/europe/charlie-hebdo-murdered-staff-given-islamophobe-of-the-year-award-10100317.html>) Sans commentaires. Sur les Indigènes de la République cf. [réf. 30].

² «Dieudonné au prisme de la gauche blanche ou comment penser l’internationalisme domestique ?» La citation manipulée de C.L.R. James se trouve à la fin de ce texte. Cf. ma critique [réf. 31].

³ «Racisme (s) et philosémitisme d’Etat ou comment politiser l’antiracisme en France ?» <http://indigenes-republique.fr/racisme-s-et-philosemitisme-detat-ou-comment-politiser-lantiracisme-en-france-3/> Cf. ma critique [réf. 32].

sémitisme» sont des mots codés pour désigner les non-Juifs-manipulés-par-les-Juifs, depuis l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui, dans les milieux d'extrême droite. Ou alors pense-t-elle comme Raymond Barre *«que le lobby juif – pas seulement en ce qui me concerne – est capable de monter des opérations qui sont indignes»* (le 1^{er} mars 2007 sur France Culture) ?

Pour cette militante qui prétend «politiser l'antiracisme» (?!), *«les Juifs»* (sic) seraient utilisés par l'Etat français depuis la Libération¹ pour *«devenir la bonne conscience blanche et faire de la Shoah une nouvelle religion civile»*, pour dissimuler *«la mémoire de la traite négrière»*, *«la mémoire coloniale»*, *«la mémoire du génocide des Tziganes»* ; cela nourrirait, selon elle, le *«ressentiment envers les Juifs vus, à juste titre, comme les enfants chéris de la République. C'est ici la première source de l'hostilité de la part des sujets postcoloniaux² envers les Juifs.»*

Évidemment, dans ce texte où elle recycle le vieux langage codé de l'extrême droite française (l'accusation de philo-sémitisme) et le mélange avec des concepts à la mode empruntés aux études postcoloniales et subalternes, Mme Bouteldja n'oublie pas de blâmer *«les Juifs»* qui seraient devenus *«les porte-parole du monde occidental ou plus exactement – pour utiliser une métaphore ses “tirailleurs sénégalais”, en particulier au moyen d'un autre Etat-nation colonial: Israël, dont la mission est d'assurer les intérêts du monde occidental dans le monde arabe»*. En dehors de ces arguments ultraréactionnaires, elle nous dépeint une image absolument fautive de la gauche française qui, selon elle, aurait été façonnée et fascinée par la mémoire du judéocide. Mme Bouteldja ignore totalement la manière dont les partis staliniens, la Russie «soviétique» et les «démocraties populaires» ont obligé les Juifs, après 1945, à être enrôlés comme des victimes du fascisme et non comme des victimes de l'antisémitisme.

Et cela fut évidemment valable en France dès la Libération. Comme l'indique le site Mémorial de la Shoah qui est aussi celui du CDJC, dans un article intitulé «Les débuts de la construction de la mémoire de la déportation en France» : *«Le 6 août et le 9 septembre 1948, deux lois sont votées fixant respectivement les statuts des «déportés et internés de la*

¹ Dans une autre intervention de 2012 où elle répond au CRIF «Le démon antisémite» (<https://www.youtube.com/watch?v=4iKUIHMX2j0>) elle faisait remonter le ressentiment des «Arabes» contre les Juifs au décret Crémieux (1870), à la cinquième minute de cette vidéo... Sur ce point, elle est vigoureusement approuvée par Alain Soral dans une vidéo sur le même sujet.

² On ne voit pas bien en quoi les «Tziganes» seraient des «sujets postcoloniaux» mais Mme Bouteldja ratisse large et ses connaissances historiques sont toujours faiblardes...

résistance» puis des «déportés et internés politiques». Les députés entérinent donc le principe d'une différence de statuts entre les groupes de rapatriés. Ces lois instaurent, nolens volens, notamment par l'attribution des décorations, une hiérarchie entre les différentes catégories de rentrants. Sans être nommés dans le texte de loi, les Juifs sont implicitement rattachés à la catégorie des «politiques», qui rassemble, en fait, la masse des victimes de l'arbitraire nazi et vichyste. À ne pas vouloir reprendre les catégories de l'opresseur, le législateur contribue à l'éclipse de la mémoire du génocide juif.»

Mme Bouteldja ignore à quel point cette vision stalinienne (et même stalino-gaulliste en France) de la question juive (et son sous-texte globalement antisémite comme en témoigne l'histoire des pays du bloc de l'Est) a modelé l'antiracisme européen. Avec de telles lunettes, elle serait bien incapable d'expliquer, par exemple, pourquoi le MRAP (organisation dominée à l'époque par le PCF) a éliminé l'antisémitisme de son sigle en 1977, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix devenant désormais Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Et pourquoi cette suppression n'a suscité que très peu de débats... On est donc loin du «philosémitisme» imaginaire de la gauche française qu'invoque Mme Houria Bouteldja pour justifier son soutien à l'antisémitisme «progressif» des dominés «postcoloniaux», qu'elle prétend abusivement représenter.

Pour être honnête, cette tendance à sous-estimer l'importance de l'antisémitisme moderne a souvent été présente, sous une forme plus ou moins consciente, dans les groupes trotskistes, comme le montre le silence étonnant d'Ernest Mandel. Son biographe, Jan Willem Stutje¹, rappelle que Mandel, qui fut lui-même déporté par les nazis et échappa par deux fois à leurs mains sanglantes, a écrit des centaines d'articles et une vingtaine de livres, mais qu'il ne s'est penché qu'à **deux reprises, en quarante ans**, sur le judéocide, une fois dans un article de 1946 et une autre dans son livre *The Meaning of the Second World War* en 1986!

Évidemment Ernest Mandel a connu les ravages de l'antisémitisme jusque dans sa propre chair, mais, comme beaucoup de militants trotskistes, ou «communistes» (spécialement quand ils avaient des parents juifs), il pensait que la lutte contre le capitalisme, l'impérialisme, le colonialisme et le fascisme était plus essentielle que le fait de souligner l'importance du judéocide.

Parce que ce travail de transmission fondamental n'a pas été effectué par la gauche «révolutionnaire» pendant des décennies, et qu'il a été mené,

¹ Dans *Ernest Mandel: A Rebel Dream's Differed* (2009), p. 47-48 et 212-216.

pour des raisons purement opportunistes, par les gouvernements américains et européens, nous voyons maintenant à quel point les nouvelles générations de militants occidentaux (pour ne pas parler des militants latino-américains dont cela n'a jamais fait partie de la culture politique) manquent d'une sensibilité et de connaissances élémentaires pour lutter contre l'antisémitisme. Ils pensent que tout cela est «du passé», et ne comprennent pas, par exemple, pourquoi l'«humour» fasciste d'un «comique» comme Dieudonné et ses «quenelles» (ce salut nazi inversé) doivent être dénoncés, et pourquoi ses spectacles auraient dû être boycottés depuis longtemps.

Aujourd'hui, il est clair que, lorsque la gauche «radicale» donne la priorité à la lutte contre «l'islamophobie», elle essaie en fait d'éluder la question de «l'antisémitisme planétaire» (ou mondialisé [réf. 33]) qui mêle aujourd'hui diverses formes de l'antisémitisme et de l'antijudaïsme dans un cocktail mortel. Ce cocktail est très influent dans les médias sociaux, car chaque forme d'antisémitisme renforce les autres, grâce à la confusion et la désinformation mondiale générées par l'interconnexion mondiale de tous les idéologues réactionnaires sur le Web: antijudaïsme séculaire chrétien et musulman ; antisémitisme social médiéval dirigé contre certaines **petites minorités** au sein des communautés juives (usuriers, banquiers, commerçants), tandis que **la grande majorité des Juifs vivaient dans l'extrême pauvreté** (commis, colporteurs, employés, artisans, apprentis¹,

¹ On doit malheureusement au trotskiste Abraham Léon une analyse de l'antisémitisme fort peu scientifique et fondée historiquement : *Une conception matérialiste de la question juive*, mais qui reste une référence pour de nombreux militants. Ceux qui le citent ignorent (ou «oublient» de mentionner) qu'il écrivit ce livre à vingt-cinq ans, non pas dans le confort douillet d'une bibliothèque ou d'un centre d'archives sur l'histoire juive, mais caché dans un grenier sous l'occupation nazie). Soixante-dix ans après l'écriture de cet ouvrage, on trouve encore des sociologues pour s'en réclamer à bien mauvais escient et propager la thèse fantaisiste selon laquelle que les communautés juives n'auraient été composées pendant des siècles, avant l'avènement du capitalisme, que de banquiers et de gros commerçants internationaux (cf. par exemple le chapitre «Antisémitisme et islamophobie» du livre d'Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le problème musulman*, La découverte, 2013, p. 177 -195.) et n'auraient connu aucune différenciation sociale interne. (On trouvera quelques éléments sur ces différences de classe au sein des communautés juives avant le XIX^e siècle

etc.); athéisme européen du XVIII^e siècle qui puisa dans un antijudaïsme séculaire; antisémitisme racial pseudo-scientifique de la fin du XIX^e siècle ; antisémitisme nationaliste européen qui grandit avec la formation des États-nations sur le continent ; antisionisme anarchiste, socialiste et «communiste» aux accents parfois antisémites qui se sont développés lorsque l'influence du sionisme a grandi en Palestine avant la Seconde Guerre mondiale; antisémitisme racial et complotiste nazi; antisémitisme stalinien des démocraties populaires et de l'Union soviétique ; antisémitisme nationaliste du tiers monde influencé par le nazisme; antisionisme antisémite qui utilise les crimes de guerre d'Israël de guerre après 1948.

La «définition de travail» de l'Union européenne est rejetée par de nombreux spécialistes et militants de gauche. Par exemple, le marxiste Barrie Levine¹ explique qu'un travailleur social doit être un «agitateur» et lier les luttes contre toutes les formes de racisme. Mais, comme il nie la valeur de la définition précitée, il refuse d'envisager les limites de l'antisionisme et son contenu **potentiellement, mais pas automatiquement**, antisémite. Dans le même temps, comme il est beaucoup plus honnête que de nombreux tâcherons gauchistes, il décrit très clairement comment les intellectuels préoccupés par la lutte contre le racisme et la paranoïa antimusulmane ne mentionnent presque jamais l'antisémitisme comme si ce fléau se trouvait tout en bas de leur liste des priorités, voire en était absent.

La gauche dite radicale doit résoudre ses contradictions internes, ses hésitations quant à l'antisémitisme et fixer des limites précises à son antisionisme, sinon elle sera complètement contaminée par les idées de

dans la partie consacrée aux «Progrès de la recherche historique» : «Limites de l'antisionisme n° 1 : Un amalgame criminel», *NPNF* n° 1).

Hajjat et Mohammed n'ont visiblement pas pris la peine de lire les travaux effectués par des spécialistes **actuels** de l'histoire juive, comme par exemple les quatre tomes de *La société juive à travers l'histoire* (Fayard, 1992), recherches nettement moins dépassées que celles citées comme des références par les auteurs : Abraham Léon (1918 -1944), Hannah Arendt (1906-1975), Jules Isaac (1877-1963) et le théologien-historien-militant contre l'antisémitisme James Parkes (1896-1981), curieusement orthographié James Parks !

¹ «Anti-Semitism an antiracist social work», in Lavalette, M. and Penketh, L. (dir.) (2013) *Race, Racism and Social Work: Contemporary Issues and Debates*, 2013, Policy Press, p. 85-114.

l'extrême droite, comme cela est déjà évident sur des dizaines de sites Web, listes de diffusion et forums. Il n'est jamais trop tard pour reconnaître nos erreurs et mener une lutte claire contre toutes les formes de racisme, sans nier l'existence de l'un d'eux, sans hiérarchiser les différents racismes, et en comprenant les spécificités de chacun d'eux.

Y.C., le 4 avril 2015

ANNEXE 1: À propos des ambiguïtés de la notion de «l'islamophobie»

Cet article évite d'utiliser le mot «islamophobie» et préfère employer des expressions comme «la paranoïa antimusulmane», le racisme «anti-Arabes», «anti-Africains» ou le «racisme antimusulmans» puisque Sacha Ismail en a proposé une définition pertinente (cf. p. 227).

Dans d'autres textes [pages 97 à 101 de ce numéro et réf. 34], j'ai déjà formulé certaines critiques vis-à-vis du terme «islamophobie» : d'une part, ce phénomène n'est pas une simple phobie (une peur), mais plutôt une paranoïa qui pose un problème beaucoup plus grave qu'une simple peur ; d'autre part, ce concept est manipulé par les islamistes et les 57 États de l'Organisation pour la Conférence islamique afin d'empêcher toute critique de l'islam politique mais aussi de la religion musulmane.

Cette annexe se limitera à souligner deux conséquences dangereuses du terme «islamophobie» dans la littérature dite savante (sociologique pour l'essentiel) et aussi par ricochet dans la propagande d'extrême gauche ou libertaire. La première concerne le refus de critiquer les religions et la seconde les dangers de la comparaison avec l'antisémitisme ou plutôt la sous-estimation de celui-ci.

I. Le terme d'islamophobie est utilisé par certains militants et spécialistes des sciences sociales qui refusent (implicitement le plus souvent, explicitement parfois) de critiquer la religion: par exemple, Clive D. Field¹ considère le refus d'accepter l'établissements de tribunaux de la charia en Grande-Bretagne comme un préjugé «islamophobe»!

Olivier Esteves, lui, va beaucoup plus loin². Dès la première ligne de son introduction (*De l'invisibilité à l'islamophobie. Les musulmans britanniques 1945-2010*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 21), il place en exergue une sourate banale du Coran sur la bienveillance d'Allah envers ceux qui ont subi l'épreuve de l'émigration, comme si ce texte religieux pouvait avoir la moindre pertinence pour analyser de façon scientifique la situation des «musulmans britanniques» au XX^e et XXI^e siècles ! Il s'auto-congratule en nous expliquant qu'on l'a méchamment accusé d'être un «islamogauchiste», mais qu'il se rassure : il n'est ni gauchiste, ni «islamo»-

¹ «Revisiting Islamophobia in contemporary Britain, 2007-2010», in *Islamophobia in Western Europe and North America*, ed. Marc Helbling, Routledge, 2011.

² Malgré toutes les critiques formulées dans les lignes qui suivent, son livre est un ouvrage indispensable pour comprendre la situation des musulmans en Grande-Bretagne.

quelque-chose : il fait seulement partie de cette gauche théophile [réf. 35], ou théocompatible très complaisante envers les religions – notamment l’islam – et qui refuse de défendre une séparation stricte entre les Eglises et l’Etat au nom de la «liberté d’expression» des croyants dans l’espace public.

Deux poids deux mesures

Apparemment la ségrégation des sexes ne dérange pas Olivier Esteves, il ne s’interroge pas sur la «*multiplication du nombre de mosquées souvent réservées aux hommes*» (op. cit., p. 93) ; il n’a rien à dire sur le fait qu’il est impossible «*pour beaucoup de familles, d’avoir un enfant qui se marie avec un musulman d’une autre obédience, car cela est considéré comme une forme d’apostasie*» (op. cit., p. 97) ; il souhaite que les musulmans se démènent pour «*construire des passerelles avec la majorité non musulmane*», non pas pour lutter contre la domination et l’exploitation capitalistes mais pour que les «non-musulmans» s’initient «*aux rituels principaux, aux ablutions et aux prières*» !

Divisant l’humanité en deux catégories (les «musulmans» et les «non musulmans»), tout comme les chrétiens ou les hindouistes divisent l’humanité entre croyants et incroyants (ou mécréants), ce sociologue «oublie» qu’il existe dans le monde des dizaines, si ce n’est des centaines, de millions d’athées et d’agnostiques qui ne rentrent pas dans ces catégories théologiques, catégories qui n’ont rien à voir avec une démarche scientifique.

Mais ce n’est pas tout : il trouve positif de «*relier madrasas et établissements scolaires*» pour «*montrer que madrasa ne veut rien dire d’autre qu’école coranique*» ! Bien sûr, il souligne avec approbation le fait que «*différentes universités ont signé des conventions avec des mosquées*» ; il nous explique que «*de nombreux musulmans sont pleinement conscients de tout ce qui les unit aux chrétiens*» (l’épuration antichrétienne en cours au Proche-Orient et au Moyen-Orient confirme cette brillante analyse !) car «*l’islam est né plusieurs siècles après le christianisme dont il s’inspire*» (O. Esteves «oublie» de mentionner que, selon Mahomet, les chrétiens ont «trahi» les enseignements de Jésus Christ, tout comme les juifs ont «trahi» les enseignements des prophètes... sinon l’islam n’aurait pas de raison d’exister !) ; et prône le «*respect mutuel de la diversité multiculturelle, ainsi que le commande le Coran*» ! J’ignorais que le statut inférieur des *dhimmi* en Islam annonçait le «multiculturalisme» moderne... Voilà une stupéfiante révélation !

O. Esteves considère que «*la liberté de provoquer ou d’insulter l’islam est grande – même si elle peut être risquée*» – on admirera l’euphémisme à moins qu’il s’agisse d’un trait d’humour noir. John Cleese, ex-membre des «Monty Python», a une formulation plus drôle : «*Lorsque des gens promettent de vous tuer si vous faites des blagues à leur propos, vous aurez*

tendance à réfréner votre envie de rire à leurs dépens, vous ne croyez pas ?» Dommage que Cleese ne soit pas sociologue, au moins on rigolerait franchement en lisant ces livres sur «l'islamophobie» !

Après ces propos lénifiants sur l'islam, O. Esteves rappelle hypocritement que «l'islamophobie ne doit pas empêcher la critique d'une ou des religions en général», mais il se garde bien d'adresser une seule critique à l'islam, comme nous l'avons vu avec les citations précédentes et comme on pourra le constater en lisant l'ensemble de son livre.

De plus, ce prétendu partisan de la critique des religions tient absolument à **minimiser** l'existence de tribunaux islamiques en Angleterre. Son argumentaire pernicieux se déroule de la façon suivante:

– tout d'abord il explique que, puisqu'il existe des tribunaux juifs en Grande-Bretagne, il trouve normal que les musulmans aient eux aussi leurs tribunaux religieux (il ne lui vient pas à l'idée que l'on pourrait supprimer TOUS les tribunaux religieux, y compris le «séculaire Beth Din») ;

– ensuite il cite un certain nombre de témoignages positifs de musulmanes qui ont réussi à divorcer d'abord religieusement, puis civilement (instances qui, selon lui, «*reposent entièrement sur la volonté également partagée de deux ou plusieurs parties de voir régler certains différends par une instance religieuse, notamment en matière de divorce, de problèmes liés à la propriété de biens immobiliers, etc.*», *op. cit.*, p. 254).

Certes, il reconnaît, timidement, que d'autres femmes n'ont pas réussi à faire reconnaître leurs droits : «*il serait abusif de considérer ces instances comme de véritables structures d'aide aux femmes musulmanes*» ; il ajoute même, audace suprême : «*il arrive que la culture patriarcale domine*», mais notre sociologue théophile se rassure aussitôt à bon compte («*ils ne sont pas parfaits, pas plus que les tribunaux civils britanniques*»), et aussi parce que le fonctionnement de ces tribunaux n'a pas été encore étudié par les spécialistes (conséquence : en attendant les découvertes mirifiques spécialistes des sciences sociales, les femmes musulmanes n'ont qu'à la fermer et subir la charia).

On verra, dans la partie suivante, que, à propos des *Versets sataniques*, Olivier Esteves continue son plaidoyer en faveur des interprétations les plus réactionnaires de l'islam.

La «blessure interculturelle» des Versets sataniques

Donnons la parole à un autre sociologue théocompatible : «Lors des manifestations publiques autour de l'affaire Rushdie, on s'est très peu intéressé à la façon dont les musulmans ont perçu ce livre, dont ils ont été

*offensés et blessés*¹», écrit S. Vertovec, comme si la fatwa de Khomeiny contre Rushdie avait été une décision anecdotique...

Olivier Esteves, lui, non seulement s'est «intéressé» aux sentiments des musulmans, mais il **s'épanche** longuement sur le sujet : en effet, selon lui, de nombreux musulmans «*ont vécu la publication du roman de Rushdie et sa non-interdiction comme une insulte*» (op. cit., p. 138). Sans prôner ouvertement l'interdiction de l'ouvrage de Rushdie (neutralité «scientifique» oblige ?), O. Esteves avance plusieurs arguments en sa faveur :

1) «*la possibilité d'une interdiction de l'œuvre n'était pas un souhait forcément irréalisable car, à une dizaine de reprises déjà, le législateur ou différents diffuseurs d'œuvres artistiques avaient retiré films, documentaires, écrit jugés offensants par tout ou partie d'une communauté religieuse. L'exemple le plus célèbre était aussi le plus récent ; la BBC avait refusé de programmer La Dernière Tentation du Christ de Martin Scorsese en 1988 et plusieurs cinémas avaient retiré le film de leur programmation*» (op. cit., p. 141). Donc si l'on a bien compris les recommandations de notre sociologue, les chaînes de télévision françaises devraient suivre l'exemple de la BBC et déprogrammer tous les films qui choquent les catholiques, les protestants... ou les musulmans !

2) Sous prétexte de présenter «*deux visions incompatibles de la liberté*», il montre sa préférence pour celle qui «*cesse là où commence le sacré*», puisqu'il rappelle plusieurs fois qu'il existait à l'époque des *Versets sataniques* une loi contre le blasphème anti-chrétiens (il soutient donc en loucedé l'extension de la loi sur le blasphème et non sa suppression);

3) Il compare les *Versets sataniques* à une œuvre faisant l'apologie de Hitler (?) ou «*tenant des propos ouvertement antisémites*» (?), et n'oublie pas, bien sûr, de citer le «courageux» Chomsky défendant le fasciste Faurisson (Esteves a oublié de mentionner le négationniste et national-socialiste Vincent Reynouard, dont la «liberté d'expression» est elle aussi défendue par Chomsky), pour mieux accabler les défenseurs de Rushdie qui, eux, n'auraient pris aucun risque !

4) Il excuse l'autodafé des *Versets sataniques* par le «*silence médiatique presque complet autour des multiples – et parfois massives – manifestations de colère organisées jusqu'alors*» (op. cit., p. 143) ;

5) Il explique que la «*majorité des musulmans*» s'opposaient à la fatwa de Khomeiny mais n'en apporte aucune preuve concluante (à part un sondage local, il ne nous cite aucune déclaration des associations

¹ Steven Vertovec, «Muslims, the State and the public sphere in Britain», in *Muslim communities in the new Europe*, Gerd Nonneman, Tim Niblock et Bogdan Szajkowski (dir.), Ithaca Press, 1997.

musulmanes qui mobilisèrent contre Salman Rushdie) dans les vingt-deux pages de son chapitre consacré à cette «*blessure interculturelle*»...

La surenchère pro-obscurantiste des sociologues

Non seulement certains sociologues partisans de la thèse de l'islamophobie présentent de façon biaisée, voire sous un jour favorable comme nous l'avons vu, les comportements et les initiatives réactionnaires d'une petite minorité de musulmans dans l'espace public, mais en plus ils vont jusqu'à devancer les revendications des plus rétrogrades d'entre eux.

C'est ainsi que le sociologue Ahe Sander écrit: «*Les Suédois doivent se rendre compte que la Suède va accueillir un nombre croissant d'individus et de groupes que l'on ne pourra pas fondre dans le creuset suédois, et dont les musulmans et les groupes islamiques offrent d'excellents exemples ; toute tentative de les assimiler par la force, de les couler dans le moule traditionnel suédois sera contre-productif car cela ne fera que les pousser à s'agréger plus fortement autour de leur religion et de leur ethnicité, ce qui – du point de vue des artisans de la forge nationale suédoise – aggravera encore le problème¹.*»

L'auteur reproche à juste titre l'intégration forcée que son Etat impose aux migrants, mais en même temps il ne comprend pas que «l'islam» n'est pas un bloc monolithique et qu'il est divisé en de nombreuses écoles de pensée. Il devrait pourtant savoir que les théologiens, notamment sunnites, n'ont jusqu'ici pas encore défini de façon précise le statut des minorités musulmanes en Europe, comme le reconnaît le cheikh Badawi, fondateur du Muslim College². Face à un flou certain, plutôt bienvenu d'un point de vue athée, **ce n'est pas aux sociologues dits «non musulmans» de rajouter encore une couche d'obscurantisme au nom de la «tolérance»**. Dans son article, Ahe Sander prend la peine de nous décrire en détail les opinions les plus réactionnaires, anti-laïques, des musulmans qu'il a rencontrés en Suède comme si ces opinions pouvaient représenter celles de tous les «musulmans» vivant dans son pays!

Selon lui, on devrait laisser les «dirigeants» les plus conservateurs des communautés musulmanes entretenir leurs propres «traditions collectives», comme si ces «traditions» ne menaçaient pas les libertés individuelles des citoyens musulmans qui vivent en Suède ! Et c'est ce qu'il appelle un «*juste équilibre entre l'équité et la liberté*»!

Face à des «communautés» imaginaires dont les représentants auto-proclamés veulent imposer une loi «traditionnelle» à leur groupe culturel

¹ «The status of Muslim communities in Sweden», in *Muslim communities...*, *op. cit.*

² Information rapportée par O. Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie...*, *op. cit.*, p. 89.

et/ou religieux, nous ne pouvons détourner pudiquement les yeux et oublier la nécessité de défendre les droits démocratiques pour tous les travailleurs... y compris pour les musulmans.

Amnesty au secours de l'AKP contre les femmes turques

On peut observer les mêmes contradictions dans un rapport d'Amnesty International¹ d'avril 2012: *«Les États doivent prendre des mesures pour protéger les femmes contre toute pression ou contrainte exercée par un tiers en vue de les forcer à s'habiller de telle ou telle manière ; pour autant que les normes sociales ou religieuses qui prescrivent des codes vestimentaires reflètent une discrimination envers les femmes, il en découle en outre pour l'État une obligation positive de prendre des mesures afin d'empêcher une telle discrimination.»*

Il est difficile de comprendre qui, selon Amnesty, pourrait décider si le port d'un hijab ou même d'une burqa est vraiment «discriminatoire»... ou si cela relève d'un choix personnel non imposé par «un tiers» – surtout quand on sait que les musulmans ne sont pas d'accord entre eux sur ces questions pseudo-«vestimentaires» (en réalité politiques). Mais lorsqu'on lit la partie de son rapport consacrée à la Turquie, on découvre que **cette organisation dénonce de façon virulente la laïcité stricte** (à condition d'oublier que les imams ont toujours été payés par l'Etat turc et que le contenu de leurs prêches a toujours été soigneusement surveillé) qui régnait dans le pays depuis les années 1920 jusqu'à ce que l'AKP prenne le pouvoir en 2002, et réussisse à commencer à changer les lois, ce qui a permis la diffusion massive du port du hijab en Turquie.

Mais continuons notre lecture édifiante: *«Cela implique que les restrictions imposées par l'État peuvent être nécessaires dans des circonstances particulières pour protéger les femmes contre des pressions et des contraintes, y compris la violence ou les menaces de violence, par leurs familles ou des communautés, pour les forcer à porter certains signes et de vêtements religieux et culturels.»*

Une fois de plus, à partir de quels critères mesurer et décider si une «communauté» impose des «pressions et des contraintes» à ses membres afin qu'ils se comportent ou s'habillent d'une certaine façon, et qui peut juger si ces attitudes sont discriminatoires ? C'est évidemment le rôle d'une direction communautaire efficace que d'exercer de fortes pressions sur ses membres ! On ne peut lui reprocher gentiment d'embrigader ses membres et de diffuser une idéologie réactionnaire – c'est sa fonction même ! Une telle critique émise de l'extérieur de cette communauté sera toujours jugée

¹ *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe, op. cit. p. 16.*

«raciste» par ses chefs... Il faut donc faire un choix et prendre ce risque ou alors... se taire.

«Toutefois, l'imposition d'une interdiction totale des vêtements et signes religieux et culturels pour faire échec à la discrimination au sein d'une communauté est une mesure discriminatoire en soi, qui vient valider et renforcer l'idée selon laquelle la discrimination peut être légitime. En outre, une telle interdiction bafoue le droit à la liberté d'expression des femmes qui font le choix de porter des vêtements et des des signes religieux et culturels.»

En d'autres termes, au terme de nombreuses circonvolutions, Amnesty nous apprend qu'elle jette ses beaux principes à la poubelle ; elle refuse de critiquer les «*vêtements et signes religieux et culturels*», les «*normes sociales et religieuses*» imposées par les porte-paroles auto-proclamés de certaines «communautés», au nom de la... «liberté d'expression» de leurs membres ! De fait, très concrètement, cela revient à soutenir les positions réactionnaires de l'AKP contre les femmes en Turquie mais aussi celles d'autres groupes en Europe qui voudraient «voiler» toutes les femmes musulmanes s'ils ne réussissent pas à les obliger à porter le niqab, le djelbab, ou la burqa.

Amnesty a raison de critiquer les États et leurs politiques discriminatoires: dans les pays (en dehors de la Turquie et de la Tunisie où ces décisions ont été prises par des pouvoirs musulmans) où elle a été mise en œuvre, l'interdiction du port du hijab a servi à expulser les jeunes filles de l'enseignement public. Cette mesure n'a eu que des résultats négatifs en France : elle a poussé ces élèves à abandonner leurs études, à s'inscrire dans un établissement confessionnel ou à suivre un enseignement à distance et donc à rester isolées à la maison où elles sont encore plus susceptibles d'être endoctrinées, ou de s'auto-endoctriner toutes seules dans leur coin. Elle a donc renforcé l'influence des écoles privées et des écoles (chrétiennes ou musulmanes) religieuses.

Mais une fois ces critiques formulées on ne peut, comme Amnesty International le fait, aller jusqu'à soutenir les positions des bigots musulmans les plus réactionnaires en Turquie, y compris contre les positions des musulmans turcs les plus laïques et progressistes..... le tout au nom de la «liberté d'expression»¹ ! Ou alors, c'est que Amnesty International pense que ce droit doit être strictement encadré par les décisions des Eglises et courants religieux.

¹ Pour plus de détails lire *Choix et préjugés...*, p. 47-48.

II. Le concept d'islamophobie est parfois utilisé pour freiner la lutte nécessaire contre l'antisémitisme, ce dernier étant présenté, par la plupart des extrémistes, comme une arme «sioniste» pour empêcher toute critique des crimes de guerre israéliens (voir par exemple l'opposition soulevée à gauche par la «définition de travail de l'antisémitisme» élaborée par une commission de l'UE qui proposait de souligner les limites de l'antisionisme¹).

L'adoption de ce concept amène aussi des universitaires plus modérés à utiliser des arguments très douteux.

C'est ainsi que Olivier Esteves se réfugie derrière une citation de Maxime Rodinson (qui perçoit une «*hypersensibilité aux critiques, aux attaques, et des fantasmes interprétatifs*» chez les juifs) pour dénoncer le «*fonds de commerce*» que serait «*l'exploitation victimaire, un fait noté une fois encore par Maxime Rodinson dans le cas des juifs*». Ces lignes sur l'«hypersensibilité» juive sonnent bien creux après toutes les manifestations contre les *Versets sataniques* et *Charlie Hebdo* dans le monde et l'assassinat des membres de l'équipe du journal français «bête et méchant»...

Mais hélas, Olivier Esteves n'est pas le seul spécialiste de l'islamophobie à nous raconter des sornettes sur les Juifs. Son collègue, Adam Sutcliffe écrit que les Juifs sont «*relativement riches*», «*visibles de façon disproportionnée dans la politique, les professions libérales et les industries culturelles*²» et que «*la diversité de leurs opinions se fait clairement entendre dans les médias*». Cet éminent professeur au King's College de Londres pourrait écrire exactement les mêmes banalités sur le «lobby gay parisien»; en effet, l'extrême droite dénonce les «homosexuels» trop «visibles» qui vivent dans le quartier chic du Marais, sont bien introduits dans les milieux du show-business et font partie des mêmes réseaux d'influence que Bertrand Delanoë, ancien maire socialiste de Paris, ou Jack Lang, ancien ministre de la Culture, ce qui fait que le point de vue des gays (selon cette logique simpliste) se fait, lui aussi, «clairement entendre dans les médias». Il aurait pu aussi utiliser le même genre de clichés sur l'influence «disproportionnée» des francs-maçons dans la société.

Pour ce qui concerne les Juifs, Adam Sutcliffe utilise des clichés d'autant plus grossiers que, dans l'une des rares études disponibles sur la composition sociodémographique des Juifs français (*La population juive de*

¹ Ce texte se trouve reproduit p. 187.

² Contribution publiée dans Matti Bunzl, *Anti-Semitism and Islamophobia, hatreds old and new in Europe*, Prickly Paradigm Press, Chicago, 2007.

France: Démographie socio-et identité de Doris Bensimon et Sergio Della Pergola, Editions du CNRS, 1986) on apprend que les Français juifs ne sont pas tous «*relativement riches*»: 21,4% appartiennent aux «gestionnaires de l'industrie et du commerce» (ce ne sont pas des patrons de grandes entreprises mais surtout des petits artisans et des petits commerçants); 32% sont ouvriers et employés ; 18,4% sont des cadres moyens et 25,3% des cadres supérieurs et des professions libérales. Et je suis sûr que la même analyse de classe complexe pourrait être effectuée sur les Juifs en Grande-Bretagne ou ailleurs en Europe, si les intellectuels de gauche n'étaient pas aussi paresseux...

ANNEXE 2: Tableau comparatif entre l'antisémitisme et le racisme antimusulmans dans l'Union européenne

La plupart des Etats européens ne recueillent pas de statistiques religieuses et/ou ethniques. Par conséquent, le tableau inclus dans cet article ne fournit pas une image précise de l'antisémitisme et du racisme antimusulmans. Il donne seulement une idée très approximative de ces deux fléaux, puisqu'on estime qu'au moins 75% des victimes (musulmanes ou juives) ne se signalent pas à la police ni à leur association locale. Et que, de toute façon, seulement 3% des plaintes sont suivies d'un procès...

Comme une camarade me l'a écrit: *«Pour les statistiques des actes antisémites et islamophobes, le problème n'est pas seulement celui de la non-déclaration globale, mais aussi celui de ce qu'on appelle un acte antisémite ou islamophobe. Par exemple, dans beaucoup de statistiques, les violences policières ne sont pas prises en compte, et encore moins lorsqu'elles touchent par exemple des personnes sans-papiers. De même, dès lors qu'elles émanent d'autorités de l'Etat ou administratives, leur taux de déclaration est encore bien plus bas, même aux associations musulmanes et antiracistes. C'est pour ça qu'à mon avis, forcément le comptage des actes islamophobes est beaucoup plus minoré.*

Concernant la période actuelle, après les attentats de janvier 2015, à mon avis, ce sera encore pire: la plupart des gens ont connu au moins une agression verbale, mais ne la signaleront nulle part, tant ça s'est banalisé. Et surtout la peur s'est vraiment installée: la peur d'avoir encore plus d'ennuis en réagissant, notamment.

Par ailleurs, il est très difficile de distinguer racisme anti-Arabes et racisme antimusulmans, les deux s'alimentant mutuellement et se confondant souvent.

Un cousin avait postulé pour un travail et passé un entretien très concluant avec la DRH, qui lui avait dit que c'était bon, suite au conseil d'un ami qui bossait déjà dans cette boîte et savait qu'il y avait une place vacante dans son service. Il a appris hier, par cet ami, que la chef de ce service fait tout pour qu'il ne soit finalement pas embauché avec des propos tenus devant témoins : «Il y a déjà un Arabe dans le service, je n'en veux pas deux.»

Je ne pense pas que cette parole aurait été forcément aussi nette avant janvier, mais, ceci étant, il n'y a aucune possibilité de le déclarer où que ce soit, dans la mesure où aucun salarié témoin ne témoignera, évidemment. Donc, outre le fait que tous les indicateurs sont à la hausse, les statistiques nous disent très peu sur la réalité, et encore moins si l'on veut comparer les différentes formes de racisme.»

L'opinion de cette camarade correspond exactement à la conclusion de l'Agence pour les droits fondamentaux de l'UE, peu suspecte de gauchisme, à propos des «Expériences de la discrimination et des crimes de haine vécues par des personnes juives dans les pays de l'Union européenne» : *«Les victimes ont tendance à ne pas signaler à la police ou à d'autres organisations spécialisées les crimes antisémites qu'elles ont subis, mêmes ceux qu'elles jugent les "plus graves" ou qui les affectent le plus, selon les résultats de l'enquête. Ceci illustre une nouvelle fois que les statistiques officielles de la police ou de la justice pénale ne représentent que la partie visible de l'iceberg et sous-estiment la gravité de la situation réelle.»*

Tableau comparatif entre actes antisémites et actes racistes antimusulmans dans l'Union européenne (chiffres de 2013)

Pays	Population	Pourcentage population	Actes racistes contre les	Crimes de haine (1)
Allemagne	80,300,000			4,647
Juifs	119,000	0,144%	1,275	
Musulmans	4,100,000	5%		
France	65,200,000			1,765
Juifs	478,000	0,751%	614 à 851	
Musulmans	4,700,000	7,50%	226 à 693	
Royaume uni	63,400,000			47,986
Juifs	290,00	0,459%	440 à 640	
Musulmans	2,900,000	4,60%	97 à 632	
Italie	60,200,000			472
Juifs	28,100	0,046%	19 à 87	
Musulmans	1,5800,000	2,60%		
Espagne	46,800,000			1,168
Juifs	12,000	0,026%	19.	
Musulmans	1,020,000	2,30%		
Pologne	38,500,000			757
Juifs	25,000	0,065%	25 à 36	
Musulmans	300,000	1. %		
Roumanie	20,000,000			
Juifs	9,400	0,044%	2.	
Musulmans	67,000	3. %		
Pays-Bas	16,000,000			
Juifs	29,000	0,179%	114 à 283	
Musulmans	910,000	5,50%		
Grèce	11,100,000			
Juifs	4,500	0,042%	3	109
Musulmans	520,000	4,70%		

Pays	Population	Pourcentage	Actes racistes contre les	Crimes de haine (1)
Portugal	10,500,000			
Juifs	600	0,006%		
Musulmans	60,000	0,60%		
Belgique	11,100,000			365
Juifs	30,00	0,270%	7 à 88	
Musulmans	450,000	4.7%		
République tchèque	10,500,000			41
Juifs	3,900	0,037%	9 à 98	63
Musulmans	10,000	1/%		
Hongrie	10,000,000			48
Juifs	48,000	0,485%	12 à 111	
Musulmans	320	3%		
Suède	9,400,000			3,943
Juifs	48,000	0,158%	79 à 221	
Musulmans	320,000	4,90%	306.	
Autriche	8,400,000			110
Juifs	15,000	0,106%	37 à 151	
Musulmans	450,000	6.%	77 à 920 (2)	
Bulgarie	7,300,000		0,218%	651
Juifs	9,000	0,028%	1	
Musulmans	500,000	12.6%	16	
Norvège	4,900,000			258
Juifs	2,000	0,026%	25 à 37	
Musulmans	986,000	3.%	2	
Croatie	4,200,000			35
Juifs	1,700	0,154%	2	
Musulmans	62,000	1,47%	1	
Danemark	5,500,000			
Juifs	6,400	0,114%	4	
Musulmans	220,000	3,70%		

Pays	Population	Pourcentage	Actes racistes contre les	Crimes de haine
Slovaquie	5,400,000			220
Juifs	2,600	0,048%	4	
Musulmans	10,000	0,20%		
Finlande	5,400,000			904
Juifs	1,300	0,024%	6	
Musulmans	40,000	0,80%		
Irlande	4,500,000			109
Juifs	1,200	0,026%	4	
Musulmans	40,000	0,90%	3.	
Lituanie	3,000,000			
Juifs	3,400	0,106%	3	
Musulmans	40,000		3.	
Luxembourg	500,000			
Juifs	600	0,120%		
Musulmans	10,000	2,30%		

Notes du tableau

1. On appelle «crimes de haine» les actes racistes, xénophobes, antisémites, antimusulmans, antichrétiens, anti-LGBT, anti-Roms. Ceux-ci peuvent prendre différentes formes: agression physique, dommages matériels, intimidation, harcèlement, insultes, graffitis, lettres et mails.

2. Il existe une énorme différence entre les 77 actes antimusulmans recensés et les 920 affaires portées devant les tribunaux. Comme ces dernières dépendent d'actes perpétrés par des groupes fascistes, j'ai fait l'hypothèse qu'ils relèvent à la fois du racisme antimusulmans et de l'antisémitisme.

Seuls trois États communiquent à l'OSCE des données sur les crimes antimusulmans: la Suède, la France et l'Autriche.

Dix États (Autriche, République tchèque, France, Allemagne, Irlande, Moldavie, Pologne, Espagne, Suède et Royaume-Uni) remettent des rapports sur l'antisémitisme à l'OSCE.

De plus, les statistiques varient selon les sources : tribunaux, police, institutions étatiques, ONG, etc.

Nous pouvons tirer trois conclusions de ce tableau:

1) **Compte tenu du rapport numérique entre musulmans et juifs en Europe, il y a beaucoup plus d'«incidents» antisémites qu'antimusulmans.** Cela contredit l'hypothèse générale de la gauche, de l'extrême gauche et de nombreux spécialistes des sciences sociales, pour qui l'antisémitisme serait en train de disparaître, serait devenu un phénomène secondaire, et «l'islamophobie» serait la principale menace raciste dans les sociétés européennes. Mais évidemment, ce tableau ne fournit aucune indication sur les discriminations sociales contre les juifs et les musulmans: dans ce cas, il est tout à fait évident que les musulmans (et les Roms) sont certainement beaucoup plus victimes de discriminations sociales et du racisme institutionnel que les Juifs.

2) **Contrairement aux mensonges propagés par les partis nationaux-populistes et les groupes fascistes, les «musulmans» (de culture ou de religion) ne constituent qu'une petite minorité en Europe,** entre 5 et 10% de la population. Il n'y a donc aucune «invasion musulmane» en cours et l'Eurabia ou le «grand remplacement» relèvent d'un mensonge grossier.

3) **Les incidents racistes ciblent non seulement les Juifs et les «musulmans» mais aussi toutes les minorités non-européennes. Les Roms** sont certainement la minorité la plus détestée dans toute l'Europe, comme le montrent tous les sondages et enquêtes. Le fait que l'intolérance et les préjugés se développent contre toutes les minorités n'est certainement pas une information rassurante, mais lorsqu'on parle de discrimination raciale et d'exclusion (deux des conséquences concrètes du racisme), on doit toujours garder à l'esprit qu'il existe toutes sortes de discriminations qui n'ont aucune base ethnique, nationale ou religieuse : les discriminations et l'exclusion massives fondées sur les critères de classe sont considérées comme «normales», «inévitables» ou «éternelles» par la plupart des gens, y compris par de nombreux travailleurs et exploités. Les discriminations et l'exclusion fondées sur le sexe et l'orientation sexuelle sont également fondamentales et affectent toutes les minorités ethniques, nationales et religieuses, mais aussi les majorités.

L'antiracisme est évidemment une dimension essentielle de notre lutte, mais nous ne devons pas pour autant réduire tous les problèmes sociaux au racisme, et leur solution à l'adoption d'une attitude amicale et empathique (par ailleurs pleinement justifiée) envers les minorités, ce qui est aujourd'hui l'idéologie officielle au sein des institutions de l'UE et de la plupart des grands partis politiques en Europe aujourd'hui.

La lutte pour l'égalité et l'équité ne peut être efficacement menée que dans une perspective de classe, sur la base de l'organisation des exploités contre toutes les formes de domination sociale. La lutte pour l'égalité ne peut se réduire à la diffusion de valeurs morales, humanistes, de surcroît célébrées dans le cadre d'une grande communion nationale, voire

européenne, réunissant toutes les classes. Cette communion ne fait que perpétuer la domination et l'exploitation capitalistes.

- Sources du tableau

- Statistiques sur la population : *Eurostat* 2012
- Statistiques de l'European Monitoring Center on Racism and Xenophobia (Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes)
 - Base de données des Nations unies
 - Musulmans : enquête du *Pew Research Center* 2010 et Wikipedia
 - Juifs: *American Jewish Year Book* (les statistiques citées ci-dessus comprennent ce qu'on appelle le «noyau de la population juive» mais pas la «population juive élargie», concept étrange qui désigne «ceux de filiation juive qui peuvent avoir adopté une autre religion ou choisi de se retirer du judaïsme ainsi que les membres du ménage tels que les conjoints et les enfants qui ne sont pas inclus autrement» !)
 - Berman Jewish databank 2013
 - Crimes de haine antisémites: UE 2013, OSCE 2013, Stephen Roth Institute for the Study of Contemporary Racism and Anti-Semitism, 2013 (*Anti-Semitism worldwide 2012, General Analysis*)
 - Sur les actes antimusulmans: CCIF, Tell Mama et OSCE 2013
 - *Yearbook of Muslims in Europe 2011*
 - Site de l'OSCE: *Hate Crimes in the OSCE region. Incidents and responses (2012)* <http://www.osce.org/>

- Sources utilisées pour l'article proprement dit

* Anti Defamation League

<http://global100.adl.org/>

Cette organisation de droite recueille des informations qui reposent principalement sur des sondages et une liste de questions standard. Cette méthode n'est certainement pas la façon la plus scientifique de procéder pour mesurer l'antisémitisme de manière sophistiquée. Néanmoins, elle fournit des graphiques utiles, faciles à comprendre, mais à utiliser avec prudence.

- *The Working Definition of Anti-Semitism – Six Years After Unedited Proceedings of the 10th Biennial TAU Stephen Roth Institute's Seminar on Anti-Semitism, August 30 – September 2, 2010*

On peut aussi trouver de nombreuses données utiles sur ce site

<http://www.kantorcenter.tau.ac.il/publications-documents>

* *Anti-Semitism Worldwide 2013 General Analysis*

* CCIF - Rapport 2014

* Publications de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes

– *Les musulmans au sein de l'Union européenne- Discrimination et Islamophobie*, 2006

– *Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie. Points de vue de membres des communautés musulmanes dans l'Union européenne*, 2006

– *The fight against Anti-Semitism and Islamophobia. Bringing communities together*

– *Anti-Semitism. Summary overview of the situation in the European Union 2002–2012*

– *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, 2013

Ces rapports institutionnels sont, pour l'essentiel, mortellement ennuyeux et remplis de remarques juridiques qui n'ont aucun intérêt pour les militants antiracistes. Néanmoins, ils contiennent des informations concrètes utiles et des témoignages, même si la principale tendance idéologique, en ce qui concerne le racisme antimusulmans, est de favoriser le «dialogue interculturel», ce qui signifie le dialogue «interreligieux». C'est donc une façon d'exclure les athées et les non-croyants, et de donner tout pouvoir aux Eglises de définir ce que sont la liberté d'expression et la liberté de pensée.

* Les rapports de l'Organisation pour la Conférence islamique dont celui-ci

[http://www.oic-un.org/document report/Islamophobia rep May 23 25 2009.pdf](http://www.oic-un.org/document%20report/Islamophobia%20rep%20May%2023%2025%202009.pdf)

Utile en raison de l'impressionnante collection de faits recueillis sur tous les aspects du racisme antimusulmans, de la xénophobie et du racisme anti-Arabes et anti-Africains. Par contre, le fait qu'il soit financé par 57 Etats ne le rend évidemment pas très «progressiste»...

* SCPJ 2014, *Rapport sur l'antisémitisme en France*

* Muslim Rights, *Rapport annuel sur l'islamophobie en Belgique*

REMERCIEMENTS : merci à Cathy, Charles, Eric, Jacques, Jean-Pierre, Pierre et Thomas, pour leurs critiques et commentaires, toujours subtils et bienvenus. En espérant que la version finale de ce texte ne les décevra pas trop.

ANNEXE 3 : définition de travail de l'antisémitisme, élaborée par une commission de travail de l'UE et finalement écartée

Ce document a pour but de fournir un guide pratique permettant d'identifier les incidents à caractère antisémite, de rassembler des données et d'encourager la mise en œuvre et le renforcement de la législation contre l'antisémitisme.

Définition de travail: «L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, pouvant s'exprimer par de la haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées contre des individus juifs ou non-juifs et/ou leurs biens, contre les institutions de la communauté juive et contre les institutions religieuses juives.»

En outre, l'Etat d'Israël, perçu comme une collectivité juive, peut aussi être la cible de ces attaques. Dans les affirmations antisémites, il est fréquent que les Juifs soient accusés de conspiration contre l'humanité. Ce type d'accusation est souvent utilisé pour rendre responsables les Juifs de «tout ce qui va mal». L'antisémitisme peut être exprimé par le biais de discours, d'écrits, de formes visuelles et d'actions, et fait appel à des stéréotypes sinistres et des traits de caractère négatifs.

Exemples actuels non exhaustifs d'attitudes antisémites dans la vie publique, les médias, les écoles, au travail et dans la sphère religieuse:

- Appeler à tuer et à faire souffrir les Juifs, de même que soutenir ou justifier ces exhortations, au nom d'une idéologie radicale ou d'une vision religieuse extrémiste.
- Faire des allégations mensongères, déshumanisantes, diabolisantes ou stéréotypées sur les Juifs en tant que tels ou sur le pouvoir des Juifs en tant que collectivité – par exemple les mythes sur une conspiration mondiale juive ou sur les Juifs contrôlant les médias, l'économie, le gouvernement ou les autres institutions de la société.
- Accuser les Juifs en tant que peuple d'être responsables des méfaits réels ou imaginaires commis par une seule personne juive ou un seul groupe juif, ou même d'actes commis par des non-Juifs.
- Nier le fait, l'objectif, les mécanismes (par exemple, les chambres à gaz) ou l'intention du génocide à l'encontre du peuple juif par l'Allemagne national-socialiste, ses défenseurs et ses complices au cours de la Seconde Guerre mondiale (l'Holocauste).
- Accuser les Juifs en tant que peuple, ou Israël en tant qu'Etat, d'inventer ou d'exagérer l'Holocauste.

- Accuser les citoyens juifs d'être plus loyaux à l'égard d'Israël, ou de priorités juives supposées dans le monde, au détriment des intérêts de leurs propres nations.

Exemples des formes sous lesquelles l'antisémitisme se manifeste à propos de l'Etat d'Israël en prenant en considération le contexte général et qui peuvent inclure le fait de :

- Nier au peuple juif le droit à l'autodétermination, en prétendant par exemple que l'existence de l'Etat d'Israël est une entreprise raciste.

- Faire preuve d'un double standard en exigeant d'Israël un comportement qui n'est attendu ni requis d'aucun autre pays démocratique.

- Utiliser des symboles et images associés à l'antisémitisme classique (par exemple, l'affirmation que les Juifs ont tué Jésus, ou les accusations de commettre des meurtres rituels) pour caractériser Israël et les Israéliens.

- Etablir des comparaisons entre la politique actuelle israélienne et celle des nazis.

- Tenir les Juifs de manière collective pour responsables des actions de l'Etat d'Israël.

Toutefois, les critiques à l'égard d'Israël comparables à celles exprimées à l'encontre d'autres pays ne peuvent être qualifiées d'antisémites.

Les actes antisémites sont criminels lorsqu'ils sont définis comme tels par la loi (par exemple, la négation de l'Holocauste ou la propagation de documents antisémites dans certains pays).

Les actes criminels sont antisémites quand les cibles des attaques, que ce soient des individus ou des biens – comme des bâtiments, des écoles, des lieux de culte ou des cimetières – sont choisis car ils sont juifs, ou perçus et assimilés comme tels.

La discrimination antisémite est le fait de refuser aux Juifs les opportunités ou services disponibles aux autres. Elle est illégale dans de nombreux pays.

*«Islamophobie»
ou
racisme
antimusulmans ?*

Encore et à nouveau sur l'islamophobie

(extrait de *L'inventaire de la confusion*, n° 36-37, 2011)

Islamophobie : thème mis en avant par les 57 Etats de l'Organisation de la conférence islamique, par la Commission des droits de l'homme de l'ONU mais aussi par de nombreux gauchistes, voire libertaires, qui confondent racisme anti-Arabes, critique virulente de l'islam et blasphème. Ce terme insinue qu'on ne peut s'opposer à l'islam qu'à partir de la peur, sentiment irrationnel et donc discrédité dès le départ. Ce qui revient à conclure qu'aucune opposition valable ne peut exister face à cette religion. On sait moins que le groupe fasciste Nouvelle Résistance publia un tract au titre évocateur «Le tchador j'adore» et affichait fréquemment dans sa presse le slogan «Halte au racisme antimusulmans !»

Soyons clairs, dénoncer la haine et le racisme contre les Arabes, les discriminations contre les musulmans¹, est une excellente chose. Mais la dénonciation générale de «l'islamophobie» (nous préférons utiliser les termes plus clairs de racisme anti-Arabes et de discriminations contre les musulmans) ne constitue en aucun cas un solide critère de différenciation avec l'extrême droite raciste, avec les obscurantistes religieux (musulmans ou pas d'ailleurs), avec les partisans de l'islam politique ou les démocrates bourgeois de l'ONU. Il faut en effet dénoncer tous les racismes, y compris l'antisémitisme, et sur des bases de classe, pas simplement humanistes ou humanitaires.

P.S. Les lecteurs qui lisent l'anglais pourront se reporter à l'article d'un universitaire britannique qui s'est penché sur les origines du mot dans le

¹ Le risque d'être confondu avec la gauche et la droite laïco-xénophobes (cf. le n° 33-34-35 de la revue sur *Le mythe de l'identité nationale*) dans les pays occidentaux de tradition «chrétienne» est tout aussi grave que celui d'être confondu avec les quelques gauchistes opportunistes et ignorants qui prétendent que l'islam serait la «religion des pauvres», ou même avec les partisans ultra-minoritaires de l'islam politique en Occident. La dénonciation des discriminations antireligieuses fait partie de la défense des droits et libertés démocratiques.

monde anglo-saxon¹. Il ressort de cette étude que Edward Saïd a utilisé le mot en anglais pour la première fois en 1984.

Un internaute français a effectué le même travail et a trouvé des occurrences de ce mot beaucoup plus anciennes² qui contredisent les affirmations de Caroline Fourest selon lesquelles ce mot serait une invention des mollahs iraniens à la fin des années 1970. (*«Le mot “islamophobie” a une histoire, qu’il vaut mieux connaître avant de l’utiliser à la légère. Il a pour la première fois été utilisé en 1979, par les mollahs iraniens qui souhaitaient faire passer les femmes qui refusaient de porter le voile pour de “mauvaises musulmanes” en les accusant d’être “islamophobes”. Il a été réactivé au lendemain de l’affaire Rushdie, par des associations islamistes londoniennes comme Al Muhajiroun ou la Islamic Human Rights Commission dont les statuts prévoient de “recueillir les informations sur les abus des droits de Dieu”»*), affirmèrent Fiammetta Venner et Caroline Fourest dans un article paru dans *Libération* le lundi 17 novembre 2003).

En effet, *«Alain Quellien l’utilise dès 1910 dans son ouvrage La politique musulmane dans l’Afrique occidentale française ; on le retrouve quelques fois dans la Revue du monde musulman en 1912 et 1918, la Revue du Mercure de France en 1912, Haut-Sénégal-Niger de Maurice Delafosse en 1912 et dans le Journal of Theological Studies en 1924. L’année suivante (en 1925), Etienne Dinet et Slimane Ben Brahim, employaient ce terme dans leur ouvrage L’Orient vu par L’Occident.»*

Mais le fait d’avoir retrouvé des usages bien antérieurs ne nous donne aucune information sur le moment à partir duquel ce concept a connu une diffusion massive dans les médias³ et chez les gauchistes, et surtout des raisons pour lesquelles ce terme spécifique est employé, car la «haine» (ou phobie) de l’islam ne date pas du XX^e siècle.

Ces découvertes sont utiles aux linguistes (comme l’écrit un internaute⁴ *«Plusieurs questions méritent d’être posées et d’obtenir une réponse avant*

¹ www.insted.co.uk/anti-muslim-racism.pdf.

² <http://www.vieuxsinge.fr/article-islamophobie-dans-la-langue-fran-aise-des-1910-64056408.html>

³ Plus précisément, il semble que ce terme ait été proposé par le Runnymede Trust, une fondation antiraciste anglaise, au Royaume Uni en 1994, repris dans un rapport gouvernemental en 1997, puis qu’il se soit massivement diffusé dans les médias anglo-saxons puis internationaux, et donc aussi chez les gauchistes et les anarchistes à partir des années 2000 (ajout d’avril 2015).

⁴ sur le site <http://www.passion-histoire>.

de trépigner : Est ce que dans les deux cas avant et après Khomeiny le terme est utilisé avec le même sens et dans les mêmes situations ? Khomeiny pense-t-il à ces écrits du début des années 20 ? Si oui les pense-t-il de la même façon ? A partir de quand l'utilisation de ce mot se développe-t-elle ? Combien d'occurrences de ce mot avec son acception moderne dans les discours tant en Iran, qu'en Europe sur les 30 dernières années ?»). Si j'en crois les souvenirs d'une camarade iranienne militant dans ce pays à l'époque, le régime n'utilisait pas ce terme dans les années 80. Mais il faudrait mener une enquête minutieuse à ce sujet pour pouvoir trancher.

Quoi qu'il en soit, ces remarques montrent que Fourest et Venner n'ont pas vraiment enquêté sur les origines du mot, ni sur son utilisation en persan et qu'il faut donc toujours vérifier ce que ces deux journalistes affirment. Cette précaution élémentaire s'applique d'ailleurs à tous les essayistes, historiens et journalistes, pas uniquement à Fourest et Venner. C'est tout aussi valable pour Chomsky, Gresh, Vidal, etc. !

Mais ces critiques apparemment fondées ne changent rien au sens politique erroné de ce concept et à l'utilisation manipulatrice qui est faite par les Etats de l'OCI et la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

On trouve une discussion sur ce thème sur le Net ici ¹. Certains avancent aussi que la haine de l'islam se serait diffusée en Europe et aux Etats-Unis à partir de la crise du pétrole de 1973 (donc plusieurs années avant la révolution iranienne), et que les années 1980-1990 auraient vu l'apparition massive d'une propagande contre l'islam pour mieux justifier des interventions occidentales au Proche et au Moyen-Orient en vue de contrôler les régimes locaux et donc les puits de pétrole situés dans cette région.

Y.C.

¹ <http://blogs.mediapart.fr/blog/elif-kayi/261208/quelques-reflexions-sur-le-concept-d-islamophobie>
<http://reflets-mag.blogspot.com/2009/01/qui-parle-dislamophobie.html>

L'appel des libertaires contre l'islamophobie

Anarchistes, communistes libertaires, anarcho-syndicalistes, autonomes, artistes, organisés ou non-organisés, nous faisons part de notre condamnation totale de l'islamophobie sous toutes ses formes. Nous affirmons que l'islamophobie est une forme de racisme.

Nous avons le désagréable pressentiment, au regard de l'actualité, que l'islamophobie, comme un racisme respectable et vertueux, devient l'un des ressorts privilégiés de la gauche au pouvoir et de la gauche bien-pensante.

Nous faisons le constat exaspérant que les thématiques progressistes comme le féminisme, la laïcité ou la liberté d'expression sont régulièrement invoqués pour le justifier. Le fait qu'en février, à peine passé à gauche, le Sénat ait voté une loi d'interdiction de certains emplois aux femmes voilées ne fait que confirmer nos craintes. Il en est de même quant aux comportements et discours néocoloniaux et racistes du Parti de Gauche et des organisateurs du fameux débat sur «*Comment faire face au Front national*» (sic) à la Fête de l'Humanité¹.

Les conséquences de l'islamophobie sont grandes pour celles et ceux qui la subissent : des lois liberticides votées ces dernières années jusqu'aux discriminations insidieuses, parfois flagrantes (par exemple : les quatre animateurs de Gennevilliers suspendus car faisant le ramadan), sans parler des insultes et agressions diverses. Ces attaques racistes risquent fort de croître, et nous devons nous préparer à les combattre sans aucune ambiguïté.

En tant que libertaires, nous réfutons et combattons tout raisonnement islamophobe porté au nom de l'idéologie libertaire et avons décidé de l'affirmer clairement par cet appel.

Parce que nous pensons qu'au sein du discours médiatique dominant, journalistique et politique, certains «philosophes», «dessinateurs» et «écrivains» surmédiatisés, comme Michel Onfray, Caroline Fourest ou l'équipe de *Charlie Hebdo*, participent de cette islamophobie ambiante et de sa propagation en se positionnant parfois comme libertaires, ou en agissant au nom de la tradition et de l'idéologie libertaires.

¹ Article de Pierre Tevanian et Saïd Bouamama : «Caroline Fourest, l'incendiaire qui crie "au feu !"»

Parce que nous constatons que certains secteurs de «*notre famille politique*» sont imprégnés par l'idéologie islamophobe, et cela est insupportable. Cela se traduit au mieux par un désintérêt pour cette question (parfois par une condamnation certes claire de l'islamophobie mais couplée de moult rappels du combat primordial contre l'aliénation religieuse), au pire par le refus de reconnaître l'islamophobie comme un racisme, voire par le fait de s'affirmer islamophobe au nom d'un anticléricalisme primaire importé de contextes historiques différents, voire par des connivences et compromissions inacceptables, heureusement marginales mais pas assez vigoureusement condamnées.

Certaines choses doivent donc être rappelées à nos «camarades».

NON, le terme islamophobie n'a pas été inventé par le régime iranien pour empêcher la critique de l'islam comme le proclame Caroline Fourest, le terme existait d'ailleurs déjà au début du XX^e siècle.

NON, combattre l'islamophobie ne nous fait pas reculer devant les formes d'oppression que peuvent prendre les phénomènes religieux. Nous apportons ainsi notre soutien total à nos camarades en lutte au Maghreb, au Machrek et au Moyen-Orient qui s'opposent à un salafisme qui prend là-bas les formes réactionnaires et fascistes, et cela au plus grand bénéfice de l'impérialisme occidental.

NON, tous les musulmans qui luttent contre les lois islamophobes ne sont pas des crypto-islamistes ni des communautaristes venus faire du prosélytisme ou souhaitant interdire le blasphème. Beaucoup d'entre eux et elles sont des acteurs et actrices du mouvement social à part entière. Ils et elles luttent, s'auto-organisent, se battent pour leurs droits, contre le patriarcat, le racisme et pour la justice sociale au quotidien en revendiquant la spécificité de leurs oppressions et en pointant les contradictions qu'il peut y avoir au sein d'un certain discours «militant». Critiquer leur façon de s'organiser ou de militer est une chose, les disqualifier par un discours marginalisant et raciste en est une autre.

La critique récurrente qui est faite à ceux qui parlent d'islamophobie¹, est qu'ils sont les porteurs d'un concept qui produirait du communautarisme. Nous disons que l'islamophobie est la politique de l'Etat envers de nombreux fils d'immigrés. Cette politique, il l'avait déjà expérimentée avec certains colonisés. L'islamophobie est bien un instrument de la domination, ce que le Palestinien Edward Saïd décrivait comme «*la longue histoire d'intervention impérialiste de l'Occident dans le monde islamique, de l'assaut continu contre sa culture et ses traditions qui constitue un élément normal du discours universitaire et populaire, et*

¹ Voir les propos du très libéral Nasser Suleyman Gabryel qui récuse carrément l'usage du mot : «Critique du concept d'islamophobie».

(peut-être le plus important) du dédain ouvert avec lequel les aspirations et souhaits des musulmans, et particulièrement des Arabes, sont traités¹.» Dans la parfaite lignée de la structure de «l'orientalisme», l'Occident disqualifie l'Orient par le prisme de l'islamophobie et régénère par là sa pseudo-supériorité morale. Assumée ou dissimulée, cette structure de pensée gangrène une vaste partie du champ politique progressiste.

L'islamophobie n'est donc pas un concept flottant manié par des militants mal intentionnés, comme certains réactionnaires se plaisent sournoisement à l'inventer, mais une politique de la domination, de l'Etat postcolonial, qui imprime les corps des dominés. Dénoncer l'islamophobie n'est pas non plus l'apanage d'une communauté qui chercherait à se défendre. C'est au contraire un langage raciste de peur permanente qui désigne le paria sous les traits imprécis du musulman. A Salman Rushdie qui affirme lui aussi que l'islamophobie n'existe pas, car les musulmans ne sont pas une race, il faut rappeler, à lui et à tous ceux qui connaissent si mal l'histoire du racisme en Europe, que l'antisémitisme concerne les juifs, qui ne sont pas non plus une race.

Ce langage voudrait aussi imposer une assignation : tout Arabe, tout Africain, ou parfois tout être, ayant l'islam comme part de sa culture et comme part de son histoire serait un être essentiellement réactionnaire, fondamentalement religieux, et donc incompatible avec les principes fondamentaux républicains – principes par ailleurs complètement désincarnés, qui ne servent que pour justifier cette exclusion.

Comme l'a montré Frantz Fanon, le colonisé, *«par l'intermédiaire de la religion, ne tient pas compte du colon»*. *«Par le fatalisme, toute initiative est enlevée à l'opresseur, la cause des maux, de la misère, du destin revenant à Dieu. L'individu accepte ainsi la dissolution décidée par Dieu, s'aplatit devant le colon et devant le sort et, par une sorte de rééquilibration intérieure, accède à une sérénité de pierre².»*

Assigner les colonisés, et aujourd'hui les fils d'immigrés, à une religion relève d'une dynamique de domination expérimentée dans les anciennes colonies. Les islamophobes n'ont peur que d'une chose : que les dominés s'emparent des armes de la critique sociale et de la philosophie, car c'est sur ce terrain que se prépare leur défaite, sur ce terrain que la lutte sociale se déploie et nous réunit.

Au-delà de l'islamophobie, ce problème soulève le peu d'intérêt et d'engagement contre le racisme visant les enfants d'immigrés issus de la colonisation. Ce sont aussi toutes les questions liées aux quartiers

¹ Edward W. Saïd, *L'Islam dans les médias*, Sindbad/Actes Sud, 2011.

² Frantz Fanon, *Les damnés de la terre* (1961). [Disponible chez La Découverte et aussi sur l'excellent site classiques.uqac.ca, *NPNF*].

populaires qui font les frais d'un déficit d'engagement de la part du mouvement social. Pour preuve le peu de personnes militant contre les violences policières et les crimes racistes et sécuritaires.

Les populations issues de la colonisation, qu'elles soient noires, arabes, musulmanes, habitantes des quartiers populaires, ont décidé de ne plus rester à la place où l'on veut les assigner et s'affirment comme forces politiques en s'auto-organisant. Nous devons avancer côte à côte et lutter contre le racisme sous toutes ses formes, de toutes nos forces.

L'islamophobie dominante, encouragée par tous les pouvoirs occidentaux, est aussi l'occasion de diviser ceux qui devraient s'unir, et unir ceux qui devraient être divisés. Dans une société régie par le spectacle, elle a en outre pour fonction de jeter de vastes écrans de fumée sur les réalités sociales. Ne tombons donc pas dans le piège !

Enfin ce problème pose aussi la question d'une sorte d'injonction à l'athéisme, condition sine qua non pour prendre part à la guerre sociale et militer dans une organisation libertaire. Il serait donc impossible ou infondé d'exprimer sa foi si l'on est croyant, tout en partageant certaines convictions progressistes. Nous nous opposons à l'essentialisation des croyants et du phénomène religieux, qui se fait sans donner la parole aux premiers concernés, et qui nous conduit aujourd'hui aux pires amalgames.

Notre opposition sans concession à l'islamophobie, en tant que libertaires, doit se faire entendre sur cette question. Nous sommes aussi le reflet d'un certain nombre de contradictions : de même que nous sommes traversés par les rapports de domination sexistes ou homophobes, ce qui est aujourd'hui (plus ou moins !) reconnu par le mouvement libertaire, nous devons reconnaître l'être aussi par les rapports de domination racistes, postcoloniaux et faire le travail qui s'impose, dans le contexte social où l'on se trouve.

Contre cette arme coloniale de division massive et de «régénération du racisme» qu'est l'islamophobie, contre la construction d'un nouvel ennemi intérieur, nous affirmons en tant que libertaires notre solidarité avec celles et ceux qui luttent et s'auto-organisent contre cette oppression, et appelons au sursaut antiraciste partout pour les mois et les années à venir.

Jeudi 27 septembre 2012

Dix questions aux «libertaires» sur l'«islamophobie» et le racisme

La publication d'un «Appel des «libertaires» à lutter contre l'«islamophobie»» et plusieurs articles parus dans le mensuel d'Alternative libertaire ont relancé la discussion sur l'«islamophobie». Malheureusement cette discussion n'a été relancée qu'en accroissant encore, si c'est possible, la confusion entretenue par les 57 Etats de l'Organisation de la Conférence islamique et la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui promeuvent ce concept creux d'«islamophobie» aux côtés d'une pléthore d'intellectuels en quête de chaires universitaires ou de niches dans le champ intellectuel et éditorial.

Pour déblayer un peu le terrain voici dix questions auxquelles il serait salubre que les «libertaires» récemment montés dans le char de la croisade anti-«islamophobie» aux côtés des 57 Etats de l'OCI et des instances de l'ONU se prononcent clairement :

1. Quelles sont les différences politiques et théoriques entre votre Appel et l'argumentaire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (qui assimile «l'islamophobie» à un racisme, confondant racisme contre des individus voire des peuples extra-européens et critique d'une religion comme l'islam) et des 57 Etats de l'Organisation de la Conférence islamique ?

Il est intéressant de noter comme en témoignent les documents de l'ONU¹ que l'Organisation de la Conférence islamique a tenté d'imposer la notion de «diffamation des religions» au sein de l'ONU, pour élargir son combat contre «l'islamophobie», mais, en fait, que dans ses propositions la seule religion dont la «diffamation» était mentionnée était... l'islam.

Il suffit d'ailleurs de lire ce que dit le Coran sur le judaïsme et le christianisme pour comprendre pourquoi le délit de blasphème que l'OCI voudrait imposer partout est à sens unique pour les Etats membres de cette organisation obscurantiste.

¹ http://www.humanrights.ch/fr/Instruments/International/Divers-organes-de-loNU/idart_6794-content.html

Ceux qui s'intéressent à ces questions pourront consulter ce forum pour le dialogue islamo-chrétien¹, donc fréquenté par des croyants qui en principe souhaitent dialoguer dans le respect mutuel, pour voir à quel point les critiques de l'islam contre les chrétiens sont virulentes. Quant à celles contre les juifs, elles n'ont rien à leur envier.

Dans la mesure où les signataires de l'Appel cautionnent une initiative étatique internationale de grande envergure, il me semble essentiel qu'ils précisent en quoi leur démarche est originale et sur quels points précis elle s'en distingue².

2. Les «libertaires» sont-ils favorables à la peine de mort ou à des peines d'emprisonnement contre ceux qui critiquent l'islam dans les pays dits musulmans, que cette critique soit faite sur le terrain du rationalisme scientifique, de la littérature, du cinéma, de la chanson ou du blasphème le plus grossier et le plus stupide ?

La question peut sembler loufoque, mais il faut quand même commencer par là. Sur les 57 Etats de l'Organisation de la Conférence islamique rappelons que nombre d'entre eux ont des lois punissant de peines de prison, du fouet ou de la peine de mort le «blasphème» – ce que nos «libertaires» appellent l'«islamophobie».

Si nos «libertaires» désapprouvent véritablement toute répression étatique contre ce que eux et leurs amis de l'ONU et de l'OCI appellent l'«islamophobie», qu'envisagent-ils comme mesures alternatives aux fatwas, lapidations, amputations, meurtres et condamnations au bûcher, comme ce qui s'est encore produit le vendredi 22 décembre 2012 au Pakistan où 200 personnes ont attaqué un commissariat pour brûler un «islamophobe» ?

3. Les «libertaires» soutiennent-ils vraiment le combat des athées et des militants hostiles à la religion musulmane et à toutes les religions dans les pays dits musulmans ?

Les Partis communistes-ouvriers d'Iran et d'Irak mènent dans leur pays et dans l'émigration des campagnes contre toutes les religions et pour le droit des musulmans à apostasier. La revue *Ni patrie ni frontières* a souligné à plusieurs reprises ses points d'accord et de désaccord avec les

¹ <http://www.dialogueislam-chretien.com/t604-pourquoi-le-coran-dit-que-chretiens-adorent-leurs-pretres>

² On lira p. 10, note 1, dans ce numéro, que même le site oumma.com est plus critique que les «libertaires» quant aux positions de l'Organisation de la Conférence islamique sur les droits de l'homme, l'égalité hommes-femmes et la «liberté de croyance» (l'auteur ne va pas jusqu'à reconnaître la liberté de conscience) !

partisans de Mansoor Hekmat en Irak et en Iran, tout en traduisant et publiant leurs textes.

Les «libertaires» soutiennent-ils, en dehors de leurs divergences avec ces communistes-léninistes dogmatiques, le droit des Iraniens et des Irakiens à défendre des conceptions athées et à renier la foi que leurs parents leur ont imposée ?

Comment concilient-ils ce soutien (éventuel ?) à ces camarades avec leurs tirades contre l'«islamophobie» ?

Tous les athées et communistes militants des pays dits musulmans seraient-ils islamophobes ?

4. Les «libertaires» soutiennent-ils les droits démocratiques de toutes les religions minoritaires dans les pays dits musulmans ?

Les «libertaires» ont-ils quelque chose à dire sur les persécutions dont sont victimes les juifs, les protestants, les hindous, les bouddhistes, les catholiques et les coptes dans les pays dits musulmans ? Ils nous répondront sans doute que les questions religieuses sont «manipulées par l'impérialisme et le sionisme» dans les pays dits musulmans. Ou qu'il s'agit de questions sociales qui n'ont rien à voir avec la religion. La langue de bois est bien rôdée dans les milieux «libertaires».

Cela ne fera que confirmer, je le crains, ma méfiance vis-à-vis de tous ces marxistes, anarchistes, «libertaires» ou ultragauches qui se refusent toujours à défendre les droits démocratiques des minorités religieuses où qu'elles soient... y compris en France. La question du hijab (improprement appelé «foulard») a bien montré à quel point il fallait renouveler la réflexion sur les formes de la lutte antireligieuse sous peine de faire le jeu de l'extrême droite. Mais elle ne doit pas nous inciter pour autant à abandonner la lutte contre l'obscurantisme religieux. Et parler d'une «injonction à l'athéisme» comme le fait l'Appel n'est pas sérieux. Ce vocabulaire aurait plus sa place dans la bouche d'un Ramadan (musulman), d'un Régis Debray ou d'un Max Gallo (catholiques) ou d'un Bauberot (protestant) ! Tous les médias et les Etats occidentaux défendent becs et ongles les religions chrétienne, juive, bouddhiste, hindouiste, comme une composante identitaire essentielle aux êtres humains !!! Je ne vois pas quel Etat des «injonctions à l'athéisme» dans le monde occidental !

5. Les «libertaires» sont-ils favorables à des lois contre le blasphème dans les pays occidentaux, qu'ils soient de tradition catholique ou protestante ? Quels combats mènent-ils contre ces législations ?

Rappelons que de nombreux Etats occidentaux ont produit des lois contre le blasphème : Canada (2 ans de prison maximum) ; Allemagne, Autriche, Finlande, Danemark, Irlande (25 000 euros maximum), Norvège, Pologne sans compter la Russie (3 ans de prison maximum), la Suisse et la Grèce. Que font les «libertaires» quand des auteurs sont poursuivis dans ces pays ? Ne sont-ils solidaires que lorsque les auteurs «blasphèment» contre

les religions chrétiennes ou juive mais pas lorsqu'ils blasphèment contre la religion musulmane ?

6. Tous les «islamophobes» sont-ils des fascistes ou des crypto-fascistes ?

C'est du moins ce qu'affirme Alternative libertaire en comparant Caroline Fourest à une islamophobe de gauche (ce qu'à notre avis elle n'était pas même si ses dérapages récents la conduisent dans cette direction), et en la mettant sur le même plan que le fasciste Alain Soral¹, qualifié d'islamophobe de droite ?

Si le concept d'«islamophobie» peut s'appliquer à des gens qui vont de Voltaire à Salman Rushdie et Taslima Nasreen, de la féministe démocrate bourgeoise Caroline Fourest au fasciste antisémite et complotiste Alain Soral, il n'est pas étonnant que le camp des anti-islamophobes aille, lui, de Tony Blair (dont Tariq Ramadan fut le conseiller es «islamophobie») à l'ONU et aux Etats de l'OCI, en passant par Alternative libertaire et les Indigènes de la République.

La vieille rhétorique «Si tu ne penses pas comme moi tu es un fasciste, conscient ou inconscient» n'impressionnera que les militants au crâne rasé (c'est plus chic quand on est un libertaire quinquagénaire) et aux idées courtes.

Pour notre part, nous réservons l'étiquette de fasciste à des individus, des groupes ou des Etats précis. C'est galvauder le concept, semer la confusion et désarmer les militants que de tracer le moindre trait d'égalité entre une féministe démocrate bourgeoise et un militant fasciste.

7. L'islam politique existe-t-il ? Quelle acception donner à ce concept ? Doit-on le combattre et comment ?

Pour les néoconservateurs on sait que ce concept recouvre tous les partis qui se réclament de l'islam de l'AKP à Al-Qaïda en passant par les Frères musulmans.

Mais le concept d'islam politique que signifie-t-il donc pour les «libertaires» ?

Si on en croit l'Organisation communiste libertaire, le Hezbollah représente un respectable mouvement de libération nationale, voire un exemple de stratégie militaire. Si on en croit les trotskystes du SWP ou de la Quatrième Internationale, aussi d'ailleurs.

¹ L'«islamophobie» de Soral n'est pas aussi claire que les auteurs de ce texte le prétendent, dans la mesure où ce charlatan fasciste prône une sorte de front unique, tactique certes mais bien réel, entre catholiques et musulmans contre les «Juifs, les francs-maçons, le sionisme, les Etats-Unis», etc. Mais peut-être cette inflexion de la démagogie soralienne n'était-elle pas aussi évidente en 2012 (ajout d'avril 2015).

Par contre, après les 17 exécutions commises par des djihadistes à Paris les 7,8 et 9 janvier 2015, on a tout à coup vu fleurir dans les textes des libertaires partisans de la lutte contre «l'islamophobie» l'expression «fascisme religieux» ou «fascistes religieux», sans que le champ d'application de ces concepts soit le moins du monde précisé.

Tant que les «libertaires» n'auront pas clarifié ces questions, il n'est pas étonnant qu'ils n'aient aucun regard critique sur la gigantesque campagne financée par les Etats du Golfe, le Pakistan, l'Indonésie, etc., pour légitimer le concept d'«islamophobie» dans toutes les instances bourgeoises internationales. et qu'ils n'aient pas d'analyse crédible des forces politiques dans le monde dit «arabo-musulman».

8. Existe-t-il une différence entre l'«islamophobie» et le racisme anti-Arabes ?

Si on en croit nos «libertaires», ce serait la même chose.

En défendant une telle affirmation on désarme les militants, surtout dans les pays européens qui ont subi la domination idéologique chrétienne pendant des siècles et ont eu, pour certains d'entre eux, une tradition coloniale. En effet, il faut séparer

- la défense des droits démocratiques des minorités religieuses, de toutes les minorités religieuses, par exemple dans un pays comme la France,

- de la lutte contre le racisme qui frappe les Africains non pas à cause de leur pratique de l'islam mais à cause de leur couleur de peau et des stéréotypes racistes qui touchent les Noirs depuis des siècles, y compris quand ils sont chrétiens (les Antillais protestants ou catholiques sont-ils victimes de l'«islamophobie» ou bien du racisme ? on a honte de poser ce type de questions pour élèves de CP mais c'est malheureusement nécessaire quand on lit la prose des Indigènes ou de leurs amis d'Alternative libertaire) ;

- de la lutte contre le racisme qui frappe les Arabes et les Kabyles, en raison du passé colonial et notamment de la guerre d'Algérie et de la présence militaire française au Maghreb et en Afrique. Dans le cas des Algériens, ce n'était pas une lutte antireligieuse (donc potentiellement islamophobe) qui était menée en Algérie (le colonialisme français s'accommodait très bien des écoles religieuses musulmanes puisque cela lui permettait de maintenir l'ignorance et l'illettrisme parmi les enfants algériens) mais l'oppression d'un peuple (les Algériens) par une minorité de colons français et une armée étrangère.

9. Les «libertaires» comptent-ils abandonner la nécessaire critique de l'aliénation religieuse et l'invasion du champ politique par toutes sortes de revendications religieuses-identitaires ? Si la réponse est négative, comment comptent-ils mener cette lutte en l'adaptant aux

conditions du XXI^e siècle et sans cautionner les initiatives des Identitaires fascistes ou des néoconservateurs de tout poil ?

Si la réponse est positive, rejoindre le combat des nationalistes de gauche, des Identitaires de gauche ou des tiersmondistes ce n'est en rien «libertaire». C'est tout simplement rejoindre le combat de ceux qui portent les valises des futurs constructeurs d'Etats et exploiters, individus qui n'expriment aucune critique vis-à-vis de l'idéologie des 57 Etats de l'OCI et de l'ONU sur la question de l'«islamophobie».

En admettant même que ce concept d'«islamophobie» (pour ma part je préfère le terme de paranoïa antimusulmane, utilisé par Raphaël Liogier) ait un intérêt, serve à désigner un phénomène nouveau, différent de celui du racisme anti-Arabs, différent de l'intolérance antireligieuse pratiquée toute une série d'Etats (qu'ils soient athées comme l'URSS, la Chine ou les démocraties populaires, musulmans comme l'Arabie saoudite, ou hindouiste comme l'Inde actuelle), il serait bon que nos «libertaires» nous expliquent enfin LEUR PROPRE CONCEPTION de la lutte contre l'«islamophobie» imaginaire ou réelle dont sont victimes les prolétaires musulmans.

10. La dénonciation mécanique et systématique de l'«islamophobie» ne remplace-t-elle pas commodément la lutte contre le racisme institutionnel qui frappe toutes les structures étatiques et militantes, donc y compris les organisations «libertaires» ?

On a l'impression que cette dénonciation de l'«islamophobie» a une fonction précise : trouver encore de nouvelles cibles à l'extérieur des organisations «libertaires» ou d'extrême gauche (les islamophobes), ce qui évite de s'interroger sur les mécanismes d'exclusion des prolétaires immigrés, d'origine non européenne, des grandes organisations syndicales et politiques de gauche, d'extrême gauche et des groupuscules «libertaires» et anarchistes.

En effet, la dénonciation de l'«islamophobie», voire même cette nouvelle manie importée des cercles intellectuels de chercher les traces de la colonisation partout, empêchent en fait de s'intéresser aux façons de lutter parmi tous les prolétaires, quelles que soient leurs origines, leurs convictions religieuses ou antireligieuses, contre les discriminations racistes mises en place par l'Etat avec le soutien des partis et syndicats.

Une réunion de quartier avec toute la fine fleur de la gauche, de l'extrême gauche et des libertaires m'avait permis il y a quelques années de constater à quel point ces militants sincères, mais obnubilés par la lutte contre l'«islamophobie», avaient peu de liens concrets avec des prolétaires immigrés (musulmans ou pas) locaux. Pour eux, tout prolétaire d'origine africaine ou nord-africaine était «musulman» et ils n'avaient aucune idée des revendications concrètes pouvant être mises en avant dans les entreprises, dans les administrations, pour casser les discriminations

institutionnelles. Par contre, ils étaient intarissables quand il s'agissait de dénoncer de manière abstraite «l'islamophobie» et le racisme.

Y.C., texte écrit en 2012 et retouché en janvier 2014

Misère du néologisme, néologisme de la misère

Jeudi 22 juillet 2010

Voici à peine quelques années, lorsque la grande vague des émeutes de banlieue s'est produite, toute la classe politique – extrême-gauche et libertaires compris – s'est retrouvée largement unie pour dénier aux actes des jeunes révoltés toute portée politique (voir encadré : « Petit florilège sur la révolte des banlieues »). Aujourd'hui, le soi-disant débat du gouvernement sur l'identité nationale – qui est en fait une campagne de propagande raciste aussi haineuse que sournoise – a réussi à polariser les esprits sur le port d'attributs vestimentaires à vocation religieuse.

- « **L'islamophobie** », un concept bien fumeux !

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, voici qu'après n'avoir rien compris à l'épisode précédent (ou l'avoir compris à retardement), la pauvreté de réflexion, la condescendance voilée, l'incapacité à saisir les enjeux sociétaux qui font florès dans les milieux libertaires et gauchistes conduisent une partie de cette militance à enfourcher le cheval de bataille de la « lutte contre l'islamophobie ». Ces militants justifient leur étrange position par un « raisonnement » qui voudrait que les capacités de critique soient différentes suivant les couches sociales ou les zones géographiques dans lesquelles on évolue ! Réunis sous la bannière du vieux Marx, les voici qui établissent plus ou moins clairement une corrélation entre une situation matérielle ou géographique donnée (en l'occurrence, le fait d'habiter « les quartiers » ou d'être « arabe ») et l'impossibilité de toute critique antireligieuse.

C'est ainsi que, commentant la célèbre formule selon laquelle la religion est l'opium du peuple, ils peuvent écrire, dans le « Forum des marxistes révolutionnaires », dans « CCC Forum » ou bien sur le site de l'OCL (Organisation communiste libertaire) : « Avant de dire qu'elle est 'l'opium du peuple', Marx avait pris soin de préciser dans le même paragraphe : 'La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupier de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit.' » Le lyrisme de la citation ne doit pas cacher le fond de la pensée. Ce que nous disent les nouveaux exégètes de Marx, c'est que d'après eux, le déterminisme social est

pratiquement absolu en matière de religion. La «créature» (le choix d'un vocable religieux pour désigner l'ouvrière, le chômeur, l'employé, la retraitée... n'est pas innocent) quand elle parvient à soupirer (ce qui est le maximum qu'elle puisse faire, incapable de penser comme elle le serait !) ne peut qu'exprimer une sottise : un élan religieux. A ce déterminisme social aussi haïssable qu'erroné, nos modernes marxistes en ajoutent un, plus stupide encore s'il était possible : un déterminisme « racial », selon lequel «arabe» égale nécessairement «musulman».

Cette position politique n'est en réalité qu'une expression de la condescendance de ceux qui, s'estimant supérieurs, pensent que les «créatures» de banlieue, ces grandes naïves, ne peuvent faire autrement que de croire en une religion, tout comme les grandes personnes responsables pensent que les petits enfants doivent croire au Père Noël.

Cela serait de peu d'importance si leur discours ne contribuait pas à convaincre les «créatures» en question de l'impossibilité où elles seraient à se penser autrement, à devenir autre chose, à gagner en discernement et, par voie de conséquence, à se libérer par elles-mêmes ; si cela ne venait à l'appui des courants les plus rétrogrades, les plus liberticides, les plus oppressifs (pour les femmes mais aussi pour les hommes et les enfants) qui se voient renforcés dans leurs discours et leur pratiques et qui trouvent dans ces supplétifs d'utiles compagnons de route.

Mais, citation de papa Marx ou pas, l'histoire de la critique religieuse montre qu'ils sont dans l'erreur, une fois de plus. Pour notre part, nous affirmons avec force que les capacités de création et de critique (y compris en matière religieuse) sont de tous les temps et de tous les lieux. Il n'y a pas de catégories sociales, « ethniques » ou géographiques plus aptes que d'autres à la réflexion.

- Universalisme antireligieux

« Si les chevaux avaient eu des dieux, il y a fort à parier qu'ils auraient pris l'apparence chevaline ». En écrivant cette phrase iconoclaste, Xénophane de Colophon signifiait 500 ans avant JC combien les dieux sont une production imaginaire de l'être humain. Si les dieux sont pure imagination, alors les religions ne sont que mensonges.

Cette puissante critique émanait d'un courant philosophique qui se situait de part et d'autres de la mer Égée, autrement dit autant en Asie qu'en Europe.

En plein Moyen-âge, alors que l'obscurantisme religieux battait son plein en Occident et que les bûchers de l'Inquisition n'en finissaient pas d'immoler des hérétiques, la réflexion antireligieuse se renforcera encore en Orient. Quinze siècles après Xénophane, c'est Abou Ab Al Mari, vivant en Syrie et donc en pleine terre d'Islam, qui écrivait ces vers dignes des Lumières (qui ne brilleront en Occident qu'au XVIIIe siècle) : « *Les habitants de la Terre*

*se divisent en deux Ceux qui ont de l'esprit mais pas de religion Et ceux qui ont une religion mais pas d'esprit*¹. Avouez qu'à côté de l'universalisme des «habitants de la Terre» d'Abou Ab Al Maari, les «créatures» de Marx font pâle figure ! C'est dans cette civilisation humaine, celle des «habitants de la Terre», qui se construit par des apports et des relais successifs indépendants de toute position géographique ou sociale que nous nous reconnaissons.

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, il n'y a pas une manière de penser qui serait spécifiquement occidentale et une autre qui serait spécifiquement orientale. Cette volonté de réduire la culture humaine en morceaux afin d'en attribuer chaque partie à un territoire donné – dont elle serait caractéristique – est particulièrement fautive, y compris sur ce point très délicat des croyances, mais elle est dominante dans notre société essentiellement pour deux raisons :

– En politique extérieure cette division fabriquée de toutes pièces a été le prétexte de nombreuses guerres qui, sous couvert de défense de la foi, n'étaient que rapines et conquêtes.

– Sur le plan intérieur, le pouvoir tire profit de ce morcellement de la pensée puisqu'il lui permet d'avoir recours aux sempiternelles stratégies de division au sein même de la population qu'il exploite.

Néologisme pour néologisme, le pouvoir n'est pas islamophobe mais paupérophobe

Il faut constater que l'emploi, à tort et à travers, du terme islamophobe n'aide pas à combattre cette entreprise de falsification. Bien au contraire, il nous ramène aux préjugés et stratégies de l'idéologie dominante. Selon la signification que lui donnent certains de ceux qui l'utilisent (à l'extrême-gauche et chez les libertaires), se battre contre l'islamophobie, reviendrait à être solidaire des exploités. Cette correspondance invoquée entre un fait social (être exploité) et un fait religieux (être musulman) est évidemment fautive : il y a des musulmans dans les rangs des exploités et tous les exploités (même « arabes ») ne sont pas musulmans.

Plus grave encore, elle participe de la même démarche que celle qui attribue à chaque morceau de terre une façon spécifique de penser. Cette adéquation géographique est sous-entendue en permanence dans les discours sur la banlieue et l'islam... quand elle n'est pas clairement posée par le NPA (Nouveau parti anticapitaliste), lors des dernières élections régionales par

¹ Ces vers ont été traduits par Adonis, un autre poète syrien. Ils sont cités dans *Les croisades vues par les Arabes*, remarquable ouvrage de l'écrivain libanais Amin Maalouf, dans lequel on trouve également la référence à un autre incroyant célèbre, le persan Omar Kayyam.

exemple, avec sa candidate en foulard aussitôt érigée en « représentante des quartiers » !

Ce n'est rien d'autre que la reprise de la mystification du « choc des civilisations » à l'échelle d'un pays. Au travers du fracas médiatique sur « le voile » comme dans la réponse produite avec un terme aussi confus que celui « d'islamophobie », tout un chacun est sommé de se ranger d'un côté ou de l'autre. Cette façon de forcer les populations à prendre parti pour des camps artificiellement créés (nationalistes, régionalistes ou religieux) n'est pas nouvelle, mais elle est particulièrement bien venue pour un capitalisme en crise. C'est l'organisation de la guerre civile (pour l'instant, de basse intensité) pour mieux se protéger de ce dont le Pouvoir a peur. Car, les maîtres du moment, si dénaturés qu'ils soient, savent qu'ils sont dans la situation de celui qui bat quotidiennement son chien : il sait que ce dernier finira par le mordre, mais il ne sait pas quand... Ils savent aussi qu'entretenir la confusion, retarde le moment de la morsure.

Ce qui fait peur au Pouvoir, ce n'est pas la façon dont on s'habille pour « protester contre la misère », ce qui lui fait peur, c'est que nous nous organisons pour lutter contre l'injustice et la violence du capitalisme. Autrement dit, ce qui fait peur au Pouvoir, ce n'est pas l'Islam (lequel s'accommode fort bien du pouvoir et réciproquement, comme c'est le cas dans de nombreux pays de la planète), ce sont les pauvres quand ils s'organisent en tant que classe ! C'est pourquoi le pouvoir n'est pas islamophobe, il est paupérophobe !

Juan Pueblo

La fourestophobie: nouveau gadget «gauchiste» !

Après l'intervention des Indigènes de la République et d'autres groupes partageant une idéologie réactionnaire identitaire à la fête de l'Humanité en septembre 2012, voilà que certains libertaires s'engagent dans une campagne assimilant Caroline Fourest, démocrate bourgeoise et féministe (les deux ne sont pas du tout contradictoires, bien au contraire...) au fasciste Alain Soral¹.

Au-delà de cette accusation calomnieuse, Soral étant présenté comme un «islamophobe de droite» et la journaliste/prof à Sciences Po Caroline Fourest comme une «islamophobe de gauche», il y a un calcul politique minable mais qui vaut le coup d'être dévoilé tant il en dit long sur la stérilité politique et théorique des milieux gauchistes, gauchisants et libertaires.

Il y a quelques années, Houria Bouteldja, porte-parole des Indigènes de la République (désormais le PIR), faisait (un peu) grimper l'audimat à des heures de petite écoute, raison pour laquelle on l'invitait assez souvent sur des chaînes du service public après 22 heures, pour les mêmes raisons d'ailleurs qu'on invitait les fascistes Alain Soral ou Renaud Camus, et Michel Collon, défenseur à la fois du régime Chavez, de «l'Etat providence» syrien (sic) et de la liberté d'expression du néonazi Vincent

¹ Il est intéressant de constater que le site d'Alain Soral (Egalité et Réconciliation) propose une vidéo où Mme Bouteldja déclare que l'antisémitisme et le sionisme sont «absolument indissociables». Et une seconde vidéo de 8 minutes 43 qui donne la parole à Houria Bouteldja, vidéo intitulée «Le démon antisémite», où elle enfile les perles sur l'histoire des peuples juifs, notamment en expliquant l'antisémitisme en Algérie et dans l'immigration actuelle par le... décret Crémieux de 1870 (il fallait oser proférer une pareille ineptie!), tout en faisant aux Juifs de chaque pays l'injonction d'être avant tout des Français, des Anglais, des Italiens, bref de bons petits patriotes dans chaque Etat bourgeois...

En tout cas, pour revenir à l'amalgame entre Fourest et Soral, la féministe, démocrate-bourgeoise Caroline Fourest ne propose pas des vidéos ni des textes d'Alain Soral sur son blog ou dans sa revue... Évidemment cette confusion/collusion entre les arguments des fascistes et ceux des Indigènes de la République est passée inaperçue de nos libertaires «alternatifs».

Raynouard. Les polémiques creuses autour de personnages controversés dans les médias attirent toujours les gogos.

Les Indigènes de la République n'ayant plus désormais l'écoute des médias (les «émeutes» de 2005, les discriminations racistes institutionnelles, etc., c'est du passé pour les journalistes), Mme Bouteldja s'est fendue d'un article au contenu très douteux intitulé «Mohamed Merah et moi» [réf. 1 et 31], provocation qui lui a permis d'être publiée dans la *Revue internationale des livres* (RILI), publication sur papier glacé distribuée dans les kiosques....

Comme quoi, dire et écrire n'importe quoi comme le fait Mme Bouteldja à propos de la tuerie antisémite de Toulouse permet d'avoir l'écoute de certains intellectuels, ceux qu'on appelle en Grande-Bretagne la «Kitsch Left».

Mais bon, il faut admettre que les lecteurs de la *RILI*, c'est pas grand-chose à côté d'une chaîne du service public, même en fin de soirée.

D'où la petite provocation à la fête de l'Humanité pour (soi-disant) remettre un prix à Caroline Fourest, en fait lui interdire d'exprimer ses critiques et d'exposer son analyse du «nouveau» Front national.

Le dernier numéro d'*Alternative libertaire*, groupuscule qui n'a guère plus de militants parmi les prolétaires issus de l'immigration que le PIR, en rajoute une couche en comparant Fourest à Soral, fasciste et antisémite notoire, en pointant certaines absurdités du livre de Fourest sur Tarik Ramadan (l'accusation d'être un Frère musulman infiltré en Occident) tout en se gardant bien de nous livrer ses propres réflexions sur les idées politiques, religieuses et philosophiques réactionnaires du conseiller islamophobie... du gouvernement britannique.

Bref, tout cela n'a guère d'intérêt, sinon de nous montrer à quelles acrobaties ridicules des gauchistes et des libertaires se livrent pour qu'on fasse parler d'eux.

La dénonciation de «l'islamophobie imaginaire» est le nouveau dada de certains intellectuels qui cherchent sans doute à avoir des chaires à l'université, à publier des bouquins, à définir de nouveaux champs de recherche financés par l'Etat. Ces plans de carrière sont soutenus par des libertaires incapables d'avoir une réflexion théorique radicale indépendante des modes du milieu petit-bourgeois intellectuel, un jour althussérien, le lendemain foucauldien, le surlendemain deleuzien, puis bourdieusien, castoriadien, négriste, zijekien, etc.

Après la fourestophobie, gageons qu'ils nous inventeront un nouveau gimmick! Y.C.

Décidément, Mme Caroline Fourest ment vraiment très mal.

J'ai écrit, il y a deux ans, un article intitulé «La fourestophobie : un nouveau gadget gauchiste», dont je ne renie pas une ligne. A l'époque, et pour cause, je n'avais pas entendu sa chronique du 25 juin 2013 et ne me fondais que sur les livres écrits par cette journaliste, ouvrages où je n'avais pas décelé la moindre trace de «racisme anti-musulmans¹» – contrairement à ce qu'affirmaient ses détracteurs avec la plus évidente mauvaise foi.

Suite à sa condamnation par la justice le 24/10/2014 pour diffamation Caroline Fourest a publié un communiqué dont j'extrais le passage suivant (<http://carolinefourest.wordpress.com/>) : *«Le père d'une jeune femme voilée a obtenu gain de cause contre l'une de mes chroniques de France Culture. Alors que des sites victimaires sommaient «les féministes» de*

¹ L'expression de «paranoïa antimusulmane» me semble désormais – en attendant de trouver mieux –, plus adéquate pour décrire ce que gauchistes, sociologues et diplomates de l'ONU et de l'Organisation de la conférence islamique appellent «l'islamophobie». Comme l'explique R. Liogier (qui par ailleurs emploie lui aussi cette expression confuse et ambiguë !), la paranoïa implique une intention maligne et délibérée, ce qui n'est pas le cas de la «phobie». Exemple d'idée paranoïaque : si les musulmans prient dans la rue, ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas assez de place dans leurs salles de prière, c'est parce qu'ils veulent dicter leur loi dans l'espace public. Quoi que fassent les musulmans, pour un paranoïaque, ils auront toujours tort. Liogier fait malheureusement d'une confusion abyssale lorsqu'il déclare «J'appelle les musulmans et les non musulmans à se déclarer musulmans symboliques»

(<http://www.bing.com/videos/search?q=liogier+raphael+you+tube&FORM=VIRE3#view=detail&mid=2632FA9AD87769903A672632FA9AD87769903A67>), comme si nous devions oublier notre identité de classe et ne plus nous définir que par rapport à une seule chose : la religion, en l'occurrence l'islam. Mais bon, il ne faut pas trop demander à intellectuel qui se définit lui-même comme «libéral» et partisan d'un Etat fort (https://www.youtube.com/watch?v=3SQed2_9F_0 intervention au lycée musulman Averroès, qui contient par ailleurs plein de considérations utiles). (Note ajoutée en mars 2015.)

prendre position contre l'agression de femmes voilées, j'ai pris volontiers position contre ces agressions... Tout en expliquant qu'il fallait les dénoncer en tant qu'antiracistes plus qu'en tant que féministes. J'insistais aussi sur la nécessité d'attendre les résultats de certaines enquêtes. Des élus locaux doutant de la version d'agressions montées en épingle par des réseaux intégristes. Pour avoir émis ce doute, le père d'une jeune femme voilée (qui nie influencer sa fille) a porté plainte et me réclame des dommages et intérêts. Radio France et moi-même faisons appel. Nous sommes confiants sur l'issue finale de cette procédure.»

Soucieux de vérifier l'exactitude des déclarations de Caroline Fourest, j'ai écouté aujourd'hui sa chronique de juin 2013 dont le podcast se trouve juste après son communiqué du 24 octobre 2014. Or contrairement à ce qu'elle prétend aujourd'hui, sa chronique

1. décredibilisait la parole des jeunes femmes agressées,
2. insistait lourdement sur le travail des flics qui serait, selon elle, perturbé par les interventions intempestives de mâles musulmans agressifs et les déclarations contradictoires et incohérentes de femmes musulmanes,
3. entremêlait, dans la confusion la plus complète un discours féministe, un discours antiraciste et un discours suspicieux vis-à-vis de la parole et du comportement des musulmans et des musulmanes.

Une intellectuelle féministe-bourgeoise-démocrate qui défend A PRIORI les gentils flics (dénusés comme chacun sait de tout préjugé sexiste et raciste) et remet en cause A PRIORI la parole de jeunes femmes agressées par des voyous racistes ne mérite aucune solidarité quand elle franchit de telles lignes rouges.

Loin d'«attendre les résultats de certaines enquêtes» et d'émettre un simple «doute» (de toute façon totalement déplacé en l'espèce puisqu'une des deux jeunes femmes a fait une fausse couche suite à l'agression dont elle a été victime), Caroline Fourest a au contraire, dans sa chronique de juin 2013, remis en cause de façon particulièrement retorse la parole des victimes de ces agressions et montré un soutien aux forces de l'ordre digne d'une «fait-diversière» dépendante de la maison Poulaga, et non d'une journaliste indépendante et dotée d'un solide esprit critique vis-à-vis de ses sources d'informations policières.

Quel que soit le résultat de son appel et la décision de la justice, il me semble déjà établi que Caroline Fourest ment très mal, qu'elle n'est pas capable de reconnaître ses erreurs et surtout qu'elle n'a pas une position claire sur le «racisme antimusulmans», quoi qu'elle en dise.

En France, aujourd'hui, il ne suffit pas de dénoncer l'antisémitisme qui monte. Cela n'a aucune valeur si, EN MEME TEMPS, on se met à chipoter chaque fois qu'une femme musulmane est agressée et l'on se met à vouloir refaire l'enquête ou à colporter des ragots policiers. Mme Caroline Fourest,

contrairement à ses déclarations, ne comprend pas que le «racisme antimusulmans» et l'antisémitisme sont deux adversaires à combattre avec la même énergie.

C'est d'ailleurs le cas de beaucoup de gens de gauche et d'extrême gauche ou libertaires qui

- soit dénoncent l'antisémitisme et sont complaisants vis-à-vis de «l'islamophobie»,

- soit dénoncent le racisme antimusulmans et sont complaisants vis-à-vis de l'antisémitisme,

- mais ne dénoncent presque jamais les deux maux en même temps, de façon consistante et cohérente.

Dénoncer TOUTES les formes de racisme est pourtant la seule position minimale respectable.

Y.C., 26 octobre 2014

Qu'est-ce que le racisme antimusulmans ?

La gauche et l'extrême gauche britanniques font fréquemment référence au concept d'«islamophobie», mais discutent rarement du sens exact de ce terme. Les musulmans qui vivent en Grande-Bretagne subissent-ils une oppression spécifique, en tant que musulmans, et si oui, laquelle?

Cet article soutiendra le point de vue que les musulmans qui vivent en Grande-Bretagne souffrent d'une oppression, d'une haine et d'un fanatisme antimusulmans spécifiques, mais que, pour comprendre et décrire ces phénomènes, il nous semble plus adéquats de les qualifier de racisme antimusulmans.

- Islamophobie

L'utilisation du terme «islamophobie» pour décrire des phénomènes antimusulmans brouille les distinctions entre

- les musulmans en tant que personnes,
- l'Islam en tant que religion (qui, comme toutes les religions, recouvre un spectre très large et varié d'idées, de pratiques et de cultures),
- et les politiques de droite (y compris l'islamisme) ou de gauche inspirées par l'islam.

Quelles que soient les intentions initiales de ceux qui ont popularisé ce terme dans les années 1990, et les intentions de ceux qui l'utilisent aujourd'hui, son emploi est étroitement lié à la montée de courants religieux réactionnaires, de droite ou d'extrême droite. Comme l'explique le militant bengali de gauche Ansar Ahmed Ullah: «Nous n'utilisons pas le terme d'«islamophobie». Qualifier une idée ou une personne d'«islamophobe» est un moyen utilisé par les islamistes pour se défendre lorsqu'ils sont critiqués.»

La façon dont ce terme s'est répandu a favorisé l'idée que toute critique des politiques et des pratiques islamiques ultra-conservatrices serait une critique de l'islam en soi, donc une critique haineuse, fanatique, hostile à tous les musulmans en tant qu'individus.

En outre, l'hostilité à la religion musulmane en tant que telle ne permet pas d'analyser et combattre les multiples aspects de la discrimination et de l'oppression subies par les musulmans en Grande-Bretagne et dans d'autres pays, discrimination et oppression qui, pour l'essentiel, entretiennent peu de rapports avec l'Islam en soi (ce qui ne veut pas dire que l'on doit faire abstraction du fait que les victimes sont des musulmans).

La nécessité de démêler ces différentes questions apparaît clairement lorsqu'on dresse le bilan du gouvernement Blair. Ce gouvernement a mené des politiques racistes de toutes sortes, dont certaines ciblaient spécifiquement les musulmans. Mais, sur de nombreux points, il n'était pas islamophobe mais islamophile, puisqu'il finançait des organisations islamiques, facilitait la mise en place d'écoles islamiques, etc. Qualifier donc Blair d'«islamophobe», ce n'est pas clarifier la compréhension de sa politique mais l'obscurcir.

Dans divers écrits depuis 2007, Robin Richardson, qui a coordonné la publication en 1997 d'un important rapport du Runnymede Trust sur l'islamophobie (*Islamophobia: A Challenge for Us All*, «L'Islamophobie : un défi pour nous tous») a émis des critiques comparables à propos du terme islamophobie. Mais il souligne que, dans la mesure où ce concept est largement accepté et utilisé, notamment par les musulmans et musulmanes eux-mêmes, il n'est pas possible de l'abandonner.

Je ne vais pas gaspiller de l'énergie pour m'opposer à l'utilisation de ce mot, mais je ne l'emploierai pas. Une autre expression, que Richardson indique, le racisme antimusulmans, a beaucoup plus de sens pour moi.

- Haine et fanatisme anti-islamiques, racisme antimusulmans

Les attitudes fanatiques envers l'islam comme ensemble d'idées, de pratiques et de traditions, posent problème notamment parce qu'elles se situent précisément au cœur de certaines idéologies de droite: la presse de droite ignore l'histoire et le contenu de l'Islam, ce qui l'amène à répandre des rumeurs ou des interprétations stupides ; quant à l'extrême droite organisée, elle diffuse des affirmations et perpète des actions antimusulmanes extrêmement violentes.

On en trouve de multiples manifestations : cela va de certaines opinions (souvent conspirationnistes) sur la politique internationale à des prises de position sur l'islam et les droits des femmes, les droits des LGBT, etc. Tantôt ces critiques se fondent sur des arguments surtout religieux (elles se réfèrent au texte du Coran, etc.); tantôt elles reposent sur des arguments «culturels» dans lesquels se manifeste un racisme implicite ou explicite – mais, dans les deux cas, les discussions sur la nature de l'islam jouent un rôle crucial.

Parfois, certains éléments isolés de ces critiques sont vrais – mais ceux qui les mettent en avant ont en fait de «véritables raisons» racistes (plus discrètes) et de «bonnes raisons» publiques pour les exprimer. Notre critique socialiste de l'Islam n'a rien à voir avec les critiques mal informées, incohérentes et parfois mensongères de la droite ou de l'extrême droite. Nous devons évidemment tenir compte des différences textuelles, idéologiques et pratiques entre les religions, mais notre critique de chaque

religion particulière doit être cohérente avec notre critique de toutes les religions et notre vision globale du monde, y compris notre antiracisme.

Une telle cohérence n'est possible que parce que les critiques que les marxistes adressent à la religion ont un fondement matérialiste et non religieux. Nous cherchons à comprendre et critiquer l'islam et les sociétés à majorité musulmane en tenant compte de leur contexte social et de la lutte des classes, de la même manière que nous critiquons le christianisme et les autres religions et cultures.

L'hostilité fanatique contre une religion ne donne pas toujours naissance au genre de racisme que doivent affronter de nombreux musulmans en Grande-Bretagne. Aux États-Unis, pendant une longue période, il existait des sentiments véhéments et très répandus contre la religion catholique, mais si l'on observe l'évolution du fanatisme envers les groupes ethniques fortement associés au catholicisme (Irlandais, Italiens, etc.), cette hostilité ethnique a disparu bien avant la disparition des sentiments antireligieux catholiques. Par exemple, les catholiques irlandais sont devenus une force majeure dans la société et la politique américaines dès le début du XX^e siècle.

Le racisme antimusulmans a explosé depuis 2001, mais la «guerre contre le terrorisme» n'explique pas vraiment pourquoi. Après tout, au début des années 1970, les républicains irlandais ont perpétré bien davantage d'attentats à la bombe en Angleterre qu'il n'y a eu d'attentats islamistes depuis cette période. Les sentiments anti-irlandais étaient très répandus à l'époque, mais ils ont disparu relativement rapidement, avant même la signature du cessez-le feu en Irlande.

En Grande-Bretagne, la plupart des musulmans vivent dans des conditions matérielles qui les rendent vulnérables au racisme. Si nous devons nous opposer à toute haine, phobie ou fanatisme contre l'Islam, notre préoccupation fondamentale, en tant que révolutionnaires socialistes, n'est pas de «défendre l'islam», mais de comprendre ce racisme afin de pouvoir le combattre.

- Qu'est-ce que le racisme?

Affirmer que tel ou tel groupe «n'est pas une race» ne résout rien ; c'est méconnaître la nature du racisme.

Les «races» n'existent pas, il n'y a qu'une espèce humaine. Aujourd'hui, peu de gens croient encore au racisme du XIX^e siècle ou au racisme biologique de style nazi (conceptions fondées sur la croyance en l'existence réelle de races distinctes) – ou du moins ils ne l'expriment plus ouvertement. Les arguments racistes impliquent souvent une variante de la phrase «Je ne suis pas raciste, mais...»

Presque partout dans le monde, le racisme implique une hostilité fondée sur des préjugés (et sur l'oppression institutionnelle construite à partir de

cette hostilité) envers tous les membres d'un groupe. Ce groupe n'est pas toujours défini de façon pseudo-scientifique comme une «race», mais il a des caractéristiques communes qui ne sont pas fondées sur des choix individuels mais sur des caractéristiques communes – souvent la couleur de la peau, mais aussi la langue ou la religion (présumée).

Historiquement, en Grande-Bretagne, le racisme est étroitement lié à la couleur de la peau, mais on peut trouver de nombreux exemples dans le monde qui montrent que cet élément n'est pas indispensable. Les musulmans du Gujarat ressemblent aux Hindous et les catholiques d'Irlande du Nord ressemblent aux protestants mais, dans ces contextes, les étiquettes religieuses décrivent en fait des groupes ethniques définis par leur patrimoine religieux.

- De quoi parlons-nous?

En Grande-Bretagne, les musulmans souffrent de l'hostilité d'une partie de la population et d'une oppression particulière. Est-ce parce qu'ils sont musulmans? Plus de 60 % des musulmans vivant en Grande-Bretagne sont originaires de l'Asie du Sud (à peu près 38 % viennent du Pakistan, 15 % du Bangladesh, 7 % d'Inde, 7 % d'autres pays asiatiques). Le racisme contre les Asiatiques du Sud (que les racistes appellent les «Pakis») possède une longue histoire au Royaume uni. Le racisme antimusulmans n'est-il pas tout simplement le racisme anti-Asiatiques, rajeuni peut-être par une nouvelle dose de rhétorique?

Les Asiatiques du Sud en Grande-Bretagne, en particulier les Pakistanais et plus encore les Bangladais, continuent à vivre dans une situation défavorisée, que ce soit en termes de pauvreté, d'emploi, de logement, etc. Dans la société capitaliste, il existe une loi générale selon laquelle ceux qui souffrent de désavantages sociaux deviennent généralement aussi la cible de l'intolérance et de l'oppression – pour justifier cette situation défavorisée et parce qu'ils constituent des cibles ou des boucs émissaires relativement faciles et vulnérables. Les nomades irlandais (les «travellers¹») et les Roms sont des exemples connus. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le racisme anti-Asiatiques ait été plus persistant que le racisme contre les Irlandais («travellers» mis à part), qui depuis longtemps jouissent d'une situation économique meilleure, sont intégrés et ont désormais confiance en eux-mêmes.

¹ Victimes de discriminations nombreuses depuis le Moyen Age, discriminations décrites en détail par la Commission des droits de l'homme de l'ONU, ces Irlandais nomades sont environ 25 000 en Irlande, 15 000 au Royaume-Uni et 10 000 aux Etats-Unis (*NdT*).

Il n'est pas facile d'établir que les musulmans souffrent de discriminations spécifiques dans l'emploi, le logement, etc., uniquement parce qu'ils sont musulmans – par exemple, qu'un migrant albanais ou turc souffre de discriminations pires que celles d'un Bulgare ou Roumain, et ce pour des raisons spécifiquement religieuses. Néanmoins, on ne peut décemment ignorer le fait que la grande majorité des Asiatiques en Grande-Bretagne qui souffrent le plus de la pauvreté et des inégalités sociales sont musulmans – et que les musulmans, en tant que groupe, appartiennent massivement à des ethnies qui souffrent de tels désavantages sociaux. (Il faut d'ailleurs noter que si 50 % des musulmans vivant en Grande-Bretagne sont d'origine pakistanaise ou bangladaise, plus de 10 % sont d'origine africaine ou caribéenne.) Ces facteurs sociaux donnent chair au racisme antimusulmans et le renforcent.

De plus, depuis les années 1980, la religion en général est devenue une force plus importante dans la politique britannique et la politique mondiale, et les musulmans asiatiques, en Grande-Bretagne, sont beaucoup plus susceptibles de mettre en avant leur identité en tant que musulmans. La vision du monde diffusée par les racistes anti-Asiatiques a elle aussi changé – y compris à l'extrême droite, comme par exemple le British National Party¹ qui s'est emparé de ce thème et avec l'apparition et la montée d'organisations d'extrême droite spécifiquement antimusulmanes comme l'English Defence League². Les racistes sont beaucoup plus susceptibles de concentrer leur hostilité contre les musulmans en particulier, mais en même temps l'image populaire raciste d'un musulman est encore celle d'un Asiatique.

En d'autres termes, le racisme anti-Asiatiques persiste, mais il se combine au racisme antimusulmans. L'entrelacement entre les deux est démontré par le fait qu'une personne d'origine asiatique, qui n'est pas musulmane mais ressemble au stéréotype d'un musulman, peut très bien devenir une cible pour des racistes antimusulmans. Avoir la peau «foncée»

¹ Créé en 1982 suite à la fusion de plusieurs groupes, le BNP est partisan du «départ volontaire» des immigrants et de leurs descendants dans leur «pays d'origine», favorable à la peine de mort, hostile au mariage homosexuel et au multiculturalisme qu'il considère comme le cheval de Troie de «l'islamisation» du pays. Son score le plus élevé a été atteint en 2010, aux élections législatives avec 563 000 voix, soit 1,9 % des votants. Il a connu plusieurs scissions récentes (*NdT*).

² EDL : groupe d'extrême droite créé en 2009, contre une prétendue «islamisation de l'Angleterre». En crise depuis 2013 tout comme le BNP (*NdT*).

peut faire de vous une cible plus que le fait d'appartenir à un groupe ethnique à majorité musulmane (par exemple, les Turcs).

Bien sûr, le racisme antimusulmans possède d'autres effets qui affectent tous les musulmans et musulmanes, comme nous l'avons évoqué ci-dessus. Ces aspects sont souvent plus évidents que les désavantages sociaux et la pauvreté qui frappent les communautés musulmanes d'Asie du Sud en particulier, même si ces effets sont en partie liés à leur situation sociale défavorisée. Les mobilisations d'extrême droite; les attaques contre des mosquées; le harcèlement dans la rue ou les attaques violentes contre des personnes vêtues d'une certaine manière; les affirmations absurdes et haineuses dans la presse de droite; la répression de l'État qui se focalise sur les hommes musulmans – tous ces phénomènes peuvent affecter les musulmans de différentes «races», même si les Asiatiques sont souvent ciblés.

- L'avenir du racisme antimusulmans

Dans une situation où l'Etat coupe dans les budgets sociaux, où les conditions sociales se détériorent, etc., nous savons que le racisme a en général tendance à s'aggraver.

L'«austérité» frappe «naturellement» davantage les plus défavorisés, tandis que la propagande contre tels ou tels boucs émissaires augmente également. Malgré la confusion qui règne actuellement dans les groupes d'extrême droite, les «infractions motivées par la haine» contre les musulmans ont augmenté dans tous les grandes concentrations de population musulmane en 2013. Les chiffres de l'enquête sur la délinquance et la criminalité en Angleterre et au Pays de Galles indiquent que, en 2012-2013, les infractions motivées par la haine contre une religion (essentiellement contre l'islam) ont augmenté beaucoup plus vite que les infractions motivées par la haine raciste.

L'année 2012-2013 a été l'année de l'assassinat de Woolwich¹ et d'une (relativement petite) vague d'agitation antimusulmane qui a suivi cet événement. Nous ne connaissons pas encore les chiffres pour l'année 2013-2014.

Certes, il est vrai que, à droite, l'agitation contre les immigrés a remplacé l'agitation contre les musulmans, ce qui n'est pas surprenant vu la situation confuse du BNP et de l'EDL, et étant donné la montée de l'UKIP. Mais puisque le racisme antimusulmans a des racines profondes, il est

¹ Le 22 mai 2013, un soldat de l'armée britannique, Lee Rigby, du régiment royal des fusiliers marins, fut attaqué et assassiné en pleine rue par deux Nigériens, convertis à l'islam (*NdT*).

probable qu'il perdurera. Ce n'est pas seulement parce que l'UKIP est une force moins virulente que l'extrême droite antimusulmane. C'est aussi parce que le racisme antimusulmans s'appuie sur des thèmes anti-Asiatiques plus enracinés et parce que la plupart des migrants européens sont, à l'exception des «travellers» et des Roms, moins pauvres et donc moins vulnérables.

Ce problème ne va donc pas disparaître de sitôt.

Sacha Ismail, Alliance for Workers Liberty (Grande-Bretagne), 24 juin 2014

- A propos de *Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient* de Jean-Loup Amselle

Jean-Loup Amselle fait partie des rares intellectuels qui se souviennent encore que la société française est structurée en classes sociales aux intérêts divergents et non en communautés religieuses, ethniques, nationales ou raciales. Un des rares à se réclamer de l'universalisme et des Lumières sans tomber dans l'idéologie du «conflit des civilisations».

Ce compte rendu commencera donc par exposer en quoi ce livre – dont le ton hésite entre celui du pamphlet et celui de l'analyse pédagogique (pédagogie indispensable en ces temps de régression théorique) – est le bienvenu.

Bienvenu d'autant plus que les confusionnistes (pour notre part nous préférons ce terme à celui de «rouges-bruns»¹) pullulent à gauche, à l'extrême gauche et chez les libertaires.

C'est d'ailleurs ce qui constitue l'une des difficultés d'analyser ce qui se passe dans le champ intellectuel et dans les différents courants dits anticapitalistes. Dans une interview récente, l'antisémite Jean Bricmont se demande avec une fausse naïveté ce qu'il y a de commun entre lui, Dieudonné, Soral, Chomsky, Chouard, Michéa, Lordon, les Indigènes de la République et quelques autres prétendus «anti-impérialistes» d'(extrême) droite et d'(extrême) gauche.

Le livre d'Amselle répond en partie à cette (fausse) question de Bricmont.

L'auteur décortique rapidement les idéologies identitaires fondées sur le «primitivisme» (idéalisation des sociétés dites primitives, sous domination coloniale ou néocoloniale ; et idéalisation de la paysannerie du Nord comme du Sud). C'est sans aucun doute la partie la plus intéressante de ce livre. Comme il l'écrit : «*Le primitivisme, sous la forme d'un populisme de*

¹ Sur ce sujet, un texte essaie de traiter cette question par l'humour «Fiche technique : comment reconnaître un rouge-brun» (<http://reflets.info/fiche-technique-comment-reconnaitre-un-rouge-brun/>).

Cet article permet aussi de réfléchir et de débattre même si je ne partage sans doute pas le point de vue de l'auteur et du site, car ils sont un peu trop «citoyennistes» à mon goût. Mais nul n'est parfait... Les réactions qui suivent l'article sont aussi intéressantes à lire que le texte car elles prouvent (malheureusement) l'étendue du confusionnisme actuel, notamment sur les réseaux sociaux, et montrent à quel point les internautes qui consultent ce site sont plutôt réac tout en se croyant de gauche...

l'autochtonie, est donc un schème de pensée éminemment malléable et, à ce titre, il peut être aussi bien récupéré par l'(extrême gauche) que par l'(extrême) droite.»

L'auteur explique très justement que les «rouges-bruns» sont en grande partie une création des médias et qu'ils leur fournissent sans arrêts des tribunes.

Il se livre aussi à une critique des notions de peuple¹, ethnie, race, groupe, nation, communauté, diaspora, etc., analyse fort utile mais qui nous laisse sur notre faim. Car si Amselle expose les dérives possibles (ou inévitables) de l'usage de ces notions, il ne nous explique pas quelles notions lui sembleraient plus adéquates.

Il sympathise avec le point de vue de Shlomo Sand sur l'«invention du peuple juif» (point de vue pas vraiment original puisque tous les peuples ont été «inventés»), mais ne nous explique ni comment qualifier les habitants d'Israël (anciens «autochtones» ou nouveaux immigrants) ni comment qualifier les Juifs et les juifs de la «diaspora» qui se sentent des liens privilégiés avec les habitants juifs de l'Etat d'Israël.

Plus grave, il semble approuver les résolutions de la conférence de Durban sans nous expliquer sur quel point. Il faut écouter son débat avec Luc Ferry sur France Culture pour découvrir que selon lui Israël serait un Etat colonial (serait-ce le seul sur cette planète ?), une société d'apartheid (même question), que les «sionistes» sont une des causes de l'antisémitisme, etc. Bref des réflexions particulièrement douteuses... Qui sont d'ailleurs contradictoires avec ce qu'il écrit p. 266 dans *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Stock, 2008 : «*que l'Etat israélien soit colonial de fondation et de fonctionnement qui le nierait (...) mais est-ce vraiment la question alors que pas une fois dans ce livre (celui de Badiou, Y.C.) n'est affirmé le droit à l'existence d'Israël ?*»

Enfin, il évoque son identité de «judéo-marxiste originaire de la capitale» pour ridiculiser/relativiser la notion d'identité, mais il emploie plusieurs fois l'expression «notre pays» et va même jusqu'à envisager un bon protectionnisme en ces termes «*non pas qu'il faille être systématiquement hostile au protectionnisme et au souci de défendre l'économie de notre pays*». Quand un auteur met l'adjectif républicain à toutes les sauces (Amselle évoque à plusieurs reprises l'«universalisme républicain») et emploie une expression comme «notre pays», c'est bien qu'il reconnaît une certaine validité à la notion de nation. A moins qu'il ne s'identifie à l'Etat du pays où il vit, ce qui serait tout aussi réactionnaire.

¹ *Ni patrie ni frontières* a abordé cette question à plusieurs reprises [réf. 36].

Pourquoi y aurait-il une nation française et pas une nation israélienne ? Un peuple français et pas de peuple(s) juif (s) ou de peuple israélien ? Pourquoi aurait-il le droit d'écrire «notre pays» et pas un Israélien ? Mystère. La condamnation du nationalisme (du patriotisme ou du chauvinisme) ne peut qu'être mondiale....

Pour terminer sur une note positive, et c'est suffisamment exceptionnel pour le souligner, Amselle est l'un des rares intellectuels français à dénoncer sincèrement ET l'antisémitisme et l'islamophobie (pour ma part je préfère le terme de paranoïa antimusulmane). L'un des rares à ne pas vouloir hiérarchiser les oppressions et les discriminations au détriment ou en faveur de telle ou telle communauté. L'un des rares à remettre en cause la racialisation opérée par le Front national, les intellectuels multiculturalistes, les Indigènes de la République, certains groupes d'extrême gauche, les intellectuels nationaux-républicains (Taguieff, Debray, Finkielkraut), et à en montrer les effets délétères.

Là encore, petit bémol : s'il critique la pseudo théorie du «racisme anti-Blancs» il semble croire que ce pseudo-racisme, à force d'être martelé dans les têtes, aurait acquis une consistance réelle («le "racisme anti-Blancs", miroir du racisme anti-Noirs et anti-Arabes est bien et bien devenu une réalité dans notre pays»). On ne comprend pas s'il veut dire que ce mythe s'est considérablement développé ou si les «petits Blancs» seraient discriminés par les «non-Blancs».

Un livre très utile, donc, mais (sans doute parce qu'il a été écrit «dans l'urgence¹» selon l'aveu même de son auteur), un ouvrage qui nous laisse sur notre faim car il recèle quelques contradictions non résolues. Espérons que Jean-Loup Amselle saura nous expliquer de façon plus détaillée ses points de vue, dans un prochain livre, sur les questions qu'il aborde. En attendant, on pourra écouter sur France-Culture plusieurs de ses interviews² ou lire ses livres précédents, notamment *Rétrovolution. Essais sur les primitivismes contemporains* (2010) et *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes* (2008), tous deux publiés chez Stock.

Y.C., 16/11/2014

P.S. *Les nouveaux rouges-bruns* de Jean-Loup Amselle a été édité par Lignes, en 2014, 116 pages, 14 €

¹ Autre exemple : ses réflexions sur l'interprétation antifasciste de l'assassinat de Clément Méric sont particulièrement obscures et auraient mérité d'être développées pour éviter toute ambiguïté...

² On trouve la liste de ses interventions ici : <http://www.franceculture.fr/personne-jean-loup-amselle.html>.

Liste des articles parus dans *Ni patrie ni frontières*, liés aux sujets abordés dans ce numéro

Pour alléger l'appareil de notes faisant référence à des articles déjà publiés par la revue, voici une liste dont les numéros sont indiqués en caractères gras et entre crochets au fil des pages.

1. «Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses» (*NPNF* n° 38-39 et 40-41, 2012)

2. «L'extrême gauche saura-t-elle réfléchir après les meurtres antisémites de Toulouse ?» (*NPNF* n° 38-39, 2012)

3. *Compil'* n° 4 :

- «Attentats et “accidents de travail” : une “théorie” confuse et dangereuse»

- «Terrorisme : définitions et débat»

- Gerry Byrne : «Madrid, 11 mars 2004, et “moralisme” : leur morale et la nôtre»

- «A propos de *Les terroristes disent toujours ce qu'ils vont faire*» ; «*Temps critiques* ou “le communisme-tout-de-suite” ?»

- un texte plus général de *Temps critiques* «Le communisme une médiation»

- et la «Préface à la seconde édition de *Individu, révolte et terrorisme*» de Jacques Wajnsztein.

4. «Le jésuite Pierre Tevanian est un digne représentant de la confusion gauchiste postmoderne» (2013).

5. Johan Most : «La peste religieuse», 1892 (*Compil'* n° 5).

6. Jules Guesde : «Laïcisation à faire», 1887 (*Compil' NPNF* n° 5).

7. Paul Lafargue : «Le mythe de l'immaculée conception», 1896 (*Compil'* n° 5).

8. *Compil'* n° 2 :

- Maryam Namazie (2003) : «L'«islamophobie» n'a rien à voir avec le racisme !»

- Organisation pour la liberté des femmes en Irak (2003): «Pour une loi consacrant l'égalité des sexes» (2003)

- Maryam Namazie (2003) : «Bas les voiles !»

- Azam Kamguian (2003): «L'Islam et la libération des femmes au Moyen-Orient»

- Azam Kamguian (2004): «Islamisme et multiculturalisme»

- Houzan Mahmood (2004): «Une liberté sans aucun contenu»

- Mariam Namazie, Fariborz Pooya, Bahram Soroush (2004): «Faut-il défendre la liberté d'expression des islamistes?»

- Azar Majedi (2004): «Faut-il interdire le voile?»

- Mariam Namazie, Bahram Soroush (2004): «Islam et droits de l'homme? Zéro pointé !»

- Azar Majedi (2004): «Islam politique contre laïcité»
- Houzan Mahmood (2004): «L'islam politique et les droits des femmes en Irak»
- Maryam Namazie (2006): «Religions, relativisme culturel et instrumentalisation des droits humains»
- Mina Ahadi (2007): «Aucune religion n'est réformable»
- Mina Ahadi (2007): «Cessez de nous coller l'étiquette de musulmans»
- Maryam Namazie (2003): «Bas les voiles !»
- Houzan Mahmood (2007): «La charia n'est pas une culture»
- Houzan Mahmood (2003), «Les superstitions, les lois et les coutumes religieuses sont la honte du 21^e siècle»
- Arash Sorx (2003): «Le rôle de la religion dans la propagation du Sida»

9. *Compil'* n° 5 :

- Lénine : «Socialisme et religion» (1905) et «De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (1909)
- Camillo Berneri : «Le prolétariat ne se nourrit pas de curés» (1936)
- Bordiga: «Anticléricalisme et socialisme» (1949) ; «Laïcité et marxisme» (1949) ; «Le marxisme face à l'Eglise et à l'Etat» (1949)
- Pannekoek: «Sur la religion» (1950)
- Dave Crouch : «Les bolcheviks, l'Islam et la liberté religieuse» (2003) et mon commentaire «Le SWP et l'islam: les silences des agneaux trotskistes»

10. «Contribution à l'histoire du christianisme primitif» (*Compil'* n° 5).

11. «Les dix commandements de la Gauche théocompatible» (2007, *Compil'* n° 5).

12. «Sur le christianisme de gauche» (lettre d'un lecteur, 2010).

13. «“Jésus socialiste” vu par Chavez et... Engels» (*Compil'* n° 5)

14. Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme (2004, *Compil'* n° 6)

15. «La triste farce de la victoire du non» (2005, *Compil'* n° 6).

16. «L'identité nationale : un mythe rance et dangereux. Une vieille question jamais réglée à gauche» (2009, *NPNF* n° 33-34-35).

17. Romy Hassan (2003) : «Islamophobie et alliances électorales en Grande-Bretagne» (*Compil'* n° 2)

- «Saïd Bouamama, un sociologue au service du hijab.....ou la construction d'un «paternalisme respectable» (2004, *Compil'* n° 2)

- «Islamophobie ? Mythes et réalités - A propos des arguments d'un obscurantiste «radical» (2007, *Compil'* n° 2)

18. Clive Bradley (2002): «La gauche et l'«anti-impérialisme réactionnaire» : la théorie de l'adaptation»

- Sacha Ismail (2009) : «L’islamisme et la nouvelle gauche arabe : une critique du SWP» (2009).

19. «“Soulèvements arabes” : il est temps de dire “Bye, bye, Castoriadis !”» (2011, *NPNF* n° 40-41)

20. «L’essor de l’islam en France et ses conséquences politiques négatives pour les mouvements ouvrier et féministe» (2005, *Compil’* n° 2)

- «Le hijab, la gauche et l’extrême gauche» (2005, *Compil’* n° 2)

21. Cf. le débat entre le trotskyste Martin Thomas (Alliance for Workers Liberty) et les membres du Parti communiste ouvrier d’Iran en 2006 : Maryam Namazie et Arashe Sorkh (*Compil’* n° 2)

22. Janine Booth (2005) : «Les différences culturelles peuvent-elles excuser le sexisme ?» (*Compil’* n° 6)

23. «Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne» (2010, *Compil’* n° 6)

24. «“Haine de l’autre”, racisme et religion» (2011, *NPNF* n° 40-41) ;

- «Racisme institutionnel et action affirmative» (2007, *NPNF* n° 21/22).

25. «Multiplicité des formes de l’antisémitisme et antisémitisme “mondialisé” actuel» (2014, *NPNF* n° 46/47) ;

- «L’extrême gauche saura-t-elle réfléchir après les meurtres antisémites de Toulouse ?» (2012, *NPNF* n° 38/39).

26. *Compil’* n° 2 :

- «Hezbollah : un Parti-Etat totalitaire» (2004) ;

- «Gilbert Achcar et les multiples contradictions trotskystes face à «l’intégrisme islamique» (2007) ;

- «Contorsions libertaires face au Hezbollah et au nationalisme arabe» (2007).

27. «Géopolitique de l’islam et dhimmis juifs» (2007, *Compil’* n° 2).

28. «Le sionisme, l’antisémitisme et la gauche» interview réalisée par Martin Thomas en 2010 (*NPNF* n° 44-45).

29. Cf. «Le meurtre d’Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste» et la discussion avec quelques libertaires qui défendaient malheureusement le même point de vue (*Compil’* n° 1).

30. «“Indi...gènes” ? “Indi...génat” ? “Indi...génisé” ? Des “concepts” indi...gents !» (2005) ;

- et un texte des Luftmenschen «Indigènes de la République : derrière le “féminisme islamique”, le racisme et le patriarcat» (2011)

31. «Mme Bouteldja falsifie C.L.R. James au service d’un “antisémitisme progressif”... imaginaire !» (*NPNF* n° 44-45)

32. «Edouard Drumont, maître à penser de Mme Houria Bouteldja : les Indigènes de la République réussissent leur examen d’entrée dans l’extrême droite gauloise» (disponible sur Internet)

33. «Multiplicité des formes de l’antisémitisme et antisémitisme mondialisé actuel» (*NPNF* n° 46-47)

- «Sources de l'antisémitisme de gauche, anti-capitaliste et/ou anti-impérialiste» (*NPNF* n° 44-45).

34. «Les ambiguïtés de la thèse de l'islamophobie» ;

- «Islamophobie ? Mythes et réalités - A propos des arguments d'un obscurantiste "radical"» (*Compil'* n° 2);

- «Entrée Islamophobie», (2011, *NPNF* n° 36-37).

35. «Les dix commandements de la gauche théocompatible» (*Compil'* n° 2)

36. Cf. «Culture, nation, ethnie, nationalisme : du flou et du moins flou de quelques définitions» extrait du livre de Karim Landais *Anarchisme, nation, identité, culture- Régionalisme, nationalisme et anarcho-indépendantisme* ;

- «Banlieues :La racialisation des questions sociales mène à une impasse» (*NPNF* n° 21-22);

- «Race, culture, peuple, racisme, civilisation : quelques définitions provisoires» (*NPNF* n° 40-41).

- le n° 36/37 de *Ni patrie ni frontières* «Extrême gauche/extrême droite : inventaire de la confusion»»

- «Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne» (*Compil'* n° 6)

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

- Revues (photocopiées)

N° 1 : *Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €*

N° 2 : *Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €*

N° 3 : *Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €*

N°4/5 : *États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €*

N° 6-7 : *Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €*

N° 8-9 : *Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la *Compil'* n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)*

N° 10 : *Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la *Compil'* n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €*

N° 11-12 : *Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la *Compil'* n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)*

N° 13-14 : *Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €*

N° 15 : *«Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €*

N° 16-17 : *«Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €*

N° 18-19-20 : *Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la *Compil'* n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)*

- Revues (imprimées)

N° 21-22 : *Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskystes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €*

N° 23-24 : *Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €*

N° 25-26 : *Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€*

N° 27-28-29 : *Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €*

N° 30-31-32 : *Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)*

N° 33-34-35 : *Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€*

N° 36-37 : *Inventaire de la confusion (2011), 10 €*

N° 38-39 : *De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €*

N° 40-41 : Soulèvements arabes (2012), 10 €

N° 42-43 : Nos tares politiques, tome 1 (2014), 10 €

N° 44-45 : Nos tares politiques, tome 2 (2014), 12 €

Brochures

– Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)

– La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)

– Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

- Anthologies et livres :

– *Compil' 1* : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €

– *Compil' 2* : *Islam, islamisme, «islamophobie»* (anthologie), 2008, 344 p., 10 €

– *Compil' 3* : *La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie* (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €

– Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €

– *Compil' 4* : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 €

– *Compil' 5* : *Religion et politique* (anthologie), 2010, 400 p., 12 €

– *Compil' 6* : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes* (anthologie), 12 €

– *Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p., 2010, 12 €

– *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p., 2010, 6 €

– Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 345 p., 2010, 12 €

– G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 €

– Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 €

– Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14€

– *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €

ABONNEMENTS ET COMMANDES : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». L'abonnement coûte 28 € pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (*idem*).

Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Des altermondialistes aux Indignés : Bilan provisoire

- Avril 2012 – N° 38-39 – 10 €, mai 2012

L'altermondialisme commence à avoir une longue histoire et est présent dans de nombreux pays. Ce numéro tente de dresser un bilan provisoire, partiel et partial, en évoquant les lignes de force idéologiques qui font consensus au sein du «mouvement des mouvements», au-delà des divergences multiples, profondes ou superficielles. Nous republions plusieurs textes du groupe néerlandais De Fabel van de illegaal, du Cercle social et de *L'Oiseau Tempête*, qui, il y a dix ans, avaient fort bien perçu les limites et les faiblesses de l'altermondialisme. Leurs critiques n'ont, hélas, pas été démenties par les faits.

La revue présente ensuite trois points de vue différents sur le mouvement des Indignés, deux assez sévères et le dernier plus dans le questionnement. Nous ne prétendons pas, bien sûr, épuiser dans ce numéro l'étude de ce récent produit dérivé de l'altermondialisme.

Les camarades néerlandais du groupe Doorbraak nous racontent leur première campagne contre le travail obligatoire aux Pays-Bas, ce laboratoire de toutes les politiques antisociales en Europe.

Nous abordons ensuite la façon dont les milieux d'extrême gauche ont réagi face à la tuerie de Toulouse, en niant sa dimension antisémite, comme à leur habitude, et en s'alignant sur la version des médias et du pouvoir selon laquelle Mohamed Merah aurait été un «fou», un «sociopathe», un «psychopathe» et/ou un «loup solitaire». Ou bien en cherchant désespérément une explication dans une abracadabrante théorie du complot.

Nous publions deux textes des Luftmensen, l'un sur la signification des attentats commis par le fasciste norvégien Anders Behring Breivik, l'autre sur «les racines et les excroissances du négationnisme». Ces deux articles tentent d'expliquer ce qu'est le néofascisme aujourd'hui et quelles sont ses influences idéologiques.

Nous lançons quelques pistes sur la question de l'antisionisme en soulignant certains éléments peu connus, en tout cas peu discutés, de son histoire, qui à notre avis permettent de mieux saisir les limites de l'antisionisme de gauche actuel.

Enfin, nous publions un article sur les proximités idéologiques entre Alain Soral et Hassan Iquioussen, texte qui éclaire les convergences surprenantes entre les extrêmes droites «gauloise» et «musulmane» en France.

Prix: 10 euros

Sur les soulèvements arabes

Ni patrie ni frontières n° 40-41, 10 €, juin 2012

Ce numéro porte essentiellement sur les révoltes dans les pays arabes. La première partie, la plus longue, contient deux imposantes brochures du groupe Mouvement communiste («Tunisie: Restructuration à chaud de l'État après une tentative d'insurrection incomplète» et «Égypte: Compromis historique sur une tentative de changement démocratique»), qui tentent de nous donner quelques clés sur ce qui s'est passé dans ces deux pays en 2011.

En dehors de nous fournir une chronologie précise, une bibliographie, et de nombreuses données statistiques, ces articles essaient de décrire et comprendre les forces sociales et politiques en présence. Les auteurs partent d'un point de vue de classe et non de considérations sur le «conflit des civilisations» ou le retard «culturel ou anthropologique» des Arabes comme le font certains esprits distingués.

Qu'ils approuvent ou pas le parti-pris marxiste orthodoxe de Mouvement communiste et le fait que ces camarades placent au centre de leurs espérances l'auto-organisation et les luttes des prolétaires, les lectrices et lecteurs de cette revue disposeront d'analyses sociales, historiques et économiques solides, loin de tout triomphalisme gauchiste et de toute naïveté tiersmondiste.

L'idéal aurait sans doute été de publier un recueil de traductions d'articles écrits par des groupes ou des individus militant sur place, malheureusement cela ne nous a pas été possible – cette fois-ci.

La seconde partie de la revue, beaucoup plus polémique que la première, commence par souligner la complicité des régimes de Chavez et Castro avec les dictatures de Bachar al-Assad et Mouammar Kadhafi, complicité dont les fondements économiques et financiers ont apparemment échappé aux «anti-impérialistes», aux altermondialistes de tout poil, au *Monde Diplomatique*, à Acrimed, etc. Bref, à tous ces militants qui sont prêts à payer 1 500 billets d'avion pour montrer leur solidarité avec les Palestiniens soumis au colonialisme israélien, mais pour qui les 10 000 morts (et le compteur macabre continue à tourner à toute vitesse) massacrés en quelques mois par le régime «anti-impérialiste» syrien, soutenu par Castro et Chavez, leurs idoles, n'est qu'un «point de détail»...

Un article rappelle la complicité de tous les partis de l'Internationale socialiste avec les régimes de Ben Ali et de Moubarak, car les militants ont souvent la mémoire courte, très courte.

Deux textes proposent quelques définitions provisoires des modalités du racisme, des différentes formes de discriminations, mais aussi de termes comme ceux de culture, peuple et civilisation.

Enfin, nous nous interrogeons sur la pertinence de certaines déclarations du philosophe Cornelius Castoriadis à propos du monde arabo-musulman. Cette réflexion est née d'une discussion avec un collectif de «castoriadiens» (Lieux Communs). Le débat a tourné court et s'est mal terminé, mais il aura au moins permis de révéler que, même chez des individus «radicaux» qui prétendent avoir un esprit critique ; qui affirment échapper à tous les pièges des modes intellectuelles réactionnaires ; qui dénoncent ce qu'ils appellent avec hauteur le simplisme, l'inculture et le sectarisme de l'extrême et de l'ultra gauche, eh bien, même chez ces individus-là, on trouve des pulsions xénophobes bien enracinées et des raisonnements racialisants, parfaitement ordinaires, sous un vernis intellectuel propre à épater les gogos.

Au nom du droit à la critique de la religion, de l'islam et de l'islamisme, d'une dénonciation justifiée des régimes dictatoriaux dans les pays dits arabo-musulmans, et au nom d'une prétendue nouvelle pensée «révolutionnaire» favorable à «l'autonomie» (tarte à la crème, déjà avariée, venue remplacer l'autogestion des années 60 et 70, idéologie désormais inutilisable) et à la «démocratie», ces individus tombent en fait dans les pièges les plus grossiers que nous tendent les politiciens, les médias et les intellectuels au service du pouvoir.

Triste époque...

Ni patrie ni frontières, série «Nos tares politiques» (4 volumes dont 3 parus)

Au-delà de l'allusion et du jeu de mots contenus dans le titre de ce numéro divisé en deux volumes, «Nos tares politiques», souligne notre responsabilité collective face à un certain nombre de maux qui sévissent dans l'extrême gauche et l'ultragauche, comme dans les milieux anarchistes et libertaires.

Nous n'avons jamais eu aucune sympathie pour l'omerta, le copinage ou les excuses faciles que beaucoup d'entre nous trouvent à des «camarades» ou des compagnons qui se livrent à des commentaires nationalistes, racistes, sexistes ou xénophobes, mais que l'on s'obstine à considérer comme de «braves types», dans l'erreur, dévoués, courageux, intelligents, cultivés.... Le catalogue d'excuses est inépuisable.

Les organisations «révolutionnaires» ont toujours du mal à admettre qu'elles puissent être infestées par les mêmes travers que les autres et à trouver des moyens d'en débattre honnêtement et publiquement.

Elles défendent un programme, une méthodologie, une philosophie voire une «science» marxistes, donc toute oppression raciste, homophobe ou sexiste est «évidemment» bannie de leurs rangs théoriquement, mais est aussi jugée quasi impossible pratiquement.

Dès que l'on touche à certains discours automatiques, à certains mantras, les aboyeurs de l'extrême ou de l'ultragauche se mobilisent pour répandre un flot continu de calomnies et empêcher toute remise en cause et toute discussion.

Et lorsqu'on dénonce les rapprochements entre certains individus dits de gauche ou d'extrême gauche et des cercles d'extrême droite, la violence verbale passe à son maximum: «flics de la pensée, méthodes stalinienne, provocatrices», rien n'est épargné à celles et ceux qui pointent vers des convergences non seulement «objectives» (dixit le maître en manipulation Alain de Benoist), mais aussi vers des convergences amicales, souvent de longue date, insérées dans une stratégie où l'on se demande sans cesse si les «idiots utiles» de gauche ou d'extrême gauche qui jouent avec l'antisémitisme, l'anti-impérialisme réactionnaire, le «souverainisme» ou l'hostilité à l'immigration ne sont pas finalement des calculateurs cyniques.

Tome 1, n° 42-43: *Alliances sans principes, souverainisme, xénophobie de gauche, social-chauvinisme, «liberté d'expression ?» et complotisme*, juin 2014, 244 p., 10 €.

Nos tares politiques, tome 2 : Antisémitisme de gauche et antisionisme

«SPD et KPD face à l'antisémitisme nazi – Vergès - Dieudonné – Tariq Ramadan, les Juifs et la quenelle –Moishe Postone (interview)- Alain Badiou, un mao très banal *suivi de* : Quelques points de vue anarchistes sur l'antisémitisme et l'antisionisme (Non Fides, CGA, IAL, Fédération anarchiste)

Ni patrie ni frontières n° 44-45, septembre 2014, 200 pages, 10 €,

«Je ne suis ni juif ni sioniste, mais ce n'est certainement pas un crime que d'être l'un ou l'autre.» Paul Merker (membre du Bureau politique du Parti stalinien allemand, lors de son procès secret pour «sionisme», «défense des intérêts des déportés capitalistes juifs» et «espionnage» en RDA en 1952, innocenté en 1956).

Ce numéro est consacré à **l'antisémitisme de gauche**. L'extrême gauche et le mouvement libertaire non seulement n'apprennent rien de leurs erreurs, de leurs déviations et de ce que nous appelons leurs tares (qui sont aussi les «nôtres» pour ceux d'entre nous qui ont baigné dans ces milieux pendant des années), mais chaque affrontement entre, d'un côté, Israël et, de l'autre, l'OLP, le Hamas ou le Djihad islamique, chaque bombardement meurtrier de l'Etat d'Israël, chaque crime de guerre ou assassinat «ciblé», israélien, chaque incident violent, meurtre ou attentat antisémites en France (séquestration, torture et assassinat d'Ilan Halimi en 2009, meurtres commis par Mohamed Merah à Toulouse en 2012, attaques contre des synagogues et des magasins juifs en juillet 2014 à Paris et Sarcelles) montre, par le contenu de leurs **réactions molles et confuses**, que la plupart des groupes anarchistes, trotskystes et «ultragauches», pour ne même pas parler des altermondialistes ou du Parti de Gauche, **ne comprennent rien à l'antisémitisme**. Plus exactement **ils ne veulent rien y comprendre**.

Nous consacrons donc ce deuxième numéro de la série «Nos tares politiques» à l'antisémitisme de gauche et le troisième numéro, qui paraît en même temps, au négationnisme.

Nos tares politiques, tome 3

Incevables négationnistes ! «Ultragauches», libertaires et antisémitisme :un long aveuglement (1948-2014)

Ni patrie ni frontières n° 46-47, octobre 2014, 200 pages, 10 €

«Celui qui nie la réalité d'Auschwitz est celui-là même qui serait prêt à recommencer.» (Primo Levi)

Nous consacrons ce troisième numéro de la série « Nos tares politiques » au négationnisme de gauche français mais aussi à la discussion autour d'*Auschwitz ou le grand alibi*, texte de la Gauche communiste italienne récupéré par les négationnistes, et au livre *L'antisémitisme à gauche* de Michel Dreyfus. Les principaux arguments du négationnisme ont été forgés, dans les années 50 et 60, par le fasciste Maurice Bardèche et le «socialiste et libertaire» Paul Rassinier. Cet individu fut membre de la Fédération anarchiste entre 1954 et 1963 jusqu'à ce que ses compagnons «découvrent» ses penchants antisémites et négationnistes pourtant clairement affirmés dès 1950 dans *Le Mensonge d'Ulysse*, puis, en 1955 et 1956, dans une série d'articles intitulée *Le Parlement aux mains des banques* publiés dans *Défense de l'homme* de Louis Lecoin. A partir de la Guerre des Six Jours, les stalinien des pays de l'Est, qui avaient déjà une longue pratique de l'antisémitisme d'Etat, se lancèrent dans une guerre idéologique contre le «sionisme», guerre aux accents antisémites qui fut relayée par les nationalistes arabes puis certains partisans de l'islam politique. En France, les combats de Bardèche et Rassinier ont été repris et développés en 1978 par le négationniste Robert Faurisson et le marxiste conseiller Pierre Guillaume ainsi que quelques ex-ultragauches, puis dans les années 90, par le stalinien négationniste Garaudy soutenu par son pote l'abbé Pierre. Ces arguments antisémites de gauche sont aujourd'hui très répandus chez les... «antisionistes», qui falsifient (quand ils la connaissent) l'histoire **des** «communautés» juives, du nazisme et du judéocide, comme **des** sionismes.

Espérons que ce numéro permettra à quelques compagnons et camarades de se poser des questions et surtout de ne plus soutenir les combats des nationalistes-identitaires du Parti des Indigènes de la République, de l'extrême droite française (Soral, Dieudonné, Collectif Cheikh Yassine), et de l'extrême droite en Palestine (Hamass, Djihad islamique) et au Liban (Hezbollah). Combats qui ne visent nullement à instaurer une «juste paix» en Palestine, ni même à défendre les intérêts légitimes du peuple palestinien face au colonialisme israélien et à ses crimes de guerre.

G. Munis: *De la guerre civile espagnole à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948) Textes politiques – Œuvres choisies*, tome I, 12 €, 2012

G. Munis n'est pas très connu en France, même si plusieurs de ses ouvrages sont déjà parus dans ce pays. Ce premier volume de ses œuvres choisies retrace son évolution théorique, du trotskysme le plus orthodoxe à des positions plus proches de ce qu'il est convenu d'appeler les Gauches communistes – ce que les journalistes désignent sous le nom d'«ultra-gauche».

Les documents réunis dans ce volume couvrent la période 1937-1952, année où G. Munis est incarcéré par le franquisme. C'est une période marquée d'abord et avant tout par la guerre civile espagnole, puisque Munis se trouvait à Barcelone, où il tenta, avec une poignée de militants, de construire une organisation révolutionnaire ; la prison et les tortures en Espagne, puis l'exil en France et enfin au Mexique ; sa collaboration avec Trotsky à Mexico ; la Seconde Guerre mondiale, les mouvements de résistance et les discussions que ces événements provoquèrent au sein des groupes trotskystes ; la naissance des démocraties populaires et la construction d'un glacis autour de l'URSS considérée désormais par Munis comme un capitalisme d'Etat ; la naissance de la guerre froide et les problèmes nouveaux qu'elle posa.

Toutes ces questions peuvent paraître lointaines, voire dépassées, mais elles sont toujours actuelles. Il suffit de voir avec quelle rapidité la crise mondiale que nous subissons provoque de nouveau, à gauche comme à droite, des discours anti-allemands ou antichinois, l'apologie du protectionnisme, ou au contraire les appels au renforcement des structures politiques de l'impérialisme européen, pour vérifier que le poison du nationalisme est toujours là, même si l'URSS et ses satellites ont disparu et même si le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale en Europe ne semble, pour le moment, pas crédible.

La lecture de ces textes, en grande partie inédits en français et en tout cas introuvables, a aussi un autre intérêt: nous faire découvrir les écrits d'un homme qui n'a jamais abdiqué son combat pour le communisme, qui ne s'est vendu ni aux staliniens, ni à la social-démocratie, ni à la bourgeoisie, et a su rester fidèle à ses convictions.

Prix 12 €

Michel Roger : *Les années terribles (1926-1945). La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels*, 12 €, 2013

Où l'histoire d'ouvriers italiens émigrés obligés d'échapper au fascisme rejoint l'histoire, la grande Histoire !

«Suivre l'évolution politique de la Fraction italienne de la Gauche communiste et de ses membres, nous conduit à comprendre les questions politiques qui se posent à la classe ouvrière après l'effondrement de l'Internationale communiste et à appréhender autrement, et de façon plus vivante, le XXe siècle.

«Le lecteur d'aujourd'hui pourra aborder ainsi les questions politiques fondamentales posées par la dégénérescence de l'Internationale communiste, des partis communistes et l'échec de la révolution russe qui a entraîné la montée du fascisme, du stalinisme et la guerre d'Espagne pour enfin aboutir à l'horreur absolue de la guerre impérialiste mondiale jusqu'à l'enfer atomique à Hiroshima et Nagasaki.

«C'est au quotidien et parfois dans leur corps que ces ouvriers italiens, nos camarades, ont subi cette vie de proscrits à travers l'Europe où tous les gouvernements y compris le gouvernement russe, les pourchassaient. Restés fidèles à l'internationalisme prolétarien, malgré les horreurs de cette période, les camps de concentration que certains ont connus, la relégation dans les îles pour d'autres, ils ont combattu pour nous léguer une méthode critique et vivante du marxisme et de la théorie révolutionnaire. En réaction contre l'hystérie nationaliste de la Résistance, ils ont encore eu la force de créer le Parti communiste Internationaliste en Italie en 1944 et la Fraction de la gauche communiste de France.»

Michel Roger

L'enfer continue De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires (1942-1953)

Textes à l'appui avec des écrits politiques de Jean Malaquais -

L'enfer mondialisé !

Nous ne sommes pas uniquement «*condamnés à vivre dans le monde où nous vivons*», nous devons sans cesse revenir sur notre histoire, l'histoire du mouvement ouvrier. Nous gagnerons un avenir uniquement parce que nous aurons réinvesti notre passé pour le dépasser en l'assimilant. L'analyse minutieuse et la critique sans concession de ce passé et des erreurs commises par nos camarades sont les seuls gages permettant de dépasser la situation présente. Nous constatons forcément, à la lecture de l'histoire passée, que leur situation politique n'était pas meilleure que la nôtre. Loin s'en faut !

«J'ai été jeté dans la vie en plein brasier révolutionnaire, écrivait Marc Chirik en 1949. C'était les années glorieuses de la Révolution d'Octobre ! Depuis, cela va faire trente ans que j'ai parcouru physiquement et moralement tous les degrés du calvaire du prolétariat. J'ai suivi personnellement ce mouvement rétrécissant qui va de la III^e Internationale à l'Opposition de Gauche, de l'Opposition à la Gauche italienne pour aboutir aux petits groupes qui sont les nôtres aujourd'hui. Dans l'histoire et même dans l'histoire d'une classe, trente années c'est peu de choses, mais pour un pauvre diable c'est presque toute une vie.» (Lettre à Jean Malaquais)

La Gauche communiste internationale et la Gauche communiste de France (GCF) nous apprennent à penser librement en remettant en cause nos certitudes et en observant les modifications survenues au sein du capitalisme mondial, qui favorisent la tendance au capitalisme d'État. Elles nous apprennent à nous situer d'abord au niveau international et à celui de la classe ouvrière, pour analyser des situations. Avec la GCF apparaît pour la première fois en France un courant de gauche dans le mouvement communiste, courant rattaché aux tendances de la Troisième Internationale qui ont été critiquées dans les années 20 par Lénine dans son ouvrage *La maladie infantile du communisme*.

En publiant cet ouvrage, nous adressons un salut tout spécial aux membres de la Gauche communiste de France qui ont vécu ce que décrivait *Programme Communiste* dans un article à la mémoire du camarade Ottorino Perrone qui venait de disparaître en 1957. «*Pour affronter un tel désastre (la contre-révolution et la guerre), il fallait aux militants une loyauté envers le prolétariat, un désintéressement, un mépris de la popularité (...).*» Prix : 12 €

Livres imprimés sur des papiers labellisés

FSC

Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 3^e trimestre 2014

Achévé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal

Artizanord n° 203

42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille

www.imprimerie-clip.com

N° d'impression 07100227